



LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel N° 79 - Février 1979 - 3 F

CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE



MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION

Sommaire

A. Un grand Parti pour un grand projet	3
B. Pour le socialisme : synthèse dans l'unité et la clarté.....	9
C. Redonner ses chances à la Gauche.....	14
D. Une synthèse sans exclusive autour de François Mitterrand, Premier secrétaire du Parti socialiste, pour la construction du socialisme autogestionnaire.....	21
E. Pour l'Unité, le Parti de la rupture et de l'autogestion.....	24
F. Revenir à la ligne d'Epinaï, union pour l'autogestion.....	37
G. L'autre moitié du chemin	43

EXTRAITS DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ÉLECTION DES RESPONSABLES DU PARTI A TOUS LES ÉCHELONS

I. Les élections aux organismes de direction du parti sont organisées en application de l'article 5 des statuts nationaux. Elles s'opèrent au sein de chaque courant de pensée proposant une motion d'orientation au vote des militants.

La réunion du Comité directeur chargée d'établir les propositions de textes de synthèse, prévue par l'article 30 des statuts, a lieu six semaines au moins avant le congrès national, pour ménager le temps nécessaire au processus de désignation des candidats. Dans le même but, les congrès fédéraux doivent avoir lieu deux semaines avant le congrès national.

II. Les candidatures sont libres au sein de chaque courant de pensée. Pour les organismes de direction nationale, elles doivent être déposées au niveau national cinq semaines avant la date du congrès national. Elles sont annexées aux motions d'orientations et publiées dans la presse interne du parti. Pour les organismes de direction fédérale, elles doivent être déposées au niveau départemental deux semaines avant la date du congrès fédéral. Elles sont communiquées aux sections par la fédération.

III. Les votes pour la désignation des candidats aux organismes de direction ont lieu en réunion de courant. Il y est procédé au scrutin majoritaire à un tour. Chaque électeur doit faire figurer sur son bulletin, à peine de nullité, un nombre de candidats égal au nombre de postes à pourvoir dans l'organisme concerné au titre du courant.

IV. La désignation des candidats de chaque motion à la commission administrative de section s'opère lors d'une réunion de courant que tiennent les militants, groupés par motion, immédiatement après le vote de la section sur les motions d'orientation. La désignation des délégués de la section au congrès fédéral s'opère suivant les mêmes règles.

V. La désignation des candidats de chaque motion aux organismes de direction fédérale s'opère au cours d'une réunion de motion que tiennent les délégués de section lors d'un congrès fédéral.

La désignation des délégués de la fédération au congrès national s'opère suivant les mêmes règles.

VI. Des délégués départementaux de motion sont élus en assemblée fédérale de motion, selon les modalités prévues pour les candidats aux organismes de direction fédérale. Ils sont au nombre de un par fédération jusqu'à 1 000 voix obtenues par la motion dans le département, plus une par tranche complète ou incomplète de 1 000 voix au-dessus de la première. Les voix sont calculées sur la base de l'effectif d'adhérents à jour de leur cotisation, en appliquant le pourcentage départemental obtenu par la motion.

Les délégués départementaux tiennent une conférence nationale de motion, une semaine avant le congrès national. Au cours de cette conférence nationale, ils désignent dans l'ordre définitif de classement la liste des candidats de leur motion au Comité directeur, en cherchant la meilleure représentation possible des régions au sein du courant. Ils désignent en outre, les candidats à la commission nationale de contrôle et à la commission nationale des conflits.

VII. Les membres élus du Comité directeur, au titre de chaque motion finale, se réunissent par courants pour désigner les candidats de leur motion au bureau exécutif. Les candidats au secrétariat national sont désignés au cours de la même réunion, sur proposition du candidat désigné au poste de premier secrétaire (pour les modalités pratiques voir annexe).

PRÉPARATION DU CONGRÈS ET DÉSIGNATION DES RESPONSABLES

1. Trois mois avant le congrès publication de textes de propositions lançant le débat.

2. Deux mois avant le congrès, dépôt des contributions fédérales.

3. Six semaines avant, Comité directeur de synthèse, ouverture des dépôts de candidature aux C.D., C.E. fédérale, C.A. de section.

4. Cinq semaines avant, publication dans **le Poing et la Rose** des textes d'orientations accompagnée de liste de candidature aux organismes du parti.

5. Réunion fédérale d'information qui se tient après publication des textes et avant réunion des assemblées générales de section.

6. A la diligence des fédérations sera publié dans un délai de quinze jours avant les congrès fédéraux des listes de candidatures aux organismes dirigeants de la fédération annexée aux motions nationales.

7. Avant le congrès fédéral, assemblée générale de section qui :
- vote les motions ;
- recueille les candidatures pour les organismes dirigeants de la section. Dans les réunions regroupant les camarades ayant voté la même motion.
- désignation des délégués aux congrès fédéraux ;
- désignation des représentants de la motion aux organismes dirigeants de la section.

8. Quinze jours avant le congrès national : réunion des congrès fédéraux qui rassemblent les votes des sections ; réunion des délégués de section de chaque motion qui :

- Désignent les représentants de la motion aux organismes dirigeants de la fédération ceux-ci doivent obligatoirement être choisis parmi les listes de candidats publiées quinze jours avant ;
- Désignent les délégués fédéraux de motion sur la base de un par tranche commencée de 1 000 voix obtenues par la motion dans la fédération :
de 1 à 1 000 : 1 délégué
de 1 001 à 2 000 : 2 délégués
de 2 001 à 3 000 : 3 délégués
de 3 001 à 4 000 : 4 délégués, etc.

9. Une semaine avant le congrès national : réunion des délégués fédéraux de motion établissant la liste et l'ordre des candidats de leur motion au Comité directeur en recherchant la meilleure représentation possible des régions ainsi que leurs représentants aux autres organismes dirigeants du Parti.

10. Congrès national : les membres élus du C.D. au titre de chaque motion finale se réunissent par motion pour désigner leur candidat au bureau exécutif. Les candidats au secrétariat national sont désignés au cours de la même réunion sur proposition du candidat désigné au poste du premier secrétaire.

A UN GRAND PARTI POUR UN GRAND PROJET

Motion présentée par François Mitterrand et les camarades suivants :

01 - AIN

Anner Roland - Astier Georges - Bastard Jean - Coquard Alain - Gaillard Gilles - Girma Roger - Lacour Pierre - Martin Guy - Mazuir Rachel - Puget Henri - Robin Louis

02 - AISNE

Aumont Robert - Cornu André - Debove - Gatteau Sylviane - Lebas Bernard - Lefranc Bernard - Ledoux Henri - Males Renée - Mignot Patrick - Poulet Daniel - Thomas Robert

03 - ALLIER

Binot Roland - Boin Jacques - Chaubard Albert - Cotineau Christiane - Cotineau Daniel - Desgranges Jean-Paul - Daumur Jean - Emery Camille - Gantherret Robert - Gonard Pierre - Laplanche François - Limoges Roger - Rougeron Georges - Vellard Jean - Vellard Jacqueline

04 - ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Barras René - Bisciglia Gilbert - Demol Max - Domeizel Claude - Niel Robery - Raymond Guy - Tardy Fernand

05 - HAUTES-ALPES

Durand Christian - Isnard Robert - Kouyoumdjian Georges - Luc Maurice - Violin J.-François

06 - ALPES-MARITIMES

Beleudy Roger - Boivin Marcel - Bony Gérard - Bragard Bernard - Camera Danielle - Cazelles Ernest - Colonna Jean - Coudert Jean-Pierre - De Bengy Jean - Flament Michel - Genissieu Emmanuel - Peyrolle Juliette - Poirier Charline

07 - ARDÈCHE

Alaize Jean-Marie - Balme Pierre - Bastide Andrée - Brule Pierre - Caulet Odette - Charra Robert - Gaillard Louis - Goyet Jacques - Joly Lucien - Juvet Yves - Lavis Christian - Vianes André

08 - ARDENNES

Bachy J.-Paul - Charpentier Gilles - Dromby J.-François - Laplace Bernard - Lecuire Yvan - Rambourg Michel - Stevenin Jean

09 - ARIÈGE

Barrau Roger - Caux J.-Michel - Naudy Robert

10 - AUBE

Blondel Michel - Charpentier Guy - Clément Louis - Gombaud Robert - Goury Bernard - Pomonti Jacques - Steffann Paulette

11 - AUDE

Alquier Charles - Azeau Antoine - Badoc Robert - Barbie Pierre - Baro Joseph - Bauret André - Bayle Guy - Beles Roger - Bernard Michel - Cambolive Jacques - Canal Germain - Capdeville Robert - Castilla Jean-Baptiste - Cazanave Gaston - Costesque André - Courrière Raymond - Durand Paul - Ferran Robert - Gayraud Antoine - Grocelle Henri - Milhau Janine - Ouradour Jacques - Raynaud Alexandre - Souquet Marcel - Tisseyre Jean - Tournier Pierre - Vidal Joseph - Vives Paul

12 - AVEYRON

Boullet Germaine - Barriendos José - Ferran Bernard - Gasc André - Morel Michel - Pouget J.-Claude - Salvan J.-Paul

14 - CALVADOS

Achard Roger - Aron François - Barbe Renée - Carabeufs J.-Claude - Delaveau Gisèle - Delisle Henry - Dehais Gilbert - Dufour Jean - Fouque Françoise - Lamy Raymond - Ledran André - Letainturier Daniel - Lepoivre Jean-Ghislain - Mexandeau Louis

15 - CANTAL

Arrestier Claude - Brugièrre Michel - Debord Yves - Lagarde Robert - Maigne André - Souchon René

16 - CHARENTE

Allinaud James - Ferrant Jean - Fillaud Gérard - Fognet Violette - Gautier Suzanne - Maire Clovis

17 - CHARENTE-MARITIME

Bellegarde Alain - Denys Marie-José - Dibos Philippe - Faure Michèle - Fontaine Francis - Fulien Blanche - Marchand Philippe - Mocquay Patrick - Nicolas Raymond - Vion Henri

18 - CHER

Baduel Roland - Bey Nacem - Cormon André - Dubois Bernard - Ducasse Christiane - Rousseau Jean - Roux J.-Marie - Terroy Pierre

19 - CORRÈZE

Audebert Albert - Blayac Pierre - Calmon Jacques - Cassaing J.-Claude - Gaucher Jean - Gaudy Georges - Gussroy René - Poignet René - Rouveyrol Joseph - Dr Wellard

20 - CORSE DU SUD

Beech-Colonna Josette - Ciccoli Charles - Colonna Lucette - Ferrari Sandra - Gaffori Pierre - Giovanangeli Pierre - Magnani J.-Pierre - Nanan Claude - Pantaloni Ange - Peretti Francis - Sorba Paul - Vesperini Edmonde

20 - HAUTE-CORSE

Agostini Joseph

21 - COTE-D'OR

Coeurdevey Jean - Gandeaux Claude - Muttin M.-Thérèse - Neugnot Michel - Palau Pierre - Papaseit Albert - Paris Roger - Rasera Michel - Sereix Michel - Vaillau André - Volatier Michel

22 - COTES-DU-NORD

Bocquen Romain - Bourges M.-Claire - Chouat Didier - François - Gainche Robert - Hervé Jacques - Capry Paulette - Lejeune Madeleine - Le Roy Gilbert - Saulnier Claude

23 - CREUSE

Commergnat Nelly

24 - DORDOGNE

Decraene Paulette - Fanlac Pierre - Jaquet Gérard - Robin Rémy - Roudier Roger

25 - DOUBS

Beche Guy - Bordet Gaston - Desroches J.-Louis - Domon Marcel - Greset Marcel - Huot Yves - Ibanez Claude - Maréchal Alain - Neille Michel - Parrenin Joseph - Redoutey Jacques - Roy Denis - Vie Dominique

26 - DROME

Allard Maurice - Colette Jacques - Dupuis Lucien - Fillioud Georges - Gaucherand Marcel - Magnan Hélène - Martin Venant - Michel Henri - Morenas Guy - Pic Maurice - Verillon Maurice

27 - EURE

Breton Robert - Bureau Alain - Causse François - Chemin Michel - Derue Luc - Desrie Joekie - Doucet Michel - Goutard Jacques - Jeuneau Paul - Lefèvre Louis - Mabilie Marcel - Michel Eliane - Michel Claude - Ral Marcel - Recourt Freddy - Tinseau Luc - Vallée Bernard

28 - EURE-ET-LOIR

Badol Max - Benoit James - Coat Georges - De Franciosi J.-Yves - Gallet Jean - Génin J.-Claude - Legendre Maurice - Lemoine Georges - Leymarie Jean - Nespoulous Claude - Panier Claude - Petit Jocelyne - Robert Yvon

29 - FINISTÈRE

Cleach Daniel - Pronost Yvette

30 - GARD

Basoul Pierre - Bastide Jean - Baumes Gilbert - Benedetti Georges - Bendfredj Léon - Bruguierrolles Pierre - Carreyron Jean - Colencon Jean - Dufoy Georgina - Fabre Edmond - Favaron Eric - Matouk Jean -

Perrigot Francis - Pradilhes Claude - Rebeuf François - Schwartz Richard - Tailhades Edgar

31 - HAUTE-GARONNE

Amiel Francis - Anesis Yves - Bapt Gérard - Berino Francis - Bouic Sylvie - Briancon Tony - Burlin Armand - Cabirol - Cabot Francis - Carassou Jean - Cervera Albert - Doutres Férreol - Drouilhet France - Duphil J.-Claude - Durand - Eeckoutte Léon - Escude Gaston - Idiard J.-Louis - Lareng Louis - Lavigne - Laur André - Loidi Robert - Méric André - Piquemal J.-Yvon - Raymond Alex - Rippert Madeleine - Rivals George - Rodrigues Jaime - Saby Henri - Soubré Luc

32 - GERS

Betaille Claude - Cellard André - Dupuy Lydie - Garcia Aubert - Latere Suzanne - Montané Yvan - Saint-Araïlle Maryse

33 - GIRONDE

Biondini Pierre - Bœuf Marc - Bonnac J.-Pierre - Briat Jean - Carti Michel - Delord Georges - Deschamps Henri - Favory Volny - Garmendia Pierre - Handebert Henri - Join Marcel - Lagorce Pierre - Lalumière Pierre - Madrelle Bernard - Madrelle Philippe - Mercier Michel - Mitterrand Gilbert - Monge Gérard - Noël Jacques - Rateau Michel - Rouillard Pierre - Rouy Serge - Sangot Jean - Sergeau Henri - Toussaint Joël

34 - HÉRAULT

Austruy J.-Pierre - Bayou Raoul - Benamour Adolphe - Bené Jean - Bessière Emile - Beziat Henri - Boueyron Pierre - Chappottin Philippe - Colson Philippe - Couderc Guy - Crespy Aline - Crespy Michel - Crouzet Alfred - Delfau Gérard - Dubois Annette - Faro Roger - Justin Maurice - Lacombe Jean - Lombard Gérard - Luce Théo - Nayral Bernard - Noé Mauricette - Pellegrin Elie - Peridier Jean - Rauzier Elie - Saumade Gérard - Senes Gilbert - Sutra Georges - Tapié Greneviève - Vagaritter Max - Villaret Louis - Vignau J.-Pierre

35 - ILLE-ET-VILAINE

Chopier Louis - Belda André - Ferrandon Jean-Pierre - Gallet Henri - Guégan Jean - Guillard Jacques - Hirlé Christine - Lannay Antoine - Lageat Yveline - Lemaître Hélène - Lesacher J.-Claude - Lipkowski François - Lissieur Jean - Morazin Roger - Ponsy Ita - Rose Lucien - Trégueux René-Paule - Vitchiec Michèle

36 - INDRE

Allard Ernest - Boisard Jacques - Chante-guet J.-Paul - Courtaud Pascal - Durand Jacques - Durandeau Michel - Gateaud J.-Yves - Laignel André - Lavalette Marcelle - Mabit Joëlle - Massonneau Jacques - Renault Amédée

37 - INDRE-ET-LOIRE

Bosch Arlette - Conin Annie - Coulon J.-Pierre - Dauge Yves - Durand Gérard - Fil-leul J.-Jacques - Garreau Gérard - Garmain Jean - Lussaut Paul - Maveyraud Y. - Michel Alain - Mora Christiane - Esinger J.-Claude - Ossonce Claude - Roguinsky Michel - Testu J.-Michel

38 - ISÈRE

Armand Yves - Bally Georges - Bernard Pierre - Bureau du Colombier Jean - Cardin Gérard - Chenguelia Paul - Denizet Pierre - Duport Jacques - Ferraris Mireille - Gaude Pierre - Jouffrey Roland - Lecoz Serge - Mauroit Serge - Mermaz Louis - Metay Gilles - Moulin Madeleine - Moulin René - Nucci Christian - Oudot Pierre - Ratel Lucien - Roux Daniel - Royer Albert - Tréguer Alain - Sapin René

39 - JURA

Chauvin Constant - Cordier Jean - Cuny Yves - Fleury Marcel - Jouffroy Pierre - Lima Colette - Marnet Gilbert - Mathieu Roberte - Santacruz J.-Pierre - Tremblay Gysiane - Vauchez André - Vernus Michel

40 - LANDES

Carrère Jean-Louis - Duroure Roger - Emmanuelli Henri - Gracianette - Labat René

- Lamaison Serge - Louheau - Malaty - Massein Jacques - Scogniamiglio Henri

41 - LOIR-ET-CHER

Burel Thérèse - Foulet Paul - Grouille Robert - Lorgeoux Janny - Pannie Robert - Piederrière Bernard - Peringuey Jean

42 - LOIRE

Auroux Jean - Debout Michel - Fay Paul - Franc Félix - Gallonet Nicole - Gire Roger - Hugon Jean - Leydier Jean - Pradel Jean - Vincent Jean

43 - HAUTE-LOIRE

Achard Joseph - Ambert Bernadette - Chapaveyre André - Eyraud Louis - Guilhon Robert - Pegon Louis - Pradel Jean - Valentin Louis

44 - LOIRE-ATLANTIQUE

Ayrault Jean-Marc - Bourgeon Jean - Broustal Renée - Goureaux Guy - Hazo Bernard - Le Madec François - Mahé Albert - Marzin Jean-Gil - Prou Xavier - Sachot René-Luc - Vaugrenard Yannick - Verdy Pierre - Burgaudeau André

45 - LOIRET

Combe Michel - Dupont Claude - De Nardi Claude

46 - LOT

Jean Baduel - Marc Baldy - Bergougnoux - Paul Besse - Yves Bouffé - Marcel Coes-tes - Maurice Delpy - Mammiache - Francis Malemouche - Martin Malvy - Christian Marty - Christiane Redon - Claude Roldes - Floréal Sanchez - Charles Singlande - Antoine Perez - Yves Perié

47 - LOT-ET-GARONNE

Guy Berny - Maurice Cazassus - Jean Condou - Jean Fenouillet - Jean Guérard - Christian Laurissergues - André Lavielle - Jacques Martinot - Jean-Pierre Ousty - Jean Rumeau - André Vidal - Viviane Vrech

48 - LOZÈRE

Raymond Fabre - Jacques Gasperin - Pierre Gazo - Vincent Martinez

49 - MAINE-ET-LOIRE

Gustave Bodineau - Jean-Paul Brachet - Alain Chaslerie - Robert Cherubini - Jean-Yves Dumont - Daniel Dupuis - Jean Lepape - Jean-Claude Lijour - Jacques Martineau - Roland Poulain - François Renier - Claude Seigneurin

50 - MANCHE

Gustave Bonnemain - Marcel Chasles - Louis Darinot - Rémy Derubay - Jacques Despont - Daniel Guillot - Georges Jourdam - Leueltel - Jean Levallois - Lerouvillois - Jean Lerouvreur - Guy Leroux - Roger Maunoury - Marcel Philippe - Francis Sol - Bernard Troudet - René Vaillant - Jean Victoire

51 - MARNE

Madeleine Dupuis - Jean-Claude Fontalirand - Jean-Claude Laval - François Letz-gus - Jean Teyssier

52 - HAUTE-MARNE

Guy Baillet - Maurice Dricot - Bérangère Goujat - Charles Perrot - Michel Rochereau - Roger Thévenau

53 - MAYENNE

Roger Buard - Claude Buard - André Guiard - Edmond Renard - Claude Piou

54 - MEURTHE-ET-MOSELLE

Robert Barry - Marie-Odile Barry - Jean-François Casner - André Maccolini

55 - MEUSE

Jean Bernard - Robert Bruge - Maurice Costil - Victor Cusseau - Roger Frémion - Jean-François Harmand - Noëlle Mangin - Roger Richit - Christian Viller

50 - MO Coroller Duberna lard Yve René - Pierre -	57 - MOSELLE Barcellini Serge - Frentzel Jean - Laurain Jean - Leucart René - Masseret Jean-Pierre - Michels Jean - Metzinger Charles - Raubeuf Daniele - Rouget Sylviane - Schiffler Nicolas - Zarnai Janos	58 - NIÈVRE Benoist Daniel - Berrier Noël - Chamberland Benoist - Berrier Noël - Chamberland Michèle - Charmant Marcel - Coron Pierre - Domage André - Drouin Martine - Gentilhomme Robert - Guillaume Robert - Huyghues des Etages Jacques - Junot J. - François - Kesler J. - François - Sautereau Serge - Teisseire Eugène - Thuillier Thérèse	59 - NORD Alluin Bernard - Baron Léonce - Blazic Alain - Bloch Martyne - Boban Danièle - Bodin Dominique - Bodin Philippe - Boissière Guy - Bridenne Paul - Capelle Daniel - Carpentier Alain - Casail Yves - Clavaud Bernard - Clérambeaux Léonce - Desouter Alain - Detaille Marcelle - Durand Yves - Fontaine Georgette - Frimat Bernard - Gilliard André - Girdal Bernard - Hayeux Michel - Haesebroeck Gérard - Hérin Gervais - Hubert René - Jeu Joël - Laurent André - Laurent Augustin - Leroy Marcel - Lepoutre Robert - Nancy Michel - Mercier Jean - Mournonvalle Jean-Claude - Montagnon Pierre - Notebart Arthur - Oubry Jean - Perrier Jean - Provo Victor - Quiquempois Jean - Ruant Jean-Marie - Taho Robert - Schmitt Philippe - Vignoble Gérard	60 - OISE Amsallem Walter - Anciant Jean - Bonan Henri - Braine Jean-Pierre - De Roy Hervé - Fouchère Berthe - Françaix Michel - Germain Moira - Haine Claude - Hanniet Jean-Pierre - Landjerit Bernard - Legourrier Gérard - Lemaire Michel - Martin Jean-Jacques - Prin Jean-Claude - Ville Marcel	61 - ORNE Dauphin Armand - Devinant Claude - Flais J. - Fontaine J.-P. - Marceau G. - Mauger Pierre - Pavis J.-C. - Pavis Pierre	62 - PAS-DE-CALAIS Bourriez Jean - Cabiddu Marcel - Delehedde André - Depoorter Charles - Laloux Jean - Nagels André - Pasquier Joseph - Piette Jacques - Provée Gérard - Roussel Jean-Marie - Soudain Jean-Louis - Soudant Robert - Wilquin Claude	63 - PUY-DE-DOME Bacquet Jean-Paul - Belin Gilbert - Bouchady Pierre - Boulay Arsène - Chaduc Jean - Chaux Jean - Dollat Pierre - Girard André - Grollet Suzanne - Journal René - Lancelot Hélène - Lavedrine Jacques - Magnier Jacques - Prival Jacques - Quilès Jean-Pierre - Sauzedde Fernand - Villet Georges	64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES Balangué Robert - Cazalis René - Destrade Jean-Pierre - Elissonde Raymond - Erbin Pierre - Garcia Philippe - Junqua Christian - Labarée Georges - Léglière Claude - Lignières Martine - Minvielle Raymond - Mounolle Claude - Per Nicole - Tassy André - Verges Pierrette	65 - HAUTES-PYRÉNÉES Brue Noël - Cambours André - Claverie Alfred - Durrier Josette - Forgues Nadine - Forgues Pierre - Fourmet Jean-Claude - Larrieux Jean-Claude - Larrieux Maryse - Loula André - Montoya Pierre - Pecantet Jean - Ribot Pierre - Ricaud Jean-Pierre - Liroulet Henri - Trébois Roger - Venet Ninette	66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES Adda Pierre - Baillelte Lucien - Beffara François - Broch Gilbert - Cortade René - Dabat Henri - Pederencino Marie-Geneviève - Portal René - Ribère René - Sageloli Michel - Siere Henri	67 - BAS-RHIN Antony Christiane - Arnaudet Josette - Azoulai Laurent - Beck Alfred - Bertrand Maurice - Fiégel Christian - Fritsch Claude - Gilly Robert - Gruber Raymond - Haefner Raymond - Hoffmann Georges - Klein Gilles - Lizano Raphaël - Oehler Jean - Schlotter Gérard - Trocmé Etienne - Wantz Jean-Paul - With Jean-Paul	68 - HAUT-RHIN Bannwarth Etienne - Michelin Henri - Salm Jacques - Ullmann Francis - Weber Fernand	69 - MOSELLE Coroller Marie-Paule - Dorléans André - Dubernat Collette - Giovannelli Jean - Gué-lard Yves - Lagarde Jean - Lenormand René - Masson Michel - Peresse Jean-Pierre - Quiniot Pierre - Scouarnec Louis	70 - HAUTE-SAONE Pierre Carnet	71 - SAONE-ET-LOIRE André Billardon - Maurice Chapelle - Noël Daroux - Bernard Desbrières - Nicole De-frain - René Ducarouge - Marguerite Gillot - Robert Grandjean - Christian Jacob - Pierre Joxe - André Laffly - Lucien Lieutet - André Lotte - Maurice Mathus - Marcel Mathy - Odette Ménager - Jeanine Meuriot - Daniel Pluchot	72 - SARTHE Jacques André - Jeanine Bonneau - Gérard Bonneau - Guy-Michel Chauveau - Raymond Douyère - Francis Gaboreau - Guy Henri - Henri Joffe - Guy Lemercier - Jacques Le Lidec - Jean Margot - Jacques Métral	73 - SAVOIE Roger Rinchet - Camille Blanc	74 - HAUTE-SAVOIE Jean-Louis Bossavit - René Canu - Jacques Dalex - Jacques Delzors - Jean-Claude Drouillat - Geneviève Dupessey - Raymond Vanzetta	75 - PARIS Pierre Aidenbaum - Jacques Attali - Alain Barrau - Georges Beauchamp - Pascal Beau - Alain Bellarot - Maurice Benassayag - Pierre Castagnou - Françoise Castro - Jean-Michel Charpin - Jean-Jacques Chate-lux - Alain Chenal - Jean-Claude Colliard - Georges Dayan - Bertrand Delanoë - Jacques Delors - Jean-Gérard Didière - Phi-lippe Dubois - Paule Dufour - Claude Estier - Stelio Farandjis - Philippe Farine - Re-née Fregozzi - Roger Hanin - Gérard Hoarau - Lionel Jospin - Jack Lang - Jean Leclerc - Jean-Marie Leguen - Serge Lesou - Ma-rianne Lyon-Caen - Claude Manceron - Olivier Marec - Jacques Meyer - Micheline Mouradian - Yves Navarre - Henri Noguères - Paul Olivier - Isabelle Ondars - Ja-nine Parent - Chantal Perez - Jean-Louis Piednoir - Françoise Pierrat - Nathalie Po-peren - Lucien Praire - Bernard Prétet - Jean Pronteau - Paul Quilès - Françoise Séligmann - Pierre Shapira - Gisèle Stié-venard - Vincent Thollon-Pommerol - Ja-nine Tillard - Anne Trégouet - Daniel Vail-lant - Serge Wajeman - Victor Zitoun	76 - SEINE-MARITIME Arnaud Elyane - Beaufils Jean - Bérégovoy Michel - Delahaye Nicole - Dhaille Paul - Fabius Laurent - Lannes Albert - Lefèvre Françoise - Massion Marc - Ribardiére Gil-les - Senet Huguette - Sorel Mariette - Val-léry Michel - Vialaret Claude - Vivient Dani-el	77 - SEINE-ET-MARNE Bodin Yannick - Bauduin Fernand - Clua Jean - Concaret André - Coquelin Georges - Drèze Alain - Durand Patrice - Girard Paulette - Grall Michèle - Grattier Jean - Jouanin Jean-Claude - Le Foll Robert - Oudot Jacques - Roynette Jacques - Salo-mon Max - Siméon Jean-Pierre - Védié Michèle - Zins Alfred	78 - YVELINES Alcantara B. - Balbastre G. - Brisset Alain - Desvergnès Pierre - Debonno P. - Don-nadiou C. - Dross C. - Gaumé Gérard - Guil-lon R. - Jacquemin F. - Lemettre J. - François - Le Moal M. - Mâchefer Philippe - Mouton J. - Neiertz Véronique - Petit Roselyne - Predieri R. - Ruffin R. - Van-denberghé J.-P. - Weitz Jeanine	79 - DEUX-SÈVRES Jourdain Marcel	80 - SOMME Angedin Pierre - Becq Jacques - Carle Françoise - Corigliano Pierre - Hiard Pierre - Lebas Jean-Philippe - Linéatte Pierre - Obre Christian - Pecque Andrée	81 - TARN Argelès Henri - Bernard Pierre - Bétachet Francis - Billoux André - Bonne André - Clermont Jules-Louis - Diaz François - Du-rand Jacques - Galy Raymond - Gaugaren-gues Christian - Lafabrie-Roussel Elisabeth - Lavergne Vivien - Manas Yves - Petit Georges - Sudre André	82 - TARN-ET-GARONNE Bouzergues René - Bouzignac René - Del-bes Henri - Delikat Maurice - De Marsac Henri - Lagarde Roger - Meillon Yves - Herrera Jean - Nouvel André - Saint-Mar-tin Georges - Sudra André	83 - VAR Bombard Alain - Chanteloube Claude - Glo Patrick - Goux Christian	84 - VAUCLUSE Alfred - Arnaud Yves - Bayet Michel - Champloy Marcel - Eyguesier Guy - Fon-tesse Claude - Fournier Jean-Pierre - Jo-seph Jean-Louis - Lambertin Jean-Pierre - Malaplate Georges - Mauroux André - Meysen Claude - Michel Emilienne - Ni-colai Jean - Pena Thérèse - Penne Guy - Pons Jean-François - Pourchier Roger - Roche Pierre	85 - VENDÉE Albert - Auxiette Jacques - Garenc Simone - Jannière Henri - Métais Pierre - Migeon Josiane - Montlahuc - Puaux Philippe - Riou Louis - Rondau Françoise - Tourenne André	86 - VIENNE Brunette Claude - Cartraud Raoul - Claeys Alain - Cormier Christian - Cresson Edith - Levchin Micheline - Pacaud Jacques - Santrot Jacques - Souil Jean-Pierre	87 - HAUTE-VIENNE Boucharechas André - Chabassier Robert - Champeau Albert - David Michel - Des-valois Pierre - Fondanèche Claudie - Ga-dieux Colette - Longueue Louis - Mati-naud René - Pierre-Bussière Robert - Plei-nevert Roland - Rodet Alain - Savy Robert - Theillet Pierre - Thomas Marie-Thérèse - Tourtaud Roger	88 - VOSGES Alemani Jean - Blanck Pierre - Boulay An-drée - Cazenave Raoul - Didierjean Gilbert - Huin Pierre - Jeanvoine René - Rossignol Eugène - Thibers Serge	89 - YONNE Bichat Jean-Marcel - Boisselet Pierre-François - Caze Claude - Colas Charles - Constantin Jean - Goussot Michel - Gheusi Raymond - Globa Madeleine - Lamoure Michèle - Micard André - Mollaret Raoul - Morin Philippe - Morin Pierrette - Pita Maria-Luis - Poux Marcel - Poux Renée - Roger Robert	90 - TERRITOIRE DE BELFORT Barthes Yves - Dreyfus-Schmitt Michel - Gaag Jean - Henry Maurice - Maillard Jean - Martin Jean-Claude - Rognon Do-minique - Seropian Louis - Turvelle André - Yeny Marguerite	91 - ESSONNE Arnaud Gabrielle - Audry Colette - Berson Michel - Camus Pierre - Delattre Michel - Desbordes Louis - Germon Claude - Maury Michel - Mayer Daniel - Moreau Bernard - Soppelsa Jacques	92 - HAUTS-DE-SEINE Bahry Jacques - Bassinet Philippe - Béré-govoy Pierre - Brisset Gérard - Busnel	93 - SEINE-SAINT-DENIS Bartolone Claude - Barbier Lucile - B. Daniel - Bernardi Claude - Bonin Pierre - Boulard Josiane - Calderini - Chauzy Marcel - Chérel Jeanne - barge Marcel - Delhy Jacques - D. Gilbert - Eynard J. - Farré Françoise - zier Claude - Guilbert Georges - M. Jacques - Maitrias Jean-Paul - Ma - Sanchez José - Savat Gérard - St	94 - VAL-DE-MARNE Castera Gérard - Cathala Laurent - Faure Dominique - Franceschi Joseph - Jacomi Jean-Pierre - Lalumière Catherine - Muller Claude - Nevoux Paulette - Pecoud Jean - Portay Jean - Preziosi Jean-Paul - Rou-quet René - Sève Patrick	95 - VAL-D'OISE Audiffren Daniel - Ballestrucci François - Becquet Jean-Pierre - Boiteux Roland - Deshayes Catherine - Philippe Jean - Ja-niaud Patricia - Morin Bernard - Tondeur André - Vignaud François	96 - GUYANE Achille Monique - Darivon Maurice - Egalgi Maurice - Egalgi Christiane - Etienne Auguste-Edouard - Etienne Clau-dine - Jean-Louis Dominique - Souriana Hermont	97 - LA RÉUNION Defaud Jean-Luc - Lorion Claude - Nativel Jean-Maxch	98 - LUXEMBOURG Cuendet Blanche - Robert Dominique	99 - ALLEMAGNE Abel Monique - Bayle Jean-Pierre - Berjot Robert - Bitoun Michèle - Boerez André - Bonet Jean-Pierre - Gremillet Christian - Jeanmougin Alain - Rouillon Cécile
--	---	--	--	---	---	--	--	--	---	--	--	---	---	-----------------------------------	--	--	--	--	--	---	---	---	-------------------------------------	---	--	---	---	---	--	---	--	--	---	--	---	--	---	--	--	---	---	---	---

Un grand Parti pour un grand projet

1. - Avec des millions de Françaises et de Français nous avons espéré que les élections de mars 1978 permettraient, par la victoire de la Gauche, de commencer à « changer la vie ».

Chacun sait dans quelles conditions les dirigeants communistes, s'ils n'ont pu empêcher que le Parti socialiste devienne le premier Parti de France, ont maintenu la droite au pouvoir en déchirant l'union.

Il est nécessaire d'en tirer la leçon et pour cela de prendre en compte les évolutions de toutes sortes qui se sont produites au plan national et international, dans les rapports économiques et sociaux, dans les domaines du savoir et du pouvoir. Non pas pour reculer devant la crise ou l'accepter comme une fatalité. Non pas pour dévier devant les attaques de tous bords, mais pour déterminer l'action du Parti socialiste dans les deux ans qui viennent. C'est l'objet de notre motion.

2. - Refusant de polémiquer et de nous attarder sur la question de savoir si un accord était possible lors du Comité directeur de synthèse le 11 février dernier, nous souhaitons que, sur la base de cette motion, enrichie par de multiples amendements, intervienne au congrès de Metz, après un débat de tout le Parti, un large accord dans la clarté et sans exclusive.

Depuis près de huit années, le premier signataire de ce texte, Premier secrétaire du Parti socialiste, a veillé, en dépit des traverses, à assurer la progression et l'unité du Parti, unité qui ne doit pas être mise en cause, mais au contraire développée. A la logique de l'émission qu'ont trop souvent connue les socialistes, opposons la voie de l'unité et de la détermination. C'est l'objet de notre motion.

3. — Le record absolu du chômage dans l'histoire de notre pays, des régions entières foudroyées, des conditions de vie et de travail souvent inacceptables, la toute-puissance de l'argent et le maintien d'immenses inégalités, le saccage de la nature, les pollutions de toutes sortes, la centralisation excessive, les hiérarchies, la marginalisation des femmes, l'exclusion des jeunes, la montée des violences, une voix qui n'a rien à dire à l'Europe et au monde, voilà la France giscardienne de 1979.

Triste et logique bilan d'un système qui après vingt ans de Ve République et cinq ans de présidence de Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas d'autre ambition que de défendre à tout prix les intérêts de la classe dirigeante. Lutter contre ce pouvoir, défendre les libertés, aborder les élections cantonales et l'élection européenne avec toutes les chances de succès afin d'avancer le jour où le socialisme vaincra — et donc obtenir de tous les socialistes, et surtout de leurs dirigeants qu'ils sachent s'imposer la discipline indispensable pendant cette période difficile. C'est l'objet de notre motion.

4. - Elle comprend trois parties, sous un triple mot d'ordre :

— Regarder devant soi.

— Tenir bon.

— Pour un nouvel élan.

La grande question qui se pose à nous est de savoir si l'homme, affronté aux changements de la révolution scientifique, en retirera plus ou moins de liberté. Nous pensons que la réponse dépend de nous et de notre capacité à proposer tout simplement le socialisme. Un grand Parti pour un grand projet. C'est l'objet de notre motion.

I. Regarder devant soi

1. Toute révolution scientifique entraîne une mutation des idées et des mœurs, suscite de nouvelles formes d'expression, annonce une autre révolution, celle des structures économiques et des rapports sociaux. Nous vivons l'une de ces époques. Non seulement un socialiste se garde de les craindre mais doit les désirer. Pas de socialisme sans la science. Le refus du progrès technique, la peur de l'acte créateur sont le propre des sociétés perdues. Le danger pour l'humanité n'est pas que l'homme invente mais qu'il ne maîtrise pas ce qu'il a créé. D'où la nécessité pour lui d'accroître son savoir et de prendre conscience des causes objectives et subjectives de son asservissement. **Un parti politique comme le nôtre a précisément pour fonction, dans le domaine qui est le sien, de contribuer à cette prise de conscience. Comment le ferait-il s'il méconnaissait les effets de la révolution scientifique d'aujourd'hui sur les phénomènes politiques de demain ?** Aurions-nous à lancer un mot d'ordre, à la veille d'un congrès qui déterminera pour deux ans la politique du Parti, il serait celui-ci : **regarder devant soi.**

2. En voici les raisons. **La biologie** constitue désormais un facteur de transformation de la condition humaine aussi important que le fut la physique au siècle dernier. Capable de modifier le code génétique d'une bactérie et de la conduire à fabriquer des protéines d'origine humaine, la science d'avant-garde bouleversera d'ici à 1985 les données de la médecine et de la pharmacie. La même technique de programmation génétique appliquée aux plantes peut, dans les dix prochaines années, démultiplier, en la simplifiant, la production agricole. La biologie permettra l'extraction de l'énergie solaire absorbée par le monde vivant, transformera les déchets en sucre ou en alcool, recyclera par le canal des micro-organismes l'industrie énergétique tout entière.

L'électronique fournit à l'homme des instruments de décision qui livrent, dans l'instant, une somme de connaissances qu'aucun savant n'aurait pu rassembler au terme d'une vie consacrée à l'étude. Capable de transmettre à grande vitesse et de stocker en grandes quantités les impulsions électriques elle traduit tout message et tout calcul en signes. L'automatisation ne consiste plus à augmenter la puissance des moteurs mais à accélérer le traitement de l'information. Aux Etats-Unis d'Amérique, 46 % du produit national brut sont constitués d'activités de production relevant directement ou non de l'information et de la communication. Miniaturisés, des ordinateurs de 16 millimètres à 1 centimètre carrés aussi minces qu'une feuille de papier et contenant de 64 000 à 1 million d'éléments sont déjà sur le marché, prêts à remplacer les ordinateurs de grande taille. La machine se substituait naguère au muscle du travailleur. Elle relaie maintenant, pour le compte de chacun, la mémoire de l'humanité, ordonne son jugement, règle le cours de son activité. On imagine l'importance décisive que revêt, pour notre pays et la sauvegarde de son indépendance, la possession d'une telle industrie.

Avant peu, **les satellites de communication** auront modifié aussi bien les circuits de télévision que les mécanismes économiques. Tout téléspectateur français aura accès à 200 chaînes allemandes, néerlandaises, anglaises, américaines, etc., pour la plupart commerciales. Par le biais d'un satellite une entreprise enverra sa comptabilité pour être traitée à l'étranger, pouvant ainsi échapper au contrôle fiscal et économique de son pays.

Se poseront alors dans d'autres termes les problèmes du travail, de la consommation, du pouvoir. De nouveaux biens de consommation apparaîtront, notamment dans les domaines de la culture, de la santé et de l'administration : machines à enseigner, machines d'auto-diagnostic médical, télécopieurs, vidéo-disques (ou disques porteurs d'images, 40 000 par face). Des millions d'emplois seront menacés dans la poste, la banque, les services, la production industrielle, provoquant, si l'on ne change pas le modèle de société, un chômage massif. La vie privée des individus sera contrôlée par des détenteurs de « mémoires informatiques » centralisées, altérant la conception même de la démocratie. Il suffira que le ministre de l'Intérieur dispose d'une discothèque de 250 vidéo-disques pour qu'il puisse en 15 secondes faire apparaître sur un écran la fiche signalétique de chaque Français.

On comprend, par ces quelques exemples, combien il est urgent de définir les choix industriels, d'institutionnaliser les contre-pouvoirs et de diffuser un savoir apte à saisir et à cerner les effets de ces mutations.

3. **Regarder devant soi**, c'est aussi explorer le devenir des **rapports de l'homme avec son milieu.**

Depuis l'origine de la vie, il a toujours été soumis aux conditions naturelles. Pour la première fois, le rapport des forces est inversé : la nature l'écrasait, il peut à son

tour la détruire. Forts de l'avancée technologique mais incapables d'en maîtriser les conséquences, nous sommes confrontés à de nouveaux et formidables périls : marée noire des pétroliers, destruction des espaces naturels, empoisonnement des rivières, asphyxie des forêts, extinction d'espèces entières, raréfaction de l'oxygène, déchets nucléaires balottés d'un pays à l'autre et qui restent menaçants pour des millénaires. Nous attendons de la mer notre alimentation et nos matières premières et déjà meurt sous nos yeux son élément vital.

Nous ne trouvons notre équilibre qu'en nous situant au centre d'un territoire humain et physique jalonné de repères familiers. Mais, résultat d'une expansion urbaine n'obéissant qu'à la loi du profit, ce territoire est aujourd'hui désarticulé, les femmes et les hommes renvoyés dans leur solitude.

Trop de nos villes sont devenues lieux de ségrégation et d'insécurité. Elles exilent à la périphérie les non-privilegiés : les plus jeunes, les plus vieux, la grande masse de ceux qui n'ont même pas droit à l'aisance. Elles séparent les citadins de leurs parents, de leurs amis, de leur travail, les condamnent aux interminables trajets quotidiens, réduisent leurs liens avec le monde extérieur à l'hypermarché et à la télévision. La tâche majeure du socialisme est peut-être d'apporter à la ville moderne la civilisation qui lui manque, car toute civilisation est échange, dialogue, naissance d'une communauté.

4. **Regarder devant soi**, c'est comprendre qu'il y a **échec d'une gestion politique de la société** quand celui qui devrait en être le bénéficiaire réagit en victime et se sent menacé dans son identité. On cumule des inadaptations majeures : un développement urbain sans réussites, une éducation sans perspectives, un matérialisme sans générosité. Il y a échec d'une telle politique quand ceux auxquels on en propose les prétendus avantages s'en détournent, quand on assiste, en négatif, à la baisse de la natalité, à la crainte du lendemain, en positif, à la résistance écologique, à la réhabilitation des aspirations régionalistes, à la recherche d'une conduite intelligente de l'existence, à l'éclosion de marginalités utopiques, régressives ou constructives, au nom d'une poésie ou d'un sens retrouvé de la vie, portant condamnation d'un système de valeurs aussi aride que stérile.

Il y a échec quand le discours tient lieu de seule réponse à **l'affirmation de la femme, alors qu'il s'agit là d'une des vraies révolutions de notre temps, peut-être la plus profonde.** Il y a échec quand une société considère le temps libre, le temps de vivre, comme un résidu du travail.

5. **Regarder devant soi**, c'est observer la rapidité avec laquelle le paysage planétaire, qui nous était coutumier, se brouille, se déforme, s'efface et comment se dessine, avec quelle netteté, **la nouvelle répartition des forces politiques, la nouvelle localisation des puissances économiques.**

Le centre de gravité de la politique internationale s'est déplacé de l'Atlantique au Pacifique. Enumérons. L'accord sino-japonais, la réconciliation sino-américaine et la réaction russe, l'occupation du Cambodge par le Vietnam, la Thaïlande menacée. La nouvelle avancée stratégique soviétique en direction de l'océan Indien : après le coup d'Etat en Afghanistan, les coups d'Etat aux deux Yémen, l'aide militaire à l'Ethiopie, la Mer Rouge fermée au sud. Le réveil religieux de l'Islam chiite en Iran, la contagion possible du phénomène en Irak et dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale, le Golfe persique en balance. Plus près de nous, Israël et l'Egypte impuissants à signer la paix, la Turquie instable, le Liban brisé. L'Asie entre dans le siècle.

L'Europe d'après Brejnev ne ressemblera pas à celle du dernier après-guerre. Les deux Allemagnes grandiront encore chacune dans son camp, avant de se reprendre à rêver d'unité. Les satellites de la Russie auront envie de respirer un air plus libre. On a parlé de guerre pour Chypre. On la redoutera pour la Yougoslavie. Que la France ne commette pas la faute d'armer la Chine, oubliant que l'axe de sa sécurité et de la paix européenne passe par Moscou !

Partout les matières premières dessinent en filigrane la carte de la puissance. Brésil, Mexique, Nigeria, Indonésie, s'il le peut le Zaïre, s'il le veut le Canada. Les peuples nombreux les feront fructifier. Pas les autres. Nous parlerons plus loin de notre Europe de la Communauté.

Regarder devant soi, c'est prendre acte des rapports de forces économiques contemporains. La modification du coût du pétrole avait déjà profondément affecté la carte énergétique et financière du monde et révélé le degré de notre dépendance. L'absence d'un système monétaire, la redistribution des pôles de production sur l'ensemble du globe

au gré des intérêts des sociétés multinationales, l'apparition, après le Japon, de complexes puissants dans des pays, qui n'avaient pas rang de compétiteurs mondiaux — Corée, Singapour, Brésil —, l'industrialisation croissante de pays jusqu'alors fournisseurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés posent à nos industries navales, sidérurgiques, métallurgiques, textiles, des problèmes de concurrence redoutables, quand ce n'est pas de simple survie. Encore faut-il comprendre que l'on ne survit pas dans le repli sur soi. Pour que s'instaure enfin un nouveau type de relations entre le monde industrialisé, le tiers-monde détenteur de matières premières et le quard monde démuné, la France doit ouvrir le champ de ses propositions.

Regarder devant soi, c'est faire l'Europe sans défaire la France, ou mieux préparer la France à retrouver ses véritables dimensions par son engagement dans l'Europe. C'est aussi mesurer l'échelle des risques qui pèsent sur la paix et savoir que **le premier d'entre eux se nomme la prolifération des armes nucléaires.**

6. **Regarder devant soi**, ce n'est pas seulement constater l'impuissance de nos gouvernements successifs à mettre notre économie en situation de résister. C'est aussi ne plus vouloir se satisfaire que tant d'efforts de la communauté nationale aboutissent, par mauvaise direction politique, à tant de stérilité.

Dans quel état se trouve aujourd'hui la société française traumatisée par un chômage structurel massif, les coups portés à son niveau de vie, des conditions de travail souvent inacceptables, les atteintes aux droits syndicaux et le refus de la négociation sociale, des déséquilibres et des inégalités de toutes sortes, les sourdes révoltes qui l'agitent ! Et comment expliquer ? Sinon par une profonde dissociation de l'homme et de son milieu, du jeune et de l'adulte, du travailleur et du travail, du progrès matériel et de l'épanouissement, du citoyen et de l'Etat, de la technique et du bonheur. Notre Parti doit aller plus loin.

7. C'est ce que nous avons fait en consacrant des conventions nationales, des colloques et des journées d'études à l'Energie (mai 1975), l'Autogestion (juin 1975), les Réponses socialistes à la Crise du Capitalisme (juin 1975), la Santé (février 1976), l'Agriculture

II. - Tenir bon

1. Quoi qu'il advienne, réponse sera donnée aux questions qui viennent d'être posées. A lucidité, à compétences égales, tout homme d'Etat, tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, le fera selon ses convictions.

Mais les socialistes savent que la science n'est pas neutre. Ou bien la liberté y gagnera ou bien ce seront les forces d'oppression. C'est là toute l'affaire. Au début de la première révolution industrielle la machine, pensait-on, pouvait, devait libérer les travailleurs d'une large part de leur peine. Elle les a, au contraire, davantage asservis. Le pouvoir de la bourgeoisie, nouvelle classe dirigeante, que sa récente victoire politique avait rendu propriétaire des grands moyens de production et donc de la décision économique, se mua en impitoyable dictature. Il fallut près d'un siècle pour que fût reconnu à la classe ouvrière — au prix de quel combat, en dépit de quels freins, à peine desserrés — le droit de vivre.

Même cause, mêmes effets. La formidable projection de la science moderne sur chacun de nos actes pourrait, devrait libérer les travailleurs, les consommateurs d'aujourd'hui. Elle les asservira davantage pour peu que persévère le système économique en place, pour peu que ne lui soient pas substitués d'autres rapports de production, une autre politique et une autre morale.

La raison d'être du socialisme est tout entière dans cette lutte. Afin que cesse un jour l'exploitation de l'homme par l'homme il n'est pas d'autre voie. Suivant que l'informatique s'oriente vers des techniques centralisées ou décentralisées, que la génétique conduit à la manipulation du cerveau ou à la réduction du cancer, à la prévention des maladies ou à la fabrication de surhommes-robots, que l'océanographie aide à multiplier les sources d'alimentation, donc à vaincre la faim ou à abriter les armes de mort, que la connaissance de l'atome livre les secrets de la matière ou serve à l'anéantir — et nous avec elle —, tout change à l'évidence. Plus clairement encore : tout dépend du pouvoir.

Pour l'atteindre et pour l'exercer, notre stratégie politique a été définie, il y aura bientôt huit ans, au congrès d'Epinais : comment transformer les structures qui déterminent le pouvoir, comment le rendre aux citoyens, comment y conduire les travailleurs ?

(mars 1976), la Jeunesse et l'Education permanente (juin 1976), l'Aéronautique (septembre 1976), les Villes nouvelles (octobre 1976), le Pétrole (octobre 1976), les Télécommunications (octobre 1976), l'Automobile (novembre 1976), la Sidérurgie (novembre 1976), la Construction navale (décembre 1976), la Recherche (janvier 1977), la Politique industrielle (février 1977), la Pharmacie (octobre 1977), l'Agro-alimentaire (novembre 1977), la Ville (novembre 1977), la Crise du Travail (novembre 1977), Femmes et Socialisme (décembre 1977), la Vie associative (décembre 1977), les Universités (décembre 1977), la Défense (janvier 1978), le Transport (janvier 1978), le Cadre de Vie (janvier 1978), les Cadres et le Socialisme (février 1978), l'Elargissement de l'Europe (septembre 1978), la Justice (décembre 1978), l'Innovation pédagogique (janvier 1979), les Commerçants et Artisans (février 1979), l'Aménagement du Territoire (février 1979). Encore cette liste n'est-elle pas complète. Elle montre cependant — à ceux en particulier qui ont cru ou dit qu'il ne s'intéressait qu'à l'électoratisme — l'intense activité d'un Parti qui recherche passionnément les solutions politiques qu'impose l'évolution de la pensée humaine.

C'est ce que nous avons fait, quatre semaines après les élections législatives de 1978, en ouvrant le débat qui commande notre avenir, en décidant la mise en œuvre du **Projet socialiste**. 216 questions posées à nos 188 000 adhérents, sur des thèmes tels que « la crise du capitalisme », « le travail », « le temps libre », « le pouvoir », et « la France dans le monde », aucune difficulté, on le voit, n'a été éludée. Jamais organisation politique n'a mené une enquête aussi vaste auprès des siens, ni lancé autant d'interrogations, jamais organisation politique 'a appelé sa base à définir ses choix de façon plus complète, plus précise. Et le sérieux, le nombre et la diversité des réponses reçues ont justifié cette confiance du Parti en lui-même. Il convient maintenant de parachever l'entreprise en réunissant à la première date libre la Convention nationale chargée d'arrêter définitivement les termes du projet. **Nous proposons octobre prochain.**

8. Le socialisme est le seul projet capable de réconcilier la liberté de l'homme et les mutations de la science et du monde. Et c'est sur le socialisme qu'il faut tenir bon.

La « ligne d'Epinais » n'est pas partie de rien. Elle avait derrière elle une longue et rude et souvent belle histoire. Est-elle en cause aujourd'hui ? Et le socialisme historique, ou plutôt le socialisme tel que l'Histoire l'a fait, est-il remis en question ? L'obligation où nous nous trouvons de revenir à tout moment sur des points qui semblaient acquis — front de classe, stratégie de rupture, union de la gauche —, la nécessité où nous sommes ici d'exposer, une fois de plus, les décisions réitérées de nos congrès, prouve bien qu'il y a problème.

2. Commençons par rappeler, au risque d'exprimer des vérités premières que **notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme.** C'est pourquoi nous parlerons ici de rupture en évoquant successivement les cinq conditions qu'elle suppose : un Plan démocratique, un secteur public élargi, de nouveaux droits aux travailleurs, une décentralisation poussée jusqu'à son terme, des mesures immédiates.

Un Plan démocratique. Plutôt que de s'abandonner aux mœurs de la jungle qui caractérisent « l'économie de libre-concurrence », n'est-il pas plus juste et plus sûr de compter sur la réflexion, l'expérience, l'intelligence mises en commun et de préparer l'avenir par un Plan ? Dans de nombreux secteurs de notre vie économique, le marché a cessé d'exister. Ailleurs, il ne règle les échanges que pour partie. Sans nier le rôle qu'il continue et continuera de jouer là où demeure une réelle pluralité des entreprises, nous pensons que les grandes orientations nationales et régionales doivent être déterminées par la confrontation des intérêts, des besoins et des aspirations démocratiquement débattus à tous les niveaux et non au gré de ceux qui, sociétés multinationales et maîtres de la banque, exercent, sous couvert du marché, un pouvoir sans partage.

Rompre avec la toute puissance du marché et sa logique du profit engagera la transition.

En matière de transports ou de logement, de santé, de culture et d'éducation, le manque de ressources financières d'une famille ou d'un individu cessera de constituer un obstacle insurmontable pour beaucoup.

Certes, on constate dans les pays communistes de modèle soviétique une centralisation abusive autour d'un Plan bureaucratique. Pour échapper à ce danger, le Plan

d'un dialogue entre les représentants de la population (élus locaux, syndicats ouvriers et patronaux, organisations de consommateurs, mouvements familiaux et du cadre de vie, etc.) et des institutions. Dans la phase d'élaboration les régions formulèrent leurs propositions sans être astreintes à une étroite cohérence d'ensemble. La confrontation de ces propositions entre elles et avec les données nationales et internationales conduira à une série d'esquisses qui feront l'objet de consultations décentralisées avant d'aboutir au vote du Parlement. Il appartiendra alors aux régions d'établir leur plan dans le cadre de la loi, mais sous leur propre responsabilité.

Instrument privilégié d'une maîtrise collective du développement et de la transformation sociale, le Plan fixera les objectifs généraux, notamment pour l'emploi, les finances, l'équilibre extérieur, l'aménagement du territoire. Il préparera les activités nouvelles qui découleront des mutations technologiques. Il coordonnera les investissements. Il privilégiera les équipements collectifs et développera les secteurs de pointe, l'innovation, la reconquête du marché intérieur. La fiscalité, une politique du crédit et des prix, un secteur public élargi, des contrats passés entre les instances nationales, régionales, les collectivités locales, les responsables des branches économiques et les grandes entreprises privées ou publiques compléteront ce dispositif. Ce ne sera donc pas le marché qui assurera la régulation globale de l'économie.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette définition, qui est celle d'Epinaud, du rapport Plan-Marché. Mais il est aussi de son intérêt que le débat ait lieu.

Un secteur public élargi. Deuxième terme de la stratégie de rupture, l'appropriation sociale des grands moyens de production et du crédit n'est pas dissociable du Plan. Indispensable pour changer le rapport de force avec le capital, elle est également nécessaire à la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et financière. Cette socialisation — ou nationalisation — ne se réduit pas à une mesure de prudence ou de police contre le capitalisme. Elle a surtout pour objet d'empêcher que le capital ne s'accumule indéfiniment et que se perpétue la domination du patronat sur les travailleurs. Elle tend à transformer le mode de production et à ouvrir la voie à l'autogestion. Sans un vaste secteur public, le gouvernement socialiste, privé du moyen de peser sur les pôles de décision économique, serait vite incapable d'exécuter son programme. Quelle que soit la technique juridique employée pour les réaliser — il en est de plusieurs sortes qui vont de la prise de participations majoritaires (sidérurgie, pétrole) à l'expropriation intégrale (avec indemnisation) — les socialisations doivent s'inspirer de cette réalité : le pouvoir passe par la propriété, la propriété c'est le pouvoir. Quant à la liste des groupes à nationaliser — les sociétés mères et l'actif qu'elles détiennent dans leurs filiales —, nous avons donné notre accord à celle du Programme commun de la Gauche, participations comprises. Cette liste sera complétée en temps utile, chaque fois que dans un secteur-clé s'affirmera une tendance monopolistique ou que des produits nécessaires à la vie et à la sécurité du pays seront en cause. Notre programme « Changer la vie » avait également prévu, dès 1972, le retour à la nation de toutes les richesses du sous-sol, la socialisation des industries pour lesquelles les commandes publiques constituent la quasi-totalité des débouchés (financement des télécommunications, concessions d'autoroutes, etc.), les industries où la concurrence ne peut fonctionner de façon satisfaisante sur le plan national (transports aériens et maritimes, industries nucléaires), celles vivant des subventions publiques, et la création d'entreprises-témoins dans le bâtiment. N'oublions pas que ce programme est toujours en vigueur.

La crise rend les nationalisations plus nécessaires encore. Beaucoup d'entreprises utilisent aujourd'hui l'inflation, l'endettement, voire les licenciements pour financer leurs investissements. Des secteurs à fort potentiel de croissance sont négligés. Des financements massifs sont consentis par la puissance publique. Dans ce contexte l'appropriation sociale constitue l'outil d'une véritable politique industrielle pour une nouvelle croissance. Ajoutons à cela le développement du secteur de l'économie sociale. Régionalisation, départementalisation, municipalisation des entreprises en fonction de leur taille et de leur poids économique, les entreprises associatives, les coopératives ouvrières de production, permettront d'avancer de façon cohérente vers la socialisation des moyens de production.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette démarche vers un secteur public élargi, une addition d'expérimentations sociales ne pouvant remplacer la conquête du pouvoir d'Etat et la maîtrise des pôles de l'économie. Mais il est aussi nécessaire que le débat ait lieu.

De nouveaux droits aux travailleurs. L'extension du contrôle des travailleurs dans l'entreprise constitue le véritable ressort de l'autogestion», ainsi s'exprime notre programme. Un droit syndical renforcé ; la section politique d'entreprise reconnue ; l'organisation et la rémunération du travail contrôlées par les comités d'entreprise et les comités d'établissement ; les délégués élus au niveau de l'atelier ; l'embauche, les licenciements, les classifications, la détermination des cadences, les conditions d'hygiène et de sécurité préalablement soumises au comité d'entreprise ; et dans le secteur public la majorité aux travailleurs et aux collectivités autres que l'Etat dans les conseils d'administration des entreprises, la mise en place de conseils d'atelier ou de service : ces mesures, parmi d'autres, le Parti, à l'occasion de son congrès, les réaffirmera.

Démocratie économique et démocratie sociale font corps avec la démocratie politique.

La décentralisation. L'Etat, instrument de la classe dominante, est aussi, en France, le produit d'une tradition centralisatrice qui, commencée sous la Monarchie, s'est perpétuée jusqu'à nous. Or, nous sommes en lutte contre le système imposé par la bourgeoisie et nous pensons que si le pouvoir central a servi, naguère, l'unité nationale, aujourd'hui il lui nuit. Double raison de s'attaquer aux structures étatiques. Les Français n'ont plus à craindre de voir la nation éclater sous la pression des forces centrifuges. Ils ont, au contraire, à se défendre contre un Etat omnipotent, uniforme et tracassier. La décentralisation, c'est le droit à la différence. En application de ce principe et conformément à la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, la Corse, spécifiquement par sa situation géographique, économique, sociale et sa forte densité culturelle, bénéficiera d'un statut particulier.

Quand le suffrage universel nous en aura confié la charge nous transférerons au niveau le plus proche de la vie quotidienne nombre des pouvoirs confisqués par l'Etat. Fermeture des bureaux de l'administration parisienne qui régissent les collectivités locales, éclatement de ministères tels que l'Intérieur, les Finances, l'Equipement, décentralisation des grands services publics (EDF, GDF, P. et T., etc.), suppression de la fonction préfectorale, accroissement des pouvoirs des assemblées élues — assemblées régionales, conseils généraux, conseils municipaux, à cette fin le congrès chargera le Comité directeur d'inscrire à son ordre du jour, le plus rapidement possible, le projet actuellement à l'étude, de même qu'il mandatera le groupe parlementaire pour que l'Assemblée nationale se saisisse au plus tôt de la proposition de loi socialiste sur la vie associative déposée en décembre dernier.

Des mesures immédiates. Personne ne croit au « grand soir » ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long ? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la gauche et pour atteindre dans les trois mois, comme l'a prévu notre programme, des seuils décisifs. Nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs, réforme fiscale, retour à la liberté de l'information seront, de ce point de vue, prioritaires.

3. La stratégie de rupture ne s'applique pas qu'à l'industrie. Elle recouvre également le secteur agricole. Le schéma productiviste de M. Giscard d'Estaing ne maintiendra en France que deux cent mille exploitations agricoles intégrées aux secteurs industriels et commerciaux d'amont et d'aval. Or, l'agriculture de notre pays ne peut plus se permettre de perdre un seul actif sans qu'il soit immédiatement remplacé par l'installation d'une jeune. L'exploitation doit vivre de son travail et il ne le peut sans une politique de prix garantis à la production dans le cadre de quantum tenant compte des coûts et sans des transferts appropriés tenant compte du rôle économique et social des agriculteurs dans la vie régionale.

C'est pourquoi le Parti socialiste préconise des offices par produits qui seront chargés de veiller à l'application de cette politique dans le cadre de la planification démocratique. La gestion de ces offices sera confiée majoritairement, aux agriculteurs et salariés, mais aussi à des représentants des consommateurs et du gouvernement. L'office déterminera les prix des produits garantissant un juste revenu aux exploitants agricoles. Il assurera la régularité du marché et veillera au bon fonctionnement des circuits de production et de transformation.

Pour alléger la charge foncière qui repose sur les agriculteurs et pèse dangereusement sur les prix agricoles à la production, le Parti propose d'autre part de libérer du foncier par la création d'offices fonciers proches des SAFER actuelles, mais démocratisées et décentralisées. De telles propositions, qui ne sont en rien contraire au Traité de Rome, auront inévitablement des conséquences sur la politique agricole commune qui doit être réformée. Enfin l'intérêt national exige que l'agriculture joue son rôle dans l'équilibre de

l'exportation de nos exportations agro-alimentaires.

4. Il est des luttes qui ne recoupent pas les schémas traditionnels de la lutte des classes. Parmi elles, la lutte des femmes. Notre Convention nationale sur les droits des femmes (janvier 1977) nous a dotés d'un texte qui rend désormais indissociables combat des femmes et combat socialiste. Mais ce texte est peu connu et peu repris en compte par le Parti.

Au-delà de la notion, exprimée plus haut, de l'Etat-instrument de la classe dominante, existe un pouvoir d'Etat, exacte reproduction d'un pouvoir patriarcal qui continue d'inspirer la plupart des hiérarchies de notre société. Comme l'observe l'une des contributions : selon ce pouvoir l'organisation politique, le commandement et la loi reviennent par essence aux hommes qui détiennent la force d'appropriation, tandis que par nature les femmes leur sont assujetties dans les tâches d'entretien et d'exécution.

Le congrès, en approuvant le document issu de la Convention nationale, lui rendra son actualité. Actualité de la lutte pour que la société conçoive la place du travail dans la vie des femmes de la même façon que pour les hommes, lutte contre la théorie du libre choix de travailler qui serait réservé aux femmes alors qu'il n'en est rien, lutte contre l'inégalité de la formation professionnelle, des salaires, de la promotion, lutte pour le développement des équipements socio-ménagers, pour une autre politique de l'habitat, un autre statut social, lutte pour la reconduction et l'extension de la loi Veil.

5. L'Union de la Gauche. Sans doute l'Union de la Gauche est-elle gravement atteinte par le comportement sectaire et destructeur de la direction du Parti communiste. Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'union des forces populaires, traduction politique du Front de classe des travailleurs en lutte contre l'exploitation qu'ils subissent, continue d'être puissamment ressentie par les masses. Ni l'exploitation ni la lutte n'ont disparu avec les élections de mars 1978. Au contraire elles se sont durcies en même temps que la crise. Et l'union, quels que soient les obstacles dressés devant elle par l'état-major du P.C., reste une nécessité. Mais comment maintenir une union dont l'un des partenaires, à l'évidence, ne veut pas ? Cette question est dans tous les esprits.

On rappellera, à cet égard, que l'Union de la Gauche autour d'un Programme commun est un phénomène unique dans l'Histoire de l'Europe. Chez nous le Parti communiste l'a refusée à Léon Blum, lors du Front populaire. Il n'a participé (avec de Gaulle, Gouin, Bidault et Ramadier) qu'à des gouvernements d'Union nationale et de concentration républicaine. Partout ailleurs il a recherché l'alliance des partis du centre (Finlande, Islande), de la démocratie chrétienne (Italie), de l'armée (Portugal), ou de l'ensemble des forces démocratiques (Espagne), mais n'a jamais choisi l'accord direct, préférentiel avec les socialistes.

Sauf en France. Pourquoi ? En raison du rapport de forces qui jouait à l'époque contre les socialistes et qui pouvait laisser croire que ceux-ci seraient aisément dominés ? Pour des raisons propres au communisme international ? Pour des raisons particulières à l'évolution du communisme français ? Nous ne nous interrogeons pas ici plus longtemps, sinon pour souligner l'incohérence d'une démarche qui devait conduire le Parti communiste à louvoyer de 1971 à 1977 dans les méandres de « l'union considérée comme un combat » pour finir par la rompre et combattre... les socialistes. Là encore, que de questions ! Assurément, la direction communiste n'a pas accepté la prépondérance acquise par notre Parti, dans et par l'union. Peut-être a-t-elle redouté de gouverner dans la tourmente de la crise. Peut-être a-t-elle subi des pressions venues d'ailleurs, de crainte qu'une expérience socialiste, cautionnée par les communistes, n'offre du socialisme un visage nouveau différent, sinon antinomique, du modèle soviétique. Il y a lieu de penser que ces raisons se sont additionnées.

Le point qui nous importe aujourd'hui est de savoir s'il est imaginable que le P.C. change d'attitude, cesse bientôt de considérer les socialistes comme ses adversaires principaux, et de préférer le gouvernement de la droite et du grand capital à la victoire des travailleurs. Rien ne le montre.

Alors que faire ? L'alliance à droite sous couvert de troisième force est évidemment exclue. L'hypothèse d'un isolement volontaire qui conduirait notre parti à ne conclure d'alliance ni à droite ni à gauche, à ne compter, pour parvenir au pouvoir et faire passer ses propositions dans les faits, que sur ses seules forces et l'éventuelle neutralisation de ses rivaux, ne débouche sur rien, à moins de fournir une stratégie intermédiaire pour une alliance à droite.

Enfin l'idée a été avancée de préférer à la notion et à la pratique d'Union de la Gauche et de front de classe d'autres notions. Si cette proposition signifie que l'union doit être et

est d'abord profondément vécue par les millions de Français qui font confiance à la gauche, elle exprime simplement une évidence. Si elle veut dire que notre parti doit, prolongeant l'action déjà engagée, entretenir des liens toujours plus forts avec les syndicats et les associations, elle suggère à juste titre de poursuivre l'orientation adoptée. Mais s'il s'agit de chercher désormais à inclure dans un même rassemblement et sur le même plan les partis politiques, les syndicats, les associations pour qu'ils définissent ensemble des objectifs de gouvernement, cette idée n'est ni souhaitable ni réaliste. D'une part, elle mettrait gravement en cause l'indépendance des uns et des autres. D'autre part, elle reposerait sur une illusion : considérer que toutes les associations se fixent un but politique et de gauche. La spécificité de ces mouvements s'oppose à une telle orientation même s'il est absolument indispensable de renforcer nos liens avec eux. L'action syndicale ne se confond d'ailleurs pas avec l'action politique. Le syndicat doit être indépendant du parti si l'on veut éviter que l'un ou l'autre ne joue le rôle de « courroie de transmission ».

Il n'est donc qu'une méthode : créer une situation à laquelle le Parti communiste ne pourra échapper.

Pour cela, pas de secret : **les socialistes doivent tenir bon.** Respecter leurs engagements. Pratiquer la discipline électorale. Engager des actions communes utiles aux travailleurs. Etre présent dans les luttes regroupant les forces de changement. Nous proposons dès maintenant une rencontre pour associer méthodiquement et d'un commun accord les partis politiques de gauche aux luttes pour la défense de l'emploi et le sauvetage des régions en péril.

Mais en même temps les socialistes diront haut la vérité sur les manquements du P.C. Poseront des questions précises, comme l'a fait constamment la commission Jospin-Gazier, sur les contradictions entre le centralisme démocratique et la revendication autogestionnaire, l'internationalisme théorique et les pratiques nationalistes, le ralliement au pluralisme et la réalité soviétique, le discours de gauche et le sabotage de l'alliance de gauche, etc.

Le Parti socialiste, en tenant bon, fera plusieurs démonstrations à la fois : qu'il est le véritable artisan de l'union, qu'il s'enracine dans le terrain social qui est le sien, qu'il accroît son audience dans l'opinion publique. D'abord être soi-même. Affirmer sans cesse l'identité socialiste est le devoir de chacun d'entre nous. Trois rendez-vous à court terme avec le suffrage universel en offriront l'occasion : élections européennes, élections présidentielle, élections législatives (les cantonales auront eu lieu quand se tiendra notre congrès : nous y marquerons des progrès). Faisons en sorte, par notre fidélité, par la justesse de nos vues et par notre énergie, que les 23 % de mars 1978, qui font déjà de nous le premier Parti de France, soient largement dépassés. Restera au Parti communiste soit à s'enfermer (davantage) dans ses refus sectaires, soit à comprendre son devoir. Au-delà des tout prochains mois, lorsque, par nos initiatives, un contexte plus favorable aura été créé, lorsque le mûrissement des conditions politiques et l'approche d'importantes échéances auront suscité un nouvel appel vers les solutions gouvernementales de la gauche, et quand nous aurons nous-mêmes enrichi et actualisé le Programme socialiste par notre réflexion sur le « Projet », il nous appartiendra, à nous, Parti socialiste, principale force de la gauche, d'engager le dialogue. Dès maintenant nous nous prononçons pour un pacte de non-agression entre les partis de gauche. Agissons en toutes circonstances pour que notre Parti soit reconnu de plus en plus comme le moteur du changement de la politique française, le moteur de l'union des forces populaires.

6. Abordons maintenant deux points qui sont, depuis les élections législatives, au centre du débat public. Plusieurs de nos dirigeants ont développé à l'intérieur et à l'extérieur de nos rangs l'argument selon lequel le Parti aurait manqué de rigueur économique dans l'exposé de ses projets et contribué par là à l'échec de la gauche. S.M.I.C. à 2 400 F, surcharge et contenu des nationalisations, somme des revendications matérielles, l'économie française ne pouvait, ont-ils dit, supporter un tel poids. Sans oublier la position récente du Parti en faveur d'une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures avec salaire maintenu, négociée entre les partenaires sociaux et accompagnée d'une réduction de l'éventail des revenus.

D'une façon plus générale la conception même du Programme commun a été, par ce biais, sévèrement jugée : le quantitatif aurait pris le pas, à l'excès sur le qualitatif.

Atrêtons-nous à la première de ces critiques.

- Rigueur économique et rigueur sociale.

Les prétendues « lois économiques » que l'on présente, à droite, comme éternelles, analogues à celle de la cosmologie, ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste. Certes, on ne peut pas consommer plus que l'on produit, on ne peut pas dura-

blement acheter à l'étranger plus que l'on ne vend. Ces contraintes admises, il existe plusieurs voies pour les surmonter.

Appellerions-nous rigueur économique l'ensemble constitué par la réduction relative des salaires, la dégradation des services publics, notamment de l'enseignement, l'absence d'aménagement du territoire ? Le transfert de toutes les ressources possibles vers le profit privé considéré comme le seul stimulant de l'économie ?

Nous préférons compter sur le travail, l'intelligence, la capacité d'innovation des travailleurs, de l'ingénieur à l'ouvrier. Sur leur appui et leur accès aux responsabilités. Sur un dialogue sincère avec les syndicats. Voilà des bases autrement solides pour riposter à la crise, retrouver les voies de la compétitivité, reconquérir le marché intérieur, développer nos exportations, assurer et financer les tâches d'intérêt général (infrastructures, services publics, recherche, éducation, développement culturel).

Les prétendues « lois économiques » de la droite ne sont que les vieilles « recettes » de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles « recettes » de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la société industrielle. Evitons donc d'appeler rigueur économique ce qui n'est que rigueur sociale.

L'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte interne des classes. Mis nous n'en refusons pas moins l'endettement excessif de la France, l'effondrement de sa monnaie et finalement la perte de son indépendance. Nous devons veiller avec soin à nos importations et choisir une relance sélective de la demande intérieure quant aux secteurs et aux bénéficiaires qui favorisent la consommation populaire, emploient le moins de biens importés.

La rigueur économique dans le sens où l'entendent les maîtres du pouvoir constitue un formidable mensonge. Ni Giscard, ni Chirac, ni Barre n'ont frappé les privilégiés. Jamais on ne les a vus s'attaquer aux puissants pour les contraindre à prendre part au redressement national. Leur rigueur économique reste dans le cadre de la société dont ils assurent la défense, avec ses hiérarchies et ses iniquités. M. Giscard d'Estaing impose les salariés, les assurés sociaux, les consommateurs de produits de première nécessité, mais ménage les grandes fortunes. Il st temps de changer les termes du débat et de ne plus se laisser investir par la culture économique dominante.

A la rigueur sociale de la droite (blocage des salaires, hausse des prix, licenciements, etc.) **opposons** la rigueur sociale de la gauche (impôt sur les grandes fortunes, resserrement de l'éventail des revenus, lutte contre la fraude fiscale, etc.). C'est dans cette perspective qu'il faut se placer. Il est normal, en effet, que les mesures sociales de notre Programme soient en contradiction avec les lois économiques qu'on veut nous faire admettre. Rappelons que l'objectif du Socialisme est la suppression du salariat en tant que rapport de production, la fin de l'exploitation capitaliste.

Serait-il interdit de lutter contre les inégalités et de redistribuer les chances et les charges à l'intérieur du produit national ? A quoi servirait-il de conquérir le pouvoir d'Etat si nous n'étions pas capables de porter immédiatement le salaire minimum au niveau nécessaire ? Quel crédit garderions-nous auprès des travailleurs si nous n'étions pas en mesure de provoquer une baisse du temps de travail à 35 heures, d'ouvrir le droit à la retraite à 60 ans, d'engager un effort important en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés ? Considérées dans la logique capitaliste ces mesures sont, bien entendu, sacrilèges, cette logique impliquant le maintien ou la hausse des profits et donc la hausse des prix, moyen traditionnel par lequel le patronat récupère les avantages sociaux que la lutte des classes le contraint d'accorder.

Compromettrons-nous pour autant l'investissement, déjà si faible sous M. Giscard d'Estaing ? Il faudrait le craindre selon « les lois économiques » du capitalisme. Mais on sait qu'aujourd'hui les restrictions permanentes et absurdes de crédit poussent les entreprises à l'autofinancement de leurs investissements et donc à la recherche plus âpre encore de leurs gains. A ce prix, les P.M.E. succombent tandis que les banques, centres d'accumulation des profits privés, deviennent les exécuteurs des monopoles industriels. Dans la logique socialiste, au contraire, où le système bancaire sera nationalisé et lié au Plan, où les taux d'intérêts seront réduits dans leur ensemble et variables en fonction des priorités, le crédit financera les investissements industriels conjointement avec l'autofinancement. Cette logique en vaut bien une autre !

Que reste-t-il aussi de l'équilibre budgétaire, réputé règle d'or par le Giscard d'Estaing d'il y a quelques années ?

En vérité, le capitalisme emploie la crise comme stratégie d'adaptation. En étendant sa sphère d'influence à de nouvelles régions du monde, aux nouvelles dimensions des besoins, en déqualifiant les travailleurs, en

multipliant les consommations factices, en exploitant les ressources naturelles à bas prix, en se servant du chômage comme d'une arme absolue, en concentrant les pôles de décisions, le capitalisme multinational fait de la crise une source de profit, de la science un outil de pouvoir, du progrès un mode d'exploitation. Le Parti socialiste se fait une autre idée des hommes et des choses.

— Qualitatif, quantitatif.

La lecture des contributions convainc de l'utilité du débat entre les socialistes. Le congrès enregistrera certainement l'accord quasi-unanime qui s'est réalisé sur le refus d'admettre que la diffusion plus démocratique du pouvoir au sein de la société puisse pallier l'absence de mesures quantitatives de redistribution des richesses, bref sur l'idée qu'il n'est pas possible de séparer le « qualitatif » du « quantitatif ». Conclusion heureuse d'un procès engagé avec quelque vivacité au lendemain des élections législatives.

7. La dimension internationale du socialisme. La recherche d'un nouvel internationalisme ne résulte pas seulement d'une aspiration morale. Elle repose aussi sur l'existence de forces sociales qui tendent partout dans le monde à se libérer des dominations dont elles souffrent. La réduction du temps de travail, par exemple, est une revendication que l'on retrouve dans l'Europe occidentale tout entière. Bien plus, le mouvement ouvrier est né et s'est développé sans frontières, puisant sa force dans la solidarité des exploités et dans l'identité de leurs besoins.

Sécurité collective, désarmement, arbitrage ont également inspiré le programme constant des socialistes sur la scène du monde. Le socialisme est par nature international ou il se nie. Et ce d'autant plus que son adversaire, le capitalisme, est lui-même parvenu au stade multinational. Les sociétés de ce niveau sont installées à tous les carrefours, dominent l'espace économique, contrôlent le flux et le reflux des marchandises, effacent les frontières, poussent à grande allure les pions du libre-échange universel.

Voulons-nous que la division internationale du travail et de la production se fasse sans nous et contre nous ?

- La France et le Tiers-Monde.

On ne soulignera jamais trop l'importance qu'il y a à tracer les lignes de force d'un nouvel ordre économique international, passant par la reconnaissance des Etats du Tiers-Monde comme partenaires égaux. Les socialistes adopteront ou recommanderont une attitude positive dans les grandes négociations internationales avec les pays en voie de développement, la stabilisation des échanges et du système monétaire internationaux, la recherche de pays avec qui engager une coopération exemplaire à travers des accords de co-développement, en même temps que la dénonciation des conditions d'exploitation particulièrement brutales qui expliquent souvent les formes de concurrence anormales. Dans l'immédiat notre congrès décidera d'étudier la mise sur pied d'un organisme de solidarité avec le Tiers-Monde.

Le soutien aux luttes de libération nationale (particulièrement en Afrique australe), les campagnes contre la misère et la faim et pour les libertés mobiliseront notre action internationale. La lutte pour les Droits de l'Homme repose sur le refus de l'oppression et de l'exploitation, sur l'affirmation du droit à la différence. C'est un combat politique (droits démocratiques), social (droits syndicaux), culturel (droits religieux, droits linguistiques). Nous ne devons pas seulement lui apporter notre soutien à l'extérieur. Nous devons le traduire en termes concrets pour ces représentants du Tiers-Monde que sont en France (et en Europe) les travailleurs immigrés. En ce sens, là comme ailleurs, il y a concordance entre la défense des Droits de l'Homme et la volonté d'entreprendre les transformations sociales.

La construction de l'Europe.

- L'élection du 10 juin. Le Parti socialiste réitére son attachement à la politique définie par le congrès extraordinaire de Bagnolet, sans délai ni préalable autres que ceux nés de la conjoncture (exemple : l'élargissement). Cette politique le conduira à soutenir fermement la construction et le développement de la Communauté européenne. Il prendra part dans cet esprit, le 10 juin prochain, à l'élection au suffrage universel direct des députés à l'Assemblée européenne et rappellera que cette mesure, inscrite dans le Traité de Rome signé par le gouvernement Guy Mollet en 1957 et entré en vigueur en 1959 sous la présidence du général de Gaulle, n'implique en soi aucun transfert nouveau de compétence tout en renforçant la légitimité de l'institution.

Il affirmera, à cet égard, que la règle de l'unanimité nécessaire à toute révision du Traité de Rome reste sa loi. Dans l'état actuel des relations entre les neuf pays membres de la Communauté, devant leur difficulté à définir des politiques communes dans des domaines essentiels, il conviendra de

veiller à la stricte application du traité avant d'examiner l'éventualité d'une nouvelle étape.

Favorable — conformément au Programme commun — au renforcement des pouvoirs de contrôle de l'Assemblée européenne, le Parti socialiste n'entend pas accroître les compétences de l'Assemblée par réduction des compétences des parlements nationaux. De même il a tranché que le gouvernement français devrait mettre en place les procédures d'information et de consultation du Parlement avant toute prise de position importante. Exacte à court terme, c'est-à-dire pour l'enjeu du 10 juin et ses conséquences directes, la formule que nous avons lancée « tout le Traité de Rome et rien que le Traité », cessera de répondre à l'objectif qui est le nôtre dès qu'il sera possible d'orienter la communauté vers le socialisme. Le problème majeur ne sera plus alors celui des compétences mais du contenu politique, économique et social de l'Europe.

- L'Europe des travailleurs. Le Marché commun tel qu'il est, dominé par le grand capital, ne peut nous convenir. C'est l'Europe des travailleurs que nous voulons fonder. Dans cet esprit le congrès retiendra cinq propositions pour les cinq années à venir.

1° Le plein emploi doit redevenir la priorité des priorités. Sa réalisation requerra une relance concertée des économies européennes, la semaine de 35 heures, la 5^e équipe pour le travail posté, la création d'emplois d'utilité collective, des programmes spéciaux pour les jeunes.

2° Les ressources et incitations du Fonds social seront considérablement renforcées et les pouvoirs des travailleurs précisés afin de remédier aux déséquilibres actuels de la Communauté aux dépens des forces de la production. A cet effet **un contrôle des institutions européennes s'exercera sur les multinationales**, tandis que les travailleurs participeront à l'information, à la négociation et à la décision des problèmes qui les concernent. Il conviendra de réexaminer le projet de « statut de l'entreprise européenne » pour qu'y soient mentionnées les différentes voies possibles vers la démocratie économique et notamment l'autogestion-contrôle ouvrier.

3° Un cadre de négociations sociales à l'échelon communautaire sera institué afin que soient discutées des **conventions collectives européennes**.

4° Pour marquer cette réorientation fondamentale de la C.E.E., des droits nouveaux seront immédiatement créés ou étendus à l'ensemble des travailleurs européens :

a) le droit à l'éducation permanente par l'octroi périodique d'un congé rémunéré à tous les salariés ;

b) l'égalité de traitement entre travailleurs masculins et féminins.

5° Une charte des droits sociaux fondamentaux réduira les inégalités entre pays membres et catégories de travailleurs. Ces dispositions s'appliqueront aux migrants qu'ils soient ou non originaires de la C.E.E.

- L'élargissement du Marché commun. Trois nouveaux pays ont demandé leur adhésion à la Communauté : la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Le Parti socialiste considère qu'aucune condition n'est à poser à cet élargissement sur le plan politique. Le Traité de

Rome, le Programme socialiste et le Programme commun n'avaient fixé qu'un préalable : le retour à la démocratie. C'est fait.

Par contre, sur le plan de l'intégration économique et essentiellement au regard de l'Espagne, nous avons énoncé trois préalables de ratification :

● **Un préalable agricole** (suppression des montants compensatoires. Organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement, en particulier la viticulture et les fruits et légumes. Rappel de l'Article 44 du traité afin de lutter contre les spéculations sur la fluctuation des monnaies en appliquant à l'Europe élargie un système de prix minimum vérifié aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation. Création d'offices par produits, assortis de mécanismes régulateurs).

● **Un préalable industriel.** D'abord en dénonçant dès maintenant l'accord franco-espagnol de 1970 qui établit à l'encontre de la France un déséquilibre douanier nocif. Ensuite en prenant des dispositions, après discussion avec les travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales, qui permettront aux secteurs en crise de sauvegarder leur activité (sidérurgie, chantiers navals, textiles, cuirs, etc.).

● **Un préalable régional**, par l'accroissement des crédits du Fonds régional européen et une nouvelle définition des procédés d'utilisation de ces crédits.

Quant aux délais, ils supposent des étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. Les conditions de passage d'une étape à une autre seront vérifiées par le Conseil des Ministres de la C.E.E. statuant à l'unanimité.

Telle est la position du Parti. Elle est celle de notre Comité directeur et se trouve exposée dans le rapport Sutra, approuvé par la même instance.

La plupart des lignes précédentes sont des citations tirées de nos textes officiels. Il est bon que les militants les connaissent car nombre de contributions semblent les ignorer.

Un manifeste socialiste pour l'élection européenne a été adopté par le Comité directeur du 21 octobre 1978. Il situe avec force le rôle nécessaire d'une communauté dont chaque composante, livrée à elle seule, subirait aussi bien la domination des deux super-puissances que leur affrontement. Ni l'impérialisme américain, ni l'expansionnisme russe ne rencontreront d'obstacle durable sans une Europe organisée et plus précisément sans une Europe socialiste à volonté d'indépendance.

Il répond également à ceux que tentent le repli sur soi et le rêve nationaliste, comme à ceux qui s'abandonnent aux facilités d'une supranationalité confuse. Les socialistes ne sont pas placés devant deux lignes politiques pour l'Europe mais devant trois. Faire l'Europe sans défaire la France, restituer à la France son rôle aux dimensions européennes, respecter les obligations auxquelles nous avons souscrit tout en défendant bec et ongles les intérêts français, la grande majorité des militants le pense, le veut.

L'intérêt du Parti est de confirmer ses choix antérieurs, en les poussant plus loin pour un nouvel élan. Son intérêt est aussi qu'il y ait un débat.

III. — Pour un nouvel élan

1. Après sept ans nous connaissons **notre bilan** dont nous sommes collectivement responsables.

L'actif : 120 000 adhérents de plus. Des fédérations vivantes dans tous les départements de métropole et d'outre-mer, 1 200 groupes et sections d'entreprise, un journal hebdomadaire de niveau national, deux mensuels, une revue théorique de bonne qualité, de très nombreux stages de formation, colloques, conventions, journées d'études, plus de 100 commissions et groupes de travail, des projets à jour importants sur l'Europe, le système éducatif, les droits des femmes, l'énergie, l'agriculture, la politique industrielle, la décentralisation, la vie associative, le cadre de vie, 104 députés au lieu de 41 dont 36 élus à moins de 40 ans, 81 maires de communes de plus de 30 000 habitants au lieu de 41, près de 900 conseillers généraux au lieu de 600, une audience certaine sur le plan international, une réinsertion dans le Tiers-Monde, le Parti socialiste premier parti de France, donc de la gauche.

Le passif : trop peu d'adhérents, trop peu de représentants des travailleurs de la production et trop peu de femmes dans nos structures, implantation trop parcellaire dans les entreprises, absence de péréquation entre les fédérations, faible décentralisation régionale, financement insuffisant et incertain, mauvaise information à l'intérieur du Parti

et lenteur de la communication, échec de l'action culturelle, élitisme dissimulé sous le langage basiste, élitisme aussi dans les commissions nationales, et, depuis quelque temps, multiplicité des clans et manque de discipline parmi les dirigeants.

Il faut un nouvel élan.

2. L'arme des socialistes est leur unité. Nous l'avons faite à Epinay. C'est elle qui nous a permis de progresser en rassemblant le socialisme dispersé. Elle est aujourd'hui ébranlée par la multiplicité des fractions, avouées ou non, par l'âpreté de leurs affrontements et par le recours systématique à la presse extérieure pour peser sur les décisions du Parti. Dominons cette crise en revenant aux sources. Notre ambition a été de réunir dans un seul mouvement politique les diverses écoles de pensée du socialisme. Elle le reste. Et c'est notre réussite. Nous n'obéissons à aucun dogme et n'avons pas de grand prêtre. La chasse aux chrétiens ou la chasse aux laïcs n'est pas dans notre nature. Pas davantage la nouvelle mode de la chasse aux marxistes. Tous ont leur place parmi nous. La fraternité n'a pas de hiérarchie. L'unité naît de la tolérance.

L'écho des rivalités de personnes et de clans inquiète les militants. Ils s'indignent que puissent exister des réseaux, des bureaux, des finances parallèles. Pour y mettre fin, le

congrès confiera au futur Comité directeur le soin d'établir des règles plus strictes de discipline. Notamment le Parti devra disposer, en plus du premier secrétaire, de porte-parole habilités à rendre compte des décisions prises. Il n'appartient pas aux postes de radio et aux chaînes de télévision de les choisir.

3. **L'heure est venue de faire accéder aux responsabilités** les militants que le Parti a formés, qui n'ont pas connu les clivages d'avant Epinay. Parmi eux, des femmes et des travailleurs de la production, sous-représentés dans les instances dirigeantes. Des mesures pratiques et financières seront prises pour faciliter cet apport. Les femmes qui seront 30 %, trois par tranche de dix, sur la liste de candidats à l'Assemblée européenne ne pourront dans aucun organisme se compter à moins de 20 %, en application des statuts selon lesquels « le pourcentage minimum sera révisé lors de chaque congrès national pour tenir compte de leur proportion réelle au sein du Parti ». Celui-ci prendra en charge l'organisation des stages de formation destinés aux femmes qui sont les plus durement touchées par la crise (54 % des chômeurs) et les plus exploitées (74 % des smicards). Les Fédérations veilleront à ce que soit facilitée au maximum la candidature de femmes, en particulier dans les circonscriptions gagnables.

4. L'expression du Parti sera considérablement facilitée par la **création d'un journal quotidien**. Un dossier technique et financier sera remis aux militants pour qu'ils prennent une décision, positive ou négative.

5. Un récent règlement intérieur adopté par une Convention nationale a amélioré le fonctionnement démocratique de notre organisation. **La collégialité** à tous les niveaux suppose que les secrétaires nationaux se considèrent d'abord comme au service du Parti, et non au leur ou d'une fraction. Les manquements à cette règle devraient comporter leur retrait.

6. La campagne, directe ou indirecte, pour la candidature à la **candidature à la présidence de la République** et prématurée. Elle cause aujourd'hui de réels dommages au Parti. Le Premier secrétaire ne peut être en même temps candidat. Le candidat ne peut se substituer au Premier secrétaire. Ces deux observations conduisent à ne pas désigner le candidat plus tôt qu'il ne convient.

7. La liste de nos candidats à l'**élection européenne** devra, autant qu'il sera possible, être décentralisée sur les régions, y compris l'outre-mer, et comprendre parmi les élus probables, comme on l'a dit plus haut, des travailleurs à la production, ouvriers et paysans, issus notamment des groupes et sections d'entreprise.

8. Le Parti attend de ses dirigeants qu'ils sachent dominer leurs compétitions pendant la préparation du congrès afin de faciliter la campagne de nos candidats aux **élections cantonales**.

9. Il serait souhaitable qu'une révision des statuts permette la représentation au **Comité directeur national** de toutes les fédérations. Qu'aux côtés du trésorier national soit constituée une commission permanente de cinq membres nommés par les instances dirigeantes et chargée de suivre les **activités financières** du Parti et d'en rendre compte tous les deux mois par un rapport à la Commission nationale de Contrôle. Qu'une péréquation soit établie entre les fédérations pour soutenir les plus petites.

10. Une **école de formation**, dite école du Socialisme, sera créée.

11. La campagne pour la **présence du P.S. dans les entreprises** aura deux objectifs immédiats : s'implanter prioritairement dans toutes les grandes entreprises et les secteurs-clés de l'économie privée et publique ; être de plus en plus présent dans les luttes sociales. Son développement dépendra de l'harmonisation entre les différents échelons et les

structures de branches, entre les priorités nationales et le contexte local.

La reconnaissance effective de tous les droits d'expression et d'organisation des travailleurs sur le lieu du travail constituera une priorité de l'action du Parti au Parlement comme sur le terrain.

Les mesures prises récemment : augmentation du budget entreprises et du nombre des permanents, remboursement des frais des militants participant à des réunions nationales, « Combat socialiste » spécial renouvelé et diffusé massivement, mention du nom de l'entreprise sur la carte d'adhérents, seront complétées par une véritable priorité pour le financement, des stages de formation spécifiques, l'indemnisation des pertes de salaires des responsables ouvriers, le soutien financier des G.S.E. nationaux. Ceux-ci verront, sous la responsabilité du Secrétariat national aux entreprises, leurs moyens d'action et d'intervention développés. Il seront présents et pourront faire des communications au Comité directeur quand une question de leur compétence sera inscrite à l'ordre du jour.

12. **Les jeunes** du M.J.S. éliront leurs responsables à tous les niveaux. Une Convention nationale qui se tiendra dans le courant de l'année arrêtera les dispositions utiles à cet égard. L'action commencée en direction des jeunes travailleurs, des jeunes de l'enseignement technique, des apprentis et menée conjointement avec le secteur entreprise, sera vigoureusement poursuivie. Les thèmes qui préoccupent particulièrement les jeunes seront développés : droit au travail, actions contre la répression anti-jeunes, service militaire, écologie et cadre de vie, luttes du Tiers-Monde.

Des moyens appropriés seront accordés au M.J.S. pour réaliser ce programme.

La présence du M.J.S. dans toutes les fédérations est une obligation.

13. Pour une meilleure décentralisation du Parti, **les comités régionaux**, composés de deux délégués titulaires et d'un suppléant par fédération, eux-mêmes désignés par les commissions exécutives fédérales, se réuniront régulièrement. Un délégué régional sera nommé par les membres du Comité régional et les Premiers secrétaires fédéraux de la région. Les comités régionaux assureront le fonctionnement de commissions d'études et désigneront les délégués de ces commissions aux groupes et commissions d'études nationaux du Parti.

Dans l'intervalle de deux congrès le Bureau exécutif prendra l'initiative de réunir une Conférence nationale des régions.

14. Une **aide spécifique sera apportée aux Fédérations d'outre-mer**.

La proposition de loi pour les départements d'outre-mer qui sera déposée lors de la prochaine session, prévoira, dans chaque département, l'institution d'une assemblée unique ou conseil départemental qui se substituera au Conseil général et au Conseil régional et sera élue au scrutin proportionnel de liste. Le Conseil départemental élaborera le plan de développement et exercera les moyens et pouvoirs du développement culturel spécifique à chaque département. L'Exécutif départemental sera exercé par le président du Conseil départemental assisté du Bureau. La fonction de préfet sera supprimée. Un commissaire de la République exercera les pouvoirs d'Etat dans le département et contrôlera a posteriori la légalité des actes délibérés par le Conseil.

L'Assemblée départementale sera consultée avant la ratification de tout accord international tel que l'élargissement de la C.E.E. ou la renégociation des accords de Lomé dès lors que cet accord entraînera des conséquences sur l'économie du département concerné.

15. L'appartenance à une association figurera, au même titre que l'engagement syndical, dans les exigences de la vie militante. Le

Parti socialiste est le parti de l'autogestion. Cela signifie notamment que nos rapports avec les associations excluent manipulation ou contrôle. Approfondissons un dialogue cofiant avec elles, reconnaissons la spécificité de leur action, respectons avec scrupule leur autonomie.

La proposition de loi déposée par les socialistes sur la **vie associative**, et dont le groupe parlementaire fera hâter la discussion, sera dès maintenant largement popularisée à l'intérieur du Parti.

16. Des sujets prioritaires de réflexion mais aussi d'action mobiliseront dans l'immédiat le Parti :

— **La lutte pour l'emploi**. Accent sera mis sur les 15 points présentés par le Parti, en particulier la réduction du temps de travail, la création d'emplois publics et d'utilité sociale, les mesures en faveur des industries de main-d'œuvre, l'institution d'offices qui mettront à la disposition de groupes de P.M.E. librement constitués des moyens communs d'investissement et d'exportation.

Le Parti socialiste exploitera dans les plus brefs délais le rapport de la **Conférence nationale sur la Sidérurgie**.

• **La recherche scientifique** sera placée au premier rang des obligations nationales, dans les domaines notamment de la biologie, de l'électronique, des énergies nouvelles, de l'environnement, des richesses de la mer.

— Les militants décideront s'il convient de lancer dans le pays l'idée d'un référendum sur la **politique nucléaire**.

— Une **conférence du Littoral** réunira les fédérations des départements maritimes du pays.

— Un **conseil d'évolution de la Science** auprès du Parlement, comme il en existe dans la plupart des grands pays développés, examinera l'opportunité des choix scientifiques.

• **Quelle politique démographique** pour le pays ? Une Convention nationale se saisira de ce débat fondamental qui doit trouver rapidement sa conclusion dans le Parti.

• **Quelle qualité de la vie ?** Quand la société d'aujourd'hui se borne trop souvent à proposer aux travailleurs : l'usine, ou le chômage, les transports en commun, les cités H.L.M. ; aux femmes : la cuisine, le supermarché, la sortie des écoles ; aux personnes âgées : l'hospice ou le logement insalubre, la solitude ou l'écran de télévision ; aux jeunes : les terrains vagues, les machines à sous, les trottoirs, la suspicion... On montrera qu'il n'y a de réponse que globale, intégrée à l'analyse des structures de l'économie.

• **Quelle politique culturelle ?**

— les Conseils (scientifique, littéraire, artistique) seront réanimés, renouvelés ;

- une exposition itinérante sur l'Histoire du Socialisme sera mise à la disposition de nos municipalités ;

- sur la base du rapport Bastide, une Convention reprendra l'examen de l'ensemble des problèmes du cinéma, de la radio et de la télévision ;

- un colloque culturel permanent dont l'ordre du jour changera de trimestre en trimes-

tre, tiendra des séances publiques une fois par mois. D'autres initiatives seront prises : organisation d'une fête populaire internationale, création d'une Fondation Européenne de la Culture, mise en place d'une Agence technique chargée de recevoir les expériences culturelles les plus novatrices, de mettre à la disposition des municipalités de gauche des idées et des services.

- **le Plan**. Le Parti invitera ses militants à mettre l'élaboration du Plan et le contrôle de son exécution à l'ordre du jour de leurs sections durant les trois phases de travail suivantes :

1^o le recensement des besoins et des urgences au niveau des communes, des départements, de la région ;

2^o la convergence de ces urgences au niveau national ;

3^o les corrections à proposer au regard des réalités locales.

• **Les libertés** dont il ne faut plus parler qu'au pluriel afin de ne laisser nulle part les citoyens, les travailleurs, les peuples et les minorités soumis à l'arbitraire des Pouvoirs.

17. Cette énumération d'objectifs à court terme ne doit pas nous tromper : il n'est de vraie politique qu'à long terme. Tout est affaire de perspective. S'il était nécessaire que le Parti fasse connaître à l'opinion l'itinéraire qu'il entend suivre, il convient maintenant de prendre ses distances. Le pire contresens serait d'identifier socialisme et productivisme. Nous avons besoin d'autre chose.

Nous l'avons dit plus haut, le rôle d'un parti n'est pas de répondre aux questions que l'homme se pose sur l'origine et la finalité du monde qui est le sien. S'interdira-t-il pour autant d'inscrire son projet dans cette dimension ? Les foules rassemblées sur les pas de Jean-Paul II et à l'appel de Khomeiny, toute différence admise sur l'objet du message, offrent un champ de réflexion qu'il serait absurde d'ignorer. Dans notre Europe lassée et tenue en lisière par la société de l'argent, où le socialisme dans la liberté reste à construire, l'hésitation ou le refus qui oppose la jeunesse à l'engagement politique, résulte sans doute du fait que les partis politiques restent en-deçà des valeurs hors desquelles la vie perd son sens. D'où le malentendu. Parce qu'ils ne donnent pas ce qu'ils doivent on leur demande plus qu'ils ne peuvent donner. Qu'ils se souviennent pourtant : des mots aussi simples que le pain, la paix, la liberté, à partir des plus humbles besoins, ont parlé naguère à l'esprit et le peuple des travailleurs a su que ses conquêtes avaient valeur universelle.

En choisissant de combattre pour la conquête de cette liberté supérieure, la responsabilité, devant soi et devant les autres, le socialisme autogestionnaire a ouvert une route qui le mènera loin.

18. Le Parti socialiste, parce qu'il porte le seul changement d'envergure de la politique française intervenu depuis longtemps, est aujourd'hui seul contre tous. C'est le signe de son succès et de sa force. Face à ceux qui se sont ligüés pour l'atteindre et l'abattre, les socialistes, dans le respect de leur diversité, n'ont qu'une arme : l'unité.

Candidatures aux organismes centraux

La date limite de dépôt des candidatures aux organismes centraux (Comité directeur, Commission nationale des conflits, Commission de contrôle financier) a été fixée autour du 15 mars. Afin de permettre à toutes celles et à tous ceux qui le souhaitent d'être candidats **sur un plan de stricte égalité**, la liste complète des camarades candidats aux organismes centraux au titre de notre motion ne sera communiquée qu'à cette date.

POUR LE SOCIALISME : Synthèse dans l'unité et la clarté

PRÉAMBULE

Aujourd'hui comme hier, le Parti socialiste, premier Parti de France représente politiquement la seule force d'espoir. Dans un pays gravement secoué par la crise, l'aspiration à un changement de vie a survécu à l'insuccès électoral : nous sommes les seuls à y répondre.

Certes, face à une « droite » cohérente et brutale, militants et dirigeants ont paru déroutés par la rupture de l'Union de la Gauche. Aurions-nous des torts et lesquels ? Sinon, comment éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets ? Brusquement, après des mois de repli silencieux, voici que cent questions se lèvent à la fois. Hier bloqué, le débat s'ouvre aujourd'hui sans que vous, militants, vous sentiez toujours concernés.

Il est fâcheux que les questions posées aient trop souvent rencontré suspicion ou procès d'intention, il est regrettable que les échanges se soient parfois développés en dehors du Parti. Nous n'acceptons pas enfin de voir la réflexion politique réduite à d'obscures luttes d'influence pour des positions de pouvoir. Pourtant, s'il est de faux problèmes ou de mauvaises querelles, tout débat est sain dans un Parti qui, né d'un rassemblement de socialistes aux inspirations multiples, grandit de sa diversité. Encore faut-il que les divergences soient claires et non artificiellement aiguisées.

Depuis des années, deux lignes traversent à l'évidence le Parti, toutes deux estimables et cohérentes : l'une, d'esprit centralisateur et nationaliste, l'autre, dont nous nous réclamons, autogestionnaire et internationaliste. Vous, militants, qui aimez la simplicité, comprenez mal qu'on obscurcisse ces réalités : pourquoi séparer sur des nuances ceux qui s'accordent sur la même ligne ? Les conditions vous paraissent réunies pour une synthèse honnête, et vous aviez raison.

Regardons alentour : les contradictions d'intérêt opposent une Droite qui se voudrait musclée, populaire et chauvine à un Centre-Droit mou, distraitemment bourgeois et multinational. Pourtant l'un et l'autre s'accordent momentanément sur un libéralisme économique qui échoue à juguler l'inflation, mais vide nos campagnes, brise l'identité de nos régions et massacre nos industries.

Toute la société est gangrenée par contrecoup : la violence, celle de l'État ou des appétits individuels, entretient l'insécurité. En dépit des attentions officielles accordées aux femmes — au moment même où l'une de leurs conquêtes comme la loi Veil, malgré ses insuffisances, est menacée — on en vient à prêcher leur retour au foyer, comme si elles étaient cause et non victimes du chômage ; comme si la démographie pouvait connaître un nouvel élan dans un climat d'angoisse. Dure aux anciens, une société sans espoir est inhospitalière aux jeunes et aux enfants.

Sur un fond d'oppressions permanentes, le capitalisme menacé réplique de manière imprévue aux interpellations du moment : transplantations d'activités, pollution de la nature et des esprits, tout lui est bon. Sans modifier le fondement de nos analyses, il nous appartient d'apporter à des agressions nouvelles des ripostes nouvelles.

Depuis huit ans, sous la conduite de François Mitterrand, le Parti socialiste a clairement affirmé ses choix. Le Congrès d'Épinay qui appartient à notre conscience collective et ne saurait être confisqué par quiconque, fut, avec les Assises du Socialisme, le temps fort de notre récente histoire ; là, nous nous sommes fixé pour objectif de rompre avec les pesanteurs et les logiques capitalistes ; nous nous sommes donné l'autogestion pour horizon ; nous avons exclu toute stratégie de troisième force et privilégié l'Union de la Gauche.

Alors même que son succès paraissait assuré le Parti communiste français l'a brisée ; nous voici contraints de la reconstruire ; elle sera désormais un pari sur la volonté populaire et une longue marche ; ce qui suppose non pas une stratégie autonome, mais l'affirmation sans complexe de notre originalité. Si nous en appelons, tous, à l'Union des forces populaires, c'est que nous reconnaissons, modestement, et pour plus d'efficacité, cette évidence : même si la politique s'y cristallise, un parti n'est pas le seul lieu où se fasse la politique. Nous devons donc être à l'écoute de tout ce qui se passe dans le pays et qui ne saurait se ramener mécaniquement aux rapports économiques et aux conflits de classes : syndicats, coopératives, mutualité sont autant de centres où se vit la solidarité ; la vie associative, jadis spontanée dans les campagnes, se structure dans les villes et prend le relais de la communauté familiale élargie ; les mouvements écologiques s'insurgent contre la toute-puissance de l'économie, le mouvement des femmes se bat pied à pied contre préjugés et habitudes, il est au cœur même de la lutte contre le capitalisme. Bref, les luttes sont de partout et de chaque jour : la vie quotidienne est tissée de combats et de solidarités.

Nous les retrouvons à l'autre bout de la chaîne, au niveau de notre globe où le Tiers-Monde, qui nous est à la fois étranger et frère, requiert notre soutien, au niveau du continent où les peuples d'Europe, associés pour le meilleur et pour le pire, en dépit des déchirements passés, ont à vivre une aventure commune.

Mais la solidarité première, parce que volontaire, n'est-ce pas dans notre parti même qu'il nous faut l'assumer. Nous avons à passer d'un système quasi confédéral, héritage de nos passés divers, à la cohérence d'un Parti de plein exercice où les militants choisissent eux-mêmes leurs dirigeants et où ceux-ci assument leurs responsabilités dans un cadre collégial.

Nous avons cru pouvoir contribuer à la réflexion de tous en développant quatre thèmes, nullement exhaustifs. D'autres ont conclu leur recherche autrement, mais aussi utilement.

Pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à engager un véritable dialogue et à conclure la synthèse nécessaire et logique ? Les propos des uns et des autres n'étaient-ils pas convergents et complémentaires plus que contradictoires ? Une fois encore, nous y appelons sans exclusivité ni préalable, sans prétendre imposer nos propres vues. Qui, dans ce Parti pourrait se croire investi de mission souveraine au point de considérer ses propositions comme intangibles ?

Continuons, camarades, avec plus d'ardeur que jamais le combat pour le socialisme ; reprenons la marche un temps interrompue. Cette motion est la vôtre, le socialisme, espoir de tout un peuple, est votre affaire.

Le Bureau Exécutif avait fait sienne une proposition de la Commission d'Organisation du Congrès, tendant à limiter la longueur des textes à une quarantaine de pages dactylographiées, et le nombre de signatures de 500 à 600. Les signataires de la présente motion s'en sont tenus à cette recommandation.

PLAN DE LA MOTION

INTRODUCTION : POURQUOI CETTE MOTION ?

I. LA CRISE ET LES MUTATIONS DU CAPITALISME INDUSTRIEL

- Une crise profonde ;
- Trois erreurs à éviter :
 - Le capitalisme peut survivre à la crise,
 - Ne pas céder à la tentation du protectionnisme ;
 - Ne pas vivre de certitudes : nous avons un devoir collectif d'interrogation et d'imagination.

II. L'ACTION DU PARTI SOCIALISTE

DES ACTIONS PRIORITAIRES :

- Elaborer des plateformes d'action pour la défense du droit à l'emploi ;
- S'opposer aux campagnes d'intoxication lancées par le pouvoir (immigrés, travail des femmes, etc.) ;
- Définir des actions municipales contre la crise.

III. MAINTIEN ET RENFORCEMENT DE LA LIGNE D'ÉPINAY

1. L'UNION DE LA GAUCHE EST NOTRE CHOIX :

- Réaffirmer notre fidélité au maintien et à l'approfondissement de la ligne d'Épinay ;
- Mais l'union est dans l'impasse et il faut trouver le moyen de l'en sortir : préciser les bases de l'Union des forces populaires.

2. DES GARANTIES SONT NÉCESSAIRES :

- Ouvrir le débat avec l'ensemble des forces constitutives de l'Union des forces populaires ;
- Engager le débat avec le Parti communiste à tous les niveaux.

IV. LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME ET LA TRANSITION VERS LE SOCIALISME

- Deux fausses routes à éviter :
 - Le mythe du grand soir : il ne peut exister de rupture instantanée ;
 - L'économisme : notre volonté politique ne peut être subordonnée aux contraintes de l'économie.
- Déterminer des objectifs politiques clairs :
 - Réduire les inégalités ;
 - Le plan au service d'une volonté politique ;
 - Mettre l'économie au service des hommes : la propriété sociale condition du socialisme ;
 - Revitaliser le milieu rural et protéger l'exploitation agricole familiale ;
 - Engager une très forte décentralisation et développer la vie associative.

V. LA DIMENSION INTERNATIONALE DE NOTRE ACTION

- L'internationale est une dimension permanente et essentielle du socialisme ;
- Le P.S. s'est prononcé pour la construction d'une Europe en marche vers le socialisme ;
- L'action des élus socialistes français au sein de l'Assemblée européenne.

VI. LE PARTI ET SON ORGANISATION

- Une organisation à la mesure de notre ambition :
- Favoriser un nouveau type de militantisme ;
 - Un contrat d'organisation avec les militants portant notamment sur :
 - la formation,
 - le statut des permanents,
 - le secteur "Entreprise".

CONCLUSION

Préparer dans la continuité de Jaurès et de Blum une société nouvelle fondée sur l'autogestion.

LISTE DES SIGNATAIRES

MEMBRES DU SECRÉTARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXÉCUTIF :

Pierre Mauroy - Françoise Gaspard - Roger Fajardie - Robert Pontillon - Daniel Percheron - Marie-Joséphine Espéysson-Pontillon

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR :

Jacques Badet - Jean-Pierre Barel - Antoine Blanca - Martine Buron - Denise Cacheux - Jacques Carat - André Chandernagor - Bernard Derosier - Marie-Joséphine Espéysson-Pontillon - Roger Fajardie - Jean-Marie Faivre - Georges Frêche - René Gaillard - Françoise Gaspard - Alain Hauteœur - André Labarrère - Jean Le Garrec - Guy Lengagne - Guy Marty - Pierre Mauroy - Jacques Mellick - Guy Nevache - Daniel Percheron - Robert Pontillon - Pierre Prouvost - Roger Quilliot - Jean-Claude Rouquier-Leroy - Michel Sainte-Marie - Raymond Vaillant - Robert Verdier - Robert Bernard - Michel Bertrand - Bernard Montanier - Michel Thauvin

PREMIERS SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX :

Marius Bouchon, Ardèche - Roger Mas, Ardennes - André Chandernagor, Creuse - Lucien Delmas, Dordogne - Michel Sainte-Marie, Gironde - Yves Denis, Loir-et-Cher - Pierre Mauroy, Nord - Daniel Percheron, Pas-de-Calais - Charles Suchet, Pyrénées-Atlantiques - Hubert Guze, Tarn-et-Garonne - Bernard Dupin, Haute-Vienne - Robert Bernard, Vosges - Michel Bertrand, Hauts-de-Seine - Patrice Hernu, Val-de-Marne - Wilfrid Bertile, La Réunion.

ORGANISMES STATUTAIRES DU PARTI :

Commission des conflits : Lucien Delmas - Alain Faugaret - Yves Bourgoïn - Jean Gueffier

Commission de contrôle : Gilbert Bonnemaïson - Jean Caillau - Michel Poupard

PARLEMENTAIRES :

Charles Alliès - Marcel Brégère - Jean-Michel Boucheron - Jacques Carat - André

Chandernagor - Alain Chenard - Bernard Chochoy - Henri Darras - Michel Darras - Albert Denvers - Bernard Derosier - Hubert Dubedout - Dominique Dupilet - Guy Durbec - Emile Durieux - Alain Faugaret - Gilbert Faure - René Gaillard - Marcel Garrouste - Roland Grimaldi - Alain Hauteœur - Roland Huguet - André Labarrère - Michel Manet - Pierre Mauroy - Jacques Mellick - Robert Laucournet - Michel Moireigne - Jean Nayrou - Louis Perrein - Rodolphe Pesce - Robert Pontillon - Maurice Pourchon - Pierre Prouvost - Roger Quilliot - Michel Sainte-Marie - Alain Savary - Jean Varlet - Maurice Andrieu

PRÉSIDENTS DE RÉGION :

Alain Savary, Midi-Pyrénées - André Labarrère, Aquitaine - Maurice Pourchon, Auvergne - André Chandernagor, Limousin - Pierre Mauroy, Nord-Pas-de-Calais.

MAIRES :

Hubert Dubedout, Grenoble - Maurice Adévah-Pœuf, Thiers - Jacques Badet, Saint-Chamond - Gilbert Bonnemaïson, Epinay-sur-Seine - René Bonnac, Cenon - Jean-Michel Boucheron, Angoulême - Jacques Carat, Cachan - Etienne Caux, Saint-Nazaire - Guy Chattilliez, Tourcoing - Alain Chenard, Nantes - Henri Darras, Liévin - Serge Delaporte, Villiers-sur-Marne - Albert Denvers, Gravelines, président de la communauté urbaine de Dunkerque - Léon Fatous, Arras - Alain Faugaret, Wattrelos - Georges Frêche, Montpellier - René Gaillard, Niort - Françoise Gaspard, Dreux - Louis Gireau, Saint-Priest - André Labarrère, Pau - Guy Lengagne, Boulogne-sur-Mer - Michel Manet, Bergerac - Pierre Mauroy, Lille - Jacques Mellick, Béthune - Louis Perrein, Villiers-le-Bel - Rodolphe Pesce, Valence - Paul Picard, Mantes-la-Jolie - Robert Pontillon, Suresnes - Pierre Prouvost, Roubaix - Jean-Claude Provo, Hem - Roger Quilliot, Clermont-Ferrand - Gaston Roche, Clichy - Michel Sainte-Marie, Mérignac, président de la communauté urbaine de Bordeaux - Pierre Tabanou, l'Hay-les-Roses - Marcel Vincent,

Livry-Gargan - Jean Vons, Chate nay-Mala
bry.

MOUVEMENT DE LA JEUNESSE SOCIALISTE :

Secrétariat national :

Jean-Michel Grosz - Didier Vaillant

Conseil national :

Jérôme Darras - Emmanuel de Poncins -
Sylvie Lepoureau - Olivier Spidakis.

ALSACE

Christian Gras - Pierre Lagarrigue - So-
lange Georges
● Marc Walch

AQUITAINE

● Charles Suchet - Yves Baradat - Annie
Brun - Marie-Louise Calcat - André Da
Rocha - Christian Da Rocha - Patrick Dar-
rivère - Henri Duhaldeborde - André La-
barrère - Pierre Lasseuguette - Louis Luc-
chini - André Magre - Pierre Laborde -
Paule Suchet
● Marcel Garrouste - Eugène Cruz - Nicole
Dufaure - Jean Fabre - Raymond Grenier
- Pierre Mauron
● Marcel Allary - Michel Aubert - Régine
Bartal - Pierre Bartal - Jeannette Baylet -
Georges Beaudoin - Maryse Beyly - Pau-
lette Chadelaud - André Bessandou -
Jeanne Bouyssou - Georges Bregegère -
Bernard Cazeau - Raymond Chadelaud -
Jean Chagneau - Christian Chasseriaud -
Michel Clergeot - Jeanournil - André
Debord - André Delage - Jean Delahaye -
Claire Delatour - Roger Deschamps - Guy
Desvignes - Jean-Claude Droniou - Fran-
çois Ducroc - France Fargues - Pierre
François - Fernande Galant - Pierre Gar-
delle - Robert Gauffinel - Raymonde Ger-
main - Jacky Goubie - Marie-Thérèse Gui-
chard - Bernadette Janet - Raoul Jarry -
Michel Joubert - Robert Lamoure - Aubin
Laramade - Françoise Lavelle - René Ma-
gnanou - Alain Malezieux - Michel Manet
- Yves Massy - Juliette Mathieu - Pierre
Merlhiot - Odet Menechal - Paul Pe-
couyoul - Fernand Peiro - Jeannette Peiro
- Gérard Perez - Bernard Pioulac - François
Prévost - Jean Rebière - Gisèle Saint-Lau-
rent - Jean-Louis Soustre - Paul Testut -
Jean-Claude Trijoulet - Jean-Pierre Vaubal
- Claire Vautrin - Philippe Vitton
● Michel Sainte-Marie - Marcelle Amou-
roux - Jean Badet - René Bonnac - Yvan
Bric - Jacques Etourneauud - Michel Ferriot
- Marie-Hélène Gaillard - Pierre Lart - An-
dré Pujol - Jean-Paul Marchais - Monique
Rateau

AUVERGNE :

● Maurice Adevah-Pneuf - Elisabeth Foul-
lade - Annick Potte - Maurice Pourchon
- Roger Quilliot
● Roger Southon
● Marcwlukska

BOURGOGNE

● Harris Puisais
● Charles Champey - Paul Guinot - René
Bêche - François Lacharme
● Alain Frémont
● Serge Huou

CENTRE :

● Roger Fajardie - Bernard Gourdon - Ma-
rie Breton - Marthe Jarraud - Michel Gau-
dry - Philippe Thiery - Lambinet - Parfait
Rémy
● Françoise Gaspard - Bertrand Gallet -
Birgitta Hessel - Jean-Marc Heron
● Jacques Lhomet
● Alain Rannou - Jeanne Denis - Yves De-
nis - Jean-Claude Desbois

CHAMPAGNE :

● Roger Mas - André Beranger - Augusta
Borgnet
● Jean Carrier - Jean-Paul Fischer - Jean
Garrigues - Annie Garrigues - Louis Au-
glans - Marcel Chevalier - Yvette Auglans
- Jean-Robert Mougeot
● Pierre Lesigne - Michel Bacan - Jean-
Jacques Adnet - Monique Lesigne - Hubert
Carpentier

LANGUEDOC-ROUSSILLON

● Charles Alliès - Michel Belorgeot - Geor-
ges Frèche - Bernard Montanier
● André Benoît - Nicole Bouyala - René
Clément - Jacques Denis - Pierre Gros -
Alain Journet - Robert Maillard - Jean-
Christophe Muller - André Rancel - Annie
Sagaux - Jean Sirven - Robert Verdier -
Régis Vézou - Michelle Perrin
● Robert Amoureux - Louis Madaule - Jac-
ques Palacin
● Pierre Estève

LIMOUSIN :

● Jean Caillaud - Pierre Champeymont -
André Chandernagor - Pierre Chateandeau
- William Cheruy - Alain Gouze - Robert
Jeambut - Raymond Labouesse - Michel
Moreigne - Georges Neyret - Victor Pako-
moff
● Bernard Dupin - Hélène Hébras - Jean-
Michel Lardillier - Robert Laucournet -

Charles Laurier - Jacques Taurisson -
Jeannine Gal - Michel Tronche

LORRAINE :

● Gérard Cureau - Nadine Silberschmidt -
Marie Simeone - Jacques Clauss - Georges
Barré - Jean Feidt - Colette Alleguède -
Aldo Berini - Michel Breval - Pierre Bou-
lier - André Friedrich - Gilles Grob - Jean-
Charles Jacquot - Raymond Silberschmidt
- Roger Lacourrège - Daniel Landre - Emile
Milot - Thérèse Nordemann - Charlotte
Raynaud - Irène Soeder
● Robert Bernard

MIDI-PYRÉNÉES :

● Julien Agnès - Lucien Bacquier - Jean-
Jacques Espagnac - Ginette Loubet - Fran-
çois Peraldi - Jacques Roger-Machard -
Adrien Roucaule - Alain Savary
● Jean-Michel Baqué - Gilberte Foucry -
André Guerlin - Paul Vigneau
● Hubert Gouze
● Gilles Bardou - Francis Bétachet - Phi-
lippe Deyveaux - Michel Ser
● Camille Amardeil - Germain Authie -
Jeannette Biesse - Yves Coulon - Emilie
Denjean - Paul Denjean - Robert Dupuy
- Gilbert Faure - Yvonne Faure - Jeanne
Courret - Mireille Denat - Léandre Fondère
- Alexandre Gaston - Pierrette Lero - André
Maury - Jean Nayrou - Jeanne Nayrou -
Gustave Pedoya - Jean Péloufy - Bernard Pi-
quemaal - Jean Pujol - Jean Rumeau - Paul
Rumeau - Emile Serny - Maryse Soler -
Max Tignol
● Jacques Anglade - Marie Basset - Odette
Clavel - Sylvie Funestre - Edmond Gros -
Jacques Jobet - Christian Scholtès
● Pierre Estradel

PAYS DE LA LOIRE

● Martine Buron - Yves Bourgoin - Marie-
Pierre Brianceau - Etienne Caux - Alain
Chénard - Jean Daniel - Alain Gendraul
- Eva Gendraul - Yannick Guillou - Loui-
sette Patissou - Jean-Claude Routier-Leroy
- Madeleine Louet

PICARDIE :

● Max Arniaud - Jean-Claude Dessein -
Jacques Fleury
● Jean-Pierre Balligand - René Dosièr
● Robert Cessac - Jacques Quillet - Chris-
tian Verscheure

POITOU-CHARENTE :

● Jean-Michel Boucheron - Claude Brun -
David Caméo - Micheline Cominotti - Jean
Dumet - Bernard Lacœuille - Bernard Laf-
fargue - Pierre Lévêque - Yves Pujol - Mi-
chèle Rapidel - Simone Sivadier
● René Gaillard

HAUTE-NORMANDIE

● Jacques Pomarède
● Paul Saint-Léger

NORD-PAS-DE-CALAIS

● Maurice Amiot-Chanal - Jean-Pierre
Balduyck - Pierre Bertrand - Monique Bou-
cher - Patricia Bell - Denise Cacheux -
Pierre Carlier - Bernard Carton - Ariane
Capon - Pierre Dassonville - Albert Den-
vers - Bernard Derosier - Michel Delebarre
- Brigitte Douay - Rosette De Mey - Jean
Caillaud - Jeanine Escande - Guy Chatilliez
- Jean-Marie Faivre - Alain Faugaret - Ga-
briel Gosselin - Roland Grimaldi - Jean Le
Garrec - Pierre Mauroy - Guy Merrheim
- Paul Moreau - Michel Poupard - Pierre
Prouvost - Raymond Vaillant - Jean Varlet
- Pierre Windels - Arthur André - Jacques
Bialski - Jean-Claude Borgogno - Régis
Caillaud - Renee Debaene - Bernard Dele-
bèque - André Desmulliez - Maurice Dubois
- Bernard Engrand - Gustave Fatoux - An-
dré Henocq - Dannielle Houriez - Claude
Hujeux - Michel Laignel - Georges Lan-
guet - Adolphe Lemaire - Henri Lemarois
- Marc Mercier - Amand Moriss - Clotaire
Oliveaux - Nicole Pétrieux - Jean-Claude
Provo - Guy Renaux - Roger Saint-Venant
- Etienne Savinel - Gérard Thieffry - Ri-
chard Torion - Jean-Pierre Varlet - Jean
Wawrant - René Wawrant - Jean Waret
● Claude Allan - René Barras - Jean-Pierre
Boulogne - Henriane Botte - Michel Bourly
- Daniel Bozkorski - Robert Blomne - Jo-
seph Brabant - Marcel Caron - Bernard
Chochoy - Alphonse Chrétien - Gérard Cor-
net - Jean-Louis Cottignies - Henri Darras
- Jérôme Darras - Michel Darras - Emile
Durieux - Dominique Dupilet - Alain Fau-
quet - Léon Fatous - Albert Falon - Phi-
lippe Fournier - Claude Galometz - Jacque-
line Grenet - Roland Huguet - Philippe
Kernel - Jean-Pierre Kucheida - Henri Le-
grand - Jacques Left - Guy Lengagne - Jac-
ques Mellick - Augustin Michaux - Jacques
Napieraj - Joseph Pasquier - Daniel Per-
cheron - Jean-Claude Quenn - Jean Saint-
André - Louis Simplot - Christine Thessiet
- Georges Trancourt - Charles Vandomme
- André Videlaïne - Marcel Wacheux.

PROVENCE COTE-D'AZUR :

● René Basse - Andrée Briquet - Max De-
maria - Marie Desmond - Elie Di-Russo -
Adrien Dozzol - Guy Durbec - Paul Emeric
- Claude Guillian - Alain Hauteœur -

Charles Laugier - Geneviève Lebellegou-Be-
guin - Olivier Spidakis - Toussaint Raffali
- Albert Raphaël

● Noël Berna - Antoine Damiani - Michel
Debarat - Jean-Claude Debarat - Jean-
Michel Galy - Gisèle Gasiglia - Ro-
ger Gastaud - André Letroublon - Jean-
Paul Lucchini

RHONE-ALPES :

● Georgette Berthet - Pierre Bon - Claire
Bronchin - Jean Conrozier - Jean Darnige
- Jacqueline Deixonne - Hubert Dubedout
- Raymond Espagnac - Jean Gueffier -
Georges Martin - Guy Névache - Annette
Querrioux
● Jacques Badet - Alain Houlou - Josiane
Monnin
● Georges Dragon - Jean Besson - Rodol-
phe Pesce - Jean-Pierre Tabardel
● Marius Bouchon
● Claude Bernardin - Colette Chenavas -
Michelle Cluze - Gérard Collomb - Michel
David - Colette Gerdardin - Robert Eucquet
- Joseph Eydan - Jean-Paul Gauthier -
Bernard Geardin - Louis Gireau - Armand
Jullien - Francine Lefebvre - Geneviève
Lyonnet - Malou Pasquier

RÉGION PARISIENNE :

● Marcel Assoun - Jean-Pierre Barel - Hé-
lène Benyamin - Marianne Bernheim -
Pierre Bernheim - Micheline Bossard - Ro-
ger Bourlet - Jean-Loup Bouvier - Stéphane
Coquard - Marthe Crouzet - Michel Del-
gado - Geneviève Domenach-Chich - Nicole
Dulouard - Marie-Josèphe Espeysse-Pontil-
lon - Robert-François Fabre - Michel Far-
gier - Michel Fessler - Rolande Galazzo -
Elisabeth Gateau - Michelle Gazet - Jean-
Michel Grosz - François Guais - Claude-
Emile Guérin - Jean-René Hamon - Jean-
François Huchet - Chantal Léonard - Jean-
Pierre Laucournet - Philippe Lentschner -
François Mancy - Irène Martinet - Josette
Orta - Bernard Perret - Jean-Louis Protitch
- Charles Raffin - Michèle Sandre - Jean
Rey - Alain Sausse - Monique Vignal - Ro-
bert Vincent
● Michel Andanson - Henri Archimbaud -
Joël Bourgue - Yves Letexier - Claude
Neuschwander - Louis Perrein - Denis Tza-
revcan - Didier Vaillant

La période ouverte par l'échec de la gauche
aux élections de mars 1978 appelle une
réflexion constructive sur les problèmes qui
seront les nôtres au cours des prochaines
années. Parmi ces problèmes, plusieurs thèmes
nous ont paru devoir être plus particulière-
ment analysés : quelles sont les conséquences

● Pierrette Badiou - Jacques Boissier -
Thérèse Desbordes - Jacques Fort - Yvette
Lallemand - Marcel Parent - Michel Roy
- Jean-François Vallin

● Francis Champouze - Jacques Caray
Serge Delaporte - Anne-Marie Darnault -
Nicole Dubern - Micheline Figueureau - Jac-
ques Guéneau - Patrice Hernu - Serge La-
gauche - Yvonne Leclach - Nicole Mé-
chain - Pierre Tabanau
● Marguerite Bonnemain - Marius Bonne-
main - Serge Chevet - Françoise Jeunet -
Raoul Mercier - Pierre Rigordeau - René-
Jean Vaucouleur
● Jean Berthaud - Jacques Boyer - Evelyne
Brant - Françoise Carles - Patrick Decaillot
- Gérard Langlet - Marie-Claude Lemoal -
Marie-Françoise Letellier - Guy Marty -
Annette Peulvast - Paul Picard - Firmin
Riffaud - Serge Tesseyre
● Michel Bertrand - Antoine Blanca - Ro-
bert Clément - André Crimet - Issac Diop
- Jean-Claude Emorine - Monique Faux -
André Fibleuil - Sylvie Lepoureau - Georges
Le Gallo - Claude Laigle - Monique Geor-
ges - Jacqueline Leray - Simone Lacapère
- Raymond Krakovitch - Robert Pontillon
- Roger Nicourt - Daniel Pastre - Suzanne
Petot - Gaston Roche - Hugues Maizy -
Gilbert Veyret - Michel Thauvin - Camille
Sandrin - Jean Vons - Jean-Yves Perrot -
Christiane Varlet - Jacqueline Sauvat -
Marguerite Waroux - Jean-Yves Opportune
- Florèle Blanca
● Gilbert Bonnemaison - Christian Cailliè-
ret - Pierre Coste - Serge Dufour - Yvette
Gorse - Gilles Guillon - Claude Lévy -
Serge Méry - Michel Miersman - Berna-
dette Montagne - Jean-Jacques Piette -
Marcel Vincent

COTE-D'IVOIRE :

Jean-Michel Maigne

SENÉGAL :

Jean-Pierre Biondi

LUXEMBOURG :

Jean Laleure

TUNISIE :

Raymond Beltran

1. La crise et les mutations du capitalisme industriel

Il est devenu banal de dire que la crise que tra-
verse le capitalisme est profonde. Cette crise
trouve son origine dans l'extrême concentra-
tion du capital, une baisse des taux de profit,
les changements intervenus dans les relations
avec des pays en voie de développement,
détenteurs de l'essentiel de la richesse naturelle
du globe. Cette tension loin de renforcer la
cohésion du bloc des pays industrialisés, les a,
au contraire, conduits à mener entre eux de
très sévères luttes d'influence, notamment par
la poursuite d'une guerre monétaire impitoyable.
**L'inflation, le chômage, la quasi-
stagnation de la production sont les consé-
quences de cette situation.**

Les gouvernements « libéraux » sont incapa-
bles de faire face à cette évolution. La spécula-
tion sur les monnaies se généralise, les inégali-
tés sociales s'aggravent. Les décisions des
sociétés multinationales, implantant leurs usi-
nes dans les parties du monde où les salaires
sont les plus faibles, où la main-d'œuvre est la
plus exploitée, menacent de disparition com-
plète des branches industrielles : aujourd'hui
le textile, la sidérurgie et la construction
navale, demain, peut-être, la construction
automobile.

Ce marasme économique risque maintenant de
déboucher sur une véritable crise de société.
De partout montent les protestations et les lut-
tes contre les effets de chômage massif, qui
touche en majorité des jeunes et des femmes.
La survie de régions entières est menacée, et
des travailleurs se trouvent contraints à une
mobilité de l'emploi à laquelle ils ne se rési-
gnent pas.

Les conditions de travail se dégradent du fait
des compressions d'effectifs, alors que partout
règne le chantage à la perte de l'emploi ; l'usa-
ger, le locataire, le consommateur, sont de
plus en plus prisonniers des décisions venues
des possédants ou du pouvoir central.

Enfin, notre pays connaît une régression
sociale sans précédent ; le gouvernement
s'attaque, au nom de considérations économi-
ques, au droit à la santé des travailleurs et à
leurs systèmes de sécurité sociale. Il traque
aujourd'hui les travailleurs immigrés et multi-
plie les expulsions.

de la crise du capitalisme sur notre société et
notre projet ? Quelle stratégie pour le Parti
socialiste ? Comment préciser notre concep-
tion de la transition au socialisme ? Quelle
dimension internationale à notre action ?
Enfin, comment parfaire l'organisation de
notre Parti ?

La confiance dans le progrès a fait place à une
inquiétude très forte pour l'avenir. Chacun est
conscient que la science et la technique ont été
confisquées par les détenteurs du pouvoir éco-
nomique qui les ont utilisées à leur seul profit.
Cette confiscation menace les libertés du fait
de l'extraordinaire puissance qu'elle confère :
manipulation génétique, dictature de l'ordina-
teur, arme nucléaire...

Confrontées à cette situation, les sociétés occi-
dentales qui avaient placé leur foi dans les pro-
grès de la science et leur espoir dans l'abon-
dante croissante des biens destinés à la con-
sommation, connaissent l'angoisse pour les
lendemains, l'inquiétude, et sont à la recher-
che d'une réponse et d'un projet.

**Le Parti socialiste, porteur de l'espoir d'un
grand nombre d'hommes et de femmes, se doit
de répondre aux interrogations nouvelles nées
de la crise.** Mais il ne dispose aujourd'hui
d'aucun modèle à imiter. Il doit donc s'atta-
cher à la construction d'un projet original
répondant aux aspirations et aux besoins des
Français. A cet égard, divers dangers peuvent
nous guetter.

1.1 - Le premier serait de penser que le
système capitaliste est moribond, et qu'il suf-
fit d'attendre son agonie.

Nous assistons en fait à un déplacement du
centre de gravité de l'économie mondiale de la
zone Atlantique (Europe et États-Unis) vers la
zone Pacifique (Japon, Chine et Extrême-
Orient). Les pays d'industrialisation ancienne
sont soumis à la dure concurrence de nouvelles
nations, en développement rapide. Le fait que
ce mouvement soit aujourd'hui commandé
par les lois sauvages du capitalisme multina-
tional, qu'il repose sur l'exploitation des fem-
mes et des hommes, ne signifie malheureuse-
ment pas qu'il sera facile à maîtriser. Les souf-
frances graves que provoque le capitalisme, les
gaspillages extraordinaires dont il est la cause,
imposent aux socialistes des responsabilités
particulières. Se contenter d'attendre en vivant
de discours serait y manquer.

1.2 - Le second écueil serait de céder à la ten-
tation du protectionnisme.

Fermer nos frontières ne résoudra pas nos dif-
ficultés. La France ne peut pas vivre repliée

sur elle-même. Les hommes politiques qui, de Chirac au Parti communiste, commencent à faire miroiter le rêve de l'isolement, sont coupables de la pire des démagogies : celle du nationalisme. On sait où elle a déjà conduit l'Europe.

Ce n'est pas de la suppression des échanges internationaux que le monde a besoin, mais de leur organisation. L'industrialisation du Tiers-Monde, même si elle nous pose des problèmes difficiles, est indispensable à son développement. Nous n'accepterions pas que soit créée une situation mondiale à la fois intolérable et explosive. Nous refusons une attitude contraire à notre tradition internationaliste et qui serait suicidaire pour notre projet socialiste.

1.3 - Le troisième danger serait de vivre de certitudes.

Aucun modèle de société existant n'apporte de réponse satisfaisante aux difficultés du

monde. La crise n'épargne ni le Tiers-Monde, dont plusieurs pays sont menacés à la fois par la dictature, la faillite et l'effondrement politique, ni les pays de l'Est dont le totalitarisme et la bureaucratie étouffante ne suffisent plus à cacher la mauvaise situation économique. Aucun régime qui se réclame du socialisme n'est encore parvenu à concilier planification et décentralisation, nationalisation et autogestion. Les pays qui ont « rompu avec le capitalisme » n'ont pour aucun d'entre eux permis une véritable libération des femmes. Nous savons bien, nous socialistes, qu'on ne supprime pas l'exploitation en supprimant les libertés, que la suppression de l'exploitation économique ne garantit pas de façon mécanique la libération des individus ni l'égalité des droits et des chances.

Devant l'absence de solution toute faite, nous avons un devoir collectif d'interrogation et d'imagination. Mais également un devoir d'action.

2. L'action du Parti socialiste

Nous ne pouvons pas nous contenter de la condamnation de la politique giscardienne, qui fait peser des risques élevés sur l'avenir de notre pays tout en augmentant l'injustice sociale. Nous ne pouvons pas nous contenter d'affirmer en termes théoriques, à coup de plans et de contre-plans, qu'une fois pris le pouvoir d'État, nous mènerons une politique économique qui permettra de faire disparaître le chômage. Il est probable que la France et l'Europe ne connaîtront pas un retour rapide à la prospérité et à des taux de croissance très élevés. **Nous devons, dès aujourd'hui, commencer à relever de façon concrète un formidable défi.**

2.1 - En tant que force d'opposition, Le Parti socialiste doit, dans les trois mois suivant le congrès de Metz, élaborer à tous les niveaux (locaux, régionaux, national, puis européen) des plate-formes d'action pour la défense du droit à l'emploi. La discussion sur ce sujet devra bien entendu être menée avec l'ensemble des forces syndicales concernées.

2.2 - Il faut dénoncer et s'opposer avec force aux campagnes d'intoxication lancées par le pouvoir, qu'il s'agisse des immigrés, du travail des femmes ou des modalités d'indemnisation des chômeurs. Ces campagnes visent à faciliter la division de la société française, et à opposer à une classe moyenne, disposant d'une relative sécurité d'emploi, la France pauvre des exclus de la croissance et des « marginaux ». Nous ne pouvons accepter aucune des tentatives qui cherchent à provoquer l'apparition d'attitudes conservatrices au sein des forces populaires, attitudes qui seraient lourdes de risques de violence incontrôlée.

2.3 - En tant que force politique exerçant des responsabilités de pouvoir dans de nombreuses municipalités, dans de nombreux départements, dans plusieurs régions, notre Parti, ses élus et ses militants doivent utiliser tous les moyens à leur disposition pour manifester la solidarité de la collectivité vis-à-vis des chômeurs. Dans les régions ou dans les villes où ils ont des responsabilités, les élus socialistes prennent des initiatives qui permettent de créer des emplois. Sans qu'il puisse s'agir de solution à la grave crise actuelle, ils montrent

LA STRATEGIE DU PARTI SOCIALISTE : L'UNION DE LA GAUCHE

1. L'union de la Gauche est notre choix

Le Congrès de Metz doit réaffirmer notre fidélité à l'Union de la Gauche, au maintien et à l'approfondissement de la ligne d'Épinay. Ce choix stratégique est le seul qui assure la pleine mobilisation de l'ensemble des forces anticapitalistes sur les mesures de transformation sociale. Il correspond à la nature même du Parti socialiste qui refuse toute stratégie de troisième force, toute alliance à droite. Il lui permet de peser sur l'évolution du Parti communiste.

Toutefois, l'affirmation de l'Union ne peut pas être une incantation permanente : ce serait se donner bonne conscience à peu de frais. **La vérité**, ressentie profondément par les militants, les travailleurs, l'opinion de gauche, **c'est que l'Union est dans l'impasse et qu'il faut trouver le moyen de l'en sortir. On ne refera pas l'Union en agissant comme si rien ne s'était passé avant et après Mars 78. On ne peut plus revenir désormais à la situation de 1972.**

qu'une autre politique est possible : encouragement à la création de sociétés coopératives, développement de l'information économique, création d'emplois publics dans des secteurs nouveaux (animation sociale, culture, loisirs, aide aux vieillards et aux handicapés) développement de la formation permanente.

Le Parti et la Fédération nationale des élus socialistes devront populariser les expériences vécues sur le terrain en montrant leur valeur exemplaire et encourager leur généralisation.

Nous ne devons pas oublier que les principales victimes de la crise sont les femmes. Malgré leur entrée massive sur le marché du travail, la question des femmes a toujours été mal posée à cause du poids des mentalités et de la division sociale du travail : 75 % des smicards sont des femmes, 63 % des chômeurs de moins de 25 ans sont des femmes, de nombreuses femmes qui souhaiteraient travailler ne sont pas inscrites comme demandeurs d'emploi.

Mais la situation actuelle des femmes, la surexploitation dont elles sont les victimes, nous obligent à réexaminer les théories étroites de la libération des femmes par le travail et à élargir notre réflexion dans ce domaine. Celui-ci tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est, de façon générale, libérateur ni pour les hommes ni pour les femmes ; il est essentiellement le moyen d'acquérir une relative autonomie économique.

Nous devons remettre en cause, ensemble hommes et femmes, la division du travail, son organisation, mais aussi sa finalité. Ce problème constitue un élément déterminant de notre analyse politique. C'est pourquoi nous ne pouvons pas réserver aux mouvements de femmes et aux syndicats la prise en compte de cette importante question **qu'une nouvelle** convention nationale devra approfondir.

Une véritable rupture avec le capitalisme suppose une remise en cause des systèmes de pouvoir et de l'oppression sous toutes ses formes. Les femmes par leur position dans la société sont au cœur des actions et des luttes qui mettent en évidence cette aliénation et cette oppression.

Mais s'il serait à l'évidence critiquable, parce qu'inadapté aux circonstances nouvelles, de prétendre maintenir le cap sans prendre en compte les changements intervenus, trois autres écueils doivent être évités :

a) Il n'est pas possible à la fois de développer une critique vive — et justifiée — à l'égard du Parti communiste et de retarder indéfiniment l'indispensable débat.

b) Il ne faut pas considérer l'Union de la Gauche seulement en fonction du rapport de forces électoral qu'elle peut établir en notre faveur, encore que nous devions être attentifs au respect rigoureux des règles de désistement réciproque.

c) Il ne saurait être question de céder à la tentation de reprendre à notre compte les surenchères du Parti communiste. Les travailleurs savent bien qu'il ne s'agit pas aujourd'hui de refaire le programme commun de gouvernement. Et encore moins un super-programme commun qui s'adapterait mal à un monde qui a changé et porterait l'ambiguïté d'écriture qui a permis une lecture sollicitée du texte de 1972 au Parti communiste.

Nul ne tiendrait pour crédible, dans le contexte présent, une alliance qui serait fondée sur

la base de l'ancien contrat et qui ne définirait pas clairement la nouvelle pratique et le nouveau contenu de l'Union. Nous devons donc préciser les nouveaux fondements d'une Union de la Gauche, traduction politique d'une stratégie qui est celle de l'Union des forces populaires.

2. Des garanties sont nécessaires

Pour atteindre ces objectifs, le Parti socialiste, sans négliger toutes les initiatives utiles pour réaliser des actions communes sur le terrain avec les communistes et l'ensemble des forces de la gauche, reprendra l'offensive simultanément sur deux points essentiels.

- En ouvrant le débat avec l'ensemble des forces sociales et politiques anticapitalistes, constitutives de l'Union des forces populaires, afin de faire apparaître des convergences sur des thèmes d'action et des perspectives de transformation sociale.

- En engageant le débat avec le Parti communiste à tous les niveaux. Notre Congrès

RUPTURE AVEC LE CAPITALISME ET TRANSITION VERS LE SOCIALISME

L'évolution de la situation économique et sociale impose au Parti socialiste qu'il approfondisse sa réflexion sur la stratégie de rupture avec le capitalisme, et le contenu de la période de transition : quels moyens devra se donner un gouvernement de gauche pour assurer le passage le plus rapide possible d'une société gouvernée par les lois d'un capitalisme puissant à une société socialiste ? Mener ce débat à son terme exige de nous une grande rigueur dans l'analyse de la réalité sociale et politique, non pour nous y plier, mais pour mieux la maîtriser.

Deux fausses routes à éviter :

Dans la période de transition, les socialistes français ont choisi d'assurer une plus grande justice sociale, et de fonder une démocratie économique. En prenant appui sur ces mesures, ils ont l'ambition de lutter contre les effets de la crise économique tout en transformant fondamentalement le système.

Cette démarche suppose que soient évitées en permanence deux fausses routes :

- La première est le mythe du grand soir :**

Il ne peut exister de rupture instantanée. Lorsqu'on considère la situation actuelle marquée par les inégalités, les aliénations, la centralisation du pouvoir, on constate que le processus demandera du temps. Car le capitalisme national et international se défendra et tentera de revenir en arrière sur les transformations engagées, et de les détourner de leurs finalités, comme il l'a fait dans le passé avec les grandes conquêtes socialistes qu'étaient les nationalisations, les comités d'entreprise, la sécurité sociale. Voter des lois ne suffira pas. Il faudra aussi que ces lois s'inscrivent dans les faits, que de nouvelles pratiques sociales s'instaurent, que les comportements nouveaux auxquels elles conduisent soient suffisamment ancrés dans la société pour que le processus engagé en devienne irréversible.

L'histoire du mouvement ouvrier est jalonnée de victoires partielles, souvent importantes, mais jamais encore décisives.

Aux résistances du capitalisme dépossédé auxquelles se heurtera toute transformation profonde, s'ajouteront en effet celles des privilégiés à déraciner et des habitudes acquises, dont deux siècles de capitalisme ont profondément imprégné toute la vie sociale.

L'irréversibilité des transformations opérées, qui sera la marque de la rupture, ne pourra être acquise sans une mutation culturelle.

Au reste, nous ne devons pas oublier notre engagement absolu de respecter, dans leur fond, comme dans leur forme, les volontés démocratiquement exprimées par le libre suffrage universel, qui fera des forces populaires et de tout le peuple français, les juges permanents de notre action, des transformations opérées, de leur portée, de leur rythme, et par là même de leur durée effective.

- La seconde fausse route est l'économisme**

Notre volonté politique ne peut être subordonnée aux contraintes de l'économie. Des mesures très fortes et très significatives permettront, dès le départ, d'inverser la logique de l'économie capitaliste. Aucune contrainte économique ou technique, de quelque nature qu'elle soit, ne peut faire renoncer les socialistes à manifester leur volonté de rupture.

Mais, nous devons être clairs. Aucune société socialiste ne peut distribuer plus de richesses

l'appeller à clarifier publiquement ses positions sur des points essentiels tels que l'autogestion, l'analyse de la crise, la stratégie internationale, la nature des régimes des pays de l'Est, et, d'une manière générale, aux questions concernant la souveraineté nationale, les libertés démocratiques, le respect de la volonté du peuple tel que l'exprime le suffrage universel, la conception et la pratique de l'Union.

Il ne s'agit évidemment pas d'entamer un dialogue sur des thèmes idéologiques, mais d'apporter des garanties claires sur la mise en œuvre d'un contrat de gouvernement. Ainsi sera-t-il alors clairement démontré que la gauche ne s'engage pas dans la construction d'un système bureaucratique lourd de périls, mais qu'elle établit les premiers éléments d'un socialisme démocratique, décentralisé et autogestionnaire.

Ce débat prendra naturellement des formes multiples. Il contribuera à préparer la réalisation avec toutes les forces politiques prêtes à envisager un gouvernement commun de la gauche, d'un contrat de gouvernement défini par l'énoncé d'objectifs, de seuils et de rythmes de mise en œuvre des réformes de structures et des grands choix proposés au pays.

qu'elle n'en crée, telle est la contrainte principale. En la négligeant, nous prendrions double risque : celui de l'inflation, compromettant ainsi tous nos efforts de réduction des inégalités de revenus ; celui du déséquilibre du commerce extérieur et de l'effondrement de notre monnaie.

Dans un système socialiste, comme dans la période de transition, la création de plus-values et d'un profit social est nécessaire, sauf à vouloir provoquer l'asphyxie économique. Mais ce profit doit être utilisé autrement. Il doit cesser d'être accaparé par les propriétaires du capital pour être utilisé par l'ensemble de la collectivité.

Tenir compte de cette contrainte économique ne doit pas nous conduire à l'économisme, c'est-à-dire à réduire notre projet en fonction de la réalité économique du moment. Au contraire, nous devons déterminer nos objectifs politiques et, pour les conduire à bien, prendre toutes les mesures qui s'imposent.

Réduire les inégalités :

Le premier de nos objectifs pendant la période de transition sera la réduction des inégalités.

Cette réduction suppose une action très volontaire de relèvement des bas salaires, assurant un resserrement de l'éventail des revenus et pas uniquement des salaires. Cela nécessite une meilleure connaissance préalable de ces revenus et une réforme profonde de la fiscalité.

Elle suppose également une action déterminée dans les domaines de l'éducation, du logement et du cadre de vie, du droit à la santé, du droit au travail ainsi qu'une volonté de mettre fin aux discriminations dont sont victimes les femmes, les jeunes, les travailleurs immigrés.

Ceci implique un vigoureux effort de planification économique et sociale, ainsi qu'un aménagement du territoire, visant autant à tirer parti des atouts géographiques du pays qu'à réduire les déséquilibres entre les conditions d'existence dans les différentes régions.

La prééminence du plan :

Les socialistes affirment le principe de la prééminence du plan sur le marché. Ils en attendent une plus grande rationalité économique, et une meilleure répartition du pouvoir de décision au sein de la société. Le Plan est l'outil même de la démocratie économique, qui permet de redistribuer le pouvoir et d'y faire participer travailleurs, consommateurs et usagers.

Le plan doit d'abord exprimer une volonté politique : il est un moyen de réaliser un choix de société, un type de croissance voulu et non subi. En ce sens, on ne peut séparer son contenu de ses méthodes d'élaboration. Le plan ne peut être l'expression d'une volonté politique s'il n'est pas élaboré démocratiquement. Car il n'y a pas d'intérêt général abstrait. C'est dans le processus démocratique de confrontation entre les différentes instances et collectivités concernées que se définit l'intérêt commun, que se tranchent les conflits et que se préservent les droits des minorités.

Mais le plan ne peut, comme c'est actuellement le cas dans les pays du bloc soviétique, dominer complètement le marché car ce serait méconnaître le rôle que le marché joue en matière d'expression de certains besoins,

l'ajustement de la production à la consommation. Ce serait également méconnaître les réalités de l'environnement national et international de notre économie.

A l'inverse, le marché ne peut servir de seul régulateur de l'économie. Ce serait nier la capacité de la collectivité de dégager par un débat démocratique les orientations majeures de son développement, de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour qu'elles aboutissent.

Notre responsabilité dans la période de transition sera donc d'établir un équilibre entre ce qui sera déterminé par le plan, et ce qu'il reviendra au marché d'ajuster, de manière à assurer le passage progressif d'une économie marchande fondée sur la recherche du profit maximal à une économie d'échanges fondée sur l'expression la plus juste des besoins individuels et collectifs et la recherche de leur satisfaction, et au moindre coût social et humain.

La propriété sociale, condition du socialisme

Mettre l'économie au service des femmes et des hommes plutôt que de les maintenir au service de la production est un objectif fondamental du socialisme.

Cela implique que les éléments les plus importants de l'activité nationale soient soumis à la volonté collective. C'est pourquoi la nationalisation des grands moyens de production figure dans tous les programmes socialistes, c'est aussi une condition nécessaire à la mise en œuvre de la planification.

C'est ainsi que le Parti socialiste a été conduit à définir, dans son programme, les secteurs d'activité et les entreprises qu'il est nécessaire de nationaliser, du fait de leur rôle central dans le fonctionnement de l'économie nationale, ou de leur position de monopole, ou encore de leur qualité de fournisseur exclusif de la collectivité.

Ces critères, déterminés en 1972 et ayant reçu l'accord de nos partenaires de l'Union de la Gauche, demeurent les nôtres.

Le choix des socialistes est de ne pas séparer la question de l'appropriation collective des moyens de production de celle du pouvoir des travailleurs. En effet, de nombreuses expériences, en France et dans d'autres pays, montrent bien que le capitalisme peut parfaitement s'accommoder d'un secteur public même important, et qu'un capitalisme d'État ne conduit pas nécessairement à la démocratie économique.

C'est pourquoi, en même temps que seront expropriés les détenteurs des capitaux, les travailleurs devront recevoir un pouvoir effectif sur l'activité de l'entreprise et ses conditions de fonctionnement.

Le pouvoir n'est pas seulement lié à la propriété. La maîtrise de la propriété est indispensable à la transformation des rapports de production. Mais la socialisation des moyens de production ne modifie en elle-même ni la division du travail ni l'existence d'une hiérarchie qui risque d'entraîner l'apparition d'une nouvelle classe dirigeante. Le pouvoir appartient aussi à ceux qui détiennent l'information, qui maîtrisent les techniques, qui usent d'un langage élitiste et technocratique. Sans la mutation de notre système scolaire, le développement de l'éducation permanente, la diffusion de l'information, la démocratie économique risque de rester le privilège d'une élite élargie et différente sans doute, mais accaparant le pouvoir économique.

Ainsi, dès la période suivant immédiatement la victoire de la gauche, les décisions prises traduiront clairement les caractéristiques de la société que nous voulons construire.

Par ailleurs, d'autres moyens permettent de substituer dans l'économie française le pouvoir démocratique au pouvoir capitaliste : prises de participation majoritaire dans le capital d'entreprises de statut juridique privé, les capitaux pouvant être d'État, mais aussi en provenance des collectivités locales ; développement d'entreprises associatives et de coopératives ouvrières de production.

Revitaliser le milieu rural — Protéger l'exploitation agricole familiale

La revitalisation du milieu rural, la place fondamentale dans la société française de l'exploitation familiale, l'animation des zones rurales sont des thèmes sans cesse mis en avant par les responsables gouvernementaux.

Mais parallèlement à ces beaux discours, la réalité vécue par les agriculteurs est différente. Il s'agit de leur propre élimination, de la concentration et de la spéculation foncière et pour les moyens et petits exploitants, des difficultés croissantes de commercialisation de leurs productions (fruits et légumes, vins, viande). La désertification des zones rurales devient dramatique.

Pour nous, Socialistes, la politique de revitalisation du milieu rural suppose tout d'abord de pouvoir travailler au pays et pour cela :

1° Il faut que la question foncière puisse disposer de structures garantissant une plus juste rémunération de leur travail. Ce sont les offices par produit.

2° Il faut que la question foncière soit abordée dans ses fondements mêmes afin que les agriculteurs — et plus particulièrement les jeunes — puissent disposer de leur outil de travail : ce sont les offices fonciers.

Les offices ne visent pas la collectivisation de la terre, mais ils doivent, au contraire, permettre la pondération du prix de la terre, favoriser l'installation des jeunes et assurer les conditions d'un bon développement de la petite exploitation.

Une politique socialiste agricole doit permettre de conforter la spécificité de l'agriculture française c'est-à-dire la prépondérance de l'exploitation familiale.

De plus, la libération des charges financières, que permettrait cette politique foncière, favoriserait les investissements dans le secteur coopératif actuellement en difficulté.

La décentralisation

Avec les nationalisations, la décentralisation est l'un des enjeux prioritaires sur lesquels devra se réaliser la rupture. Par la loi, de nouveaux pouvoirs seront transférés aux collectivités locales : communes, départements et régions. Les régions deviendront des collectivités locales de plein exercice, dotées d'une assemblée élue au suffrage universel, leurs compétences et leurs moyens étant considérablement étendus par rapport à la situation de faux-semblants dans laquelle les maintient le pouvoir.

En effet, la France est aujourd'hui caractérisée « par un État hypertrophié et centralisé, une société faible et dépendante de l'État et une société civile aux structures très éclatées et marginalisées ».

« Il est clair pour nous qu'on ne pourra engager une transformation durable de la société sans changer profondément son mode d'organisation. Si la prise du pouvoir d'État est évidemment une condition nécessaire pour engager la transformation sociale, c'est une condition insuffisante. Il faut en même temps la transformer et renforcer tant la société politique que la société civile. » Contre la concertation abstraite du citoyen isolé face à l'État, le socialisme entend donner aux hommes et aux femmes la maîtrise des pouvoirs politiques.

Transformer l'État par la décentralisation c'est rompre avec un mode de gouvernement antidémocratique fondé sur la méfiance du pouvoir central à l'égard des citoyens et des collectivités.

Rendre effectif le « droit à la différence », et permettre de « **vivre, travailler et décider au pays** » sont deux des aspirations essentielles des Français.

Le succès considérable des socialistes aux élections municipales et l'écho recueilli par les propositions socialistes présentées dans l'actuelle campagne électorale montrent qu'au-delà de la prise du pouvoir d'État, c'est à ces niveaux de la vie quotidienne des Français que les socialistes doivent permettre à l'ensemble des citoyens de prendre une part active à l'immense entreprise de transformation sociale que suppose la mise en place d'une **société socialiste autogestionnaire**.

Nos objectifs sont connus : permettre le développement économique, social et culturel du pays à partir des besoins et des volontés des hommes et non à partir des seules exigences du profit, mettre en place un aménagement du territoire respectueux des équilibres géographiques et sociaux comme des équilibres de la nature, arrêter l'hémorragie des campagnes et l'anarchie urbaine ; permettre l'épanouissement des langues et cultures régionales...

Ces objectifs pourront être pleinement atteints grâce à une réforme des collectivités locales donnant aux assemblées élues des pouvoirs et des compétences étendus et des moyens financiers.

Mais **dès à présent**, en raison de son extraordinaire représentativité qui conduit de plus en plus, dans toutes les régions, les Français à confier les responsabilités locales aux Socialistes, **notre Parti joue un rôle fondamental dans le gouvernement de la société locale française**. Pour nous, cette réalité doit se traduire dans l'organisation de nos instances dirigeantes et il convient qu'un secrétariat national assume la responsabilité, non seulement de la capacité de proposition permanente en matière de décentralisation, mais également de l'instauration, dès à présent, de nouvelles pratiques partout où les socialistes sont aujourd'hui responsables dans des communes, des départements, des régions.

Dans la France décentralisée, le citoyen disposera d'une liberté beaucoup plus grande pour prendre en charge, lui-même, directement, l'organisation de sa vie sociale.

C'est pourquoi la décentralisation devra être appuyée par une nouvelle législation sur le droit syndical, le droit des associations et le droit à l'information, assuré par un statut des radios locales et des mesures permettant de mettre fin, au niveau régional, aux situations

véritable syndicalisme du quotidien, est profondément lié à l'apparition d'un nouveau modèle de croissance, dans lequel le temps libre ne sera plus synonyme de temps contraint ou perdu.

Attentif à permettre le développement de la vie locale et régionale et à garantir la prise de responsabilité directe par les citoyens, **le Parti socialiste doit développer une nouvelle pratique à l'égard du phénomène associatif** dont le renforcement traduit une aspiration à l'autogestion et une réaction de refus vis-à-vis de l'organisation actuelle de la société et de l'appareil de production.

Au plan local, les associations peuvent être l'un des éléments de la démocratie quotidienne, protégeant celle-ci, multipliant les compétences, permettant aux citoyens, par l'information, de participer aux décisions et aux responsabilités.

Le développement de la vie associative, d'un

LA DIMENSION INTERNATIONALE DE NOTRE ACTION

L'Internationale est une dimension permanente et essentielle du socialisme. Tout en reconnaissant la portée historique des Mouvements nationaux et la contribution qu'ils ont pu apporter ici et là à l'entreprise de libération de l'individu, les socialistes affirment la nécessité de la coopération entre les peuples, dans le respect de leur indépendance, pour la paix et le développement mutuel, pour l'avènement d'un nouvel ordre mondial mettant fin aux impérialismes et aux blocs militaires.

C'est ainsi que le Parti Socialiste :

- A été amené à affirmer sa solidarité avec les luttes pour les Droits de l'Homme, pour la libération des peuples opprimés, pour le développement équilibré des pays du Tiers-Monde.

- A contribué à orienter dans ce sens les activités de l'Internationale Socialiste.

- A proposé pour la France une politique d'initiatives résolues en faveur du désarmement, de la détente et de la coopération.

Alors que les nouvelles données de la politique mondiale (Chine, Iran, etc.) annoncent une redistribution des cartes susceptible de modifier les équilibres entre les blocs et comportent inévitablement des risques accrus de tension, les socialistes ont l'obligation de poursuivre leur action pour la paix, sans abandonner la lutte pour les Droits de l'Homme, ni sacrifier les chances des peuples qui aspirent à la liberté d'y parvenir.

Nous demandons que dans ses relations de parti à parti, de parti à Etat, dans ses propositions de modification des rapports internationaux, le P.S. intègre à sa défense des droits de l'homme l'élimination de toutes les discriminations subies par les femmes.

Toute délégation du P.S. dans un pays étranger, et particulièrement dans un pays du Tiers-Monde, devra comprendre des femmes chargées de prendre contact avec les groupes et les mouvements de femmes qui partout commencent à naître.

La paix est également menacée par l'injuste répartition des richesses internationales qui fait coexister la faim et la misère dans le Tiers-Monde avec le gaspillage dans les sociétés industrielles. L'industrialisation du Tiers-Monde est une nécessité, même si elle fait naître de nouveaux concurrents pour certaines de nos industries. Elle est pourtant une condition du développement de ces peuples. En proposant une politique de coopération et d'échanges planifiés le Parti socialiste affirme que la France doit jouer un rôle essentiel dans cette évolution.

*
* *

En adoptant son programme « Changer la vie », le Parti socialiste s'est prononcé pour la construction d'une Europe en marche vers le socialisme. Cette orientation, qui s'appuie sur la réalité du Marché Commun, prend en compte l'évolution des rapports internationaux et vise à donner une nouvelle dimension à la lutte anticapitaliste, ne saurait être remise en question. D'autant que le Parti communiste, en signant avec nous le Programme commun avait alors accepté qu'un gouvernement de gauche « participe à la construction de la C.E.E., à ses institutions, à ses politiques communes avec la volonté d'agir en vue de la libérer de la domination du grand capital, de démocratiser ses institutions, de soutenir les revendications des travailleurs et d'orienter dans le sens de leurs intérêts les réalisations communautaires ».

C'est en se fondant sur ses propres analyses, et en respectant les engagements pris avec ses partenaires de la Gauche, que le Parti socialiste s'est prononcé depuis sur l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée Européenne et en faveur des candidatures des pays de l'Europe du Sud qui se sont libérés depuis lors des dictatures fascistes.

véritable syndicalisme du quotidien, est profondément lié à l'apparition d'un nouveau modèle de croissance, dans lequel le temps libre ne sera plus synonyme de temps contraint ou perdu.

Les Socialistes doivent être présents dans les associations en raison du rôle que celles-ci ont à jouer dans l'apparition d'une nouvelle société civile et dans la mise en pratique de l'autogestion.

De la même façon qu'il laisse à ses militants toute latitude d'adhésion à l'organisation syndicale de leur choix et défend le principe de l'indépendance des syndicats vis-à-vis des partis politiques, **le Parti socialiste fait de l'indépendance du secteur associatif l'un de ses principes**.

Mais cet élargissement qui pose des problèmes graves à certaines régions et pour certaines activités nécessite une négociation sérieuse avec nos futures partenaires. Les conditions posées par le Parti, définies sans ambiguïté par les décisions du Comité Directeur du 8 juillet 1978, nous paraissent concilier l'exigence politique et les garanties légitimes que nous devons offrir à ceux qui se sentiraient menacés par l'élargissement. Le Parti ne peut pour autant sacrifier les ambitions de la réunion de Latche sur l'Europe du sud à un protectionnisme sans avenir.

C'est dans la fidélité à tous ces engagements, que le Parti a participé aux travaux de l'Union des P.S. de la Communauté européenne, qu'il a souscrit à ses déclarations communes et qu'il a adopté son propre Manifeste pour l'élection européenne. La nécessité, pour répondre aux aspirations des travailleurs, de contrecarrer les conséquences de l'instabilité du dollar, de maîtriser les pouvoirs sans cesse croissants des multinationales, d'adopter notre économie aux nouvelles conditions de nos approvisionnements en énergie, confirme les socialistes dans leur choix en faveur de la construction européenne.

Nous refusons en effet le repliement de la France à l'intérieur de ses frontières, parce que l'autarcie économique entraînerait une baisse du niveau de vie moyen des Français et le recours à des mesures coercitives. Tout comme nous excluons une politique de la France uniquement conçue en termes de relations bilatérales d'Etat à Etat qui, sous prétexte d'éviter l'autarcie nous conduirait inévitablement à subir la domination étrangère. Une conception trop rigide de la souveraineté nationale conduit en fait à une réduction de notre indépendance.

La France a voulu son insertion dans la Communauté Européenne. Les socialistes ont approuvé ce choix et continuent de l'approuver. Toute tentative de présenter à l'opinion notre détermination pour autre chose que ce qu'elle est serait finalement un mauvais calcul. C'est parce que nous acceptons la construction européenne que nous pouvons et voulons œuvrer à sa transformation.

Il est vain de croire, et de laisser croire que c'est là une option sur laquelle, à tout moment, il serait possible de revenir. D'ailleurs ni le P.C., ni le R.P.R., en dépit de l'orientation protectionniste et nationaliste de leurs campagnes, ne proposent de mettre fin à la construction engagée.

Tout comme il est à l'inverse fallacieux de présenter la Communauté Européenne comme un carcan dans lequel la seule politique possible serait le libéralisme sauvage et l'impossibilité de faire prévaloir certains intérêts français.

L'Europe est enfin nécessaire pour réaliser un rapport de forces correct avec l'impérialisme américain. La force de la France étant d'être aussi indispensable à ses partenaires qu'ils le sont pour elle, nous rejetons comme étranger à notre tradition la référence chauvine à l'Europe allemande. En vérité ce thème est un prétexte commode pour ceux qui ne veulent pas d'Europe du tout. Fausse au plan institutionnel, au plan économique, cette thèse est encore dangereuse politiquement dès lors qu'elle risque d'encourager en Allemagne toutes les tentations nationalistes et de favoriser seulement le retour au pouvoir des forces réactionnaires.

L'Europe est plus que jamais, avec l'élection au suffrage direct de l'Assemblée de la Communauté, une dimension nécessaire de l'action des socialistes. C'est pourquoi le Parti socialiste doit s'engager dans la campagne électorale avec la volonté de proposer les actions que la Communauté pourrait mettre en œuvre pour la recherche du plein-emploi, la réduction des inégalités entre régions pauvres et régions riches ; un développement industriel empruntant largement aux technologies nouvelles, une gestion plus économe des ressources naturelles...

Au sein de l'Assemblée Européenne, les élus socialistes français auront une double mission :

1. Ils œuvreront pour que cette assemblée, forte de la légitimité accrue que lui donnera son élection au suffrage universel direct, exerce la totalité de ses prérogatives en matière de contrôle de budget et des décisions communautaires. C'est la condition de la démocratisation du fonctionnement des institutions européennes. Pour prendre sa pleine ampleur, ce contrôle ne devra pas se limiter à ce que l'Assemblée se prononce sur les questions sur lesquelles elle est consultée, mais devra comporter des propositions d'actions. Dans le strict respect des mécanismes de décision institués par le Traité de Rome et des prérogatives des Parlements Nationaux, les socialistes œuvreront pour que l'Assemblée européenne exerce un véritable droit d'initiative à l'égard de la Commission et du Conseil des Ministres.

2. **Ils constitueront un élément actif** du processus d'unification des luttes des travailleurs au niveau européen. En liant leurs propositions au contenu de ces luttes, en les confrontant au sein du groupe socialiste à celles des autres partis socialistes et social-démocrates et autres forces de progrès qui ont pour la plupart des liens directs et étroits avec les organisations syndicales, les élus socialistes français contribueront à renforcer la capacité de lutte des travailleurs, à définir des objectifs communs et finalement à faire naître le projet de l'Europe des travailleurs à laquelle nous aspirons.

En disant que **l'Europe sera socialiste ou ne sera pas**, les socialistes français n'affirment rien d'autre que leur conviction que les peuples de l'Europe, à moins d'accepter d'être dépendants, doivent se donner l'ambition de réaliser une communauté de « liberté pour chacun et de justice pour tous ».

LE PARTI ET SON ORGANISATION

Si le Parti socialiste doit avoir pour convaincre une stratégie et un projet, il doit aussi avoir une organisation à la mesure de son ambition.

Le Parti socialiste d'aujourd'hui est le rassemblement des différentes branches du socialisme qui ont commencé leur jonction en 1969, l'ont considérablement amplifiée à Epinay en 1971, pour la poursuivre avec les Assises du Socialisme en 1974. Le mouvement et la dynamique ainsi créés ont amené des dizaines de milliers de Françaises et de Français à rejoindre le Parti socialiste. Des progrès considérables d'organisation et de travail collectif ont été accomplis depuis 1971. La Convention nationale sur le Règlement Intérieur des 25 et 26 novembre 1978 nous a fait franchir un nouveau pas. Nous devons poursuivre dans cette voie, en prolongeant notre réflexion sur les formes du militantisme, le fonctionnement du Parti, son organisation et ses moyens.

Pour cela, nous devons d'abord tenir compte de notre diversité qui est l'une des données fondamentales du socialisme français et fait sa richesse.

Des dizaines de milliers de Françaises et de Français nous ont rejoints depuis 1969 modifiant considérablement la composition du Parti avec une approche nouvelle de la vie politique.

Nous devons tenir compte d'une réalité : les processus de l'engagement politique sont infiniment plus complexes qu'ils ne l'étaient, tout particulièrement en ce qui concerne les femmes. **A nouveaux militants, nouvelles pratiques et surtout nouvelles exigences.** Les formes traditionnelles de militantisme, telles qu'elles sont encore trop souvent proposées (réunions périodiques, collage d'affiches, distribution de tracts...) restent utiles et même indispensables, mais elles ne permettent pas toujours de mettre en valeur les possibilités d'action et d'imagination de chacun. Le Parti ne doit pas se contenter d'accepter les différentes **formes d'action, il doit les valoriser et les encourager.**

Mais il faut aussi s'attacher à renforcer notre organisation dans un souci de réalisme, de rigueur et de contrôle. Le mode d'organisation d'un parti ne saurait être étranger à la société dans laquelle s'inscrit son combat. Mais il doit aussi s'organiser en fonction des objectifs de la société qu'il veut construire.

Le Parti socialiste doit répondre à deux nécessités : renforcer son organisation pour être à même de lutter contre la Droite, qui aujourd'hui plus que jamais a investi un appareil d'Etat centralisateur et dominateur, et prendre en charge des luttes nouvelles qui traduisent les aspirations de notre société.

Or, que constatons-nous ?

En 1979, le P.S. dispose en fait de moins de moyens de propagande et d'intervention que le mouvement socialiste, de 1905 au front populaire. Face au pouvoir de l'Etat, des media et de l'argent, le P.S. n'a pas jusqu'à présent

franchi une étape décisive dans son organisation.

D'autre part, la « coexistence constructive » avec un puissant partenaire léniniste pose plus de problèmes d'organisation et d'action au P.S. qu'aux « partis social-démocrates » pourtant souvent mieux organisés.

Enfin, la nature même du Projet socialiste : l'autogestion, c'est-à-dire la redistribution du et des pouvoirs représente dans notre pays où la droite domine et où le P.C. est très bien implanté, un pari sur la capacité du Parti socialiste à animer une véritable démocratie politique et économique.

Le Parti doit, dans le cadre d'un « contrat d'organisation » avec les militants, se fixer des objectifs et un calendrier précis, une méthode de contrôle efficace et démocratique. Notamment, il sera créé conformément aux statuts, dès le prochain congrès, un secrétariat national à l'organisation qui pourrait rendre compte de son activité aux responsables fédéraux une fois par trimestre, et une fois par an à une convention nationale consacrée exclusivement à l'organisation.

L'efficacité du Parti socialiste s'est accrue mais beaucoup reste à faire. Toute énumération même volontairement limitée pose immédiatement le problème des moyens financiers. En attendant le financement public des organisations politiques, ces moyens doivent être recherchés dans un effort accru du Parti au niveau national et dans une certaine péréquation des ressources fédérales dans le cadre d'une gestion claire et unifiée.

De même, nous devons pousser plus avant notre réflexion sur la formation, le rôle et le statut des permanents, sur la presse, sur les besoins des fédérations.

La richesse du P.S. c'est d'abord la qualité de ses militants. C'est donc la formation de centaines de milliers de camarades qui permettra au Parti d'être une organisation solide et disciplinée, mais où chaque adhérent a la possibilité de faire preuve de sa « création militante », d'éviter le développement excessif d'un appareil bureaucratique, de résoudre la contradiction du Mouvement socialiste qui veut agir dans l'entreprise tout en respectant scrupuleusement l'indépendance syndicale.

Il est donc urgent et indispensable de promouvoir un effort national et permanent de formation des militants du P.S. qui sera ouverte à tous. Cet effort devra être relayé au niveau régional.

Il est évident que cette formation approfondie devra en partie déboucher sur la notion de camarades permanents ou semi-permanents, en premier lieu les responsables fédéraux, les maires des communes de plus de 9 000 habitants, les animateurs du secteur entreprise. Enfin, les militants ressentent comme une nécessité l'élaboration d'un plan d'équipement fédéral qui aboutirait à ce que toutes les fédérations puissent disposer des moyens

matériels indispensables au fonctionnement d'un grand Parti (locaux, imprimerie, etc.)

Le Secrétariat National à l'Action Féminine né au Congrès de Nantes est généralement considéré comme un acquit par les femmes du P.S. Sa fonction doit cependant être désormais précisée. Il ne doit pas, en effet, être le lieu où l'on évoque les seuls problèmes de femmes ni un instrument de simples protestations. Il devra, en premier lieu, changer de titre pour devenir le **Secrétariat National des Femmes.**

Outre sa fonction d'initiative, un rôle de relations extérieures avec l'ensemble des organisations qui se rattachent au mouvement des femmes, avec les organisations syndicales et le mouvement associatif, il doit avoir vocation à donner son avis sur l'ensemble des textes du Parti lors de leur élaboration.

La Convention nationale sur le Règlement intérieur a ouvert le débat sur la nature d'une organisation socialiste pour la jeunesse. Nous proposons que ce problème soit traité par une Convention dès le mois d'octobre. Le Parti doit traduire les aspirations de la jeunesse, il risque sinon de se scléroser et de se couper dangereusement des adultes de demain.

Le secteur entreprise

Nous proposons aux militants une série de mesures concrètes pour améliorer l'organisation des socialistes dans l'entreprise. Dans chaque section locale doit être prévu un responsable à l'implantation dans les entreprises. Dans chaque fédération, un secrétaire fédéral sera plus spécialement chargé de l'animation du secteur entreprise. Il sera élu par la commission exécutive fédérale, après consultation des responsables de S.E. et de G.S.E., ainsi que des responsables « entreprise » des sections locales. Dans chaque fédération sera constituée une commission fédérale entreprise formée des responsables des S.E. et de G.S.E., ainsi que des responsables entreprise des sections locales.

Chaque fédération doit, à l'occasion de son budget prévisionnel annuel, définir le montant des sommes qu'elle affectera au travail d'implantation dans les entreprises et au soutien de l'activité des S.E. et G.S.E.

Parce que nous sommes un parti politique, ce sont les fédérations qui sont notre centre de décision politique pour tout ce qui concerne l'implantation dans les entreprises. Mais le Parti socialiste s'est doté d'une structure particulière, les G.S.E. nationaux permettant de coordonner notre action dans une branche particulière.

Organes de coordination des S.E. et G.S.E. d'une même branche d'activité, les G.S.E. nationaux sont consultatifs auprès du Comité Directeur pour tout ce qui concerne leur branche d'activité. Ils ont notamment pour rôle de participer, dans le cadre des commissions d'études politiques, industrielle ou économique, correspondant à leur branche d'activité (trois membres de droit par commission), à l'élaboration des propositions politiques faites au bureau exécutif et au comité directeur du Parti. Ils ont pour charge d'aider les fédérations (qui restent le lien fondamental de notre action à l'implantation dans les entreprises) dans leur secteur d'activité.

Les G.S.E. nationaux organisent une fois par an une assemblée générale des S.E. et G.S.E. de leur secteur d'activité.

Les G.S.E. nationaux élisent un bureau comprenant seize membres maximum et représentatif régionalement de l'implantation du Parti dans le secteur d'activité couvert.

Les assemblées générales des G.S.E. nationaux sont composées d'un membre par S.E. et G.S.E. de moins de trente : deux membres pour les S.E. et G.S.E. de plus de trente membres. Les votes s'effectuent sur la base d'une voix par délégué présent. Participent aux travaux des G.S.E. nationaux (bureau ou A.G.) le (s) délégué (s) national (aux) des représentants des commissions d'études et politique industrielle et du groupe parlementaire correspondant au champ d'activité du G.S.E. national.

Les G.S.E. nationaux sont créés sur décision du Comité Directeur après demande d'une assemblée des G.S.E. de base d'une même branche.

La commission nationale entreprise est aujourd'hui élue à la proportionnelle des courants du congrès. Cela en fait une sorte de Comité Directeur du secteur entreprise, sans pouvoir de décision et manquant de représentativité par rapport à l'action réelle menée dans ce secteur. Nous proposons que la C.N.E. soit composée des responsables fédéraux aux entreprises, des responsables de G.S.E. nationaux. Elle sera consultative auprès du Comité Directeur et se réunira tous les deux mois. Elle élira un collectif de quinze membres (à la proportionnelle des courants du congrès) chargé d'assister le secrétaire national aux entreprises dans sa tâche. Elle sera représentée au Comité Directeur, avec voix consultative, par deux membres qu'elle désignera.

Financement

Le National prendra en charge :

a) Les frais de déplacement de tous les membres du Parti, militants d'une S.E. ou d'un G.S.E.

b) Les frais de déplacement des délégués à une conférence nationale de G.S.E. nationaux, ainsi que les frais de déplacement des membres du bureau des G.S.E. nationaux dans la limite de quatre par an (sauf accord préalable avec la délégation aux entreprises) ;

c) Les frais de déplacement des membres de la C.N.E. lors des réunions de celle-ci.

d) Les frais de déplacement et les pertes de salaires (paraffonnés) des participants des stages nationaux entreprises.

Chaque année, lors du vote du budget, le budget du secteur entreprise sera établi, après un débat au Comité Directeur, sur le plan de travail pour l'année à suivre.

Tous les deux ans, une conférence nationale entreprise sera convoquée sur la base d'un représentant par S.E. et G.S.E. de moins de trente et deux représentants par S.E. et G.S.E. de plus de trente.

Un tel effort d'organisation assurera plus profondément la liaison entre nos instances politiques et la réalité sociale ; elle permettra le développement harmonieux de la vie démocratique de notre Parti.

*
* *

Notre combat reste le même dans un monde qui a changé, et nous voici au point de convergence entre une tradition socialiste née de la première révolution industrielle, et dont les principes fondamentaux, définis en 1905, restent valables, et un combat contre des formes d'aliénation nouvelles, qui nous oblige à étendre le champ de la libération, à adopter une pratique militante qui conduit vers le développement d'expériences autogestionnaires.

Conclusion

Nous assumons, avec leurs ombres et leurs lumières, les grands combats du passé : ceux des canuts de Lyon et ceux de la Commune de Paris ; ceux des chrétiens qui voulurent, au Sillon ou dans l'engagement syndicaliste, être aux côtés des travailleurs ; ceux de la S.F.I.O. démontrant avec Jean JAURES, la profonde identité entre socialisme et humanisme, puis prenant avec Léon BLUM et le Front Populaire en 1936, les premières grandes initiatives sociales qui commencèrent à changer la vie. Depuis un siècle, le socialisme, qui se veut la forme la plus accomplie de la démocratie, a toujours cherché à améliorer le sort des travailleurs aux prises avec les difficultés suscitées par le capitalisme. Il s'est efforcé de préparer une société nouvelle fondée sur la justice tenant les différences comme autant d'enrichissements, assurant à chacune et à chacun le respect de sa dignité. Les socialistes qui se fixent aujourd'hui des objectifs autogestionnaires ne brisent donc pas la chaîne de la tradition. Ils l'enrichissent en proposant à la liberté sa mesure la plus haute : celle de la responsabilité.

« Envers une idée audacieuse qui doit ébranler tant d'intérêts et tant d'habitudes, et qui prétend renouveler le fond même de la vie, vous avez le droit d'être exigeants. Vous avez le droit de lui demander de faire ses preuves, c'est-à-dire d'établir avec précision comment elle se rattache à toute l'évolution politique et sociale, et comment elle peut s'y insérer. Vous avez le droit de lui demander par quelle série de formes juridiques et économiques elle assurera le passage de l'ordre existant à l'ordre nouveau. Vous avez le droit d'exiger d'elle que les premières applications qui en peuvent être faites ajoutent à la vitalité économique et morale de la nation. Et il faut qu'elle prouve, en se montrant capable de défendre ce qu'il y a déjà de noble et de bon dans le patrimoine humain, qu'elle ne vient pas le gaspiller, mais l'agrandir. Elle aurait bien peu de foi en elle-même si elle n'acceptait pas ces conditions. »

Jean JAURES, Discours à la Jeunesse (1903).

INTRODUCTION

Un immense espoir a été brisé en mars 1978. Les aspirations de millions de Français, représentant les forces vives du pays, sont restées en souffrance. La Droite a-t-elle été trop forte, la Gauche trop faible ?

Les militants socialistes, qui ne s'étaient pas démobilisés au lendemain de l'insuccès de mai 1974, sont restés meurtris et pleins d'amertume après l'échec des élections législatives. Aucune astuce de présentation, par les mots ou les chiffres, ne pourra gommer ce sentiment de défaite.

Nous nous adressons à tous ceux qui ne s'y résignent pas. Nous appelons tous ceux qui veulent retrouver des raisons d'espérer la victoire de la Gauche à en créer à nouveau les conditions, à en définir les objectifs et les moyens. Ce doit être le seul objet du débat, ce doit être le seul enjeu du congrès.

Le Parti ferait un choix funeste s'il décidait de refaire les batailles du passé. De 1971 à 1978, porté par les choix d'avenir faits à Epinay, le Parti socialiste s'est affirmé comme le Parti de l'union et du renouveau. Année après année, se sont retrouvés au P.S. tous ceux qui vivent l'espérance socialiste, dans leurs combats syndicaux, municipaux, associatifs, dans le mouvement des femmes, tous ceux qui avaient reconnu, dans le message « CHANGER LA VIE », l'expression de leurs luttes et de leur volonté.

UNE NOUVELLE ETAPE

Une nouvelle étape s'ouvre aujourd'hui devant nous.

L'offensive du capitalisme, en France et dans le monde, crée des problèmes différents de ceux d'hier. La lourde inquiétude qui monte des régions sinistrées par la politique brutale et cynique du pouvoir, le redéploiement sauvage du capitalisme multinational, la domination accentuée de la Droite sur l'Appareil d'Etat et les moyens d'information, les dangers plus lourds qui pèsent sur le monde du fait de la multiplication des conflits, de la dissémination de l'arme atomique, de la modification des équilibres instaurés à Yalta, voilà autant de données nouvelles qu'il nous faut prendre en compte.

Plus que jamais, le monde d'aujourd'hui a besoin du socialisme dans la liberté. Et nous n'avons plus ni le temps d'attendre, ni le droit d'échouer. Seul le débat de tous les militants socialistes peut nous permettre de résister à la tentation de l'immobilisme, de la gestion prudente d'un patrimoine électoral d'opposition, en vivant sur nos acquis d'hier et sur quelques certitudes élémentaires.

Ce débat a été long à s'ouvrir au sein du Parti socialiste. Nous avons tout fait pour qu'il soit pris en charge par l'ensemble de la direction qui, autour de François Mitterrand, a eu depuis quatre ans la responsabilité de la conduite de l'action. Certains l'ont empêché, tantôt en employant la « stratégie du soupçon », tantôt par des procédés plébiscitaires, qui transformaient chaque gestion, chaque interrogation, soit en une déviation, soit en une querelle de personnes. Nous avons donc, avec Pierre Mauroy et bien d'autres, présenté une contribution destinée à nourrir ce débat sur la situation résultant de l'échec de la Gauche en mars 1978. Cela n'a pas suffi. Parce que nous pensons que la synthèse nécessaire à l'unité du Parti ne peut plus maintenant venir que de la clarté du débat politique et des choix que feront les militants, nous leurs présentons aujourd'hui dans cette motion les réponses que nous croyons nécessaires, pour que le Parti socialiste reprenne l'initiative et la Gauche le chemin de la victoire.

UN PROJET OFFENSIF

Nous avons la conviction, qui fonde notre espérance socialiste, qu'il n'y a pas de fatalité à l'échec de la Gauche. Qu'il est possible de définir un projet offensif et mobilisateur pour faire face à la situation des années 80. Comment pourrions-nous prétendre convaincre et rassembler notre peuple autour de cette volonté autogestionnaire de prendre en main son destin, si nous nous abandonnions nous-mêmes à l'idée que de toute façon, le Socialisme viendra bien un jour, porté par quelque sens de l'Histoire ? Aurions-nous si peu de foi en nous-mêmes pour remettre l'espoir du Socialisme à une prochaine génération ?

Pour répondre à la confiance profonde et tenace que les Français conservent au Parti socialiste et à la Gauche, nous avons la responsabilité de définir les objectifs, de préciser les moyens qui permettront au Socialisme autogestionnaire d'affronter les conditions nouvelles de la prochaine décennie. Il nous faut aussi faire de notre Parti un instrument de réflexion et d'action adapté au monde d'aujourd'hui.

Cette confiance nous engage, et nous ne formulons qu'un seul vœu : que notre débat et notre Congrès en soient dignes.

PLAN

I^{re} PARTIE : A PROBLEMES NOUVEAUX, REPNSES NOUVELLES

1. Crise ou mutation du capitalisme ?
2. Les enjeux des années 1980
3. Crise ou mutation du mouvement ouvrier ?

II^e PARTIE : LES REPONSES DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

1. La rupture... avec quoi ? comment ?
2. Transformer l'Etat
3. Rompre avec le capitalisme à l'échelle internationale
4. L'économie au service d'un projet politique

41. L'économie de la fin du XX^e siècle
42. Le Plan, projet politique
43. Une stratégie pour l'emploi
44. Une nouvelle croissance

III^e PARTIE : CONSTRUIRE LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

1. Les mouvements sociaux
2. L'Union des forces populaires
3. L'Union de la Gauche

IV^e PARTIE : UN PARTI POUR AUJOURD'HUI

1. Des structures démocratiques
2. Un Parti adulte
3. Un Parti médiateur

I^{re} PARTIE : A PROBLEMES NOUVEAUX REPNSES NOUVELLES

1. CRISE OU MUTATION DU CAPITALISME ?

Au début des années 1970, la France se trouvait dans une situation de plein emploi relatif, aspirait à une forte croissance et se contentait encore d'un taux d'inflation à un chiffre. L'impérialisme américain se dégageait à grand peine du borborygme indochinois et reprenait son souffle en organisant la détente stratégique et idéologique avec l'Union soviétique.

Aujourd'hui, les données économiques internationales ont changé et ont considérablement aggravé les conditions dans lesquelles une expérience de gauche pourrait répondre aux problèmes de la société française.

La croissance a été partout cassée, et le monde industrialisé compte 17 à 18 millions de chômeurs. Comme la productivité des outillages augmente plus vite que la demande, comme on n'a plus inventé, après l'automobile et l'électro-ménager, de nouveaux biens mécaniques appelant beaucoup de travail et que les consommateurs exigent aujourd'hui plus de qualité des services que de produits fabriqués, le retour au plein emploi n'est plus possible dans les règles du jeu actuelles. Il y faut une autre orientation de l'économie et un autre partage du travail.

Cet affaiblissement de la croissance n'a pas tué l'inflation. Il n'est pratiquement plus un pays occidental qui arrive à préserver la valeur de sa monnaie. Stabilisée mais non réduite, et toujours menaçante, l'inflation traduit l'incapacité des pays capitalistes à établir un partage accepté de la richesse collective. La fragilité de nos sociétés s'en trouve accrue.

720 milliards de dollars sont en errance incontrôlée dans le monde, sans que les banques centrales soient en mesure d'intervenir : une telle instabilité monétaire internationale est une lourde menace pour le monde entier. Une catastrophe au moins aussi considérable que celle de 1929 peut dépendre de l'ampleur des soubresauts spéculatifs ou des accidents stratégiques de la politique des firmes multinationales. Ce ne sont plus seulement des produits que les pays sous-développés nous achètent aujourd'hui, mais surtout des usines « clés en mains » ou des technologies, c'est-à-dire les moyens industriels et commerciaux de concurrencer l'industrie européenne. Déjà la sidérurgie est durement frappée par le développement de la production au Japon et dans bien des pays du Tiers-Monde, l'industrie textile par l'importation massive et à bas prix des produits venus de Hong-Kong, de Corée ou de Taïwan. L'augmentation du coût des matières premières, et notamment de l'énergie, à la fois en raison de la stratégie de développement des pays du Tiers-Monde

et de la prise de conscience d'une rareté relative, ne peut qu'aggraver la situation.

Notre civilisation se rend lentement compte qu'elle entre dans un monde et une époque dominés par la rareté : trois richesses essentielles, les matières premières, l'emploi, la liberté, sont en train de devenir des biens rares à la surface de la planète.

Ces conditions plus difficiles représentent pour la Gauche française une contrainte supplémentaire extrêmement forte. Le maintien d'une économie ouverte sur le monde est en effet une nécessité absolue pour la survie et la possibilité d'une expérience de transformation sociale dans notre pays. 20 % du P.I.B. (produit intérieur brut), 40 % de notre production dépendent de nos échanges économiques internationaux. L'interdépendance technologique et commerciale de notre économie, qui résulte à la fois de conditions historiques géographiques particulières et de l'actuelle division internationale du travail, est trop forte pour que l'on puisse s'en abstraire, à moins de faire délibérément le choix de l'austérité et de la pénurie.

Mais reconnaître cette contrainte ne signifie nullement s'y soumettre. C'est au contraire la seule façon de trouver les moyens de la surmonter sans s'y briser. Car les contraintes, c'est-à-dire les faits, sont têtues. Elles ne sont ni de droite, ni de gauche. Et si la politique de la Droite consiste à dire qu'elles sont insurmontables, celle de la gauche consiste à les analyser dans toute leur ampleur pour les dépasser.

2. LES ENJEUX DES ANNÉES 1980

Les rapports de force diplomatiques et stratégiques se sont eux aussi bouleversés : les menaces qui pèsent sur l'équilibre planétaire et sur la paix sont incontestablement plus lourdes qu'il y a dix ans. La Chine s'ouvre au monde, avec ses immenses besoins, et s'affirme de plus en plus comme une grande puissance, avec les moyens militaires et diplomatiques que cela implique. L'Union Soviétique, incapable d'assurer la succession d'une équipe dirigeante vieillie et à bout de souffle, se sent encerclée à la fois par les initiatives chinoises (accord sino-japonais, établissement de relations diplomatiques avec les Etats-Unis), et par les brèches que crée dans son glacis d'Europe de l'Est l'exigence montante du respect des droits de l'homme.

Les conflits localisés se sont multipliés, et si le cynisme diplomatique les faisait apparaître hier comme un substitut limité à l'affrontement des deux superpuissances, la dissémination de l'arme atomique ne permettra plus de lâches soulagements dans l'acceptation de cette situation : d'ici dix ans, Israël et l'Egypte, le Brésil et l'Afrique du Sud, l'Iran,

parmi d'autres, peuvent devenir des puissances nucléaires. Les nouvelles révoltes du Tiers-Monde ont fait éclater le bloc des pays non-alignés ; la Chine et Cuba ont perdu leur ascendant ; et au Proche-Orient, en Indochine, dans le Golfe Persique, des revendications nationales originales apparaissent, et secouent le joug des puissances tutélaires.

Un milliard et demi d'êtres humains n'ont aujourd'hui d'autre destin que la faim : laisserons-nous encore s'écouler une décennie sans poser au monde ce problème ?

Pour le désarmement, le respect des droits de l'homme et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le soutien aux luttes de libération nationale, la France a devant elle un champ d'initiative immense, et le peuple qui sera capable de bâtir le grand projet du socialisme autogestionnaire aura certainement une influence dépassant celle qui résulterait de sa propre puissance. Sachons simplement que l'enjeu d'une réponse socialiste à ces questions concerne désormais la survie même de l'espèce humaine.

LES PROBLÈMES DE LA FRANCE

Dans les dix prochaines années, vont se poser à la France des problèmes non moins graves et nouveaux. **L'existence d'un chômage massif**, dont les effets frappent brutalement des régions entières, n'est pas près de disparaître si se poursuit la politique actuelle. Il frappe durement les femmes, qui représentent 54 % du nombre des chômeurs et dont le droit au travail, c'est-à-dire à une relative autonomie économique, apparaît moins que jamais en termes de « libre choix » ; les jeunes, dont le tiers d'une génération désormais et bientôt la moitié, sera entré dans la vie au sortir de l'école ou de l'armée en connaissant au mieux les allocations et l'assistance, au pire le rejet ; les travailleurs immigrés, dont le capitalisme se débarrasse comme le citron que l'on a pressé et dont il tente de faire les boucs émissaires de la crise ; les travailleurs les plus âgés, qui perdent leur emploi quelques années avant l'âge de la retraite et qui se consomment lentement dans la misère morale que provoque le sentiment d'abandon et d'inutilité sociale.

Une profonde violence monte de cette violence qui est faite aux femmes et aux hommes de notre pays. La dureté de la lutte des classes, la brutalité de la répression, l'apparition de nouvelles formes de révolte et de contestation en sont autant de manifestations.

L'incapacité du système capitaliste à maîtriser l'évolution industrielle et technique ne peut qu'aggraver cette situation : des milliers d'emplois sont supprimés ou sont menacés, non seulement dans la sidérurgie, la construction navale, le textile mais aussi dans le téléphone, les banques, les assurances, les services... Notre tissu industriel se désagrège et un emploi sur deux actuellement créé dans le secteur secondaire est un emploi de bureau : comment ne pas voir, dès aujourd'hui, sa précarité devant la généralisation des moyens informatiques ?

L'agriculture, présentée hier comme « le pétrole de la France » par Giscard d'Estaing, n'est pas épargnée. L'exode rural se poursuit, l'incapacité à maîtriser les circuits de distribution accroît les inégalités et les gaspillages, nos échanges agro-alimentaires continuent d'être largement déficitaires.

Le système de protection sociale, conquête des travailleurs est gravement menacé par la détérioration de la situation de l'emploi pour ce qui concerne les garanties de retraite et par les projets gouvernementaux pour ce qui est de l'assurance maladie. Le déficit non maîtrisé des finance publiques, et tout particulièrement la crise des collectivités locales, accentue le sous-équipement de la France dans de nombreux secteurs de la vie sociale.

La libération des femmes demeure un des enjeux principaux des années 1980. Peut-on déceler, au travers des manifestations diverses, contradictoires, parfois ambiguës du mouvement social des femmes, une force de nature à transformer les règles du jeu politique et social ? Il ne s'agit rien moins que de réintroduire, dans la politique et dans l'histoire, une moitié de la population.

Hommes et femmes deviennent de plus en plus solitaires et étrangers à leur milieu : parqués dans les empires du béton, isolés dans des espaces naturels gangrenés par la pollution, consommateurs d'une culture artificielle et factice, coupés de leurs racines et de leur histoire...

LES DÉFIS TECHNIQUES

Des signes avant-coureurs montrent de quelle manière inquiétante les techniques peuvent échapper à la maîtrise de l'homme : la France, plongée dans le noir et le froid le 19 décembre 1978, en a brutalement pris conscience. Loin d'apporter une réponse à ces questions, la fuite en avant vers le nucléaire que représente le programme énergétique du gouvernement a légitimé ces inquiétudes.

Sont en cause à la fois le développement économique et social du pays, l'absence de contrôle à grande échelle des conséquences (rejets ou retraitement), les décisions technocratiques imposées aux élus et aux populations, la centralisation et la soumission aux impératifs de quelques grands groupes industriels. Comment le silence, le secret, et la dépendance des forces si lointaines et si formidables n'engendreraient-ils pas la crainte ?

Il y a quelques mois la marée noire qui a ravagé les côtes bretonnes fournissait au lendemain d'élections législatives gagnées par la Droite une occasion exemplaire au premier Parti de France de souligner par une campagne d'explication et de solidarité concrètes, d'ampleur nationale, l'impuissance du système à maîtriser son propre développement et d'affirmer les réponses socialistes.

Sommes-nous vraiment prêts à prendre en charge les défis des années 80 ?

3. CRISE OU MUTATION DU MOUVEMENT OUVRIER ?

Dans le même temps, le mouvement ouvrier n'a pas été en mesure, dans aucun pays, d'apporter aux mutations du capitalisme des réponses victorieuses et durables. Beaucoup de ses références traditionnelles se sont effondrées. **Le Goulag a fait de l'Union Soviétique un anti-modèle** : les images d'hier se sont inversées, avec la prise de conscience qu'il ne s'agissait pas seulement d'une aberration monstrueuse, d'une déviation criminelle circonstrite à un pays ou à une époque. L'évolution intérieure des pays du bloc soviétique mais aussi de Cuba, les affrontements militaires en Indochine après la découverte que le Communisme pouvait aussi, au Cambodge, prendre le visage de l'autogénocide, ont souligné qu'il s'agissait là d'une tendance inévitable, d'une pente fatale sur laquelle seront inéluctablement entraînés tous ceux qui auraient oublié que les moyens de la transformation économique sont indissociables de ceux de libération sociale et culturelle. A cet égard, la crise des pays socialistes est aussi la crise du modèle de libération des femmes par le seul travail et la confirmation que la modification du régime de propriété des moyens de production ne peut pas constituer l'unique réponse capable de prendre en charge l'ensemble des aspirations de la société et de toutes les couches dominées.

La social-démocratie n'a pas été plus capable de faire face aux éléments nouveaux de la crise du Capitalisme qu'à la manifestation des échecs du modèle communiste. Devant la radicalisation des difficultés, elle a même paru succomber, comme en Allemagne fédérale, à certaines tentations d'autoritarisme social.

UNE SEULE STRATÉGIE : L'UNION DE LA GAUCHE

En France, l'Union réalisée autour du Programme commun de gouvernement a représenté toutes ces dernières années une tentative unique et originale pour entamer un processus de rupture avec le Capitalisme par les voies légales. Elle a canalisé et porté tous les espoirs, y compris de ceux qui n'en étaient pas directement partie prenante : syndicats, associations, mouvements d'extrême-gauche même.

L'Union de la Gauche, sous la forme qu'elle a connue depuis 1972, n'a pas résisté au refus de la direction du Parti communiste d'être distancé par le Parti socialiste dans le rapport de forces électorales. Pour autant, elle reste une aspiration forte et vivace, qui s'exprime à travers chaque lutte comme dans chaque élection. Dans un pays où la classe ouvrière se reconnaît pour partie dans le mouvement socialiste, pour partie dans le mouvement communiste, il est clair qu'il **n'existe pas d'autre stratégie possible, d'autre alliance politique envisageable pour porter les espoirs du monde du travail.** Mais il est non moins clair que l'Union de la Gauche devra prendre d'autres formes, s'appuyer sur d'autres rapports de forces, non seulement sur le plan électoral, mais sur le terrain social, dans les entreprises et les cités.

Toutes les organisations du mouvement ouvrier, tous les mouvements sociaux qui plaçaient leur espoir dans la victoire de mars 1978 sont traversés par cette interrogation. Pourquoi le Parti socialiste aurait-il été épargné par ce débat, que connaissent aussi bien le Parti communiste que la C.F.D.T., l'extrême-gauche que la C.G.T. ?

Pouvons-nous là aussi nous contenter d'attendre que le Parti communiste reprenne le chemin de l'union ? Ou devons-nous avoir l'initiative d'un débat politique et social qui s'adresse à l'immense peuple de la Gauche, hommes et femmes qui continuent avec une profonde fidélité à faire confiance à l'Union par leurs votes, mais attendent d'elle qu'elle retrouve, dans ses objectifs et ses moyens, la crédibilité de l'espoir de vivre mieux et de vivre autrement qu'elle portait il y a encore un an ?

IIe PARTIE : LES REPONSES DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

1. LA RUPTURE... AVEC QUOI ? COMMENT ?

Les problèmes nouveaux que pose l'évolution du Capitalisme ne se limitent pas au champ économique, et les réponses qu'appelle le Socialisme pas davantage. C'est bien pourquoi la rupture que représente le passage d'un système à l'autre n'est pas seulement une affaire de conditions, ou de calendrier, mais aussi d'objectifs.

Faute de préciser les uns et les autres, on réduirait l'ampleur et la complexité d'un processus qui est en fait la transition au Socialisme, à un débat sur les moyens. Le passé proche témoigne encore des effets destructeurs pour le Parti et le pays de ce décalage entre la pratique et le discours. Souvenons-nous de ce noir hiver du Socialisme où les slogans de Congrès : rupture, classe ouvrière, révolution, avaient pour écho dans le monde réel : torture, guerre d'Algérie, répression !

Il n'y aura pas de rupture avec le Capitalisme sans une transformation profonde des rapports sociaux, des structures de pouvoir et du modèle de développement et de consommation qu'il véhicule. Il n'y aura pas de transformation des rapports sociaux sans une rupture avec les rapports hiérarchiques et autoritaires, sans rupture non plus avec le patriarcat qui est sans aucun doute un des modèles les plus profondément enracinés. La mise en cause de la vieille division entre tâches d'exécution et de direction exige de mettre fin à un modèle et à un système dont les hommes ont été les agents, qui pèse sur tous les opprimés, hommes et femmes, et musèle 'en permanence la conquête de la liberté. Il n'y aura pas de Socialisme sans libération des femmes, pas de libération des femmes sans Socialisme ; c'est là une rupture fondamentale.

Ces rapports hiérarchiques et autoritaires se retrouvent évidemment dans les structures de pouvoir, et se traduisent par l'exclusion de la grande majorité des intéressés de la prise de décision, que ce soit au niveau de l'entreprise, de la ville, de l'Etat. Il faut rompre avec la concentration du pouvoir, surtout aux mains d'un petit groupe de responsables.

Enfin, la rupture passe par une lutte continue contre les différentes formes d'exploitation, de domination et d'aliénation, non seulement dans le domaine de la production mais aussi dans celui de la consommation.

Qui peut imaginer sérieusement qu'un projet aussi vaste puisse être l'affaire de cent jours, de trois mois ? Pour n'être pas seulement le changement de quelques hommes ou de quelques lois, la rupture devra être faite d'un enchaînement de RUPTURES, portant sur tous les mécanismes qui assurent le fonctionnement du capitalisme. Ces transformations évolueront à des rythmes différents, il y aura nécessairement des seuils et des paliers.

Ainsi, dès les premières semaines, **un gouvernement de gauche devra mettre en œuvre les réformes de structure** qui peuvent créer les conditions de la rupture : maîtrise de l'appareil économique par la nationalisation de ses pôles dominants, lancement du Plan démocratique, nouveaux droits pour les travailleurs, décentralisation de l'Etat, transformation du système scolaire, qui devront être décidées d'autant plus rapidement que leurs effets seront longs à se faire sentir. Mais faire voter des lois ne suffit pas, il faut aussi que ces lois s'inscrivent dans les faits ; et toute transformation profonde se heurtera à des résistances qui ne seront pas seulement celles du capitalisme dépossédé, mais aussi celles des habitudes acquises, des petits privilèges à déraciner, des mentalités à changer.

Ces premiers acquis seront-ils irréversibles ? Il n'y a que deux moyens de l'assurer : la dictature policière ou la mobilisation populaire. Pour des socialistes autogestionnaires, seuls le développement continu de la mobilisation populaire, et la sanction permanente du peuple français, par l'expression du suffrage universel, pourront le garantir.

Enfin, souvenons-nous toujours que la rupture avec le capitalisme ne commencera pas avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir, mais qu'elle est déjà inscrite dans les luttes, dans l'action que mènent les socialistes dans les entreprises, sur le terrain du cadre de vie, dans les municipalités, les régions, les associations où ils ont des responsabilités. **Le Socialisme se définit à travers des objectifs et par une démarche** : c'est autant à la pratique qu'au discours que se jugent les volontés.

2. TRANSFORMER L'ETAT

C'est une grande tentation, par les temps de crise, que d'en appeler sans cesse à l'intervention de l'Etat. Comme par ailleurs les premières mesures que prendra un gouvernement de Gauche auront pour effet de renforcer la capacité d'intervention de l'Etat dans le domaine économique (planification, nationalisations), il est de la première importance d'entreprendre simultanément la décentralisation d'un Etat hypertrophié et bureaucratique, hérité à la fois de la monarchie et de la tradition jacobine dans notre histoire.

La conquête du pouvoir d'Etat devra s'accompagner simultanément d'une redistribution de ses compétences, afin que nombre de problèmes puissent être traités plus simplement, plus directement, à un niveau plus proche de la vie quotidienne des gens. Cela passe bien entendu par l'élection au suffrage universel d'Assemblées régionales aux compétences et aux moyens étendus, la suppression de la tutelle du pouvoir central sur les conseils municipaux et les conseils généraux, une véritable redéfinition des champs d'intervention et des moyens des collectivités locales.

LES PEUPLES MINORITAIRES

Si la décentralisation est la traduction politique du droit à la différence, cela implique que tous les problèmes ne soient pas traités d'une manière uniforme sur les 550 000 km² du territoire français, c'est-à-dire que l'on n'attende pas tout de la loi et du règlement. La montée de la revendication de peuples minoritaires à retrouver leur identité économique sociale et culturelle montre à l'évidence que les réponses à des mêmes problèmes ne sont pas identiques en Alsace et au Pays Basque, en Bretagne et en Occitanie, en Catalogne et en Corse. La proposition de loi du Parti portant statut particulier de la région Corse en est un exemple. Il faudra laisser aux régions une marge d'initiative, d'innovation et d'expérimentation, y compris au-delà de la loi pour réellement garantir que la décentralisation ne sera pas une simple déconcentration administrative.

En effet, comme l'indique la contribution des fédérations du Finistère et du Morbihan, dont nous partageons les orientations, si l'on définit un peuple « par un passé vécu en commun, qui se traduit par une culture et qui s'exprime par une langue (et généralement par un espace où le peuple a ses racines territoriales) », on est bien en France en présence de plusieurs peuples.

La tenue avant l'été des Assises socialistes des peuples minoritaires, préparées de longue date, s'impose pour que la direction du Parti prenne en charge un texte de base l'engageant dans ce domaine. Cela doit permettre au Parti socialiste de proposer aux forces vives de ces peuples l'élaboration démocratique d'un projet politique pour chacun d'entre eux, conformément à la perspective du Socialisme autogestionnaire.

Autogestionnaires, nous ne sommes pas anti-étatistes. Nous voulons substituer à l'Etat hiérarchique, autoritaire, patriarcal et répressif, un Etat dont la légitimité et la justice reposent sur la subordination de l'Etat à la loi et au droit.

De même, l'Etat ne devra-t-il plus, sous peine de demeurer oppressif et conserver en lui les germes du totalitarisme, prétendre régenter tous les aspects de la vie sociale et de la vie privée. L'Etat, lorsqu'il intervient dans le domaine de la natalité, doit cesser de considérer la femme comme sa propriété. Il n'appartient pas au monde politique, sous quelque expression que ce soit, de prescrire aux femmes leur comportement et leur statut selon les nécessités de l'heure : les femmes doivent être seules juges du fait d'avoir ou de ne pas avoir d'enfant, sauf leur liberté d'associer leur compagnon à ce choix. C'est ce que les Socialistes devront réaffirmer lorsque le Parlement discutera de la reconduction de la loi Veil, dont il faudra étendre l'application, notamment par la prise en charge de l'interruption de grossesse par la Sécurité sociale.

Et si le vieillissement de la population est un problème dont les Socialistes comprennent l'importance, ce n'est pas d'abord de l'Etat qu'ils attendent des réponses, mais de l'ensemble de la société. La chute de la natalité n'est-elle pas aussi le fait d'une société qui rejette l'enfant, d'une société qui n'a plus confiance en elle-même ?

LA RUPTURE, PROJET CULTUREL

Certains s'étonneront peut-être de trouver ici une brève réflexion sur l'action culturelle. C'est que trop souvent encore les Socialis-

listes, et non des moindres, confondent la culture avec les « beaux-arts » et les « belles-lettres », l'action culturelle avec les « colloques » académiques, et croient qu'on en a fini avec ces problèmes quand on a réglé le sort des théâtres, des bibliothèques ou des musées. Les textes officiels adoptés par le Parti depuis cinq ans ont pourtant dénoncé cette illusion.

Nous n'entendons ni laisser en friche le patrimoine national, ni priver les créateurs du soutien auquel une situation matérielle de plus en plus difficile leur donne droit, ni freiner en quoi que ce soit l'activité des institutions « culturelles » traditionnelles, bien au contraire. Mais nous nous refusons à identifier l'action culturelle avec la seule diffusion des œuvres consacrées : la culture à nos yeux, c'est, dans un sens beaucoup plus large, un **comportement collectif**, une réflexion sur le mode de vie, c'est l'accès à la conscience critique et à la capacité d'expression. Au service de cette conception, l'école dans la plus noble tradition de la laïcité, la formation permanente et l'animation culturelle doivent converger. Il nous paraît donc essentiel que le Parti soutienne les multiples initiatives par lesquelles des groupes professionnels, locaux, régionaux, s'efforcent de défendre une identité collective et d'affirmer un droit à la différence que le collectivisme de la marchandise (la même chanson jouée au même moment sur tous les juke-boxes) leur refuse. Cette observation vaut, en particulier pour les radios locales, aujourd'hui sévèrement réprimées par le pouvoir. La rupture, elle est là aussi : si nous voulons donner sa **vraie dimension** au projet socialiste, il est temps, grand temps, que nous prenions en charge ces problèmes et que nous comprenions que l'ensemble des organismes culturels, socio-culturels et socio-éducatifs, qui sont autant de foyers d'éveil — et qui, la plupart du temps d'ailleurs, fonctionnent sur le mode associatif — doivent devenir des lieux privilégiés de la lutte pour le changement. L'Etat n'a pas pour mission d'assurer le bonheur des gens. Quelle rupture déjà si nous pouvions le transformer par assez de justice et d'égalité, par assez de démocratie et de liberté pour qu'il réalise les conditions dans lesquelles chacun pourra prendre en mains son épanouissement personnel !

3. ROMPRE AVEC LE CAPITALISME A L'ECHELLE INTERNATIONALE

L'ouverture économique de notre pays sur le monde est un fait, dont nous avons déjà indiqué combien il représentait une difficulté supplémentaire pour une expérience de gauche, compte tenu de l'aggravation des effets de la division internationale du travail.

DEUX STRATEGIES INACCEPTABLES

Le premier réflexe, face à une telle situation, est alors spontanément celui du protectionnisme et du nationalisme. La tentation est grande de trouver à l'extérieur un bouc émissaire, en particulier pour tous ceux qui sont les victimes immédiates de la restructuration sauvage du capitalisme. **La bourgeoisie est à cet égard partagée entre deux stratégies** : celle de la grande bourgeoisie, du CNPF et des firmes multinationales, incarnée par Giscard et Barre, qui cherchent une « sortie de crise » en laissant le capitalisme multinational restructurer librement et brutalement le capital et le travail à l'échelle mondiale. L'autre, celle de Chirac, porte-parole de la petite bourgeoisie nationaliste et populiste, veut préserver ses intérêts de classe par le répli craintif sur l'Hexagone et l'exacerbation d'un chauvinisme agressif et autoritaire.

Les socialistes ne peuvent, ni de près, ni de loin, joindre leur voix à l'une ou l'autre de ces stratégies. Ils doivent en particulier rejeter avec force les thèmes lancés par le R.P.R. et exploités par le P.C.F. et la C.G.T. du « Non à l'élargissement » et du « Non à l'Europe allemande ». Non seulement le développement du nationalisme en Europe a toujours profité à la Droite la plus réactionnaire, mais une telle campagne ne peut que rejeter davantage la République fédérale allemande dans les bras des Etats-Unis, renforçant par là-même la tutelle américaine sur notre continent.

Il est aujourd'hui très clair que le marché mondial n'a rien d'un marché. Il est manipulé et dominé par les interventions des Etats devant le désordre du système monétaire international, et par les multinationales. Aucun Etat n'a aujourd'hui la possibilité d'y résister seul, les socialistes n'ont donc d'autre choix pour mener à bien leur expérience nationale de transformation sociale que de renforcer au maximum les solidarités internationales. En Europe, en direction des représentants politiques et syndicaux du monde du travail des

pays de la C.E.E. où les difficultés rencontrées sont de plus en plus semblables aux nôtres. Dans le Tiers-Monde, où nombre d'Etats ne demandent qu'à échapper à l'actuelle logique des blocs en nouant avec l'Europe un type nouveau de relations.

CONSTRUIRE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

L'Europe est notre premier environnement. Telle qu'elle s'est développée depuis 1959, la Communauté Economique Européenne n'a certes pas répondu aux espoirs que les Socialistes avaient mis en elle. Si elle a été un facteur de paix, le développement quasi exclusif des mécanismes libéraux, au détriment des politiques communes, n'a permis ni de réduire les inégalités sociales et régionales, ni de préparer les évolutions indispensables pour sauvegarder son indépendance et maintenir le plein emploi. Bien au contraire. De plus, le « Marché commun » s'est naturellement dilué dans une vaste zone de libre-échange atlantique, pour le plus grand bénéfice d'intérêts extérieurs à notre continent.

L'Europe des marchands ainsi mise en place a cependant créé de telles interdépendances entre ses membres **qu'il n'y a plus d'autre solution pour un gouvernement de gauche en France que de participer à la construction d'une Europe des travailleurs, c'est-à-dire à la construction européenne d'une volonté politique et économique cohérente, reposant sur une politique planifiée et sur de puissants moyens publics d'intervention.** Pour bien des problèmes, la nécessaire ligne de résistance à l'impérialisme américain se trouve aujourd'hui à l'échelle continentale. Bien entendu cela suppose une France capable de maîtriser ses propres problèmes afin de peser sur cette évolution plutôt que de la subir.

L'Europe des travailleurs, si elle veut être autre chose qu'un slogan, implique alors une stratégie de confrontation et de dialogue avec l'ensemble des forces qui représentent le monde du travail. Ce dialogue avec les social-démocraties d'Europe du Nord, au-delà des discussions idéologiques auxquelles on ne voit pas aujourd'hui d'issue, peut déboucher sur des points d'accord pour apporter une réponse commune aux problèmes concrets posés par la crise, le chômage et l'évolution industrielle. Il trouvera son équilibre par une démarche parallèle avec les représentants des forces, non seulement socialistes, mais aussi communistes, d'Europe du Sud. De ce point de vue, la perspective d'adhésion à la C.E.E. de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, peut se révéler une donnée nouvelle et positive.

Le Parti socialiste a défini, dans sa résolution de Montpellier et dans le rapport Sutra, les préalables économiques et sociaux nécessaires pour que ce deuxième élargissement se fasse sans aggraver pour la France les effets de la crise. Ces exigences seront d'autant plus facilement satisfaites qu'elles seront défendues au niveau international par les représentants de tous les travailleurs des pays concernés. **Le Congrès devra donc donner une réponse positive au récent appel du Parti communiste italien proposant un renforcement des relations entre l'ensemble des forces de gauche en Europe.**

Les nouvelles revendications et formes de lutte du syndicalisme allemand, le développement au grand jour du syndicalisme espagnol, le renforcement de la Confédération européenne des syndicats, viennent attester combien sont grandes les potentialités d'une stratégie européenne offensive, capable d'imposer la réorientation de la C.E.E. actuelle.

Il reste que la construction européenne est aujourd'hui dans l'impasse, qu'elle demeure dominée par des forces capitalistes et que, dans ces conditions, tout pas en avant vers la supranationalité risque d'être un pas vers plus de libéralisme économique incontrôlé, c'est-à-dire vers plus de chômage. A ce compte-là, l'Europe deviendrait vite odieuse à ses propres travailleurs. **C'est dire toute l'urgence de cette coopération active des forces de gauche, indispensable à l'édification de l'Europe des travailleurs.** C'est dire aussi que dans l'ordre industriel, commercial et monétaire, **une autre politique est nécessaire, bien qu'à l'évidence elle comporte des risques.** Tant que le capitalisme domine l'Europe, faire naître entre les pays d'Europe des solidarités et des interdépendances capables à terme de les lier les uns aux autres plus que chacun d'entre eux ne l'est, séparément, avec les Etats-Unis est un objectif. C'est même la condition véritable de l'autonomie technologique puis commerciale, puis financière et par là politique, de l'Europe par rapport aux Etats-Unis. C'est au fond la condition véritable pour que l'Europe existe enfin.

Encore nous faut-il réaffirmer que le Traité de Rome n'est qu'une étape et non une fin en soi. Le Traité, dans le respect de la règle actuelle de l'unanimité, peut suffire pour réaliser les propositions présentes par notre Parti dans son « Manifeste socialiste pour l'élection européenne » : nouveaux droits des travailleurs, contrôle des firmes multinationales, planification européenne, etc. Il ne résume pas l'avenir que nous assignons à

l'Europe. Celle-ci représente, entre les blocs, l'espace d'un projet de société alliant pour la première fois démocratie politique et démocratie économique, au niveau continental comme au niveau décentralisé : ce projet est celui du socialisme autogestionnaire.

DE NOUVEAUX RAPPORTS AVEC LE TIERS-MONDE

Le Tiers-Monde représente aujourd'hui l'élément le plus explosif de notre planète. Son accession à l'indépendance politique, sa revendication de l'indépendance économique sont les faits majeurs des trois dernières décennies. La décolonisation est cependant loin d'être achevée et nous devons soutenir les luttes de libération qui se mènent aujourd'hui dans le monde, en particulier en Afrique australe.

Mais il nous faut aussi affirmer que l'on ne peut, sans absurdité, encourager la hausse des prix des matières premières et l'industrialisation des pays sous-développés, et demander en même temps une réduction sensible de nos échanges extérieurs ou le recours à un protectionnisme durable. **Il ne peut y avoir de nouvel ordre économique international sans redéfinition de l'actuelle division internationale du travail.**

Pour contrôler les évolutions inévitables, un double processus doit s'engager : la négociation avec les pays du Tiers-Monde d'accords de co-développement pluri-annuels, incluant des engagements liés au respect des droits de l'Homme — travailleurs dans leur pays d'origine et travailleurs immigrés — et la mise en œuvre dans notre pays d'une planification démocratique.

La défense des droits de l'homme n'a de sens que si elle intègre la volonté de l'élimination de toutes les discriminations subies par les femmes, qu'il s'agisse de l'accès à la culture et de la lutte contre l'analphabétisme, du droit au travail, des libertés politiques et du respect de l'intégrité physique.

Dans le même temps, nous devons nous battre syndicalement et politiquement pour que soient prises en compte dans les pays du Tiers-Monde les normes de l'Organisation Internationale du Travail : **signature de conventions collectives au niveau mondial, refus de facilités d'impôt ou d'importations aux multinationales** tirant leurs profits de bas salaires ou des conditions de surexploitation maintenus par des régimes répressifs, **voilà deux exemples d'actions concrètes, au niveau européen.** Elles montrent justement comment l'intérêt des travailleurs français, en termes de concurrence, rejoint celui des travailleurs du Tiers-Monde.

C'est à ce niveau aussi que nous pouvons contribuer à déplacer en faveur du Socialisme les grands équilibres mondiaux actuels.

4. L'ECONOMIE AU SERVICE D'UN PROJET POLITIQUE

L'ensemble de ces ruptures, au niveau de l'Etat et des rapports de forces internationaux, suppose que la collectivité maîtrise les instruments économiques de cette transformation. Depuis des dizaines d'années, la tradition du socialisme explique que la transformation de l'économie doit passer par son organisation démocratique. De là est née l'idée de Plan. Aujourd'hui, les leçons des multiples échecs d'expérience faites au nom du Socialisme à travers le monde doit nous conduire à affirmer un second principe : **la liberté n'est jamais assurée dans une société si elle ne trouve pas son enracinement, au-delà des discours, dans les structures économiques et sociales.** C'est en vertu de ce principe que nous avons déjà expliqué que les objectifs et la démarche de la rupture avec le capitalisme sont indissociables. Le contenu de la décision et la manière de la prendre sont aussi importantes ; nos propositions concernant l'autogestion dans l'entreprise (les conseils d'atelier, par exemple) et dans la ville (démocratie municipale et groupes de quartier) comptent autant que le contenu de notre politique, car elles sont la garantie que le socialisme reposera sur un exercice réel du pouvoir par l'ensemble des travailleurs et des citoyens, et non par quelques technocrates ou dirigeants.

Ainsi, une infrastructure économique centralisée et bureaucratique ne peut pas produire une société libre. Encore faut-il savoir de quelle économie nous parlons : l'économie à transformer n'est pas celle du siècle dernier, mais celle des vingt ans qui viennent.

● **41. L'économie de la fin du XX^e siècle.** L'incapacité de la Gauche française à maîtriser les problèmes économiques de son temps est un des handicaps les plus lourds qu'elle ait eu à supporter. Les classes ouvrières des pays occidentaux comparables à la France ont aujourd'hui un niveau de vie souvent nettement supérieur à celui de la classe

ouvrière française (le salaire minimum est aujourd'hui proche de 3 000 F aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, et de 2 500 F en Allemagne fédérale).

C'est d'une part parce que la Droite au pouvoir en France a toujours mené une politique particulièrement antisociale. C'est d'autre part parce que la Gauche n'a jamais réussi à aller durablement au pouvoir et a trop rarement été capable de concilier les deux conditions indispensables du succès : la rigueur économique et l'audace politique.

L'économie n'est pas un jeu de construction pour enfants, où il suffirait de déplacer les pièces pour changer la construction, où il suffirait de vouloir changer pour que les choses changent. La croissance, le pouvoir d'achat ou le nombre d'emplois n'augmentent pas brusquement parce qu'un responsable politique aurait dit : « Je le veux ». L'économie ne se change pas par décret. **L'idée selon laquelle le Socialisme, c'est « le capitalisme plus 20 % », est une idée du XIX^e siècle.**

Si nous considérons que **la rigueur économique est une condition décisive du succès de la gauche**, ce n'est pas par amour de Comptes de la Nation bien ordonnés et bien équilibrés. C'est d'abord parce que nous savons, par l'expérience de bien des échecs du Socialisme, que dès que l'on cesse de compter, c'est la peine des femmes et des hommes que l'on cesse de compter. C'est ensuite parce que nous nous adressons à un pays adulte, qui n'est pas dupe de l'accumulation des promesses si l'on n'indique pas précisément les moyens que l'on compte mettre en œuvre pour les réaliser. En économie, la vérité ne se divise pas en parts.

C'est encore parce que les expériences manquées de la Gauche, à commencer par la France — mais qui oublierait le Chili ? —, nous enseignent qu'un taux d'inflation insupportable contribue à affaiblir le soutien populaire, à diviser la coalition des forces politiques au pouvoir, aggravant ainsi les effets des attaques conjuguées de l'intérieur et de l'extérieur.

Quand arrive la division au milieu des difficultés, l'échec n'est pas loin.

Ainsi il serait à la fois dangereux et injuste d'augmenter les salaires tout en maintenant la hiérarchie actuelle. Une augmentation importante du SMIC, correspondant aux 2 400 F que le Parti demandait en mars 78, devra s'accompagner d'une forte réduction de l'éventail des salaires.

La complexité de l'économie moderne n'est pas un prétexte pour ne rien faire. **L'exigence de rigueur dans les moyens ne doit pas conduire à abdiquer l'audace de nos choix et la volonté politique de les mettre en œuvre.** Mais il est indispensable de disposer d'une stratégie capable de surmonter les contraintes économiques : **c'est le rôle central du Plan socialiste.**

● **42. Le Plan, projet politique.** Plus qu'un document économique, le Plan est d'abord un projet politique. Son objet majeur est d'être la charte démocratique du développement économique et social. En ce sens, il indique les choix faits par la collectivité pour la période à venir. Ces choix définissent les domaines dans lesquels vont porter les efforts de transformation de la société et les délais dans lesquels ces transformations doivent être réalisées. **Ainsi, le Plan est l'acte politique par lequel la Nation, après avoir mesuré les contraintes et les marges de manœuvres possibles, définit les objectifs et les moyens du socialisme dans les années à venir. C'est le Plan qui indique et mesure les progrès de la rupture avec le monde ancien.**

LA LOGIQUE DU PLAN

Ces objectifs et ces moyens portent sur les aspects les plus importants de l'économie. Par exemple, la réduction de la hiérarchie des revenus, le choix des grands investissements nationaux en vue de nouveaux emplois, de soutenir le progrès technologique et de modifier le mode de croissance, la réforme de la fiscalité, etc. L'étendue des domaines traités par le Plan et la volonté politique qui détermine ces choix montrent que la logique actuelle est inversée : ce ne sont plus quelques pôles privés dominants qui décident, c'est l'ensemble de la collectivité qui fixe ses propres choix après un grand débat démocratique. **Le Plan est donc à la fois un acte et un moyen de la rupture avec le Capitalisme.**

La planification n'a de sens que si la Nation est à même de maîtriser les principaux pôles de la vie économique, qu'il s'agisse du crédit, de la banque ou des secteurs industriels dominants. La nationalisation n'a de sens que si elle se fait à la fois par le haut et par le bas, c'est-à-dire si le transfert de la propriété et du pouvoir dans les groupes industriels et financiers nationalisés s'accompagne d'une autre organisation du pouvoir dans les entreprises qui dépendent de ces groupes. Ce que nous avons déjà dit de l'échec des pays dits socialistes suffit à montrer que si le pouvoir peut passer par la propriété, la propriété ne saurait à elle seule résumer tous les phénomènes du pouvoir.

Aujourd'hui, le secteur nationalisé et le secteur public reconnaissent aussi peu de pouvoir à leurs travailleurs et sont autant ségrégationnistes vis-à-vis des femmes, que les entreprises capitalistes : l'exploitation et l'aliénation, la discrimination dans les responsabilités et les promotions, la dévalorisation de statut et de traitement des secteurs féminisés y sont analogues.

Notre conception du secteur public est d'en faire un exemple dans la prise de responsabilité par les travailleurs et particulièrement en matière de travail des femmes : politique d'embauche, transformation des secteurs entièrement masculinisés ou féminisés, politique de formation continue. C'est également dans le secteur public que l'instauration de conseils d'atelier devra être le plus poussée : élus directement par les travailleurs de chaque atelier ou service, ils auront un pouvoir de décision sur l'organisation des conditions de travail, le choix d'équipements nouveaux, ils participeront à la définition des tâches, et en négociation avec le conseil d'administration, à l'élaboration de la politique de l'entreprise.

C'est ainsi que se réduira, par la pratique, la division du travail entre dirigeants et exécutants, les effets de la hiérarchie du savoir et de l'aliénation du travail. **C'est en fonction de ces perspectives que nous parlons de socialisation autant que de nationalisation.**

Les techniques nécessaires à l'élargissement du secteur public sont variées, doivent tenir compte de la réalité financière et industrielle de ces entreprises et doivent préserver leur souplesse et leur rapidité d'action. En dehors du secteur bancaire et financier, et des neuf grands groupes figurant dans le Programme commun, ce qui représente l'engagement commun à tout le Parti, il conviendra de préciser et de compléter les critères de nationalisation envisagés par le Programme du Parti « Changer la Vie ».

En dehors de quelques pôles dominants et de secteurs-clés qui seront nationalisés, l'immense majorité des entreprises restera dans le secteur privé. Les droits des travailleurs devront y être affirmés : extension des droits syndicaux et reconnaissance de la section politique d'entreprise, pouvoirs renforcés des comités d'entreprise et d'établissement, notamment sur l'organisation du travail et les salaires, l'embauche et les licenciements, les cadences, l'hygiène et la sécurité, etc. La démocratie doit enfin pénétrer dans l'entreprise.

Un troisième secteur, dit « d'économie sociale », que représentent déjà en partie les mutuelles et les coopératives, doit être développé afin de favoriser la socialisation du pouvoir dans la production et l'innovation industrielle et sociale.

PLAN ET MARCHE

Comment voudrait-on en effet que le Plan puisse être démocratique si le secteur public, principal instrument de la collectivité pour orienter, impulser, coordonner les objectifs mis en avant par le Plan, est lui-même centralisé et concentré ? Il n'y aura d'avancée autogestionnaire réelle et étendue que si nous savons montrer que nationaliser, c'est transférer le pouvoir et son organisation à la collectivité aux divers niveaux où elle est organisée (etat, région, entreprise, commune) et non pas seulement diriger du sommet. **Il n'y aura de croissance nouvelle que si nous savons montrer que l'autogestion, c'est l'introduction de la liberté et de la démocratie dans le domaine économique, et non pas produire comme on administre, par la loi et le règlement.**

En définitive, les choix du plan orientent le développement du pays, mais ils ne se substituent pas à l'action de chaque individu ou de chaque entreprise. Cette conception du Plan est profondément antinomique de la planification bureaucratique et centralisée de type soviétique. Il ne suffit pas de déplorer les excès d'un tel système : il faut avoir conscience qu'il n'est pas d'exemple où il n'ait débouché sur le rationnement, faillite technique, et sur la didacture, faillite politique. C'est d'ailleurs normal : la conception selon laquelle un fonctionnaire de l'Etat central est capable de dire comment doit marcher une entreprise mieux que les travailleurs de cette entreprise est à l'inverse de nos conceptions autogestionnaires.

Dès lors, **le Plan socialiste ne se conçoit que comme un plan contractuel**, régi davantage par des contrats que par la loi, contrats entre unités de base comme entre ces unités et le ministère du Plan. Cette conception doit être étendue à l'agriculture. Et dans cette logique contractuelle, il serait absurde que ce soit le ministère du Plan qui fixe les quantités, les prix, les qualités de tous les produits fabriqués dans notre pays. Ce serait retomber sous la coupe d'une bureaucratie toute puissante et irresponsable, qui gère par l'arbitraire du rationnement et de la distribution administrative. L'ajustement à court terme entre l'offre et la demande continuera donc à

se faire par les mécanismes du marché, pour tous les produits où il subsistera une pluralité de producteurs. Ce libre choix du consommateur est la condition fondamentale, nécessaire mais non suffisante, de la liberté dans l'ordre politique. Le marché restera aussi un indicateur de performance et de résultats pour la majorité des entreprises quel que soit leur statut juridique.

Le Plan fera l'objet d'une profonde délibération collective, associant les entreprises et les collectivités locales et régionales, les élus, les travailleurs et les consommateurs. L'échelon de la Région sera en particulier un lieu décisif où s'exprimeront les grands choix du développement économique et social. Canalisé par les orientations du Plan et soumis aux objectifs déterminés démocratiquement, le marché deviendra alors un auxiliaire du Plan indispensable à la décentralisation et à la démocratie économiques. On ne peut en effet prendre très au sérieux les discours qui disent à la fois que dans de nombreux secteurs, le marché a cessé d'exister, et que sa toute-puissance est une menace avec laquelle il faut rompre.

Le Plan permet de rompre avec la logique du profit, ce qui est différent de la logique du marché. Que la concurrence soit aujourd'hui faussée sur le marché par les entreprises dominantes est une réalité : c'est bien pourquoi l'organisation des marchés, sans cesse menacés par la concentration capitaliste, devra faire l'objet d'une politique volontariste, dans le cadre du Plan.

Enfin, la planification devra soustraire des secteurs entiers de la vie sociale, comme le sport et les loisirs, la santé et la culture, à l'empire des valeurs marchandes.

● **43. Une stratégie pour l'emploi.** L'emploi est un des principaux problèmes qui attendent du socialisme une solution neuve, et du plan une stratégie économique et sociale.

Le chômage d'aujourd'hui n'est pas une facilité. Il n'a cette ampleur qu'en raison du mode de développement du capitalisme contemporain. Si celui-ci n'est pas changé, la croissance actuelle, qui n'est pourtant pas négligeable (3 % par an), continuera de produire des chômeurs. En effet, il substitue systématiquement le capital au travail, refuse un autre partage du temps de travail, ne conçoit la création d'emplois que par l'extension des activités marchandes. Dans une telle perspective, il est clair que le capitalisme a renoncé de manière durable au retour au plein emploi. Or, chacun des composants de ce mode de développement doit être remis en cause.

Il est possible de poursuivre la croissance en utilisant plus de travail qu'on ne le fait aujourd'hui. Favoriser la création de petites entreprises industrielles ou artisanales, réduire la hiérarchie des revenus, c'est-à-dire les inégalités, pour alléger le coût du travail, encourager l'innovation et la recherche, supprimer les cumuls, transférer à la charge du contribuable une partie des charges sociales qui incombent aujourd'hui aux entreprises de main d'œuvre, voilà quelques mesures qui vont de ce sens.

Il en va de même pour **le partage du temps de travail. La semaine de 35 heures est un objectif essentiel des socialistes.** Elle doit être négociée avec les organisations syndicales et réalisée sans perte de salaire pour les basses et moyennes catégories. Elle doit être accompagnée d'une réduction importante de la hiérarchie des revenus. Elle sera d'autant plus facile à mettre en œuvre que sa réalisation sera menée parallèlement dans d'autres pays européens.

La récente grève des sidérurgistes de la Ruhr est un pas important dans ce sens, pour l'Europe des travailleurs.

Par ailleurs, la revendication de la diminution du temps ne vaut pas seulement pour les emplois qu'elle peut libérer, elle s'inscrit dans la volonté d'assurer un réel droit au travail pour les femmes, une plus juste répartition des emplois existants, et une meilleure utilisation individuelle et collective de chacun. Le travail tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est libérateur ni pour les hommes, ni pour les femmes : il est essentiellement le moyen d'acquérir une relative autonomie économique. Davantage de temps libre signifiera pour les travailleurs davantage de temps à consacrer à sa famille, à des activités collectives dans son quartier, son syndicat, son parti, davantage de temps pour les loisirs ou simplement pour profiter de la vie. Que signifie en effet « prendre son destin en mains » pour celui ou celle qui fait les 3 × 8, passe des heures interminables dans les transports en commun des conglomérats urbains, qui aperçoit conjoint et enfants dans l'escalier au petit matin ou le soir à la nuit ?

Davantage de temps libre pour tous est une des conditions de l'autogestion et donc un objectif prioritaire. Lutter dès aujourd'hui pour que la société conçoive le travail de la même manière pour les hommes et pour les femmes, s'attaquer aux fausses théories d'un prétendu libre-choix de travailler réservé aux femmes, c'est contribuer à préparer une

société plus égalitaire où hommes et femmes ne seront plus contraints de travailler autant que la tradition les y a contraint.

C'est enfin une des conditions du développement social, dans la mesure où la rareté de l'emploi développe le besoin de la sécurité à tout prix : une société qui se replierait sur les situations acquises, qui perdrait le sens de l'initiative et de la responsabilité, qui n'assumerait plus le risque, serait une société en déclin.

● **44. Une nouvelle croissance.** Améliorer la situation de l'emploi appelle enfin un autre contenu de la notion de croissance. Le monde capitaliste se divise à cet égard en deux catégories de pays. Les uns, peu nombreux (Norvège et Suède, notamment) ont mis en place une organisation économique et sociale décentralisée et dans laquelle les activités non marchandes tiennent une grande place. En d'autres termes, ces pays considèrent que l'économique et le social — au sens large du terme — sont l'envers et l'endroit d'une même réalité. La situation de l'emploi y est meilleure que partout ailleurs.

Les autres pays, les plus nombreux, connaissent une organisation économique centrée exclusivement sur les activités marchandes. Ces pays connaissent aujourd'hui un fort taux de chômage, y compris ceux qui,

III^e partie : CONSTRUIRE LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

1. Les mouvements sociaux

Les principaux affrontements sociaux qui se déroulent aujourd'hui dans le pays ont pour théâtre les entreprises menacées de fermeture ou frappées par les licenciements. Dans la région de Longwy, dans le Valenciennois, à St-Etienne, à La Rochelle et dans bien d'autres villes, la colère s'accumule et fait naître des situations explosives.

La tâche du Parti socialiste est de combattre jour après jour aux côtés de ceux qui ont perdu ou risquent de perdre leur emploi mais elle est aussi de leur ouvrir des perspectives et, ce qui est sans doute plus difficile, d'établir un lien entre la lutte immédiate et les objectifs d'une nouvelle politique économique et sociale. C'est ainsi que dans le cas de la sidérurgie, il ne s'agit pas seulement de dire que les emplois actuels doivent être préservés et d'ajouter qu'à moyen terme la solution ne peut être trouvée que dans le cadre d'une stratégie globale. Il faut encore indiquer comment on pourrait gagner le temps nécessaire pour que puissent s'opérer les inévitables reconversions et que se constitue un nouveau tissu industriel. Cela implique aussi bien la création de la 5^e équipe, le passage aux trente-cinq heures que l'exigence d'une relance rapide de l'industrie du bâtiment et des travaux publics, grosse consommatrice de produits sidérurgiques.

Mais les batailles pour l'emploi ne doivent pas nous faire oublier celles qui ont pour objectif le maintien du pouvoir d'achat et la transformation des conditions de travail. Elles ne doivent pas davantage nous conduire à sous-estimer les nouveaux problèmes qui ont été posés à la société française depuis un certain nombre d'années et surtout depuis mai 1968 qu'il s'agisse des peuples minoritaires, de l'écologie, de la lutte des femmes, des mouvements de consommateurs ou de l'apparition d'expressions culturelles nouvelles. Parce que ces revendications ont été souvent posées en dehors des partis politiques, on a eu tendance à les juger marginales. Mais peu à peu les partis ont dû en tenir compte et tenter de les prendre en charge.

Nous n'échapperons pas à une analyse sérieuse de ces mouvements qui donnent une nouvelle dimension à la lutte des classes. Sans doute n'ont-ils pas tous un caractère anti-capitaliste et beaucoup sont loin d'être parvenus à leur pleine expression politique. Mais nous aurions le plus grand tort de sous-estimer le rôle qu'ils peuvent jouer dans la transformation de la société.

C'est ainsi que l'analyse des rapports de domination mis en lumière par le mouvement des femmes ne permet pas seulement d'expliquer les rapports de domination homme-femme. Elle permet de mieux comprendre l'ensemble des phénomènes de pouvoir et de dépendance. En saisissant dans toute sa dimension le problème du féminisme on parvient à mieux définir la nature de notre projet autogestionnaire.

Dans le monde rural aussi, le développement du mouvement paysan sous ses formes les plus actives a contribué à poser le problème des rapports du paysan à sa terre en tant qu'outil de travail plus qu'en termes de propriété. A cet égard, il est pour le moins

comme l'Allemagne fédérale sont considérés par certains comme des modèles. **Ainsi, l'argent est de droite, non seulement parce qu'il fausse les rapports sociaux, mais aussi parce que le type d'économie dont il est le centre exclusif ne permet pas de procurer à tous le plus indispensable des biens sociaux : le travail.**

Une nouvelle croissance ne peut s'envisager sans **une autre politique de l'énergie.** Assurer une diversification des approvisionnements, comme des usages, mieux utiliser les ressources locales, économiser l'énergie et développer la recherche des sources nouvelles d'énergie, permettre un contrôle populaire des installations nucléaires existantes : telles étaient les orientations indiquées par le Parti socialiste en octobre 1977. Il conviendra de les préciser et de les actualiser.

Autrement dit, il ne peut y avoir pour un socialiste d'opposition entre vivre mieux et changer la vie, entre les objectifs qualitatifs et quantitatifs pourvu qu'on en assure les moyens. Et le droit au travail pour les hommes et les femmes de notre pays ne sera assuré que si la stratégie économique du socialisme est porteuse à la fois des moyens économiques et financiers du « vivre mieux » et d'un autre mode de vie qui réduise la prééminence de l'argent dans les rapports sociaux.

contradictoire avec les proclamations si généreusement affichées d'une volonté de rupture avec le capitalisme, que la première concession faite au Parti communiste lors des négociations d'actualisation du programme commun ait porté sur les Offices fonciers.

Si la défense de la propriété familiale contre les mécanismes de concentration capitaliste garde toute son importance, il n'en est pas moins nécessaire de faire progresser la proposition des socialistes de créer des Offices fonciers. Différents des SAFER actuelles, trop centralisées et peu démocratiques, ils permettront d'assurer à de nombreux paysans par un bail à vie, éventuellement transmissible à leurs descendants, la terre dont ils n'auront plus dès lors à assurer les charges foncières en tant que propriété. Tous les travailleurs de l'agriculture devront bien entendu trouver leur place dans la gestion de ces offices.

Une autre revendication s'est fait jour à travers le mouvement paysan : celle de la garantie d'un revenu suffisant dans le respect des caractères propres au travail de la terre et à la liberté d'initiative et d'organisation. Pour y parvenir, plusieurs mesures doivent se conjuguer : des offices par produit pour garantir des prix minimum aux producteurs, dans une négociation où les représentants des consommateurs et des autres travailleurs de l'agriculture doivent avoir leur place ; décentralisation et démocratisation du statut des coopératives ; conventions collectives entre producteurs agricoles et industries agro-alimentaires ; indépendance du système de distribution à l'égard des banques d'affaires qui jouent des importations et des exportations contre les producteurs français ; contrôle effectif des agriculteurs sur le Crédit Agricole, afin de permettre de limiter l'endettement des jeunes agriculteurs, les aider à se maintenir à la terre ou à créer de nouvelles exploitations. Il n'y a pas de possibilité d'aménager le territoire français sans une relance de la politique agricole sous toutes ses formes.

2. L'union des forces populaires

Il nous faut donc tenir compte à la fois du développement des batailles ouvrières et des potentialités offertes par ces nouvelles formes de lutte qualifiées trop hâtivement de « secondaires ». C'est à partir de là que peut se construire l'union des forces populaires. **Il ne s'agit pas de faire de cette formule un substitut à l'union de la gauche.** C'est indiscutablement à travers les partis politiques que continuent à s'exprimer la nécessité et la possibilité du changement politique. Mais ceci ne doit pas nous empêcher de chercher à rassembler toutes les forces sociales dont la logique de développement est une logique anti-capitaliste. Nous sommes ainsi conduits à nous tourner vers les syndicats, les associations et les mouvements sociaux.

Pour définir la base sociale du projet politique dont ils sont porteurs, les socialistes ont évoqué la notion de front de classe. Ils entendaient souligner par là qu'ils ne voulaient ni

d'un regroupement des masses populaires sous la conduite éclairée de quelques théoriciens ou chefs historiques qui possèderaient les clés de l'avenir, ni d'un rassemblement des mécontents que ne viendrait souder aucun projet politique.

Il apparaît aujourd'hui qu'une conception trop statique, ou trop statistique, du front de classe, se limitant aux facteurs économiques et sociaux de l'exploitation, et ignorant les phénomènes d'aliénation et de domination, appauvrit en fait notre démarche.

L'Union des forces populaires n'est ni donnée, ni immuable, ni déjà constituée : il faut la rassembler et l'élargir, à la fois par des initiatives concrètes, sur le terrain, et par un grand débat qui puisse faire apparaître des convergences sur des objectifs d'action et de transformation sociale.

Dans cette perspective, nous proposons que le projet de société socialiste, auquel les militants ont déjà largement contribué, fasse l'objet, avant son adoption définitive par le Parti d'une vaste confrontation publique avec l'ensemble des partis, syndicats, associations, mouvements sociaux, qui doivent être partie prenante de l'Union des forces populaires, et cela aussi bien au niveau national que régional et local.

3. L'union de la Gauche

Nous réaffirmons solennellement l'engagement d'Epinay : « Il est clair qu'une majorité existe dans le Parti pour mener à bien la rénovation de l'action politique en France et pour exclure toute stratégie de troisième force. »

Nul ne songe à substituer à l'union de la gauche une autre stratégie. Nul ne doit songer non plus à s'enfermer dans une quelconque tour d'Ivoire en attendant que la direction du Parti communiste revienne à de meilleurs sentiments unitaires.

Pour peser sur le Parti communiste, il est illusoire de croire qu'il suffirait de tenir bon, maintenir le cap, se draper dans la fidélité et la justesse de nos thèses. Il faut reprendre l'initiative.

Cela suppose que nous engagions le débat avec le Parti communiste, ses militants, son électorat, à tous les niveaux. Il ne s'agit pas d'entamer un dialogue idéologique qui stériliserait l'action commune, il s'agit de le ques-

tionner sur des points essentiels qui touchent à la nature même de notre projet : autogestion, analyse de la crise, stratégie internationale et nature des pays de l'Est.

Dans le même sens, il faudra mieux apprécier la réalité des différentes forces politiques sur le terrain : cela implique par exemple de reconnaître la responsabilité des fédérations dans l'application locale des accords qui nous lient au Mouvement des Radicaux de Gauche.

L'Union de la Gauche ne peut plus à l'heure actuelle s'exprimer ni à travers des accords de sommet, ni en se limitant au dialogue exclusif entre les partis. C'est l'ensemble des éléments susceptibles de constituer l'Union des forces populaires qu'il nous faut saisir de ce débat, de façon à ce qu'une pensée effective du corps social du pays ramène la direction du Parti communiste à accepter l'Union de la Gauche.

Une telle démarche ne jaillit pas du néant : elle peut être mise en œuvre à l'occasion des actions ou des luttes menées dans les entreprises ou les localités. Il faut prendre des initiatives avec les partis, syndicats, associations, mouvements sociaux, qu'il s'agisse de l'emploi à défendre, du cadre de vie à protéger, de meilleures conditions de vie et de travail à conquérir.

L'Union de la Gauche est préservée grâce à l'enracinement acquis en 1977 dans de très nombreuses municipalités. Pour l'essentiel, les accords passés il y a deux ans ont été honorés. Il sera utile que le Congrès mandate le Comité Directeur et la Fédération des Elus pour dresser un bilan approfondi de l'application des accords de 1977, sur les difficultés rencontrées, les progrès de la pratique de l'union et les avancées qui doivent encore être faites.

Recréer la dynamique brisée le 22 septembre sera un processus long. **Mais nous croyons fermement qu'il n'y a pas de fatalité à la dés-union de la gauche.** Nous entendons en tout état de cause que le Parti socialiste ait un comportement irréprochable dans la discipline unitaire, prenne l'initiative du dialogue et de l'action commune.

Ces initiatives doivent préparer avec toutes les forces politiques prêtes à envisager un gouvernement commun de la Gauche la négociation d'un contrat commun de gouvernement, défini par l'énoncé d'objectifs, de seuils et de rythmes de mise en œuvre des réformes de structures et des grands choix proposés au pays.

sur eux-mêmes. Il a eu la chance d'avoir à sa tête un fédérateur qui a su maintenir l'attelage, mais qui se trouvait par là même investi d'une autorité quasi-discretionnaire. Cette situation a considérablement nui à la vie démocratique de l'organisation en favorisant une direction de type présidentialiste. Le Parti dont la Gauche a besoin ne doit plus désormais se contenter d'exprimer le discours de son Premier secrétaire. C'est au Premier secrétaire qu'il appartiendra d'exprimer le discours du Parti.

Développer la collégialité veut dire notamment :

● **Revaloriser le rôle du Comité directeur** en lui permettant de travailler sur un ordre du jour précis et préparé par des rapports qui seraient envoyés à l'avance à tous ses membres.

● **Mettre fin au système actuel des délégués ou rapporteurs nationaux** nommés par le Premier secrétaire et ne dépendant que de lui. Si des délégués spécialisés doivent être maintenus pour assurer la présence du Parti dans tel ou tel secteur, ils devront recevoir leur mandat du Bureau exécutif ou du Comité directeur, l'exercer sous leur contrôle et répondre régulièrement de son exécution devant eux.

● **Donner aux travaux des commissions d'études**, trop souvent ignorés des militants (voir santé, presse, nationalisations, information), la publicité qu'ils méritent et soumettre leurs conclusions au Parti.

● **12. Une élaboration collective**
Un parti démocratique doit être le lieu d'une élaboration collective des propositions et des décisions. A cet égard, nous souffrons d'un double cloisonnement.

● **L'information circule mal.** Dans neuf cas sur dix, elle va du haut vers le bas. Encore faut-il noter que les décisions prises au sommet sont parfois transmises avec beaucoup de retard aux militants, ce qui est l'origine de flottements dommageables dans l'action quotidienne. On l'a vu par exemple à l'occasion du rapport sur l'Europe.

Un Parti qui se veut « ouvert » ne doit pas réserver les colonnes de ses organes d'information aux seuls dirigeants. Il faut que des groupes de militants puissent, s'ils le désirent, s'adresser aux autres par l'intermédiaire de notre presse interne, notamment fédérale. Il faut donner aux militants un **droit d'initiative** en décidant, que désormais, le Comité directeur sera tenu de se saisir d'un problème, non seulement quand le Bureau exécutif le jugera bon, mais aussi quand un nombre significatif de militants le demanderont. Il faut enfin mieux organiser nos grands débats nationaux. Chaque fois qu'un sujet important (emploi, nucléaire, écologie, santé), est soumis à l'ensemble des militants, la préparation du débat doit être assurée dans des conditions et des délais qui permettent à ceux-ci une étude sérieuse du dossier. Le parti devra prendre aussi les dispositions nécessaires pour que les propositions qui remontent des sections soient examinées attentivement et bien utilisées.

Ces procédures auraient l'avantage de mettre de temps en temps le Parti tout entier au travail, au-delà des enjeux tactiques ou électoraux immédiats.

Dans le même esprit, nous demandons qu'un compte-rendu sommaire des débats du Bureau exécutif et du Comité directeur soit envoyé, par l'intermédiaire du *Poing et la Rose-Responsables*, à tous les bureaux de sections, et que l'on accélère, dès que possible, l'équipement des fédérations pour une meilleure et plus rapide communication (réseau télex).

● **Les études** sont trop séparées des décisions. Il y a là un autre type de cloisonnement qui ne permet pas au Parti de jouer son rôle d'instrument collectif de réflexion en même temps que d'instrument d'éducation populaire. Pour que le débat prenne sa véritable dimension, il convient de veiller, dans chaque cas, à ce qu'il déborde le cercle des « professionnels ». Le règlement intérieur a prévu à cet effet des dispositions précises qui doivent être appliquées.

Notre réflexion collective ne devrait pas se priver non plus de l'enrichissement que peuvent lui apporter tous ceux qui, extérieurs au Parti, ont quelque chose à dire sur tels ou tels sujets et sont prêts à travailler avec nous. Dans plusieurs circonstances (sur les libertés, sur le nucléaire) nous avons fait appel à eux. Il importe de développer ce type de coopération en imaginant des procédures à la fois souples et adaptées du type ISER ou Conseil de développement culturel. Un grand Parti comme le P.S. a tout intérêt à mobiliser autour de son projet le maximum de bonnes volontés.

● **13. Régionaliser les structures.**

Nous ne pouvons pas défendre, au niveau du pouvoir, la décentralisation, la régionalisation et les refuser au niveau du Parti. La décentralisation régionale de l'organisation du P.S. est absolument nécessaire si nous voulons enrichir à la fois ses effectifs et son programme. Qu'il s'agisse de l'aménagement du territoire, du développement régional, ou de la sauvegarde des cultures minoritaires (occitanes, bretonnes, etc.), les études et les décisions devraient être du ressort d'un échelon régional, quitte à ce qu'elles soient coordonnées au niveau national.

Cela suppose que les **comités régionaux de coordination** prévus par les articles 22 et 23 votés en 1974, soient tous mis en place. Leur rôle n'est pas de se substituer aux fédérations, mais de permettre la décentralisation de certaines activités nationales, d'organiser l'action et la réflexion au niveau régional et d'assurer la coordination avec le groupe des élus régionaux et les représentants socialistes dans les diverses instances régionales. Ces comités, réunissant quatre délégués par fédération, désigneront un **délégué régional**. Ils mettront en place des commissions régionales d'études et choisiront les représentants de la région au sein des groupes de commission d'études nationaux du Parti. Chaque année une conférence nationale des régions examinera l'état de la réflexion et de l'action régionale du Parti. Enfin, un **Secrétaire national chargé des questions régionales** aura pour mission de coordonner l'ensemble des activités des comités régionaux.

Nous avons besoin, d'autre part, de **fédérations** dynamiques, dotées de moyens matériels et de permanents politiques, là où les effectifs du parti ne correspondent pas encore à sa poussée électorale. D'une manière générale, le rôle des fédérations gagnerait à être précisé pour qu'elles soient véritablement aptes à coordonner l'action des sections et à en animer les débats.

2. Un parti adulte

Le Parti dont nous avons besoin ne doit pas être seulement prêt à l'épreuve du pouvoir. Il faut aussi que dans le combat quotidien de l'opposition, il puisse s'appuyer sur des bases militantes solides.

● **21. La formation**

Une véritable politique de formation est, dans cette perspective, essentielle. Elle suppose, d'abord, que l'accueil des nouveaux adhérents soit mieux organisé. Trop souvent des hommes et des femmes qui seraient prêts à venir travailler avec nous sont découragés par le manque d'informations ou par la négligence dont nous faisons preuve à leur égard.

La formation doit ensuite permettre aux militants, quelle que soit leur origine, d'analyser les réalités sociales d'aujourd'hui et de les relier aux problèmes du pouvoir à tous les niveaux. Pour parvenir à ce résultat, trois conditions sont nécessaires : notre politique de formation doit être décentralisée, diversifiée et concrète.

— **Décentralisée** : c'est la conséquence des observations qui précèdent. La formation adaptée aux situations locales doit être une des missions principales de l'échelon régional du Parti.

— **Diversifiée** : un processus de « politisation » unique suppose admis le schéma traditionnel selon lequel on commence par militer dans l'entreprise au niveau syndical ou dans une association (parents d'élèves, cadre de vie), avant de passer à l'échelon supérieur qui est le Parti. La réalité est en fait beaucoup plus complexe. L'expérience prouve, en particulier, que les femmes ne se politisent pas toujours à partir de considérations économiques et qu'à l'inverse, beaucoup d'entre elles, rebutées par le modèle masculin du militantisme, préfèrent les associations où elles sont mieux accueillies. Nous avons à tenir compte, dans notre travail de formation, de leurs aspirations propres et de leur souci d'inventer des formes d'actions, un langage politique qui y répondent.

Ce qui est vrai des femmes l'est aussi des jeunes, et probablement d'autres catégories qui ne rentrent pas dans nos moules préétablis. La formation doit tenir compte de la diversité des origines et des langages de ceux à qui elle s'adresse.

— **Concrète** : la formation n'est pas seulement idéologique. Elle ne doit pas seulement proposer aux militants une « ligne », un « programme », si solidement argumenté soit-il. Elle a aussi un aspect pratique. On ne se forme vraiment qu'en prenant des responsabilités. Il faut donc aller vers une rotation des tâches à tous les niveaux, c'est-à-dire vers une organisation beaucoup plus collective du travail militant, qui permette à chacun de faire l'apprentissage des responsabilités, au niveau de l'organisation, comme à celui de la parole.

● **22. Les secteurs d'activités**

Le même souci de diversité doit nous conduire à respecter les particularités propres aux diverses catégories de militants.

— Cela vaut d'abord, bien sûr, pour la **base populaire** du Parti, et tout particulièrement pour la base **ouvrière** que nous voulons renforcer. Quelle est la part, dans le budget national du Parti et dans beaucoup de budgets fédéraux, consacrée aux groupes et sections d'entreprises ? Combien d'ouvriers dans les instances du Parti au Parlement, dans les Conseils généraux et municipaux ?

Pour assurer une véritable liaison entre le Parti et le monde ouvrier, il faut, notamment, donner aux travailleurs de la production des facilités leur permettant d'exercer des responsabilités ; mettre d'urgence à l'ordre du jour le problème des **permanents** ouvriers dans le Parti, avec possibilités de reclassement professionnel ; lutter dans le pays et au Parlement pour un véritable statut des élus locaux, qui garantissent à ceux-ci plus de temps et de libertés dans l'exercice de leur charge.

Les **groupes et sections socialistes d'entreprise**, dont l'importance est décisive pour la vitalité de notre projet, doivent moins être le lieu d'où l'on « explique » aux travailleurs notre politique que celui où elle s'élabore, avec les travailleurs, notamment pour tout ce qui concerne l'entreprise et la branche d'activité données.

— Cela vaut aussi pour les **jeunes** qui subissent souvent durement la double condition due à l'âge et au travail (ou au chômage !). Le problème n'est pas, comme le croient trop de dirigeants de les contrôler, de les « tenir en main » par crainte de leurs tendances naturelles à la « déviation ». Ce qu'il faut, au contraire, c'est leur permettre de s'exprimer dans leur langage, à partir de leurs préoccupations.

IV. UN PARTI POUR AUJOURD'HUI

Le Parti d'EPINAY est passé de 80 000 à 180 000 membres en quelques années. C'est beaucoup, et c'est peu. Face aux 7 millions d'électeurs qui nous font aujourd'hui confiance, il faut franchir une nouvelle étape, afin que notre capacité de mobilisation soit à la hauteur de nos succès électoraux. Nous devons prendre conscience que ce qui se débat à l'intérieur du parti concerne aussi ces millions d'électeurs ou de sympathisants qui s'interrogent sur nos orientations, sur notre démarche et sur nos projets. Si nous voulons les attirer vers nous, notre mot d'ordre doit être **l'ouverture** sur tous les fronts de la vie sociale et culturelle.

Le P.S., d'autre part, a de grandes et légitimes ambitions. Il prétend accéder demain au **pouvoir**, porté par l'Union des forces populaires et dans le cadre de l'Union de la Gauche. Mais il prétend aussi modifier profondément les formes mêmes du pouvoir. Comment pourrait-il y parvenir si, dès aujourd'hui, il n'adaptait pas ses structures à cette volonté ? La convention du 25 novembre sur le règlement intérieur a marqué un progrès dans ce sens. Il faut aller plus loin. C'est l'objet des propositions qui suivent.

1. Des structures démocratiques

● **11. La collégialité**

Il n'y a pas de **parti démocratique sans collégialité**. C'est aussi la condition de l'unité. Depuis EPINAY, le Parti, constitué par les apports successifs de différents courants, a fonctionné comme une confédération de groupes qui avaient tendance à rester fermés

— Aujourd'hui, le choix est clair ; ou bien on laisse au M.J.S. le maximum d'autonomie, et il a une chance de redémarrer. Ou bien il n'y aura pratiquement plus de jeunes socialistes.

— Les **femmes**, qui représentent 52 % de la population, refusent à juste titre de poser le problème de leur participation militante en termes quantitatifs. Elles ne veulent pas non plus que ce problème soit traité comme un cas particulier parmi d'autres, sous la forme traditionnelle du paragraphe : « le P.S. et les femmes ». Depuis quelques années, elles ont su mener, hors des partis traditionnels, des luttes souvent efficaces, contre les conséquences de notre système patriarcal et capitaliste. Ces conséquences se font aussi sentir, qui pourrait le nier ? au niveau de la vie quotidienne du Parti. Les femmes ont aujourd'hui à retrouver leur histoire, à proposer un nouveau langage et des formes différentes d'action politique. Elles veulent exister, enfin, comme sujets politiques. Cela exige une transformation profonde des mentalités. Il y faudra du temps, mais c'est, nous l'avons vu, un des enjeux essentiels de la rupture.

— Nous devons enfin développer d'autres **secteurs** que ceux qui sont traditionnellement organisés au sein du parti. L'effort d'organisation en direction du **milieu agricole** doit être poursuivi et développé. Une attention nouvelle doit être portée à la réflexion et à l'action du Parti en direction des secteurs professionnels d'importance croissante tels que les **travailleurs sociaux** et **animateurs socio-culturels**.

• 23. Elargir le militantisme

Ouvrir le Parti, c'est aussi l'appeler à des tâches nouvelles correspondant à notre volonté d'être présents sur tous les terrains de la lutte sociale, non pas seulement comme des propagandistes mais comme des acteurs. Il ne s'agit pas de renoncer au travail proprement politique qui est celui d'un parti et qui exige effectivement la mobilisation permanente de ses membres pour faire connaître les objectifs qu'il s'assigne, les solutions qu'il propose.

Mais ce travail ne se résume évidemment pas aux collages d'affiches, distributions de tracts ou ventes de journaux. Il implique aussi, au niveau des sections, une réelle réflexion collective à laquelle chacun doit pouvoir apporter sa contribution en fonction de ses capacités et préoccupations particulières. Trop souvent encore, les militants ont le choix entre rester muets ou développer intermina-

blement la ligne du Parti, ou les interprétations de ce que l'on croit être la ligne à un moment donné. Les femmes ayant peu de goût pour ce genre de débats, elles ont tendance naturellement à adopter la première attitude et le Parti se prive ainsi de l'enrichissement qu'elles pourraient lui apporter.

Elargir le militantisme, ce serait, au-delà des tâches pratiques traditionnelles, au-delà des simples débats d'idées, faire du militant un véritable « animateur », décidé à participer directement et dès aujourd'hui à la transformation de son milieu social et de vie, capable d'assurer, à quelque niveau qu'il se trouve et quelle que soit sa responsabilité l'ambition auto-gestionnaire.

• 24. Les moyens matériels et financiers

Un grand parti comme le P.S. ne peut pas fonctionner s'il ne dispose pas de moyens à la hauteur de sa tâche. Cela pose toute une série de problèmes qui ne sont certes pas faciles à résoudre et qui concernent aussi bien les **locaux**, où tous les dirigeants et responsables devraient pouvoir disposer de conditions de travail correctes, que le **montant des cotisations** demandées aux adhérents et, plus généralement, la situation financière de notre organisation. Le Parti doit se décider à aborder une bonne fois cette question, qui n'est pas secondaire si l'on songe à ses ambitions et à la modicité de ses ressources actuelles. Mais surtout il est indispensable qu'à tous les échelons, national, fédéral et local, **une transparence** complète soit assurée. Les militants ont le droit de savoir comment notre action est financée.

3. Un parti médiateur

Enfin le Parti doit assurer la liaison entre ce qui se passe au niveau de l'Etat et des différents pouvoirs institutionnels, et ce qui se passe au niveau de l'ensemble de la société. Cela suppose qu'il n'y ait aucune confusion entre le Parti et le pouvoir dans la société : il ne faut pas qu'une même personne cumule les fonctions de maire et de secrétaire de section locale, de président du Conseil général ou régional et de premier secrétaire fédéral, de Premier secrétaire du Parti et de candidat à la Présidence de la République.

Cela suppose aussi une modification dans les rapports entre les militants et les élus. Ces relations sont trop souvent présentées sous l'aspect d'un contrôle tâillon et soupçonneux. Il s'agit plutôt de constituer autour de

l'élus des « réseaux » militants qui l'informent, le sollicitent, l'appuient, délibèrent avec lui, et, s'ils le critiquent, ne le font ainsi qu'en connaissance de cause. C'est seulement de cette manière que peut être évitée la double démission d'adhérents passifs et d'élus officiellement au « service de tous », mais solitaires dans la décision et dans l'action.

Tout ce qui a été dit précédemment le montre : notre organisation en tant que parti, notre capacité à animer les luttes sociales et l'expérimentation de nouvelles pratiques collectives doivent exister indépendamment des structures de pouvoir dont les socialistes peuvent avoir la charge, au titre du suffrage universel. C'est une des conditions nécessaires à la victoire de la Gauche, à la fois pour relancer une dynamique qui ne soit pas seulement de caractère électoral et pour faire en sorte que cette victoire soit solide et durable. Disons-le clairement : un parti pour qui

Conclusion

Une motion de Congrès n'est pas un programme de gouvernement, ni un projet de société. Elle ne peut évoquer tous les aspects de la réalité politique, économique et sociale dans leurs détails (1). Elle propose au Parti des orientations pour les deux ans à venir.

Elle n'a pas non plus pour objet de reprendre chacun des textes qui constituent l'acquis collectif du Parti socialiste : elle les complète et les enrichit en abordant les problèmes qui sont ceux de notre avenir.

Nous avons essayé de définir les perspectives d'un projet clair, offensif et mobilisateur. Il n'apparaîtra celui de la majorité de demain que si la vérité du langage et la rigueur des moyens accompagnent l'audace des choix qu'il propose. Les Français, à juste titre, se méfient des promesses. Ils savent trop, par expérience, combien il y a un discours pour les envolées lyriques des congrès et un autre au milieu des difficultés et des incertitudes de l'action.

Nous pensons qu'il existe une majorité dans le Parti socialiste pour tenir ce langage et définir ce projet de société, pour vouloir renforcer l'organisation du Parti autour de ces principes. Nous souhaitons pour notre part que cette majorité soit la plus large possible, et nous travaillerons sans la moindre exclusive à toute synthèse qui se ferait sur des rapprochements clairs et positifs. Nous affaiblirions l'unité du Parti et son rayonnement par

la perspective d'accéder au gouvernement serait vécue comme un drame est un parti qui n'est pas capable de gouverner. Mais, à l'inverse, un parti qui n'aurait pas, dès à présent, une attitude et un langage responsables dans l'opposition serait aussi un parti incapable d'avoir une attitude et un langage critiques quand ses représentants seront au gouvernement.

Nous ne parviendrons à surmonter ces deux faiblesses complémentaires que si nous faisons du Parti socialiste, parce qu'il sera actif aux deux bouts de la chaîne politique et sociale et rassemblé autour d'un même projet, l'instrument qui réduit la distance entre le gouvernement et le peuple : non pas pour que le peuple attende tout du gouvernement, mais pour qu'une **même action de transformation sociale** s'exprime à travers les changements de structures par la loi et l'institution, et à travers les initiatives populaires.

un compromis sur les principes ou un abandon sur les points essentiels.

Nous mettrons à réaliser la synthèse au congrès de Metz la même patience et la même loyauté que depuis deux mois nous avons eues pour tenter d'éviter que des clivages artificiels ne viennent briser la majorité des congrès de Pau et de Nantes.

Non que l'unité du Parti soit compromise par l'existence de divergences en son sein ; mais parce que nous sommes convaincus que le Parti doit se doter d'une direction cohérente appuyée sur une très large majorité pour faire face à l'aggravation prévisible des difficultés économiques, sociales et politiques de notre pays dans les années à venir.

Sur ces bases peuvent être garanties les trois conditions qui assureront la grandeur du Parti socialiste et de son message : **la clarté**, parce que le choix sera celui des militants, **la synthèse**, parce que nous pensons possible de réunir tout le Parti dans cette volonté de franchir une nouvelle étape, **l'unité**, parce qu'il s'agit d'avancer dans la réalisation des objectifs qui font que nous sommes, tous ensemble, des socialistes.

(1) C'est en particulier la raison pour laquelle nous n'avons pas repris les points déjà abordés par d'autres contributions préparatoires au débat et dont nous partageons les orientations. Nous reprenons plus particulièrement à notre compte les conclusions des contributions « immigrés » et « DOM-TOM ».

LISTE DES SIGNATAIRES

01 - AIN
Pouyat F. - Roy Ch. - Tournier C.

02 - AISNE
Vatin M.

03 - ALLIER
Aigoin J. - Boaziz C. - Debeurre G. - Guerrier Jacqueline - Launay P.

04 - ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Cire G. - Commerson Cécile - Escanez J., C.D., S.F.E. - de Fremont Madeleine

05 - HAUTES-ALPES
Amar Christiane - De Caumont R. - Chauvet R. - Durbiano R. - Oury B. - Rozier P.

06 - ALPES-MARITIMES
Arnaudy A. - Dreyfus Odile - Frémaux Annie - Mari Monique - Mathieu Michèle - Renaudo J.-B. - Rossi Chantal - Rossi Henri - Rouvier Ch. - Tournier Odette

07 - ARDÈCHE
Chapuis R., D.N., C.D. - Giraud Marie - Fabre P. - Lareal C., S.F.E. - Szabo Eliane - Viale J.-P.

08 - ARDENNES
Leborgne Yvette - Norek A., Petit R.

09 - ARIÈGE
Ibanes Jean - Ousset J.-P. - Bordeau J.

10 - AUBE
Cartelet M. - Danilo A. - Delavoix Roger - Gourves J.-P. - Leleu J. - Sadoux Anne-Marie

11 - AUDE
Jolu M.-P. - Melliet A. - Mounie L. - Pradelle Lacaze N. - Soubielle F. - Bonnafous P.

12 - AVEYRON
Maurel J. - Orsane L. - Ramadier P. - Raynal D.

13 - BOUCHES-DU-RHON
Berthet R. - Buroni V. - Daudet A. - Gardiol R. - Lehalle P. - Lehalle Evelyne -

Nougarede Annie - Pelissier R. - Pivasset Germaine - Tardits Sylvette - Cayla P.

14 - CALVADOS
Ambrois M. - Bauda A. - Le Carpentier Danièle - Le Carpentier J. - Moulin J. - Paysant A. - Plaideau Aline

16 - CHARENTE
Sellers Bernadette - Laurenceau J. - Reyrat - Verdier G. - Viollier R.

17 - CHARENTE-MARITIME
Parnaudeau - Odin P. - Coeuillas J.-B.

18 - CHER
Carteret Maryse - Danse Pierre., S.F.E. - Gimonet Bernadette - Meerschout - Perruchot Y. - Tessiot Bernadette - Poulard M.

19 - CORREZE
Coutaud B. - Denecker G., Premier sec. - Elophe C., S.F.E. - Rellier J.-M - Labroue Marie-Dominique

20 - HAUTE-CORSE
Carlotti V. - Orsoni J.-P. - Prosperi P. - Tristani M.

21 - CÔTE-D'OR
Batude L. - Bertheas G. - Fleury J.-L. - Germon J.-C. - Houelle M. - Jobart Chantal - Patriat F.

22 - COTES-DU-NORD
Dollo Y. - Jagoret P., député - Josselin Ch., président C.G. - Lebrun Michèle - Le Foll Y. - Le Floch J. - Regnault R.

23 - CREUSE
Cassler C. - Gazonnaud R. - Gazonnaud Renée - Le Senechal J.-P. - Thiallier J.-P.

24 - DORDOGNE
Beulin, S.F.E. - Boucherie - Chagneau - Courtney Thérèse - Desfarges - Saint-Laurent Gisèle

25 - DOUBS
Boichard J. - Coizet P. - Cretin M. - Defrane J. - Forel Suzanne - Frachebois G.

- Galat Béatrice - Gay Michel - Huot H. - Mery J. - Pinard J. - Schwint R., sénateur - Vieille-Marchiset Marguerite

26 - DROME
Deleglise R. - Didier A. - Genevois M. - Lebreton R. - Megier P. - Mestron Marie-Lorraine - Robert J.-F.

27 - EURE
Goudeau A. - Launay J.-F. - Maire M. - Mangolte Marie-Luce

28 - EURE-ET-LOIR
Couteau D. - Derlyn C. - Fiand S. - Machet Monique

29 - FINISTERE
Dauphin G. - Desouches Marie-Jacqueline - Jacq Marie., député - Le Pensec L., C.D. D.M. député - Poignant B., Premier sec. - Potin Catherine - Youinou J. - Weber Claudie

30 - GARD
Chayne G. - Flory P., Premier sec. - Mas-seguin A. - Moreau F. - Verin G. - Chap-pert Marcelle

31 - HAUTE-GARONNE
Amalric J.-P. - Balard G., G.S.E. national S.N.I.A.S. - Barthet Marie-France - Benteau A., C.D. - Bouyoux Renée - Dasteran Madeleine - Dupuis Micheline - Escaut Madeleine - Houteer G., député - Loubet Michel - Masquere Maurice, député

32 - GERS
Moure B.

33 - GIRONDE
Bernard P. - Brana P., S.F.E. - Broy C. - Brunet J. - Cabannes M. - Callen B. - Cazaux Maïté - Claverie J.-F. - Danthez C. - Dusseau Joelle - Lataste Laure - Tran D. - Trepeau Josette

34 - HERAULT
Alibert B. - Allegre L. - Lamorisse G. - Moig J. - Sabah Y. - Tetard Simone - Tro-peano R. - Vesinhet A. - Vidal J.-J.

35 - ILLE-ET-VILAINE
Bourges P. - Cottureau J., S.F.E. - Heurtin P. - Lepage Françoise - Normand J. - Raux J. - Redou F.

36 - INDRE
Berrat J.-L. - Quentin M. - Sauvaget P.

37 - INDRE-ET-LOIRE
Auguste J. - Gauthier Marie-Claude - Pinsard D. - Rousset G.

38 - ISERE
Bellot Denise - Chemineau Dany - Chesne Claudette - Debard Aimée - Gau J.-A., C.D. député - Gouyer K., C.D. - Huet Monique - Laurant Françoise - Mas Geneviève - Montergnole B. - Montpied G. - Pillet Y. - Serratrice M. - Soulage B. - Verlhac J., C.D. - Venet A.,

39 - JURA
Bourgeois M. - Brune A. - Colin R. - Morana Jeanne - Paulin L. - Petit B.

40 - LANDES
Cazenave Michèle

41 - LOIR-ET-CHER
Billeau J. - Bonnack D. - Masson M. - Renault Claude-Madeleine

42 - LOIRE
Chauchat J.-L. - Cornu A. - Lallitch S. - Vericel M.

44 - LOIRE-ATLANTIQUE
Anne Yvette - Cerclier R. - Dieulangard Marie-Madeleine - Durand C. - Evin C., député - Evin Françoise - Lize Alain - Marchi Pierre - Morin Paul - Relet J. - Filipot R.

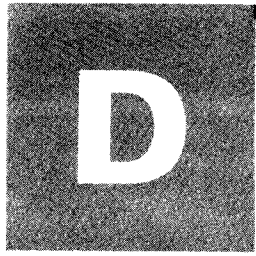
45 - LOIRET
Boura Mireille - de la Fournière M., C.D. - Sueur J.-P., Premier secrétaire - Simon G.

46 - LOT
Boissy A. - Bonnet J. - Genebrieres A. - Mandoux M.

47 - LOT-ET-GARONNE
Alicot J. - Bielle J. - Delaire C. - Dumail P. - Ecalle M. - Espiau P. - Gouzes G. - Miccelli J.-C.

48 - LOZERE
Compeyron M. - Vedel J.-P.

49 - MAINE-ET-LOIRE Jollivet M., Premier sec. - Monnier J. - Rochard Madeleine - Rochard J.-P. 50 - MANCHE Dupuis B - Le Herissier M. - Poirier G., Premier sec. - Soria G. - Vigot M. - Lecorre Micheline - Besnard Jeannette - Lepesant Jacqueline 51 - MARNE Ermann G - Maillard J.-R. - Musard - Pinon P. - Bisteur A. - Deplanques C. - Vidal M. 52 - HAUTE-MARNE Marchand M. - Marchand Michèle - Pisani E., sénateur. 53 - MAYENNE Boure A. - Grangere P., Premier sec. - Legendre Brigitte - Mourtiou J.-L. - Pinçon A. 54 - MEURTHE-ET-MOSELLE Borella F., C.D. - Gasman J.-M., S.F.E. - Grandbastien J.-F. - Vayssade Marie-Claude - Tondon Y., député. 55 - MEUSE Dosé François - Sorlot Marc 56 - MORBIHAN Drevillon B. - Hervieux Suzette - Le Brian J.-Y., député - Le Lamer J. - Meyer Ph. - Rome Yannick - Roulier Geneviève - Jegouzo Georges - Ollivier M. - Chaussy J.-N. 57 - MOSELLE Banzet J.-P. - De Beaumont H. - Bouschacher J.-P. - Brach G. - Comunetti G. - Etienne J. - Licourt J. - Marchesin R. - Matter Françoise - Pilla J.-P. - Royer A. - Salen J.-M. - Sautre G. - Schwammer M., C.D. - Schmit C. - Verdeaux P. 59 - NORD Balduyck J.-P. - Battist U. - Chirol J.-C. - Decodt F. - Delsine P. - Desquinne P. - Desquiens J.-P. - Espaleux V. - Genu F. - Vedggiotti Francine 60 - OISE Crepel B. - Florian R., député - Coqset - Cossart - Dessay - Goasdoue - Fumagalli - Loubes - Murcia - Robin - Vitu J.-C. 61 - ORNE Beauvais L. - Biree M. - Clement R. - Gloaguen J. - Lefeuvre F. - Le Pape Y. 62 - PAS-DE-CALAIS Janquin S. - Picavet P. - Schiex Claudette - Darras J.	63 - PUY-DE-DOME Andre Michèle - Barbier Janine - Calmens Colette - Malet P. - Roussel P. - Vannaire A., S.F.E. - Viallet B. - Guillauneuf R. - Dumoulin B. - Bullat G. 64 - PYRENEES-ATLANTIQUES Bastide F.-R., D.N. - Brodier P. - Cathue M. - Delourme R. - Heuillet R. - Lalande C. - Pozza M. - Prat Micheline - Prat H. - Ricarrere R. 65 - HAUTES-PYRENEES Chaze P. - Marrot R. - Montanat Nicole - Payan A., Premier sec. 66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES Arnal R. -Baills Françoise - Belon C. - Cortade J.-A. - Dumons Paulette - Jomain M., Premier sec. - Oms G. - Rous J. 67 - BAS-RHIN Brunschweiller M. - Guillard J.-L. - Petit Demange J.-C. - Seguret Monique - Trautmann Catherine 68 - HAUT-RHIN Claerr M. - Currie F. - Fellmann - Hernu M. - Platz Joelle - Weis M. 69 - RHONE Carlos Marie-Josée - Chazalette A. - Colleuille Y. - Dufour Renée - Imbert Josette - Jousot Denise - Lamaison M. - Lindeperg G. - Machurat J.-M. - Matray E. - Matricon A. - Montcharmont G. - Ojardias M. - Pasquier Malou - Saillard Simone - Sauveze Laure 70 - HAUTE-SAONE Battellog G. - Croissant Janine - Guillaume Eveline - Laine M. - Henriot R. - Lesinq S. 71 - SAONE-ET-LOIRE Berger J.-Y. - Cannard M. - Carre Danièle - Moissenet - Rognard M. - Thenet J.-J. - Worms J.-P., C.D. D.N. 72 - SARTHE Bari H. - Baringou P. - Besnard M. - Boulard J.-C. - Jusforgues J. - Legrand Odile - Lejard M. - Letourneur M. 73 - SAVOIE Ampe F. - Besson L., député - Cot J.-P., B.E. député - Crozet Marie-Andrée - Janneret Josée - Leotard G. - Letzqus M. - Parry C. 74 - HAUTE-SAVOIE Cambefort J. - Guillaume Christiane - Pruvost F. - Pruvost Geneviève - Vivier P. - Viguier Renée	75 - PARIS Acquier A., B.E. - Alphandery C. - Algan L. - Auriel T. - Barrau Sylvie - Bernard Nicole - Bernard Y. - Blain Marie-Dominique - Blanc C. - Bordes B. - Brac Françoise - Bravo J. - Cachin A. -Cardinal P., G.S.E. national agro - Carmona Carmen - Cathala E. - Charamande Irène - Dolle C. - Dubois M. - Echevin - Fualdes Y. - Fuchs G., C.D. - Gelin P. - Gonneau J.-L. - Hubert A. - Laurette P. - Lemoine B. - LÉroy P. - Lochman Marie-Odile - Marceau J. - Martinet G., S.N. - Mathieu Maïté - Michelland Martine - Peccia-Galletto Y. - Pingaud B. - Salomon A., C.D., D.G. - Pascalini Joelle - Gandouly P. - Gallus J. - Rosanvallon P. - Sauvage Monique - Thetret M. - Villain H., C.D. - Yung R. - Zeller F. 76 - SEINE-MARITIME Bourguignon P. - Charvet J. - Debenne M. - Lepesqueur Marie-Dominique - Menga J. - Provost R. - Rube Jacqueline - Valognes Rolande - Zimmermann Geneviève 77 - SEINE-ET-MARNE Bravo P.-J. - Chalot P. - Cyprien M. - Dreyfus T. - Kremer M. - Noël Jacqueline - Pruvost Monique - Reboul L. - Robin J. - Vivien A., C.D. D.N. député. 78 - YVELINES Bellanger J. - Dany M. - Engerrand Bernadette - Ferlu Irène - Ferlus J. - Frachon Martine - Frachon D., Premier sec. - Juliot Josette - Rocard M., S.N. député - Schreinerner B. - Vadot M. Odile - Veron M., C.D. - Vilain Christine - Volokhine B., S.F.E. - Viveret P. - Huchon J.-P. 79 - DEUX-SEVRES Hervé M. - Juin C. - Roy M. - Thouvenin M. 80 - SOMME Delignerès S. - Mabire P. - Montemont J.-F. - Sellier Michèle 81 - TARN Croste A., S.F.E. - Fie J.-P. - Gabarrou J.-P. - Pistre C., député - Vasseur Michèle 82 - TARN-ET-GARONNE Batia G. - Bourgarel J. - Celerier Françoise - Celerier J.-P. - Dario M., S.F.E. - Garrigues R. - Granie Jacques - Nunzi J.-P. - Thourel M. - Villaret Geneviève - Villaret Fernande 83 - VAR Arrou-Vignod Yvonne - Bourlier P. - Brothier Gisèle - Brothier R. - Chiarini J. - Lepetre Catherine - Lepetre D. - Collombat P. - Durupthy A. - Piaguet A. - Ventre A.	84 - VAUCLUSE Arnoud G. - Bres J. - Eledjam J. - Orlando R. - Osanno M. - Puech J. - Ravier G. - Taddei D., S.N. député - Villiard R. 85 - VENDÉE Mallet J., C.D. - Ruchaud G. - Mazurelle Janie - Remiaud J.-C. - Roquecave Thérèse 86 - VIENNE Rabeau J.-P. - Rebillat J.-C. 87 - HAUTE-VIENNE Andrieux C. - Brouille B. - Dubouchaud J.-J. - Mouclier S. - Nouaille D. 88 - VOSGES Delacotte G. - Laurent G. - Humbert M. 89 - YONNE Bonthenry M. - Louis E. 91 - ESSONE Beaumont R. - Branger P. - Casteigt M. - Finel P. - Fisher Jacqueline - Garcia J. - Guenau C. - Gutman G. - Jeanlin C. - Liennemann Marie-Noelle - Platonoff Armand - Tavernier Y., C.D. - Trouvat Suzanne - Villemeur Marie-Dominique 92 - HAUTS-DE-SEINE Boursset Rosette - Ciret J.-P. - Drisch J. - Ferradou P. - Fourest B. - Geoffroy Françoise - Merle J.F. - Schyn Marie-Reine - Soulage F. - Vinceneux Sylvie 93 - SEINE-SAINT-DENIS Bauer J.-C. - Beaunez R. - Calvet G. - Capmeil J.-P. - Sizaire B. - Jourdan J. 94 - VAL-DE-MARNE Blanc Catherine - Bossard M. - Brunier J. - Colmou Y. - Constantin G. - Drôm A. - Irigoyen R. - Moreau J. - Paumier S. - Zemor P. 95 - VAL-D'OISE Citron Suzanne - Codo J. - Dacheux J.-P. - Dorent J.-P. - Gillot Marie-Dominique - Gineste J.-L. - Lecuir Marie-France - Maire J., Premier sec. - Moutet Hélène - Richard A., député - Almeida M. - Allou B. - Goutz A. LA REUNION Dambreville C. BRUXELLES Grynberg Arlette - Guerrin M. - Leygues J.-Ch. - André Ch.
---	--	--	--



UNE SYNTHÈSE SANS EXCLUSIVE AUTOUR DE FRANÇOIS MITTERRAND

PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE, POUR LA CONSTRUCTION DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Motion présentée par des camarades de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur

PRÉAMBULE

L'évolution de la situation sociale rend la synthèse nécessaire

Un très grand nombre, probablement même la majorité des militants du Parti socialiste ont été déçus en apprenant les résultats du Comité directeur du 11 février dernier. Ils voulaient la synthèse. Ce désir d'union du Parti sur des bases claires, sur une politique bien définie, compte tenu de l'évolution de la situation économique et des propositions des militants socialistes dans le cadre de la ligne d'Epinal s'explique par le fait que des militants de la base, en contact avec les réalités sociales et économiques sur le terrain ont une conscience claire de la gravité de la situation économique et sociale de la France.

Au mécontentement, à l'inquiétude provoqués par la fermeture des entreprises, la montée du chômage et maintenant le sinistre de régions entières, a succédé un sentiment de révolte qui commence à s'exprimer dans certaines régions et qui gagnera bientôt tout le pays.

Cette situation sociale dramatique peut d'un jour à l'autre devenir explosive. Elle peut avoir des conséquences politiques.

La majorité Gouvernementale restera-t-elle alors unie ? Jacques Chirac et le R.P.R. maintiendront-ils ou retireront-ils leur soutien parlementaire à un Gouvernement qui aurait perdu la confiance des producteurs, des travailleurs ?

Quel que soit le comportement du groupe le plus nombreux de la majorité parlementaire du Gouvernement Barre, les choses évolueront sans doute si vite et si profondément que le Parti socialiste aura un rôle important à jouer.

Une opinion inquiète, révoltée, que les promesses gouvernementales indéfiniment répétées et jamais tenues ne rassureraient plus, se tournera vers le Parti socialiste si celui-ci est fort, uni, dirigé par un Premier Secrétaire ayant le caractère, l'expérience, la carrure d'un homme d'Etat.

Si, au contraire, le Parti socialiste est divisé, composé de clans qui se combattent entre eux, se déchirent, au lieu de lutter contre la politique gouvernementale et de proposer une autre politique, les Français qui souffrent ne lui feront pas confiance.

Nous avons, nous militants socialistes, le devoir de rechercher au Congrès de Metz, et avant si possible, une synthèse.

Une question de volonté politique

Cet accord était possible. La lecture de la motion déposée le dimanche 11 février par F. Mitterrand et les contributions publiées par le "Poing et la Rose" le démontrent.

C'était une question de volonté politique de part et d'autre.

Cette volonté politique réciproque qui ne s'est pas manifestée le 11 février au Comité Directeur existera-t-elle au Congrès de Metz ? Cela dépend maintenant non plus des dirigeants du Parti socialiste mais des militants. Il leur appartient de faire entendre leur voix.

Les signataires de cette motion ont délibérément choisi de ne pas traiter les problèmes économiques, sociaux, de politique intérieure, de politique étrangère, de la rupture avec le capitalisme, de l'union de la Gauche, etc... qui sont exposés dans toutes les autres motions pour faire un texte plus court, centré sur quelques problèmes seulement.

Les oppositions, les querelles de personnes, la lutte pour le pouvoir à la tête du Parti, ont joué un rôle parfois plus important que les différences d'analyses politiques. Il faut que cela cesse. Il n'est pas acceptable que les querelles personnelles empêchent l'accord sur un programme.

Il est indispensable qu'une fois un accord clair et précis réalisé sur un programme, les engagements pris soient tenus, la confiance règne entre les dirigeants socialistes. Un certain nombre de règles de discipline doivent être établies et appliquées à tous les échelons du Parti et surtout aux plus élevés.

Si nous ne sommes pas capables de nous unir nous serons condamnés à l'impuissance. Or, ce qui est dangereux pour un petit parti peut être mortel pour une grande formation politique.

Les Camarades de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui avaient rédigé la contribution intitulée « Pour gagner, le Socialisme a besoin d'unité » (pages 70 et 71 du Poing et la Rose n° 78 de janvier 1979) l'avaient profondément ressenti. Ils sont convaincus que la synthèse est encore possible. Cette motion est, pour eux, le moyen de persévérer dans cette voie.

CHAPITRE I.

La première phase sera déterminante

Le programme du Parti socialiste pour les deux années à venir ne peut pas être moins audacieux que le Programme commun tel que nous avons accepté de l'actualiser. Les camarades qui le proposeraient accrédiateraient la thèse, que le Parti communiste n'a pas réussi à faire prévaloir dans l'opinion, suivant laquelle c'est le Parti socialiste qui est responsable de la rupture survenue en septembre 1977 en revenant sur les engagements pris en 1972.

Par contre, nous ne sommes en aucune façon tenus par l'interprétation abusive que les dirigeants communistes ont faite du texte de 1972 et par tous les ajouts qu'ils ont voulu y apporter avec la volonté déterminée de rompre le contrat qui liait le Parti socialiste et le Parti communiste.

Les mesures sociales, les réformes de structures, les nationalisations, la décentralisation, toutes les mesures incluses dans les propositions socialistes pour l'actualisation devront être réalisées.

Comment, sans tomber dans l'inflation et sous les coups de l'opposition, tenir les engagements pris vis-à-vis de l'opinion, qui ont eu l'écho favorable que l'on sait jusqu'au jour où les dirigeants communistes ont décidé de faire cadeau de la victoire à la Droite ?

Ce n'est pas en se contentant de faire voter par la nouvelle majorité de gauche la nationalisation des grands groupes industriels et du crédit au cours de la première session et en se donnant du temps pour les autres réformes, notamment la décentralisation, et pour les transformations sociales, les augmentations de salaires et de pensions, la diminution de la durée du travail sans diminution de salaire, l'avancement de l'âge de la retraite, etc.

L'instauration du socialisme autogestionnaire ne sera réalisée ni en quelques semaines ni même en quelques mois mais **la première phase de la construction de cette société sera déterminante.**

Si elle est réussie la voie sera ouverte : le socialisme autogestionnaire prendra corps, entrera dans les mœurs.

Si elle traîne et trébuche, faute de préparation, ou aussi et même surtout par manque de détermination, de courage et de rapidité dans l'action, la rupture avec le capitalisme et par conséquent la mise en œuvre du socialisme sera renvoyée sine die.

L'expérience a démontré à plusieurs reprises qu'un Président de la République, un gouvernement, une majorité parlementaire qui arrive au pouvoir dispose, pour agir et engager suffisamment les choses, d'une période limitée à quelques semaines. Passé cette sorte de délai de grâce il est trop tard. Les conservateurs effrayés reprennent vite courage et force. Tout ce qui est possible devient impossible.

L'action rapide, immédiate même, a au contraire des conséquences bénéfiques.

1. — Elle crée une situation nouvelle sur tous les plans : économique, politique, social, psychologique. Il est alors possible de faire passer dans les faits les réformes votées, de transformer la "société civile".

2. — Elle maintient en le nourrissant, en l'animant, l'élan populaire qui a porté la Gauche au pouvoir.

Or c'est l'élan populaire maintenu qui empêchera les forces de droite, de polices parallèles (S.A.C. et autres), les sociétés multinationales de saboter l'action gouvernementale.

La persistance d'un soutien populaire actif est une condition indispensable à la réussite d'un gouvernement de Gauche dans un pays à régime démocratique.

Cela n'est possible qu'à condition :

a) que l'action gouvernementale soit assez rapide et assez efficace pour que les masses soient mobilisées ;

b) que le Gouvernement anime les mouvements de masse par des contacts directs, réguliers, répétés, avec les organisations syndicales et politiques, les Comités d'Intérêts de Quartier, les Associations de toutes sortes, en leur permettant de suivre, de contrôler le calendrier d'exécution des promesses faites et en offrant des perspectives nouvelles.

Deux exemples peuvent être cités parmi tant d'autres pour démontrer à quel point tout retard peut être fatal et combien, au contraire, l'action rapide est prometteuse de réussite.

Le premier est celui de la fuite des capitaux (déjà largement commencée).

La tactique des grandes entreprises financières consistera à provoquer un sentiment de panique pour que les petits déposants ou les titulaires de carnets de caisse d'épargne dont les économies représentent de nombreuses années d'efforts, soient emportés dans le tourbillon de l'inflation monétaire.

La panique de ces petits possédants sera provoquée pour que ces électeurs qui ont voté pour la Gauche se retournent contre elle.

Le Programme commun de gouvernement avait proclamé que la spéculation contre le franc serait un délit. Il faut aller plus loin. Il faut prévoir une période suspecte comme cela existe en matière de faillite.

En cas de faillite, le tribunal, on le sait, peut faire remonter la date du début d'une faillite à une période antérieure au moment où le chef d'entreprise a déposé son bilan tenant compte du fait qu'il a pu, pendant cette période durant laquelle ses affaires allaient déjà fort mal, accomplir des actes irréguliers ou malhonnêtes.

Si nous prenons la précaution d'annoncer à l'avance que nous ferons voter un texte de cette nature, nous pourrions exercer un effet de dissuasion et enrayer notablement la fuite des capitaux.

La chute du franc, l'inflation, ne sont pas dues seulement à des effets mécaniques provenant de l'augmentation du volume de la monnaie mise en circulation. Il peut y avoir volonté de déclencher une panique financière.

Un gouvernement de gauche créera forcément de la monnaie pour réaliser les mesures sociales qu'il a pris l'engagement d'appliquer. Il lui sera possible de franchir cette étape difficile s'il n'a pas en même temps à faire face à la spéculation déclenchée et entretenue par les forces de l'argent.

Le Gouvernement pourra alors réaliser la transformation de l'appareil de production par le Plan et par une nouvelle politique industrielle qui permettront à l'économie française de supporter sans dommage les dépenses supplémentaires qui auront été engagées.

Le deuxième exemple est celui de la décentralisation.

Il faut éviter que la décentralisation soit renvoyée à plus tard en créant d'abord des structures nouvelles plutôt que de transférer les pouvoirs décentralisés aux Communes, aux

départements, aux régions ou en envisageant la décentralisation en plusieurs temps. Cela signifierait qu'il n'y aurait pas ou peu de décentralisation.

En effet :

1. — les résistances ne viendront pas de ceux auxquels les pouvoirs sont attribués, mais de ceux auxquels on les enlèvera.

2. — la décentralisation effective est indispensable pour que les Français deviennent enfin majeurs et enfin responsables de leurs propres affaires. **Sans décentralisation, il n'y aura pas de Socialisme autogestionnaire.**

3. — sans décentralisation véritable, l'élan populaire ne pourra être maintenu ni longtemps ni partout, ce qui est essentiel et même déterminant.

Pour décentraliser il faut démanteler certaines forteresses, fermer définitivement un certain nombre de directions, de bureaux et de Ministères à Paris, sans quoi ils persisteront à s'occuper des affaires qui leur auront été ôtées et transférées en province.

Les ministères clefs sont : le ministère des Finances, le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Équipement et d'autres ministères qu'il est indispensable d'amputer de certaines de leurs compétences.

Cela devra être fait dans la foulée de la victoire. Sinon, très vite, les fonctionnaires et les ministres eux-mêmes trouveront de bonnes raisons pour attendre, et cela afin de maintenir la centralisation.

*
Tout commande d'agir vite et en profondeur par une politique de mouvement définie en liaison avec les masses populaires dont l'élan sera entretenu par la cadence rapide des réalisations gouvernementales.

Si nous sommes décidés à nous engager dans la voie de la construction du socialisme autogestionnaire — ce qui n'a jamais été fait — en respectant et en accroissant toutes les libertés individuelles et collectives, il faudra agir vite, avec détermination et courage.

Avec d'autant plus de détermination et de courage que même en agissant vite, en bénéficiant du soutien de l'élan populaire, la résistance de la droite sera très forte. Il faudra briser des résistances, des réactions, voire des complots dont les auteurs ne s'embarrasseront pas de légalité.

Que feront alors les Socialistes ? La question doit être posée. Pour les Communistes, il existe des modèles étrangers. Même dans les pays où les dirigeants n'étaient pas communistes à l'origine il est arrivé qu'ils soient amenés à instaurer un système collectiviste. C'est le cas de Fidel Castro.

A Cuba, Fidel Castro, à l'origine socialiste humaniste, après avoir battu par les armes le dictateur Battista, et rendu aux Cubains en les nationalisant, les grandes exploitations agricoles et l'industrie dont s'étaient emparé les entreprises américaines, a été contraint pour que son régime ne soit pas renversé et qu'à nouveau Cuba soit livrée à la dictature et à la spéculation, en réponse aussi aux attaques venues de l'extérieur, d'étendre le secteur public jusqu'à faire de Cuba un pays communiste. Un communisme certes très différent de celui de l'Europe de l'Est, infiniment plus libéral. Mais ce n'est pas ce que nous voulons. Le

socialisme autogestionnaire est tout autre chose.

Au Chili d'Allende, la démocratie a disparu, le fascisme a été imposé par des procédés illégaux avec l'aide de l'I.T.T., de la C.I.A. mais aussi parce qu'Allende, lui, a voulu, dans une période d'inflation galopante, faire face à une situation d'insurrection réactionnaire en respectant scrupuleusement jusqu'au bout la légalité républicaine.

La France n'est ni le Chili, ni Cuba. Il ne peut pas être question d'imposer à notre pays un modèle étranger quel qu'il soit.

Que ferons-nous si nos adversaires utilisent des moyens illégaux pour garder le pouvoir ou nous en chasser si nous l'exerçons ?

Faut-il « mettre la légalité en vacance » comme on le disait autrefois de façon romantique ? Ce n'est ni nécessaire ni souhaitable. Car alors ce serait verser dans l'arbitraire, et l'on sait comment cela finit. Toujours mal. Nous sommes trop attachés à la défense des libertés individuelles et collectives pour l'accepter.

Il faut changer, ou seulement modifier la législation telle qu'elle existe.

Cela a déjà été fait dans le domaine social. On aurait tendance à l'oublier. Ainsi, quand on est passé du contrat de travail individuel aux conventions collectives, quand les congés payés ont été créés, quand certaines mesures limitatives de la durée du travail et de la liberté patronale ont été appliquées, chacune de ces réformes a suscité de la part de la droite les réactions les plus vives. Ne nous annonçait-on pas les pires catastrophes économiques ? Et pourtant, aujourd'hui, personne ne songe à revenir en arrière.

Certes les principes économiques du système capitaliste ont été considérés jusqu'à présent comme impératifs. Mais ils ont été édictés par de soi-disant spécialistes dont la science et encore plus l'infailibilité restent à prouver. Ce qu'ils ont manifesté de plus remarquable semble être leur certitude et leur persévérance dans l'erreur. La démonstration en a été faite depuis vingt ans de gouvernements réactionnaires.

Une nouvelle majorité se doit de voter une législation nouvelle et de l'appliquer. Le programme socialiste dit : « il faut changer la vie ». Comment y parvenir sans changer le cadre légal dans lequel nos vies se déroulent ? Si nous ne le faisons pas nous courons le danger d'aller à un échec soit électoral soit gouvernemental.

Le programme socialiste dit : « il faut changer la vie ». Comment y parvenir sans changer le cadre légal dans lequel nos vies se déroulent ? Si nous ne le faisons pas nous courons le danger d'aller à un échec soit électoral soit gouvernemental.

L'annoncer à l'avance donne aux Français la possibilité de choisir en toute connaissance de cause. Le faire, c'est tenir nos promesses et donner à tous, partisans et adversaires, les garanties légales auxquelles les citoyens d'un Etat démocratique ont droit, pour le maintien et l'extension de toutes les libertés : individuelles, collectives, d'expression, de création, etc.

Jusqu'où doivent aller ces changements ? Quel doit être le contenu de la légalité à venir ? Le Parti doit le dire. Le Parti doit se livrer à une étude approfondie pour définir ce que sera la position du socialisme autogestionnaire, quitte à susciter des critiques, des attaques.

Effrayer ? Etre critiqué ? Cela vaut mieux que de tenter de rassurer puis d'échouer. Le pouvoir n'a pas d'intérêt en soi, il n'en a que pour transformer la société; lui permettre de progresser. Sinon pourquoi être socialiste ?

revendications des travailleurs et d'orienter, dans le sens de leur intérêt, les réalisations communautaires. »

« de préserver, au sein du Marché commun, la liberté d'action pour la réalisation du programme politique, économique et social. »

« En tout état de cause, le gouvernement gardera le droit d'invoquer les clauses de sauvegarde prévues par le Traité de Rome. Il exercera librement ses droits, du reste non limités par le Traité, de définir et d'étendre le secteur public de l'économie sur son territoire. Il se réservera de définir et d'appliquer sa propre politique nationale du crédit et d'utiliser tout autre moyen propre à réaliser la planification démocratique nationale. »

« Il sera responsable devant l'Assemblée nationale, comme dans tout autre domaine, de sa politique de décision que les représentants gouvernementaux français prendront dans les organes de la Communauté. »

« Le gouvernement mettra en place les procédures d'information et de consultation du Parlement. Avant des prises de position importantes, il procédera également à une consultation des organisations sociales (en particulier syndicales) qualifiées dans le domaine intéressé. »

Le débat sur l'harmonisation de la T.V.A. a démontré à quel point cette exigence, qui était

prévue par les propositions socialistes pour l'actualisation, était indispensable. Il est par ailleurs bon de citer ces textes qui rappellent les positions du Parti.

A. — L'élargissement de la C.E.E.

Une première remarque s'impose dans le débat sur l'élargissement de la Communauté Economique Européenne. De violentes attaques sont portées contre la C.E.E. mais aucun de ceux qui les formulent ne va jusqu'au bout du raisonnement. Si la Communauté Economique Européenne est préjudiciable à la France pourquoi ne propose-t-on pas que notre pays en sorte ? C'est parce que les conséquences de la sortie de la France du Marché commun seraient catastrophiques pour la Nation.

L'Europe des Neuf n'est pas équilibrée. Le Sud est désavantagé par rapport au Nord à tous points de vue : industriel, agricole, régional. L'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal contribuera à rééquilibrer l'Europe.

Des engagements ont été pris à l'égard de ces pays quand ils vivaient sous des régimes autoritaires. Le Programme commun lui-même l'a précisé. Ils ont aujourd'hui des régimes démocratiques. Les pays du Marché commun doivent les aider à renforcer chez eux les assises d'une libre démocratie.

Les négociations sur l'élargissement sont de plus un moyen, et l'occasion, d'améliorer la situation actuelle . Mais des préalables sont indispensables pour éviter que les régions méditerranéennes subissent un préjudice grave du fait de l'élargissement de la C.E.E.

PREMIER PRÉALABLE : Il faut faire toute la lumière et mettre fin aux violations du Traité de Rome de 1957 dans les échanges intracommunautaires entre l'Italie et la France. Ce préalable doit être un acte réalisé avant la ratification. Une promesse en la matière ne peut constituer la réalisation de ce préalable.

DEUXIEME PRÉALABLE : Un calendrier des importations doit être établi pour protéger les productions du sud de la France.

TROISIEME PRÉALABLE : Toutes mesures de dumping du fait de salaires plus bas, de charges sociales réduites, de ventes au-dessous du prix de revient doivent être interdites avant la ratification.

QUATRIEME PRÉALABLE : Instauration d'une réglementation européenne pour les productions méditerranéennes comparable à celle qui existe pour la viande bovine et les céréales.

CINQUIEME PRÉALABLE : Suppression des montants compensatoires et de la monnaie verte.

SIXIEME PRÉALABLE : Une plus grande justice dans la répartition des crédits européens, par exemple ceux du F.E.O.G.A.

SEPTIEME PRÉALABLE : Création d'offices européens composés paritairement, dotés d'un droit de préamption.

HUITIEME PRÉALABLE : Stabilisation des prix des matières premières et des produits agricoles de façon à lutter contre l'emprise et la spéculation des sociétés multinationales.

NEUVIEME PRÉALABLE : Protection de la coopération, protection de la pêche et des institutions séculaires qui la réglementent en Méditerranée, protection de la réparation et de la construction navales contre les entreprises étrangères aux prix de revient plus bas du fait de salaires réduits et de charges sociales insignifiantes.

DIXIEME PRÉALABLE : Période transitoire longue dont la durée précise devra être déterminée par le Parlement.

Les Socialistes souhaitent que les conditions qu'ils posent à l'élargissement soient réalisées mais ils sont décidés à voter contre l'élargissement au Parlement si les préalables qu'ils ont définis ne sont pas satisfaits avant la ratification du Traité.

Refuser ou accepter sans condition l'élargissement ne peut pas permettre de défendre valablement l'agriculture et l'industrie, les producteurs et les travailleurs de notre pays. Le seul moyen d'y parvenir consiste à obtenir les garanties demandées par les Socialistes qui sont, dans ce débat, les seuls défenseurs des intérêts et de l'indépendance de la France.

B. — L'Europe et le Tiers-Monde

Par ailleurs nous n'avons pas assez approfondi la nature des rapports qui devraient exister entre l'Europe et le Tiers-Monde.

Certains camarades ont commencé à le faire dans les contributions qu'ils ont proposés à la majorité du Parti. Ils veulent intervenir directement, ou par des pressions extérieures, dans les affaires intérieures des Etats devenus indépendants.

Ignorent-ils, d'une part, que des Etats ex-colonisés ont besoin de passer par une phase d'indépendance absolue qui ne peut être atteinte que par le respect des croyances religieuses ou politiques parfois à l'opposé des nôtres ?

D'autre part que la démocratie occidentale est un luxe que ne peuvent s'offrir que les pays les plus riches ou ceux qui ont déjà accompli une évolution comparable à celle des pays les plus industrialisés ?

Ces mêmes camarades oublient de condamner les accords bi-latéraux entre la France et les pays du Tiers-Monde, les pactes d'assistance et les interventions militaires, héritage de l'époque coloniale.

Dans ces mêmes textes, le problème du pétrole est traité comme un des aspects de l'économie capitaliste mondiale, alors que c'est aussi un des aspects des relations entre pays ex-colonisateurs et pays ex-colonisés.

Comment s'étonner de la méfiance qu'éprouvent à notre endroit les gouvernements des pays arabes, longtemps soumis à la colonisation européenne, et de leur légitime exaltation maintenant qu'ils ont leur revanche sur la domination qui leur a longtemps été imposée ?

Les Français se sentiraient-ils aussi humiliés par ce renversement de situation si les pays du Proche-Orient, producteurs de pétrole, n'avaient pas été pendant longtemps colonisés, traités en mineurs ?

N'y a-t-il pas dans ces rapports entre pays d'Europe et du Tiers-Monde des séquelles à caractère raciste ?

L'expérience a démontré que lorsque les nations du vieux continent veulent mener leur jeu indépendamment les unes des autres face aux deux super-grands, elles ne pèsent pas d'un poids suffisant pour se faire entendre. Pourquoi en irait-il autrement face à la coalition, qui dure depuis maintenant plusieurs années, des pays producteurs de pétrole ?

L'union de l'Europe a fait sa force. Refuser de nous engager dans l'union européenne consisterait à renoncer à notre indépendance, à un type de civilisation originale qui n'est ni celle des Etats-Unis ni celle de l'Union soviétique.

Le Général de Gaulle avait perçu les possibilités immenses d'une vaste politique de coopération avec le Tiers-Monde. Mais son nationalisme et sa méfiance à l'égard de toute construction européenne réelle l'avaient empêché de concevoir et de mettre en œuvre un dessein de nature assez vaste pour nous libérer de la domination américaine.

Ex-colonisateurs et ex-colonisés sont-ils en mesure de dominer leur ressentiment pour s'associer dans une grande entreprise qui pourrait assurer l'avenir et l'indépendance des uns et des autres ?

Tout y concourt.

Les européens n'ont pas de **vocation impérialiste**. Ils ne se considèrent pas comme les gendarmes d'un certain type de civilisation. Ils n'ont pas de glaces, de zone d'influence à défendre.

Pour coordonner nos efforts avec les pays du Tiers-Monde, il faut organiser la solidarité de nos économies sans éprouver le besoin d'assortir notre entreprise commune de tentatives de domination politico-militaires.

L'Europe peut apporter au Tiers-Monde ses connaissances scientifiques, technologiques, son expérience de puissance industrielle. Elle peut aider les pays en voie de développement à mettre sur pied et à réaliser des plans d'expansion économique qui leur permettraient de mettre en valeur et de transformer sur place leurs matières premières.

Elle peut contribuer efficacement à leur permettre d'échapper définitivement au système colonial qui, on le sait, consiste essentiellement à acheter les matières premières sur le lieu de production, à les exporter, à les traiter en Europe, en laissant aux uns une mission et un rôle de producteurs et, aux autres, celui de manufacturiers, d'industriels, de fabricants, les produits finis étant ensuite exportés dans le monde entier, notamment dans les pays producteurs qui les payent alors fort chers.

Il n'en allait pas autrement pour le pétrole.

Si le socialisme réussissait à promouvoir une véritable solidarité Europe-Tiers-Monde, il n'y aurait plus ni exploiters, ni exploités, et cette association serait profitable à tous.

L'approvisionnement en matières premières et en produits énergétiques des pays d'Europe par les pays en voie de développement pourrait alors se faire sur des bases et dans un esprit différent de ceux actuellement en vigueur.

L'intérêt à long terme, et l'on peut même écrire à court terme, de l'Europe ne réside plus dans une politique mercantile, une exploitation des richesses des pays producteurs de matières premières, politique d'ailleurs de moins en moins acceptée et acceptable. L'intérêt du Tiers-Monde pourrait ne plus consister, dans le cadre de cette nouvelle politique, à provoquer des crises économiques, ni même à ralentir les progrès des peuples du vieux monde.

Par contre, le refus de mettre en pratique une politique de solidarité entre les peuples d'Europe et du Tiers-Monde aboutira forcément à contraindre les uns et les autres à accepter les conditions qui leur seront dictées en bloc, (ou les unes après les autres), par les Etats-Unis.

Mais pour que ces nouvelles relations entre l'Europe et le Tiers-Monde aient une chance de s'instaurer, il faut dépasser le cadre trop étroit que délimitent les difficultés actuelles d'approvisionnement en pétrole. La solidarité doit s'étendre à tous les pays du Tiers-Monde, d'Afrique, d'Asie, du Proche-Orient, d'Extrême-Orient, à Madagascar, à l'Amérique latine.

Il n'existe pas d'autres moyens pour trouver une solution au problème qui se pose et qui demeurera insoluble aussi longtemps qu'on se limitera à le traiter dans un tête-à-tête entre les pays arabes et les pays européens.

On a dit de la guerre du pétrole qu'elle a agi comme un révélateur de la société de consommation dont elle a mis en évidence les dangers et les limites. Sur le plan politique, elle a remis à l'ordre du jour tout à la fois le problème de l'Europe et celui du Tiers-Monde, ainsi que celui de leurs rapports, mais en les posant en des termes nouveaux.

Une Europe sans ambition impérialiste, point

de convergence entre l'Est et l'Ouest, et lien naturel entre le monde industriel et le Tiers-Monde, quel grand dessein cela pourrait être!

Mais il faut pour cela que la France prenne la tête d'un vaste mouvement économique et social de résistance, on peut presque dire de libération contre les sociétés multinationales qui dominant, exploitent, et même écrasent de plus en plus l'économie des nations occidentales.

La construction européenne ne sera ni libre, ni indépendante, ne sera donc pas au service des pays qui la composeront tant qu'elle sera dominée par les sociétés multinationales, c'est

à-dire essentiellement par les U.S.A. La solution n'est pas dans un repli nationaliste comme le font le R.P.R. et le P.C.F. Cela ne permet pas de combattre efficacement la colonisation économique américaine. Nous n'en serions au contraire que plus faibles et plus soumis.

Pour résister aux multinationales, il faut un ensemble plus puissant, un cadre plus vaste.

C'est en s'engageant dans cette voie, en luttant pour le plein emploi, qu'il sera possible d'édifier une construction européenne équilibrée en elle-même et vis-à-vis des super-grands, indépendante et pacifique, au service des peuples, des producteurs, des travailleurs.

LISTE DES SIGNATAIRES

PARLEMENTAIRES ET RESPONSABLES NATIONAUX :

Gaston Defferre, député, maire de Marseille, membre du Bureau exécutif national, président du Conseil régional - **Charles-Emile Loo**, secrétaire national au Budget, Premier secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône, adjoint au maire de Marseille - **Antoine Andrieux**, sénateur, adjoint au maire de Marseille - **Félix Ciccolini**, sénateur, conseiller général des Bouches-du-Rhône - **Louis Philibert**, député, président du conseil général des Bouches-du-Rhône - **Irma Rappuzzi**, sénateur, premier adjoint au maire de Marseille, conseiller général des Bouches-du-Rhône - **Henri Duffaut**, sénateur, maire d'Avignon

CONSEILLERS GÉNÉRAUX ET MAIRES :

Charles Bonifay, 2^e canton de Marseille - **Jean-François Guerini**, 3^e canton de Marseille - **Edouard Heyraud**, 10^e canton de Marseille et conseiller municipal - **Robert Vigouroux**, 13^e canton de Marseille et adjoint au maire - **Roland Amsellem**, 19^e canton de Marseille et conseiller municipal - **André Manivet**, 20^e canton de Marseille - **Paul Honnorat**, Aix-Sud - **Jean Masse**, Allauch - **Paul Conte**, Eyguières - **Roger Carcassonne**, Salon, sénateur honoraire - **Charles Pauriol**, maire de Lambesc, conseiller général - **Pierre Beynet**, maire d'Orgon, conseiller général - **Antonin Saint-Michel**, maire de Tarascon, conseiller général - **Claude Delorme**, président du conseil général des Alpes de Haute-Provence, maire de Forcalquier - **Roger Vial**, maire de Moustier-Sainte-Marie - **Jacques Siffre**, maire d'Istres

- **Jean-Pierre Amaggy**, maire de Velaux - **Julien Gauthier**, maire de Beaurecueil - **Hubert Manaud**, maire, conseiller général des Saintes-Maries - **Jean Pujuan**, 1^{er} adjoint au maire d'Avignon - **Jean Nicolaï**, conseiller municipal d'Avignon - **Victor Mellan**, maire de Pennes-Mirabeau

ÉLUS MUNICIPAUX DE MARSEILLE :

Ambrosini Gabriel - **Clet David Henry** - **Cordonnier Jean-Victor** - **Coullomb Michel** - **Fenouil Lilette** - **Fuillet Yvette**, membre du Comité directeur - **Gava Marius** - **Pezet Michel**, membre du Comité directeur - **Tarrazi Bernard** - **Tarrazi Robert** - **Tomasini Joseph** - **Vignoli Jean-Philippe** - **Mazel Jeanne** - **Perasso Eliane**

SECRÉTAIRES DE SECTION :

Sportiello Fortuné, 1^{er} section de Marseille, conseiller général, adjoint au maire - **Leccia Bastien**, 2^e section de Marseille, adjoint au maire, membre du Comité directeur - **Guérini Jean-Noël**, 3^e section de Marseille, conseiller municipal - **Nazarian Raffi**, 4^e section de Marseille, conseiller municipal - **Léonetti Jean-Jacques**, 5^e section de Marseille, conseiller municipal, conseiller général - **Tramoni Charles**, 6^e section de Marseille - **Rocca Serra Jules**, 7^e section de Marseille - conseiller municipal, conseiller général - **Noyes Jean-François**, 8^e section de Marseille, S.A. - **Massias Marius (P.I.)**, 9^e section de Marseille, conseiller municipal - **Pommier Gilbert**, 10^e section de Marseille, conseiller municipal - **Peschard Jean-Jacques**, 11^e section de Marseille, conseiller mu-

nicipal - **Bonat Jean**, 12^e section de Marseille, adjoint au maire - **Cauvin Jean**, 13^e section de Marseille - **Weygand Lucien**, 14^e section de Marseille, adjoint au maire, conseiller général, membre du Comité directeur - **Godard Jacques**, 15^e section de Marseille, conseiller municipal - **Giacomi Pauline**, 16^e section de Marseille - **Vernassa Michel**, Aubagne - **Chouquet Paul**, Cuges-les-Pins - **Angelini François**, Gemenos - **Alexis Jean-Claude**, La Penne-sur-Huveaune - **Muggironi Antoine**, Cereste - **Villiard Antoine**, Roquefort-la-Bedoule - **Ratat Marcel**, Fuveau - **Crapoulet Jean-Claude**, Rousset - **Decugis Emile**, Trets - **Samat André**, Peynier - **Monneraud Julien**, Châteauneuf-le-Rouge - **Olivier Guy**, Plan d'Orgon

SECRÉTAIRES DE SECTIONS :

Povinelli Roland, maire d'Allauch - **Alric Alain**, Cassis - **Marin Paul**, Alleins - **Astier Eugène**, Mouriers - **Raoulx Fernand**, Mallemort - **Vidal Edmond**, Le Puy-Sainte-Réparate - **Mauget André**, Saintes-Maries-de-la-Mer - **Humbert Georges**, Aix-en-Provence - **Rech Guy**, La Ciotat - **Richard René**, Arles - **Gueyraud Bernard**, Moulès - **Lalauze Robert**, Tarascon - **Paradas Gérard**, Les Baux - **Eccofet Claude**, Istres - **Gay Hubert**, Saint-Mitre-les-Remparts - **Blanes Pierre**, Eygalières - **Barjot Jean**, Mollèges - **Lubrano Raoul**, Sénas - **Perie Marcel**, Saint-Paul-les-Durance - **Chavagnas Joachim**, Mas-Thibert - **Blanquet Jean-Claude**, Châteaurenard - **Le François**, Rognonas - **Riocuello Max**, Noves - **Bourrelly Jean-Marie**, Peypin - **Blanc Lucien**, Cadolive - **Tremella Félix**, Roquevaire - **Foucault Albert**, Belcodène - **Bercy André**, La Bouilladisse - **Ravel Jean**, Auriol - **Bouscarle Jean**, Gardanne - **Honorat Raoul**, Ventabren - **Gastaldello Auguste**, Les Pennes-Mirabeau - **Bourelly Raymond**, Septèmes-les-Vallons - **Martin Robert**, Lançon-de-Provence - **Hauterive Roger**, Cornillon-Confoux - **Debard Pierre**, Le Rove - **Moreno Albert**, section entreprise Sainte-des-

Eaux - **Vigne Jean-Luc**, section entreprise P.T.T. - **Levine Jean**, section entreprise taxis - **Mistral René**, Carry-le-Rouet - **Frisoni Gérard**, Berre l'Etang - **Satti Nonce**, Gignac-la-Nerthe - **Giambrone Joseph**, section entreprise Ports et Docks - **Bartolini Serge**, section entreprise Educateurs - **Acunzo Robert**, section entreprise Coder - **Bogey Marius**, section entreprise Caisse d'Epargne - **Gueguan Yvon**, section entreprise A.P.M. - **Bianco José**, Peyrolles - **Froussard Lucien**, Meyrargues - **Corne Jean-Louis**, Jouques - **Gilloux André**, Eyguières

RESPONSABLES :

Menucci Patrick, secrétaire fédéral des jeunesses socialistes - **Picheral Jean-François**, Aix-en-Provence - **Lageaot Claude**, 10^e section - **Aventiny Marcel**, 10^e section - **Guillaud Gilles**, 10^e section - **Balpt Jackie**, 10^e section - **Grand Gilberte**, 10^e section - **Guidicelli François**, 10^e section - **André Séréno**, 8^e section, responsable fédéral santé - **Bernoux Claude**, section Isle-sur-Sorgue - **Fuillet Michel**, section Isle-sur-Sorgue - **Roulet Pierre**, délégué cantonal Saint-Rémy - **Bernardini François**, délégué cantonal Istres - **Membour Julien**, Forcalquier - **Monier Louis**, Limans - **Morello Pierre**, Forcalquier - **Aubert Jean-Pierre**, Barcelonnette - **Lorenzotti Gilbert**, Gardanne - **Tapi Pierre**, Gardanne - **Simon Antoine**, Mimet - **Sedeno Raphaël**, Bouc-Bel-Air - **Drouiller George**, Velaux - **Mouthy Claire**, Velaux - **Gateaut Richard**, Vitrolles - **Cheniaud Jean-Paul**, Eyguilles - **Bottai Jean-Michel**, Miramas - **Lacrozette Jean**, Coudoux - **Lusseau André**, Marignane - **Fauque Edouard**, Gap - **Ughetto Jeanne**, Cap d'Ail - **Colette Marie**, Vence - **Geauffet Denise**, Consegudes - **Pazzoni Jean-Jacques**, secrétaire fédéral de Nice - **Drouillier Léon**, Velaux - **Reynaud Jean-Claude**, secrétaire section Grand - **Decome Yves**, secrétaire section Simiane - **Martinet Alberte**, maire de La Barben

Plan de la motion "Pour l'unité"

La question centrale : quelle issue proposons-nous à la crise ?

S'agit-il de maintenir la ligne d'Épinay ?

De la remettre en cause ?

Où s'agit-il d'y revenir pour la renforcer ?

A. QU'EST-CE QUE LA LIGNE D'ÉPINAY ?

1. Contenu politique : rupture et autogestion.

2. Choix stratégique : Union de la Gauche sur la base d'un programme commun de gouvernement.

3. Rôle moteur du P.S. dans l'union.

B. QU'A-T-ON FAIT DE LA LIGNE D'ÉPINAY ?

C. REVENIR À LA LIGNE D'ÉPINAY, C'EST L'APPROFONDIR

I. UN PROGRAMME

1. Rigueur économique et rigueur sociale :

a) Nouvelle politique économique et division internationale du travail ;
b) Nouvelle politique économique et redistribution des revenus ;
c) Nouvelle politique économique et cohésion du front de classe.

2. L'autogestion et la rupture avec le capitalisme.

3. La recherche de solidarités internationales :

a) France-Europe, un seul combat, un même langage ;
b) Pour un internationalisme conséquent.

II. L'UNION :

COMMENT LA RECONSTRUIRE ?

1. La clarification politique au sein de notre Parti.

2. La relance de l'Union de la Gauche :

a) Sur le plan idéologique ;
b) Sur le plan de la ligne politique ;
c) Sur le plan de l'action de P.S.

III. L'ENJEU DE LA NOUVELLE PÉRIODE : CONSTRUIRE LE PARTI DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

1. Le fonctionnement démocratique du Parti.

2. Donner une nouvelle dimension à l'action politique :

a) Priorité aux luttes dans la production et à l'implantation du P.S. dans le monde du travail ;
b) Les luttes des femmes : donner par le féminisme une dimension complète au socialisme autogestionnaire ;
c) Les luttes régionales et les luttes du cadre de vie ;
d) Les luttes des retraités ;
e) Les luttes des travailleurs immigrés ;
f) Les luttes de la jeunesse.

3. Intégrer à la lutte économique et politique le combat d'idées.

Dix axes d'action pour notre Parti

I. France, Europe :
un seul combat,
un même langage.

Les élections européennes et les premiers actes de nos représentants à l'Assemblée de Strasbourg devront être l'occasion de manifester sans équivoque notre choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme.

PROPOSITIONS

– Conduire une campagne électorale autonome, par rapport aux Partis socialistes et sociaux-démocrates des autres pays, qui n'ont pas fait le même choix de rupture que nous, et présenter une liste socialiste homogène sans participation du M.R.G.

– S'opposer à toute tentative d'intégration, qu'elle soit institutionnelle, monétaire ou militaire, et donc à toute extension des pouvoirs de l'Assemblée comme à toute remise en cause de la règle de l'unanimité au niveau des gouvernements.

– Présenter et populariser des propositions concrètes d'actions communes à caractère anticapitaliste : 35 heures sans réduction de salaire ; extension du statut du travailleur le plus favorisé ; réalisations industrielles, à partir du secteur public, dans les secteurs tels que l'informatique, l'aéronautique, les télécommunications ; contrôle des firmes multinationales et relèvement sélectif du tarif extérieur commun.

– Lutter contre toutes formes de répression et en particulier contre le projet d'espace judiciaire européen.

– Prendre l'initiative d'une coordination européenne des luttes en liaison avec les Partis de Gauche et les organisations syndicales.

– S'opposer à tout élargissement de l'Europe des neuf qui ne serait pas subordonné à la réalisation des préalables que le Parti unanime a demandés.

– Ne pas se résigner à la coupure de l'Europe entre l'Est et l'Ouest en agissant pour la détente, la sécurité collective, le développement ou la restauration des libertés, la coopération économique entre les deux parties de notre continent.

II. Peser fort et partout
pour la relance de l'Union

Il n'y a pas de remède miracle pour la relance immédiate de l'Union de la Gauche. Mais nous ne pouvons nous en remettre à une évolution de nos partenaires pour refonder l'Union sur des bases plus solides, parce que mieux enracinées dans les masses. Le P.S. doit être le levier qui ramènera le P.C.F. à une ligne unitaire. Pour remplir ce rôle, à travers les luttes à la base et le débat avec l'ensemble des forces politiques et sociales, il devra se transformer lui-même profondément (voir point 5 ci-dessous).

PROPOSITIONS

– Lancer dès le congrès de Metz et devant le pays une "déclaration d'unité", qui rappellera le caractère irrévocable de notre choix de l'Union et en réaffirmera les bases : pluralisme et égalité de droits et de devoirs des partis représentant les travailleurs ; recherche d'un accord politique à chaque étape de l'action ; conclusion le moment venu d'un accord de gouvernement et gouvernement commun sur la base de cet accord.

– Soumettre à l'ensemble des forces politiques et syndicales de Gauche, après le congrès de Metz et dans toutes les régions, localités et entreprises touchées ou menacées par la crise, des pactes d'actions communes pour la défense de l'emploi et des droits des travailleurs.

– Réitérer publiquement et autant de fois qu'il sera nécessaire nos propositions d'actions communes.

– Proposer, dès que le développement des luttes à la base et la relance d'une dynamique unitaire l'auront rendu possible, dans les localités, les régions et les entreprises, la tenue décentralisée d'"Etats généraux pour le socialisme" ayant pour but l'élaboration en commun par la population, les travailleurs et l'ensemble des organisations intéressées, de cahiers de propositions pour l'action d'un futur gouvernement de Gauche.

– Faire savoir dès maintenant, et bien que les conditions politiques n'en soient pas actuellement réunies, que le Parti ne renoncera

pas à tout faire pour rassembler la Gauche, lors de la prochaine élection présidentielle, et si possible dès le premier tour, autour d'un candidat commun et sur la base d'un accord politique.

III. Un mot d'ordre pour
les luttes des hommes et des
femmes : "vivre, travailler,
décider au pays"

Le P.S., s'il se veut à la hauteur de son ambition historique, doit être autre chose qu'une machine électorale. C'est à travers les luttes sur le terrain qu'il peut faire avancer son projet. Le projet éclaire les luttes et les luttes nourrissent le projet : telle est la nouvelle dimension qu'il faut donner à notre action politique. Dans cette perspective, le Parti doit lancer des mots d'ordre unificateurs susceptibles de faire converger les luttes qu'il impulse vers l'exigence d'une issue socialiste à la crise.

PROPOSITIONS

– Retenir le mot d'ordre "vivre, travailler, décider au pays" comme exprimant le mieux, dans la période actuelle, l'orientation des luttes (pour l'emploi, le contrôle des travailleurs, la sauvegarde du cadre de vie, le droit à l'expression politique et culturelle, notamment dans les entreprises, l'affirmation des identités régionales, etc.) vers la rupture avec le capitalisme et la construction d'une société autogestionnaire.

– Lancer sur ce thème dès le lendemain du congrès de Metz et en liaison avec les élections européennes, une grande campagne d'explication prenant le contrepied du discours officiel sur la "contrainte extérieure" et l'acceptation des conséquences de la division internationale capitaliste du travail. Il devra s'agir non pas d'une de ces actions sporadiques et semi-confidentielles, dont notre Parti a trop souvent donné l'exemple au cours des dernières années, mais bien de l'axe central et durable de nos interventions, qui devra être massivement popularisé (comme le fut le mot d'ordre "changer la vie") et autour duquel devront être articulés tous les moyens du Parti.

IV. Un projet socialiste
authentiquement
autogestionnaire

Le travail réalisé par nombre de sections dans la préparation du projet socialiste présentée il y a peu comme la grande affaire du Parti, avant d'être pratiquement abandonnée, ne doit pas rester inutile. Mais cette initiative du Parti doit être clairement reliée à son choix stratégique. Nous devons aboutir à un projet concret, partant de la réalité actuelle de la société française et de ses possibilités effectives de transformation au cours des deux prochaines décennies.

PROPOSITIONS

– Clarifier et approfondir dans le projet la position du Parti sur les points essentiels de la ligne d'Épinay et des 15 thèses sur l'autogestion : rupture, nationalisation, plan et marché, pouvoir des travailleurs dans l'entreprise, rapport de la société et de l'Etat, autogestion et lutte des classes, mise en cause des rapports de domination entre hommes et femmes, combat contre l'impérialisme et solidarités internationales.

– Retenir comme un axe essentiel du projet la question des structures de production à mettre en place dans l'industrie, le tertiaire et les services collectifs, par branches et par régions, en vue d'assurer dans le cadre d'une nouvelle logique des besoins, le droit effectif à l'emploi pour toutes et pour tous.

– Ouvrir la préparation du projet sur l'extérieur, en engageant le débat avec les travailleurs, les organisations syndicales, les associations, les formations politiques et en préparant ainsi la voie aux Etats généraux pour le socialisme, dans la perspective d'aboutir à des orientations communes à l'ensemble de la Gauche.

– Soumettre le projet ainsi élaboré à une convention nationale au début de 1980.

Engagements pour 1979-1981

Chacun d'entre nous le sent bien, il est absolument nécessaire de donner à notre Parti très vite, une nouvelle impulsion. Le flou sur les positions de fond, les querelles de personnes, la baisse du militantisme, la mauvaise organisation du siège national et de bien des fédérations, un degré très insuffisant de présence dans les luttes et d'initiative politique : si tout cela devait se poursuivre, les acquis des dernières années seraient bientôt anéantis.

Deux lignes s'affrontent

Il est grand temps que le P.S. se ressaisisse, qu'il se mette à la hauteur de son rôle historique. Le congrès de Metz a le même enjeu que celui d'Épinay. Mais son issue sera plus décisive car nous avons à répondre aujourd'hui à des questions fondamentales :

– Oui ou non est-il possible d'arrêter l'intégration de la France dans le capitalisme mondial et de trouver à la crise une issue socialiste ?
– Oui ou non peut-on recréer les conditions de l'Union de la Gauche ?
– Comment redonner aux yeux des masses un sens à l'action politique ?

A ces questions qui sont au cœur du congrès de Metz, le P.S. ne répondra pas par le replâtrage d'une majorité qui a éclaté et la reconduction d'une ligne (celle de Nantes) qui a échoué. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. La paralysie qui a commencé de nous frapper ne manquerait pas, dans ce cas, de s'aggraver. Il faut savoir choisir. Personne ne doit être exclu a priori, et nous avons, comme la plupart de nos camarades, la préoccupation de l'unité du Parti. Mais il faut que l'orientation soit claire, qu'elle se concrétise par des actes politiques significatifs, qu'elle soit relayée à tous les niveaux par une pratique conséquente. Hors de là, point de salut pour le P.S. ni par conséquent, pour la Gauche. Deux lignes s'affrontent dans notre Parti. L'une ou l'autre doit l'emporter à Metz.

Un certain nombre de militants pensent aujourd'hui que notre pays est désormais trop intégré dans l'univers capitaliste pour pouvoir s'engager dans la voie du socialisme. Pour eux, les événements de l'an dernier ont montré que l'Union avec le P.C.F. était décidément irréalisable en France. Ils estiment que le P.S. doit en conséquence réviser sa stratégie. A ces camarades, dont nous respectons le choix, nous disons simplement : ce choix n'est pas le nôtre. D'autres textes dans le Parti à mots encore couverts mais significatifs s'orientent, à partir de "l'adaptation" de la ligne d'Épinay, vers un choix analogue à celui que les sociaux-démocrates allemands ont fait en 1959 à leur congrès de Bad Godesberg : le choix d'une gestion "sociale" de l'économie de marché capitaliste.

Dix grands axes d'action

D'autres militants du P.S. et ils en constituent la très grande majorité, pensent au contraire que, plus que jamais, la rupture est nécessaire avec le système en place. Ils ont vu que, même en période de prospérité, ce système s'est révélé incapable (mai 68 l'a bien montré) de répondre aux aspirations du peuple français. Ils constatent que le capitalisme est aujourd'hui engagé dans une crise dont il ne sortira que par une série de "restructurations" dont la France et l'Europe que ce soit aux niveaux de l'emploi, du statut des travailleurs, des possibilités d'un développement autonome, feront inéluctablement les frais. Cela ils le refusent. Ils veulent revenir à la ligne d'Épinay, l'approfondir, développer à travers les luttes l'exigence d'une issue socialiste à la crise, relancer sur ces bases l'Union de la Gauche.

A tous ces camarades, nous disons : tirons ensemble la conséquence logique de notre choix. Les mots ne suffisent pas. Au-delà des discours, il faut des actes. Il ne suffit pas de réaffirmer la ligne d'Épinay, il faut être vraiment décidé à la faire entrer dans les faits.

Telle est notre volonté. La motion dont le texte développé figure dans le *Poing et la Rose* à la suite de ce préambule, est le fruit d'un immense travail collectif. Elle expose clairement, complètement, sans précaution de langage, l'analyse que nous faisons de la situation, les propositions que nous formulons pour le Parti. C'est sur cette base que nous chercherons à Metz, la synthèse avec les camarades qui se réclameront des autres motions. Mais nous ne ferons cette synthèse que sur la base d'engagements précis. Des décisions doivent être prises. Un échéancier doit être établi. Ils concernent en particulier les dix grands axes d'action, recouvrant cinquante propositions concrètes, que nous soumettons au Parti pour les deux années à venir.

V. Construire le Parti du front de classe

Les proclamations d'intention sur l'action dans les entreprises ou l'accès des travailleurs aux responsabilités dans le Parti ne suffisent pas. Il faut des actes. Le congrès de Metz devra prendre des décisions concrètes pour que les 2/3 des salariés (dont une majorité de femmes) qui gagnent moins de 3 000 F par mois trouvent effectivement leur place dans le Parti et à tous les niveaux de responsabilité pour qu'une nouvelle dimension soit donnée à l'intervention des socialistes sur les lieux de travail.

PROPOSITIONS

- **Affecter un quart du budget de fonctionnement du Parti au secteur entreprise** et un autre quart au secteur formation (voir annexe).
- **Donner la priorité à la création des sections d'entreprise** qui sont pleinement le Parti dans l'entreprise et non pas seulement des structures de propagande électorale.
- **Renforcer le poids du secteur entreprise** dans la vie du Parti (voir réforme des statuts proposée par ailleurs).
- **Faire un effort particulier pour l'implantation** et l'organisation du P.S. au sein des entreprises à nationaliser et des multinationales situées dans les secteurs économiques vitaux (liste à établir par la C.N.E.) ainsi que dans les régions les plus touchées ou menacées par la crise.
- **Organiser, dès l'été 1979, des stages de formation décentralisés** et rémunérés à l'intention des travailleurs issus de la base et en particulier des femmes.
- **Rémunérer par le Parti**, à temps complet, une partie au moins des secrétaires et délégués généraux et nationaux.
- **Prévoir les mesures concrètes de reclassement** pour les camarades appelés à regagner la production après avoir exercé une fonction permanente dans le Parti.
- **Lancer les bases militantes d'une dynamique sociale des retraités** par la création de G.S.R. (Groupe socialiste de retraités) assimilés aux G.S.E. et comprenant des retraités et ceux qui s'intéressent aux problèmes de la retraite.

VI. Donner par le féminisme, une dimension complète au socialisme autogestionnaire

Le combat des femmes au P.S., comme dans la vie sociale, doit constituer une priorité politique et idéologique, au même titre que les luttes des travailleurs et travailleuses les plus exploités. La lutte antipatriarcale est inséparable de la lutte des classes : elle lui apporte sa dimension autogestionnaire complète. Les conséquences de l'oppression patriarcale traditionnelle qui voue et subordonne les femmes au foyer, sont renforcées dans le système capitaliste. Leur destin prétendument "naturel" de femmes au foyer, qu'elles le veuillent ou non, permet au système capitaliste de tirer directement profit de la gratuité du travail ménager et de reproduire cette situation de dépendance dans tous les domaines de la vie sociale. Condamner les femmes au travail partiel et au salaire maternel - réponses du capitalisme à la crise - c'est les enfoncer définitivement dans la subordination. La rupture, c'est aussi refuser cela. Dans la lutte pour le contrôle, les femmes et les hommes ne pourront transformer les rapports sociaux qu'ensemble et par l'égalité. C'est pourquoi toutes les propositions de la motion concernent aussi bien les femmes que les hommes.

PROPOSITIONS

- **Reconnaître explicitement le féminisme** comme l'un des moteurs essentiels du socialisme autogestionnaire.
- **Engager l'ensemble du Parti**, dans le cadre du front de classe anticapitaliste, dans les luttes des femmes (emploi, avortement... voir propositions dans la motion).
- **Mettre en pratique l'ensemble des propositions** concernant le militantisme, adoptées par la convention de janvier 1978 sur les Droits des Femmes, et qui sont restées lettre morte jusqu'à présent.
- **Tenir tous les deux ans des conventions sur les Droits des Femmes**, pour faire le point sur leurs résultats concrets, et pour relier plus étroitement nos propositions à un projet de transition au socialisme.
- **Organiser à tous les niveaux du Parti**, des rencontres avec les organismes et associations dans lesquels les femmes militent, en particulier dans l'immédiat pour lutter contre l'offensive de la Droite, et sa remise en cause de la contraception et de l'avortement.

VII. Un parti et un projet mobilisateur pour la jeunesse

Un constat s'impose : les jeunes rejettent dans leur grande majorité les structures politiques traditionnelles et se désintéressent des débats dont l'issue conditionne pourtant l'avenir de notre pays. Cette situation pose problème à l'ensemble de la Gauche et particulièrement à notre Parti. Malgré le renouveau apporté par Epinay, le P.S. n'a pas su répondre aux aspirations de la jeunesse, dont mai 1968 avait été le révélateur. Il est urgent que le débat politique s'engage au sein du Parti, à tous les niveaux, sur cette question.

PROPOSITIONS

- **Tenir dans les meilleurs délais une convention nationale sur la jeunesse** où la réflexion politique ne soit pas étouffée par des questions concernant les structures actuelles du M.J.S.
- **Constituer un puissant Mouvement de la Jeunesse Socialiste** pouvant défendre nos propositions au sein de la jeunesse. Son efficacité sera assurée par une structuration en trois secteurs : jeunes travailleurs, lycéens, étudiants ; il devra disposer, sous le contrôle du Parti, de l'autonomie organisationnelle. L'ensemble des adhérents du M.J.S. éliront librement, à tous les échelons, leurs responsables.
- **Lancer des mots d'ordre de lutte** reprenant en compte les préoccupations plus particulières à la jeunesse : éducation, service national, formation professionnelle... (voir propositions dans la motion).

VIII. Pour un internationalisme conséquent

Notre combat pour la rupture et les luttes du tiers monde sont inséparables car elles affrontent un même adversaire : l'impérialisme. Notre internationalisme ne se limite pas à l'Europe. Dominé par l'impérialisme américain, notre pays est aussi un relais de cet impérialisme dans une partie du tiers monde, en Afrique notamment. Parce qu'il est situé de par l'Histoire à un carrefour politique décisif, notre Parti a une responsabilité particulière et un rôle privilégié à jouer dans l'organisation effective d'une solidarité internationale anti-impérialiste. Il doit prendre les initiatives propres à favoriser le rassemblement des pays et des forces qui se reconnaissent dans ce combat.

PROPOSITIONS

- **Préparer l'établissement de nouvelles relations politiques** et économiques avec ceux des pays du tiers monde qui se sont engagés dans une voie de développement anti-impérialiste par des contacts et une action allant dans le sens de l'organisation des marchés de matières premières, d'une politique organisée de transfert de technologie, d'un moratoire des dettes.
- **Refuser l'héritage du colonialisme français** notamment en Afrique, s'opposer à la présence militaire française dans ce continent, proposer de nouvelles bases pour les accords de coopération.
- **Soutenir sans équivoque les luttes anti-impérialistes** des mouvements de libération nationale (Sahara occidental, Erythrée, Namibie, Amérique latine...), lutter contre les régimes racistes et d'Afrique australe.
- **Engager tout le Parti**, et en particulier ses municipalités et son secteur "entreprises" dans le soutien, en respectant leur autonomie, des luttes des travailleurs immigrés (voir texte de la motion).
- **Défendre inconditionnellement les Droits de l'homme** le cas échéant sous notre propre drapeau où qu'ils soient mis en cause.

IX. Mieux articuler notre action municipale à notre lutte pour le socialisme

Notre Parti a conquis en 1977 dans le cadre de l'Union de la Gauche, d'importantes positions municipales. Mais il ne les a pas suffisamment mises au service de son combat pour le socialisme. Alors que quatre années restent encore à courir jusqu'à la prochaine consultation municipale, il est encore temps de prendre un nouveau départ.

PROPOSITIONS

- **Réunir en novembre 1979**, dans les régions puis au niveau national, et à l'issue d'un débat associant l'ensemble du parti, des

assises municipales ayant pour but de dresser un bilan et de dégager des directives d'action.

- **Impulser, à partir du secteur "municipalités et cadre de vie", la diffusion des initiatives** et les échanges d'expériences concernant notamment la mise en œuvre, dans une perspective autogestionnaire, de pratiques réellement démocratiques et le rôle que peuvent jouer les municipalités de Gauche dans la prise de conscience politique de la population.

- **Relancer partout où cela sera possible la dynamique unitaire** à partir d'une pratique loyale de l'Union, du soutien des municipalités aux luttes sociales et de propositions d'actions communes pour une décentralisation réelle du pouvoir.

- **Appliquer rigoureusement les nouvelles limitations sur le cumul** des mandats et assurer le contrôle réel du Parti sur ses élus.

X. Une organisation à la hauteur de nos ambitions

Il ne peut y avoir nouvelle impulsion pour le Parti sans refonte profonde de son organisation et de ses méthodes de travail à l'échelon central. Cette refonte doit intervenir dans le délai maximum d'un mois à partir du congrès.

PROPOSITIONS

- Voir aussi le point 5 ci-dessus et l'annexe I à la motion.
- **Respecter rigoureusement les dispositions statutaires** concernant le rôle de délibération politique et le pouvoir de décision du Bureau exécutif et du Comité directeur.
 - **Limiter le nombre des responsables nationaux**, délimiter clairement leurs attributions, rattacher les délégués nationaux aux secrétaires nationaux dont relève leur compétence, et non au seul Premier Secrétaire.

Combattre pour vaincre

Notre Parti, pour vaincre demain, est-il prêt, dès aujourd'hui à se battre ? Est-il prêt à donner un coup d'arrêt à l'offensive de la Droite ? Peut-il reprendre l'initiative ?

1. La question centrale : quelle issue proposons-nous à la crise ?

En ce début de 1979, un fait domine tous les autres : le pays n'arrive pas à sortir de la crise. Pour peser sur les salaires et reconstituer les profits, le Gouvernement a fait d'un chômage de croisière à 1,5 million de personnes l'instrument principal de sa politique. Tandis que les privilégiés reçoivent de nouveaux privilèges : discriminations fiscales en faveur des souscripteurs d'actions, libération des prix industriels, plus-values boursières phénoménales (40 milliards de francs depuis mars 1978) les plus exploités et les plus défavorisés dans la société sont aussi les plus touchés par la crise.

Un jeune sur deux, notamment dans le cadre des "*pactes pour l'emploi*" passe à l'issue de sa scolarité par les services de l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'emploi). Les femmes sont en première ligne dans l'armée de réserve du Capital : surexploitées dans la production, elles s'entendent vanter aujourd'hui les charmes du retour au foyer. Les travailleurs âgés, notamment les cadres, connaissent l'angoisse du lendemain. Le Gouvernement s'attaque, tour à tour à tous les mécanismes de protection sociale (indemnisation du chômage, Sécurité sociale). Des pans entiers de l'activité économique s'effondrent : textile, sidérurgie, constructions navales, vouant certaines régions au dépérissement (Nord, Pas-de-Calais, Lorraine, Midi Méditerranéen). Notre pays apparaît comme particulièrement frappé d'impuissance devant l'émigration des centres de décisions et d'innovation, les transferts de technologie et de localisations industrielles. La confiance en l'avenir a disparu : l'investissement stagne depuis cinq ans. La recherche s'étiole. L'appareil de production vieillit. Les générations ont cessé de se renouveler.

Cette crise, par laquelle le Capital essaye de faire payer par les travailleurs les frais d'une nouvelle mutation n'épargne certes aucun peuple. Pour reconstituer ses profits et restructurer l'appareil productif à l'échelle mondiale, le capitalisme multinational a installé le chômage dans tous les pays développés et plongé les principaux pays du tiers monde dans le cercle vicieux d'un endettement qui contribue à l'accélération de leur sous-développement.

L'erreur serait pourtant de croire, comme certains socialistes, que le capitalisme a d'ores et déjà surmonté sa crise ou qu'il en voit l'issue. S'il est vrai que l'impérialisme

- **Organiser l'accès égal des hommes et des femmes** à toutes les responsabilités, ce qui implique que les femmes ne soient pas cantonnées dans les tâches qui leur sont traditionnellement réservées.

- **Créer quatre grands secteurs d'intervention**, relevant chacun d'un secrétaire national à part entière : entreprises et relations avec les syndicats ; municipalités et cadre de vie ; luttes des femmes ; culture, moyens de communication et combat idéologique.

- **Réorganiser les commissions** sur les bases définies par le règlement intérieur et soumettre régulièrement les résultats de leurs travaux au comité directeur.

- **Mettre en place un secteur financier** réellement responsable de tous les circuits existants et contrôlant les organismes qui gravitent au tour du Parti.

- **Diffuser régulièrement** (2 fois par mois) dans le *Poing et la Rose* des informations précises et complètes sur la vie du Parti ainsi qu'une tribune de discussion.

- **Indépendamment du projet de création d'un quotidien**, qui doit être sérieusement étudié, transformer profondément l'"Unité" (dans son contenu, sa présentation, l'ouverture et les effectifs de sa rédaction) de façon à en faire dès la rentrée 1979 un grand hebdomadaire de diffusion populaire et relancer "Combat socialiste", au service de l'action dans les entreprises.

C'est de cela qu'il faudra discuter à Metz. C'est à partir de là que nous pourrons reprendre notre marche vers le socialisme.

Le texte qui suit, reprend les orientations de la contribution **Combattre aujourd'hui pour vaincre demain**, qui résultait elle-même d'une vaste discussion entreprise au sein du courant n° 2 au lendemain des élections législatives de mars 1978. Il s'agit donc d'une **élaboration collective** dont le point final a été, après plusieurs centaines de réunions dans tout le pays, le colloque qui s'est tenu à Epinay les 17 et 18 décembre derniers.

met en œuvre une stratégie sophistiquée de contrôle politique et idéologique à l'échelle mondiale pour tenter de surmonter ses contradictions et restaurer une domination sans partage, les désordres économiques mais aussi monétaires, alimentés par des masses énormes de capitaux flottants, et surtout l'instabilité politique de nombreuses régions du monde manifestent que la crise est, non pas derrière nous, mais pour l'essentiel encore devant nous. La fatalité d'un monde voué à la seule recherche du profit et dominé par quelques dizaines de firmes multinationales n'est inscrite nulle part. Une issue socialiste non seulement reste mais redevient possible.

La stratégie de rupture avec le capitalisme n'est donc pas à nos yeux périmée : elle seule peut permettre à notre pays d'échapper au destin que lui réserve la restructuration du capitalisme multinational : chômage, décomposition sociale, marginalisation de la jeunesse, multiplication des ghettos, mise en condition de tout un peuple, fin de l'indépendance nationale.

Cette nouvelle grande crise du capitalisme est le problème que les socialistes de 1979 ont impérativement à résoudre. Pas plus que les socialistes de 1936 ne pouvaient éviter d'avoir à combattre la crise des années 30 et la montée du fascisme, ou ceux de la Libération de régler les problèmes de la décolonisation, pas davantage aujourd'hui nous ne pouvons esquiver la question centrale : **quelle issue proposons-nous à la crise ?**

C'est pourquoi nous refusons de considérer la défaite de la Gauche en mars 1978 comme irréversible. C'est la Droite qui a intérêt à le faire croire pour amener le Parti socialiste à réviser sa stratégie ! Qui ne voit en effet que la campagne orchestrée de l'intérieur même du parti sur le thème de la *crédibilité économique* ou de l'*autonomie* du Parti socialiste par rapport au Parti communiste ne fait que reprendre sur un mode mineur les attaques que la Droite depuis cinq ans n'a pas ménagées à l'encontre du Programme commun et de l'Union de la Gauche ?

2. MAINTENIR, REMETTRE EN CAUSE LA LIGNE D'EPINAY OU Y REVENIR ?

En réalité, pour le Parti socialiste le choix est plus que jamais entre deux lignes : ou bien d'un côté la rupture avec le capitalisme ou bien de l'autre, sous prétexte de réformes limitées et progressives, la modernisation de celui-ci. Ces deux lignes renvoient à deux stratégies : d'un côté l'Union de la Gauche, de l'autre, tôt/ou tard, et qu'on le veuille ou non, la résurrection d'une nouvelle *troisième force*.

Dilemme caricatural ? Une lecture rapide des textes pourrait le faire croire : tous les signataires des contributions déposées en janvier se réfèrent en effet pieusement à la *ligne d'Épinay* : Il ne s'agirait pour les uns que de la *maintenir* contre vents et marées ou pour les autres que de l'adapter aux réalités nouvelles.

Pour nous, il faut au contraire y revenir. L'échec de 1977-1978 peut en définitive être fécond s'il permet au Parti socialiste d'approfondir son choix d'Épinay, mettant ainsi la Gauche enfin à la hauteur de l'enjeu.

A. Qu'est-ce en effet que la ligne d'Épinay ?

Trois éléments essentiels la définissent :
1. Elle se définit d'abord par son contenu politique : la rupture et l'autogestion ;
2. De son contenu politique découle un choix stratégique : l'Union de la Gauche sur la base d'un Programme commun de gouvernement ;
3. Le choix stratégique enfin implique que le Parti socialiste tienne un rôle moteur dans l'union.

Reprenons ces différents points :

1. LA LIGNE POLITIQUE : RUPTURE ET AUTOGESTION

Comme l'affirmait la motion d'Épinay, *c'est le contenu de l'Union de la Gauche qui est la question décisive*. Et sur ce sujet la motion d'Épinay est sans ambiguïté : il s'agit de rompre avec le capitalisme pour *amorcer le passage au socialisme*. Le P.S. ne doit pas venir au pouvoir pour gérer le capitalisme. Cette formulation fait justice d'une confusion soigneusement entretenue entre deux notions tout à fait distinctes : la rupture et la transition.

La stratégie de la rupture démocratique est fondée sur la création, d'emblée, d'un rapport de forces significatif, permettant d'amorcer la transition au socialisme, processus contradictoire qui s'étendra, lui, sur une très longue période. La rupture implique la conquête du pouvoir d'Etat, et au-delà, des transformations de structures et un mouvement populaire permettant de créer de nouveaux rapports de forces entre les classes. Cette distinction entre d'une part le moment de la rupture et son contenu nécessaire et, d'autre part, le processus de transition et ses étapes, est fondamentale pour la réalisation du projet socialiste. **Qui ne voit en effet que, sous prétexte de rupture "lente", voire se dissolvant dans une succession de "ruptures" (au pluriel), le parti d'Épinay abandonnerait son signe distinctif pour retomber dans les errements gestionnaires du passé ? La rupture ne saurait donc être réduite à un phénomène de "mentalités".** Elle doit s'enraciner dans la transformation des structures matérielles de la société.

A partir de là, la motion d'Épinay précisait : *Ce qui sera déterminant, ce sera que les masses prennent les plus larges responsabilités dans la construction du socialisme. A cet effet, la première tâche d'un gouvernement de Gauche sera d'organiser... le pouvoir effectif des travailleurs dans l'entreprise. Cette dimension autogestionnaire est le deuxième élément clef de la ligne d'Épinay* éclairée par les quinze thèses sur l'autogestion. Elle retentit sur toute notre stratégie. Elle implique la transformation de l'Etat, notamment par la décentralisation, le développement du contrôle des travailleurs dans les entreprises et plus généralement d'un puissant élan collectif manifestant l'aspiration des citoyens à maîtriser leur vie. Ce développement du contrôle est la première des garanties contre les tentatives qui remettraient en cause la stratégie de rupture. L'éducation est l'autre garantie. Egalité assurée à tous les enfants, école de base au service de cette égalité, formation permanente et culture populaire sont des leviers de l'autogestion.

Il est clair cependant que l'autogestion ne trouve son sens qu'à travers la rupture avec le capitalisme. En dehors d'elle, l'autogestion n'est qu'un leurre. La nationalisation des principaux pôles d'accumulation et la mise en place d'une planification dont la logique puisse prévaloir sur celle du marché, et permettre ainsi à notre pays d'échapper progressivement au démantèlement auquel le voue la restructuration du capitalisme multinational, sont deux conditions indispensables à l'ouverture d'un processus de transition vers le socialisme autogestionnaire.

2. DU CHOIX DE LA LIGNE POLITIQUE DÉCOULE LA STRATÉGIE D'ÉPINAY : L'UNION DE LA GAUCHE SUR LA BASE D'UN PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT

L'Union de la Gauche n'est pas un choix de circonstances. Elle découle d'une analyse approfondie de ce qu'est la société française. Elle n'a rien à voir avec la stratégie d'un Parti socialiste *dominant* comptant sur ses seules forces pour parvenir au pouvoir et faire passer ses propositions dans les faits. Bref, le but transformateur de l'Union ne saurait être détourné au profit d'une simple

tactique destinée à constituer le Parti socialiste pour rééquilibrer la Gauche et réduire ensuite le Parti communiste.

L'enracinement dans le pays d'une puissante force à dominante communiste condamnerait un Parti socialiste réduit à lui-même et qui ne remettrait pas en cause les fondements du système, à retomber dans les ornières d'une nouvelle troisième force. **C'est dire que bien loin d'être "un carcan" le Programme commun était donc et reste au cœur de la stratégie d'Épinay.**

Bien entendu la stratégie de rupture implique sur le plan interne un rapport de forces qui ne soit pas qu'électoral. C'est tout le problème du front de classe dont la cohésion commande le succès de l'avancée vers le socialisme.

L'Union de la Gauche doit viser à constituer dans l'affrontement de classes et sur la base de son projet historique, un nouveau bloc social autour de la classe ouvrière. Le front de classe n'est pas un rassemblement de mécontents. Il ne se constitue pas spontanément : en effet, les groupes sociaux concernés se trouvent placés différemment par rapport à l'adversaire, c'est-à-dire principalement le Capital impérialiste, et menacés différemment par lui. Le front de classe ne se réalise pas par de simples convergences d'intérêts ou la seule lutte électorale. Il se construit par les luttes sur tous les terrains de la vie sociale, et intègre l'ensemble des couches sociales concernées : luttes dans l'entreprise, luttes des femmes, luttes urbaines, mouvement étudiant et des jeunes. Mais la classe ouvrière est au centre de ce mouvement, pesant sur les revendications mises en avant et les transformations proposées.

Inséparable du mouvement des luttes, la constitution du front de classe ne se fait pas jour après jour, sans que soit établi un rapport avec une perspective politique précise. La lutte idéologique consolide le mouvement. Elle conduit les socialistes, présents dans ces luttes, à discuter leurs objectifs et à proposer aux revendications une issue globale et politique. Sans moyens concrets et sans volonté de se battre de la part de notre Parti, le front de classe ne serait qu'une coquille vide.

3. LA STRATÉGIE DE L'UNION DE LA GAUCHE ET DU FRONT DE CLASSE IMPLIQUE QUE LE PARTI SOCIALISTE TIENNE UN RÔLE MOTEUR DANS L'UNION

C'est là la troisième composante – la plus décisive, car la moins bien comprise – de la ligne d'Épinay. C'est en rompant avec la ligne social-démocrate traditionnelle et en mettant en avant une troisième ligne par rapport à celle-ci, comme par rapport à la ligne communiste, que le Parti socialiste d'Épinay avec son programme **Changer la vie** a conduit le Parti communiste français à signer en 1972 le Programme commun et à opérer un certain nombre de mutations significatives (qu'il s'agisse de la référence à l'autogestion, de la reconnaissance du principe de l'alternance démocratique ou de la conception de l'indépendance nationale dans le contexte européen d'aujourd'hui).

C'est ce pari ambitieux qui a été à l'origine de la dynamique d'Épinay. Dès lors que le P.S., à partir de 1974, a cessé d'être à la hauteur du rôle moteur que lui seul pouvait jouer, la dynamique unitaire s'est grippée, puis enrayée. Voilà pourquoi nous parlons de revenir à la ligne d'Épinay et non de la maintenir ou de l'adapter.

B. Qu'a-t-on fait de la "ligne d'Épinay" ?

Ceux qui ont transformé Épinay en invocation rituelle pour garantir leur pouvoir sur le Parti, tout en maintenant le flou sur leurs intentions réelles, ne sont pas les mieux placés aujourd'hui pour parler de **maintenir la ligne d'Épinay**. Ceux qui de l'intérieur l'ont combattue et infléchi plus efficacement qu'ils ne l'avaient fait de l'extérieur et déclarent aujourd'hui vouloir **l'adapter** ne nous paraissent pas qualifiés pour cela.

Expliquons-nous clairement. L'échec de la Gauche en mars 1978 tient à des causes multiples :
– Aux illusions de facilité nourries après mai 1968 sur la possibilité de transformer à bon compte le vieux monde capitaliste ;
– A la puissance et à l'efficacité de la lutte idéologique menée par la Droite pour assimiler une éventuelle victoire du Programme commun à l'avènement d'une société "totalitaire" ;
– Mais surtout aux insuffisances de la Gauche elle-même.

A l'offensive de la Droite, la Gauche, en effet, n'a pas su riposter. Au lieu d'approfondir le choix de la rupture à travers une pratique démocratique de masse, les deux partis se sont réfugiés dans une interprétation électorale et **d'en haut** du Programme commun, le réduisant ainsi progressivement à une fonction de talisman. Le Parti communiste, coincé entre sa ligne affirmée (l'Union la

Gauche) et la conception néo-stalinienne qu'il se fait encore de lui-même. en tant que parti unique de la classe ouvrière, a conduit de 1971 à 1978 une stratégie titubante. A partir de 1974, la dynamique socialiste, aussi bien que le développement de la crise, ont contribué à son raidissement. Nous maintenons toutefois que face à la crise d'identité du P.C.F., le P.S. n'a pas su jouer le rôle moteur qui lui revenait. La critique que nous faisons aujourd'hui, nous n'avons pas attendu le 19 mars 1978 pour la faire. De Pau à Nantes, l'affaïdissement de la ligne politique du P.S. (réduction du champ et du rôle des nationalisations, acceptation passive des contraintes de la division internationale capitaliste du travail, au nom d'une mythique **régulation globale par le marché**, penchants de plus en plus atlantistes de la politique étrangère, européisme de principe aboutissant à notre alignement sur le S.P.D. dans l'affaire du Portugal comme dans celle du Programme commun des P.S. de la C.E.E., fonctionnement présidentiel du Parti) a surtout donné l'impression que la direction voulait garder "les mains libres" pour la suite. Enfin et surtout, le refus d'un compromis sur le pouvoir avec le P.C.F., en 1977, ne pouvait que renforcer, à l'intérieur de celui-ci, le poids de ceux qui préféraient rompre l'Union de la Gauche dès avant les élections de crainte de servir ensuite de "marchepied".

Le télescopage de deux lignes – la ligne "dure" du P.C.F. et la ligne de Nantes – en septembre 1977, n'a fait qu'exprimer une égale incapacité à relever, à travers le défi du giscardisme, celui de l'impérialisme et à assumer les exigences de la rupture. De 1974 à 1978, tout s'est passé comme si la Gauche par "économisme" avait attendu passivement que la crise produise, à travers le chômage et l'inflation, ses effets électoraux et lui donne la victoire. Ce faisant, elle a laissé le champ libre à l'offensive idéologique de la Droite qui n'hésitait pas à poser le problème politique en termes de "choix de société".

La présence au sein même de la Gauche d'un courant particulièrement sensible à l'idéologie dominante a placé la Gauche sur la défensive. Dans la lutte idéologique qu'elle a engagé, dès 1974, contre le Programme commun assimilé au "Goulag", la Droite a trouvé un relais – conscient ou non – dans cette partie de la Gauche qui semble n'avoir jamais vu la moindre contradiction entre le projet socialiste et l'appartenance de la France au camp américain.

Si nous parlons de "Gauche américaine", ce n'est nullement pour les besoins d'une polémique interne au Parti, mais parce que nous croyons en la réalité d'un phénomène culturel qui dépasse très largement les frontières de la politique : dans toute société, selon le mot de Marx, **l'idéologie dominante est celle de la classe dominante**. L'américanisation de la pensée forme en fait un seul et même mouvement avec celle de la société française : il suffit de le constater avec l'éclatement de l'O.R.T.F. et l'assassinat de la Société française de production, c'est-à-dire du potentiel de création et de réalisation national en matière de télévision, l'invasion du petit écran par les productions américaines achetées au rabais. La Droite giscardienne, en s'appuyant sur toutes les modes intellectuelles ou sociales qui nous viennent des Etats-Unis, essaye de répandre l'idée – typiquement américaine et fondamentale pour elle – qu'on pourrait changer la vie sans changer l'Etat.

La Droite continue aujourd'hui, pour orienter les revendications populaires vers des objectifs aussi éloignés que possible de ses centres vitaux de Pouvoir, à flatter une mode qui, sous prétexte "d'expérimentation sociale" ou de retour à la vie privée, s'attaque au fondement même de la pensée socialiste : la croyance en la possibilité d'une connaissance objective de la société et, par conséquent, de sa transformation politique.

L'existence en France d'une puissante "Gauche américaine" a ainsi empêché le P.S. de jouer le rôle moteur qui lui revenait dans le développement de l'union. Elle a encouragé, au nom de l'anticommunisme, l'affaïdissement du Programme commun. Plus que jamais, aujourd'hui, l'alliance **libéraux-libertaires** (ou si l'on préfère la conjonction de la Droite et de la Gauche "américaines" représente le volet idéologique d'une entreprise qui répond, au plan économique, à l'insertion toujours plus accentuée de la France dans le marché mondial et qui vise, au plan politique, à l'avènement d'une nouvelle **troisième force**.

Il faut impérativement que le Parti socialiste prenne les moyens de se dégager de cette mouvance pour reprendre son rôle moteur dans le développement de l'Union et renouer avec la ligne d'Épinay.

Prendre toute la mesure de la période écoulée depuis 1968, dissiper les illusions de facilité charriées par le mouvement "contestataire", dépasser l'économisme de l'interprétation donnée dans la période précédente au Programme commun, agir enfin pour que les luttes, sur tous les terrains du changement social, soient partie intégrante de la lutte pour le socialisme et non pas une stratégie alternative qui ne serait, en fait, que celle de la modernisation du capitalisme, **tel est le défi de la lutte idéologique que nous ne pouvons pas ne pas relever** – si étroite et difficile qu'en soit la voie – à peine de renoncer définitivement à la ligne d'Épinay

C. Revenir à la ligne d'Épinay, c'est l'approfondir

Revenir à la ligne d'Épinay, c'est en appliquant le principe à la réalité de 1979 : c'est répondre à la triple question du Programme, de l'Union et du Parti.

I. UN PROGRAMME : SORTIR DE LA CRISE, C'EST SORTIR DU CAPITALISME EN CRISE

Le projet giscardien est celui d'une satellisation douce de la France par rapport au capitalisme multinational, dominé mondialement par les Etats-Unis et en Europe par l'Allemagne fédérale. Ce projet exprime les intérêts d'une bourgeoisie qui considère que telle est la condition de la préservation de ses privilèges de classe.

Fondée sur l'acceptation passive de la division internationale du travail capitaliste, une telle politique débouche sur une économie vouée au chômage structurel, où coexisteront, à côté de quelques secteurs "dynamiques", eux-mêmes dominés par un petit nombre de grands groupes encore compétitifs, de vastes zones de sous-emploi plus ou moins anesthésiées par les techniques de gestion d'une force de travail devenue inutile car non "rentable" (jeunes chômeurs, travailleurs en préretraite, femmes au foyer, régions "vertes", etc.). Le succès d'une telle stratégie commande au pouvoir la recherche d'un consensus social élargi. C'est le sens de "l'ouverture" giscardienne vers les forces politiques représentatives de ces nouvelles couches salariées moyennes dans lesquelles le président de la République voit pour demain le centre de gravité de la "démocratie française". L'acceptation de la régulation de la société française par le marché mondial, le renoncement national sous l'égide d'un pseudo-mondialisme et de l'Europe du Capital, fournissent d'ores et déjà les thèmes de cette convergence. Un compromis historique interviendrait alors entre le Capital et certaines élites issues des couches moyennes. Au premier le pouvoir économique et politique. Aux secondes, l'innovation sociale dans la **société civile** où des réserves **d'autonomie** leur seraient concédées.

La réalisation de cet objectif passe par le reniement, par le P.S., de la ligne d'Épinay. La référence à l'Europe sert de prétexte à cet abandon. En effet, dans le rapport de forces actuel, l'intégration européenne sous le signe du libéralisme sert essentiellement d'alibi à la gestion capitaliste de la crise. C'est cette politique que Giscard voudrait faire avaliser par le P.S. à Strasbourg à défaut de pouvoir le faire dans l'immédiat à Paris.

Nous refusons de nous laisser entraîner si peu que ce soit dans la voie de "l'ouverture", qu'il s'agisse de cautionner l'instauration de la proportionnelle dans les grandes villes, la mise en œuvre du système monétaire européen ou l'extension des pouvoirs de l'Assemblée de Strasbourg. Nous refusons, plus généralement, le destin inscrit dans la logique du développement du capitalisme multinational.

Un autre destin est possible. Certes, la France n'est pas une superpuissance, mais son histoire, son rayonnement, sa situation géographique au cœur d'un continent qui reste, dans les conflits du monde moderne, un enjeu décisif, font d'elle un acteur possible entre l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud. Une France libre dans une Europe indépendante peut contribuer d'une manière déterminante à la paix et au développement des nations en desserrant l'étreinte des blocs et celle de l'impérialisme sur le monde.

La France a-t-elle encore les moyens d'une politique indépendante et plus précisément d'une politique de rupture avec le capitalisme ? En raison du haut niveau culturel et technologique atteint par notre peuple et de la puissance du sentiment national en son sein, nous continuons à penser que la stratégie d'Épinay reste valable aujourd'hui et, à plus forte raison, dans les prochaines années, par le fait même de la crise.

Oui, notre pays peut contribuer à faire émerger un nouveau modèle de développement assurant à chacun le droit au travail, en lui donnant le sentiment d'être à la fois créateur et utile à la communauté, mettant fin ainsi à la marginalisation d'une partie croissante de la population dite active. Par delà ce défi immédiat, il s'agira de mettre au jour une organisation de la société fondée sur des rapports de pouvoir à caractère autogestionnaire, une répartition égalitaire des tâches et des rôles, un contenu plus riche du travail, une distribution plus juste des revenus et du patrimoine matériel et culturel, et, enfin, sur un ordre international dégagé du pillage impérialiste.

Ce modèle de développement, en filigrane dans les luttes actuelles, est aux antipodes de l'évolution spontanée du système capitaliste. Pour passer d'un modèle à un autre, une rupture est nécessaire. Nous en connaissons les conditions :

- Conquête et transformation de l'Etat ;
- Extension du secteur public et mise en œuvre à travers une planification d'une nouvelle politique économique ;
- Existence, à l'intérieur, d'un puissant mouvement populaire et d'un front de classe cohérent et, à l'extérieur, de solidarités internationales suffisantes

Le projet socialiste, en cours d'élaboration, devrait s'attacher à dessiner à l'horizon 2000-2010 les grands traits d'une issue socialiste à la crise actuelle du capitalisme au niveau des branches et des régions. Une élaboration décentralisée permettrait de préciser nos propositions à la lumière des orientations politiques suivantes, qui nous paraissent devoir guider la réflexion :

1. Rigueur économique et rigueur sociale

La nationalisation du crédit et des grands groupes capitalistes est l'instrument nécessaire d'une stratégie autonome de développement. Elle est, en même temps, un point d'appui privilégié pour l'instauration de nouveaux rapports de pouvoir dans la production. Il s'agit donc, à partir des neuf grands groupes visés par le Programme commun, de mettre sur pied une série de sociétés nationales répondant aux objectifs d'une politique industrielle socialiste. La nationalisation ne saurait se borner à celle des holdings. Elle doit déboucher sur une restructuration industrielle d'ensemble des secteurs concernés.

Face à la nouvelle division internationale du travail, seule une stratégie coordonnée entre sociétés nationales, anciennes ou nouvelles, dans l'océan du marché mondial, peut permettre à notre pays de remonter le courant, de créer de nouveaux emplois, de fabriquer de nouveaux produits, d'échapper à l'assujettissement.

Une telle planification qui n'aura pas pour but de supprimer l'économie de marché, mais de l'orienter et de l'encadrer aux lieux et places des intérêts actuellement dominants, sera d'autant plus efficace qu'elle sera plus décentralisée, en particulier au niveau de la région et bénéficiera ainsi du soutien populaire nécessaire à sa bonne exécution.

Les résultats à attendre des nationalisations ne seront pas immédiats. Plus que jamais, alors que les réformes de structure n'auront pas encore produit leurs effets, un gouvernement de Gauche devra faire preuve de rigueur en matière économique. En particulier, une action vigoureuse contre l'inflation et le dérapage monétaire est indispensable pour éviter que l'expérience de Gauche ne soit très vite, comme au Portugal, soumise au diktat des bailleurs de fonds internationaux.

Encore faut-il s'entendre lorsqu'on parle de rigueur. Celle-ci doit conduire non pas à affadir le projet, mais bien plutôt à prendre les moyens de le réaliser. Elle ne saurait consister dans l'acceptation pure et simple de règles du jeu de l'économie capitaliste, transformées pour la circonstance en lois naturelles ou en nécessités politiques.

Desserrer les "contraintes extérieures" et retrouver une marge de manœuvre par rapport au marché mondial ; assurer la cohérence interne par une redistribution importante des revenus et des richesses, tels devraient être, dans cette perspective, les axes d'une nouvelle politique économique.

a) Nouvelle politique économique et division internationale du travail

L'économie française est de plus en plus prise en étau entre les pays producteurs de matières premières et à bas taux de salaires et l'avance technologique, commerciale et financière des métropoles du capitalisme moderne. La course poursuite, à la recherche d'une spécialisation optimum illusoire, dans laquelle le gouvernement a engagé notre économie, débouche sur un chômage amplifié, une dépendance accrue, un appareil industriel modelé au gré du marché mondial.

Ce processus d'intégration peut être remis en cause, non par le retour à une illusoire autarcie, mais par une politique économique répondant à une autre visée de l'avenir que celui que modèle le développement du capitalisme multinational.

La France dispose (encore) d'un tissu industriel relativement complet – même s'il est vieillissant. Il s'agit non d'un fardeau, mais d'un atout décisif. La présence sur le sol national d'activités diversifiées fait jouer les complémentarités, réduit considérablement la sensibilité à la conjoncture internationale et, surtout, peut permettre de limiter les effets de la relance de la consommation populaire sur la balance commerciale.

La modernisation de l'appareil productif et la préservation de son caractère diversifié sont des objectifs prioritaires. Il ne s'agit pas, bien sûr, de se contenter de sauvegarder l'appareil industriel tel que le capitalisme nous l'aura légué, ni de poursuivre l'objectif hors de portée et coûteux de tout produire en France ou de renoncer aux restructurations indispensables.

Dans l'allocation du capital, du potentiel de recherche, des aides publiques, il faudra faire des choix : mais ces restructurations ne devront être entreprises que dans le cadre de la planification démocratique, après que leurs conséquences sur l'indépendance nationale, la cohérence du tissu industriel, les équilibres extérieurs aient été pesées et que ses effets sur l'emploi et le développement régional aient été corrigés pour répondre à la volonté des travailleurs de **vivre et travailler au pays.**

La valorisation de notre acquis industriel passe, en premier lieu, par la reconquête – ou du moins l'arrêt de la mise à l'encan – du marché intérieur (biens de consommation, produits agricoles de base : soja, etc.). Cette reconquête ne peut se traduire par la mise en place d'une "ligne Maginot" dou-

nière, encore qu'il faille juger à leur aune les accusations de protectionnisme émanant de certains milieux qui révèlent leur sensibilité à l'idéologie dominante en confondant le libre échange et le socialisme, quand ils ne déguisent pas tout simplement sous les invectives (autarcie, nationalisme, etc.), leur ralliement aux intérêts économiques dominants et leur refus de prendre les moyens d'un véritable changement. En vérité, il ne devrait s'agir que d'apprécier, au cas par cas, les capacités de l'industrie française de faire face dans de bonnes conditions (prix, quantité, qualité, compétitivité à moyen terme) ainsi que les risques entraînés par des mesures (l'arsenal est d'une extrême diversité même dans le respect du Traité de Rome) favorisant les industries nationales. Dans ce cadre, l'adoption de dispositions administratives (marchés publics...) contingentaires ou tarifaires, aussi provisoires que possible, ne doit pas être exclue pour permettre aux entreprises françaises de profiter, en priorité, de la reprise de la consommation populaire ou pour éviter qu'une concurrence excessive ne remette en cause l'existence en France de telle ou telle activité dans des conditions que le Plan n'aurait pas organisées.

Dans les domaines vitaux pour l'indépendance nationale ou très déterminants sur le plan technologique (informatique, télécommunication, nucléaire...) **la nationalisation des principales industries concernées doit permettre d'enrayer le glissement vers la sous-traitance ou de "remonter la pente"** en développant prioritairement l'effort de recherche et d'innovation. Dans ces domaines où les effets de taille pèsent très lourdement et où les industries américaines occupent une place prépondérante, l'existence d'un puissant secteur public rendra possible, sur une base égalitaire et en conservant constamment notre pouvoir de négociation, une coopération internationale indispensable, en premier lieu avec nos partenaires européens.

Il s'agira enfin de promouvoir le développement de quelques secteurs industriels correspondant, d'une part, à une forte demande mondiale dans les années à venir et, d'autre part, à une bonne compétitivité existante ou potentielle des entreprises françaises. La conquête de ces créneaux (matériel de transport, mécanique de précision, électronique de haute technologie, machines-outils, agro-alimentaire – pour lequel la France dispose d'un avantage unique...) doit permettre d'assurer, sur une longue période, la couverture stable des importations indispensables.

Une telle politique industrielle suppose que d'importants moyens financiers soient dégagés et orientés vers l'investissement productif. Elle ne pourra donc être entreprise qu'avec la participation active des travailleurs, dans le cadre d'une planification démocratique. Cette politique économique est la seule qui permette d'ouvrir une perspective et d'offrir un soutien efficace aux luttes qui se développent aujourd'hui avec force en Lorraine, dans le Nord, dans la Loire, en Loire-Atlantique et dans toutes les régions sinistrées.

Pour l'heure, le P.S. devra élaborer et proposer les axes précis d'un autre projet industriel, qui pourra servir de base à l'élaboration de projets sectoriels auxquels devront être associés, de manière déterminante, les G.S.E. de branche et, plus largement, les travailleurs et les populations concernées.

C'est également dans le cadre de la planification qu'une telle politique devra s'articuler avec la mise en place progressive d'un nouveau modèle de développement. Il s'agira, en particulier, de limiter notre dépendance inéluctable vis-à-vis des marchés mondiaux de matières premières et de sources d'énergie.

Le troisième volet d'une stratégie de reconstitution de nos marges de manœuvre, c'est **la mise en place d'une coopération internationale remettant en cause, partout où cela est possible et avec ceux qui le souhaitent** (en Europe sur le pourtour méditerranéen, avec les pays de l'Est ou ceux du tiers monde) **les lois du marché mondial.**

Il faut dénoncer l'hypocrisie qui consiste à identifier la volonté de remettre en cause la division impérialiste du travail à un réflexe de repliement nationaliste et à un manquement à l'internationalisme socialiste. L'industrialisation nécessaire et souhaitable du tiers monde n'a rien à voir avec la colonisation des pays à bas salaires par les multinationales.

Une nouvelle politique économique extérieure devra privilégier par des efforts planifiés d'achats, notamment de produits manufacturés, les efforts de développement qui auront pour but de répondre en priorité aux besoins internes des pays concernés.

Il s'agira d'instaurer avec ces pays des relations stables et équilibrées, fondées sur l'avantage mutuel dans différents domaines : coopération industrielle et technique, accords d'échanges de marchandises ou de technologie à long terme (en particulier avec les fournisseurs d'énergie ou de matières premières), mais aussi participation aux efforts de stabilisation des prix internationaux de matières premières, ouverture ordonnée du marché national aux produits manufacturés du tiers monde, reprise sur de nouvelles bases de l'effort d'aide.

La tâche des socialistes est de prendre appui sur les revendications et les luttes actuelles des travailleurs contre le démantèlement in-

contrôles d'un front de classe dans lequel la Gauche peut enraciner son unité. Exiger du Pouvoir le droit de **travailler au pays** n'est pas une revendication chauvine. C'est la volonté de s'opposer au gaspillage capitaliste de la terre, des hommes, du patrimoine culturel régional. Il s'agit à travers ce mot d'ordre de globaliser les luttes pour la défense de l'emploi, de s'opposer à l'exode de la jeunesse, au démantèlement d'une agriculture de type familial et associatif, à la destruction de l'espace régional.

b) Nouvelle politique économique et redistribution des revenus

Ce serait une illusion de borner le projet socialiste à un simple effort de redistribution des revenus : celle-ci montre toujours ses limites quand l'équilibre du pouvoir n'est pas modifié. Mais la redistribution des revenus et des richesses, qui est un de nos objectifs, constitue également une condition nécessaire au maintien des équilibres économiques.

Pour financer les dépenses publiques entraînées par la mise en œuvre d'un programme social avancé, des choix clairs et courageux seront nécessaires : en matière de revenus primaires, forte augmentation du pouvoir d'achat des bas revenus (jusqu'à deux fois le S.M.I.C. valeur 2 400 francs, mars 1978), maintien en moyenne du pouvoir d'achat des revenus intermédiaires, limitation du pouvoir d'achat des revenus les plus élevés (au-delà de cinq fois le S.M.I.C.).

En matière de prélèvements fiscaux et parafiscaux : augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu et des droits de succession ; déplafonnement négocié des cotisations de Sécurité sociale ; taxation généralisée des gros patrimoines, nouvelles ventilations des taux de la T.V.A.

c) Nouvelle politique économique et cohésion du front de classe

Les orientations précédentes sont cohérentes avec la constitution d'un solide front de classe pour le socialisme autour de la classe ouvrière. En effet, elles doivent permettre d'unifier la masse des travailleurs sur des objectifs concrets et de surmonter les divisions liées à la crise (chômeurs, travailleurs sans statut, etc.). Ceci est notre objectif principal.

Par ailleurs, la nouvelle politique économique fournit un certain espace de développement aux P.M.E. à travers la relance de la consommation populaire et la préservation d'un tissu industriel diversifié. Cette politique doit permettre un dialogue avec les classes moyennes traditionnelles en déclin relatif, mais en nombre encore important (payannerie, artisans, petits commerçants), couches que nous ne pouvons pas négliger et dont la place doit être reconnue dans l'édification d'une autre société.

Enfin les nouvelles couches salariées constitueront un enjeu décisif. D'une part, elles sont plus sensibles à l'idéologie giscardienne et elles seront touchées par la redistribution des revenus. Mais, d'autre part, elles subissent la dégradation des conditions de travail, les menaces sur l'emploi, la concentration du pouvoir, le saccage du cadre de vie. C'est pourquoi la lutte idéologique pour les entraîner dans l'orbite du socialisme revêt, dès aujourd'hui, une importance déterminante.

2. La dimension autogestionnaire de la rupture avec le capitalisme

Mettons fin aux faux débats !

L'autogestion ne s'oppose pas à l'union. La nécessaire conquête de l'Etat ne s'oppose pas à la décentralisation. Le développement des travailleurs et l'autonomie de gestion des entreprises nationalisées ne s'opposent pas à la planification. La reconnaissance des identités régionales et du droit de **vivre, travailler, décider au pays** ne s'opposent pas à la sauvegarde de l'indépendance nationale, face au capitalisme multinational. Pas davantage l'indépendance nationale ne s'oppose à l'internationalisme.

Ces "fausses fenêtres" manifestent chez ceux qui en font leur cheval de bataille dans le Parti, une totale absence d'esprit dialectique et une sensibilité dangereuse à tous les thèmes de ce que nous avons appelé "la Gauche américaine" : sous prétexte d'opposer "deux cultures" dans la Gauche, ils resuscitent le face à face idéologique stérile de l'époque de la guerre froide.

Notre rôle est de dépasser ces antinomies, qui n'ont d'autre effet que de bloquer le débat et de stériliser, à l'avance, l'action de la Gauche unie. Ces contradictions apparentes sont solubles en dynamique. C'est justement le propre de l'avancée vers le socialisme que d'entraîner la prise de conscience et la prise de responsabilités des masses. Organiser la diffusion des responsabilités dans le mouvement même de la transformation sociale, telle est notre tâche.

L'Etat doit, à cet effet, être délimité dans ses attributions, décentralisé, démocratisé. Dans le secteur public, les travailleurs auront à élire les conseils d'entreprise. La région doit devenir l'instance de base d'une planification décentralisée. La décentralisation réduite aux institutions telle qu'on la présente aujourd'hui, de Droite comme de Gauche, faciliterait le développement des stratégies des multinationales et l'accroissement des déséquilibres régionaux. Il n'est pas, pour des socialistes, de décentralisation ouvrant la voie à une réelle autonomie des régions sans plan, sans contrôle des travailleurs sur l'appareil de production, sans maîtrise suffisante de celui-ci. C'est pourquoi la réforme des régions doit conférer des pouvoirs réels en matière économique et culturelle.

Pour les femmes et les hommes, le mot d'ordre "vivre, travailler, décider au pays" permet au contraire de cimenter les

contours d'un front de classe dans lequel la Gauche peut enraciner son unité. Exiger du Pouvoir le droit de **travailler au pays** n'est pas une revendication chauvine. C'est la volonté de s'opposer au gaspillage capitaliste de la terre, des hommes, du patrimoine culturel régional. Il s'agit à travers ce mot d'ordre de globaliser les luttes pour la défense de l'emploi, de s'opposer à l'exode de la jeunesse, au démantèlement d'une agriculture de type familial et associatif, à la destruction de l'espace régional.

Associer **Vivre au pays et décider au pays** est l'occasion de réaffirmer avec force que le pouvoir capitaliste ne se partageant pas, il n'y a pas de solution partielle au problème régional. "Décider au pays" est un mot d'ordre qui brise cette séparation arbitraire contre la politique, l'économie, le culturel... Cette exigence est porteuse d'identités qui sont faites aussi d'une langue, d'une histoire, d'une unité de mœurs et d'une tradition de lutte. Autant de revendications que le capitalisme rejette à sa périphérie. Autant de terrains de luttes qui, aujourd'hui, doivent être l'occasion de rassembler, d'unifier, de clarifier. C'est de cette épreuve que sortira le socialisme autogestionnaire.

La conquête d'identités régionales ne se fera pas par décret ; elle sera le produit vivant de deux mouvements qui ne sont contradictoires qu'en apparence : celui intégrant, d'une part, des mesures telles que les nationalisations et la planification et, d'autre part, les luttes régionales et la conquête de leurs droits par les travailleurs. **C'est pourquoi nous sommes les seuls décentralisateurs conséquents.**

Comment concilier l'élan autogestionnaire, ce que nous avons appelé **le mouvement autonome des masses** et la nécessaire cohésion dans l'action ? C'est tout le problème de la démocratie, de l'apprentissage, par chacun, de la responsabilité et de la substitution aux rapports d'autorité traditionnels de l'exercice collectif du Pouvoir.

Le rôle du Parti est à cet égard fondamental pour réaliser l'articulation entre le mouvement populaire et l'action gouvernementale. Mais plus profondément dans notre pays l'avancée vers l'autogestion suppose une Gauche sérieuse et unie sur l'essentiel.

3. La recherche de solidarités internationales

a) France-Europe, un seul combat, un même langage

La concurrence des deux blocs, fondée sur l'équilibre nucléaire, est paradoxalement un atout pour toute expérience réellement novatrice en Europe occidentale. Une telle expérience s'appuie à la fois sur une stratégie européenne et sur la recherche, patiente, du désenclavement de l'Europe.

L'Europe du Traité de Rome est le premier cercle de nos solidarités et de nos contraintes, mais nous ne saurions nous y enfermer.

L'Europe occidentale est actuellement dominée par la puissance économique d'une Allemagne que son passé récent, sa position, sa situation précaire au centre de l'Europe, ses intérêts soudent encore pour longtemps aux Etats-Unis. On comprend la logique giscardienne : elle consiste à arrimer la "démocratie française" à la politique allemande, en particulier par un système monétaire européen qui institutionnaliserait le plan Barre. S'il est clair que la Droite y a tout intérêt, l'intérêt de la Gauche y est inverse ; il lui faut renverser en Europe le rapport de forces.

Trop de liens ont été tissés entre les deux peuples auxquels la proximité géographique, les souvenirs de leur histoire, la richesse de leur civilisation commandent de concevoir ensemble leur avenir pour que la Gauche donne prise à un chauvinisme anti-allemand. Aussi bien une entente profonde et durable entre une France engagée sur la voie du socialisme et l'Allemagne fédérale n'est pas chimérique dans le nouveau contexte international. La prolongation de la crise ne peut manquer de faire naître au sein du S.P.D. et dans le mouvement syndical allemand des remises en cause, qui élargiront les bases d'un compromis possible.

Pour passer un tel compromis "dynamique", la France dispose d'atouts non négligeables. Elle est un partenaire obligé pour la défense. Le rayonnement d'une expérience socialiste dans l'opinion européenne et peut-être même dans une partie de l'opinion allemande, lui assurera des sympathies.

Enfin et surtout, la France peut trouver vers le Sud des appuis décisifs : si la France ne peut s'enfermer dans une simple stratégie "méditerranéenne", où les concurrences risqueraient de l'emporter sur les complémentarités, elle est naturellement tournée vers les pays de l'Europe du Sud : Espagne, Portugal, Italie, vers le monde arabe et, au-delà, vers le tiers monde. Des accords d'approvisionnement et de coopération industrielle à long terme – avec l'Algérie par exemple – peuvent permettre à la fois de rompre avec l'héritage de l'impérialisme français et de desserrer les contraintes économiques et financières d'une expérience que le monde capitaliste ne cherchera certainement pas à favoriser.

Ce rééquilibrage de nos relations extérieures, inséparable des transformations de structures internes, peut déterminer un nouveau rapport avec l'Allemagne fédérale, à la condition bien entendu que, dans le rapport de

Etats et ne soit pas noyé dans les fausses concertations communautaires, à huit contre un, avec en arrière-plan la pesée des multinationales et des Etats-Unis.

L'idéologie européiste qui tend à présenter a priori la construction européenne actuelle comme le cadre et la condition inéluctables de quelque action efficace que ce soit, doit être démystifiée. Une telle démarche n'est évidemment pas exclusive de la recherche d'accords en matière industrielle, technologique, etc. Au contraire. Mais il est frappant de constater que la plupart des réalisations dans ce domaine (la fusée Ariane, l'usine d'enrichissement de l'uranium Eurodif, la coproduction de l'Airbus) se sont effectuées à travers une coopération d'Etat à Etat et non à travers des politiques communautaires. Celles-ci restent en effet sous-tendues (à deux exceptions près : la politique agricole commune et la convention de Lomé) par une philosophie libre-échangiste.

La campagne pour l'élection européenne, notre liberté de vote au sein du groupe socialiste, doivent être l'occasion d'avancer des positions résolument anticapitalistes. Notre socialisme doit y affirmer son choix de rupture. Il n'acceptera pas une intégration institutionnelle ou monétaire et notamment que la règle de l'unanimité soit remise en cause. Il s'opposera à l'Europe de la répression et, notamment, au projet d'espace juridique européen. Mais il avancera ses objectifs : 35 heures sans réduction de salaires, harmonisation des garanties sociales vers le haut, extension du secteur public, maîtrise du pouvoir économique par le contrôle des multinationales et le tarif extérieur commun...

Il n'y a pas de débat sur le principe politique du droit pour les peuples d'Espagne, du Portugal et de Grèce, qui viennent de se dégager du fascisme, à demander leur adhésion à la C.E.E. En le disant, nous avons énoncé une évidence et affirmé une solidarité qui n'avait d'ailleurs pas attendu, pour se concrétiser, que ces pays soient l'objet de la sollicitude des institutions de Bruxelles. Mais adhérer à quoi ? Au Marché commun tel qu'il est ? ou faut-il au contraire saisir cette occasion pour, au préalable, "changer l'Europe" ?

En subordonnant l'élargissement à des préalables précis – en matière agricole, la renégociation du Marché commun agricole, la garantie du revenu, la réforme des règles monétaires, la création d'offices par produit, la solution du problème foncier, en matière industrielle, en matière de développement régional – nous devons lier le débat sur l'adhésion éventuelle de nouveaux pays à la lutte contre l'Europe du capital et des multinationales. C'est dire que les socialistes doivent défendre ces préalables avec intransigeance, lutter dès aujourd'hui pour qu'ils soient pris en compte et pour que leur réalisation précède, obligatoirement, la négociation et la signature des traités d'adhésion. C'est dire aussi que la réalisation de ces préalables doit être le seul critère qui fixera leur attitude définitive, lorsque les traités seront soumis au Parlement.

Sur la plan politique, notre parti doit populariser son projet de rupture, aussi bien vis-à-vis des partis socialistes et sociaux-démocrates, que vis-à-vis des partis communistes de l'Europe du Sud ou pour mettre en place un front syndical commun face aux multinationales. C'est pourquoi il faut prendre l'initiative d'une coordination des luttes en Europe.

Notre stratégie européenne doit s'inscrire dans la réalité pour la transformer. Présents à Strasbourg, les socialistes, comme à Paris, ne peuvent que s'opposer à la stratégie capitaliste.

b) Pour un internationalisme conséquent

Alors que la crise du monde capitaliste débouche sur une déstabilisation politique à l'échelle mondiale, avec le rapprochement de la Chine, du Japon et des Etats-Unis, notre politique étrangère ne peut avoir pour but de réaliser un "encercllement" de l'U.R.S.S., mais au contraire de négocier la disparition des blocs en Europe, de fonder sur des bases solides la détente, la sécurité collective, d'assurer le développement des libertés dans les régimes dits de "démocratie populaire", d'approfondir la coopération économique entre les deux parties de notre continent pour ouvrir ainsi la voie à une Europe réconciliée avec elle-même dans les limites de sa géographie.

II. L'UNION : COMMENT LA RECONSTRUIRE

1. La clarification politique au sein de notre parti

Celle-ci constitue un préalable à toute tentative de relancer l'Union de la Gauche. Notre Parti souffre depuis trop longtemps de trop d'ambiguïtés. Nous les avons soulignées dans la période qu'ont marquée les congrès de Pau et de Nantes. Elles éclatent au grand jour aujourd'hui. Les uns découvrent que le fonctionnement du parti n'est plus satisfaisant. Les autres que deux lignes coexistent en fait au sein de la majorité de Nantes. Les uns et les autres nous donnent raison, avec deux ans de retard, hélas !...

La clarification politique s'impose sur des points essentiels : la rupture, les nationalisa-

tion, le plan et le marché, les rapports de la société et de l'Etat, l'autogestion et la lutte des classes, la nécessité de la lutte idéologique face au déferlement de l'idéologie réactionnaire, l'impérialisme, l'indépendance nationale et l'Europe. Sur tous ces points, le Parti doit trancher. S'y refuser, ce serait refuser le combat et les moyens du combat. Borner les réformes à réaliser à la périphérie du système (éducation, foncier) sous prétexte du poids des contraintes internationales ou du repli néo-stalinien du P.C.F., c'est s'inscrire d'avance dans la logique d'une nouvelle troisième force.

Procès d'intention ? Non !

Certains choix politiques recèlent en eux-mêmes une logique inéluctable. Le refus – plus ou moins habilement déguisé – de la stratégie de rupture avec le capitalisme débouche sur la rupture de l'Union de la Gauche. Le projet réformateur est voué à l'échec dans la période de la crise actuelle. Un tel projet, en effet, entend placer le P.C.F. devant l'alternative suivante : se rallier à une ligne "social-démocrate" ou se marginaliser.

Une telle orientation est très dangereuse parce qu'elle prête le flanc – quand elle ne va pas au-devant – à la stratégie du capitalisme actuel. Celui-ci ne souhaite rien tant en effet que moderniser son système en étendant ses alliances de classe vers les couches salariées nouvelles, le cas échéant au détriment des branches et des couches sociales considérées comme archaïques et non compétitives, et surtout en creusant de manière irréversible le fossé entre socialistes et communistes.

Il nous faut lutter contre cette illusion d'un néo-travailleisme français selon lequel il serait possible de fonder une social-démocratie dans notre pays en marginalisant le P.C.F., voire la C.G.T.

Bien entendu, la lutte contre cette orientation politique ne doit pas nous rendre dupes des proclamations "révolutionnaires". Celles-ci quand elles ne s'accompagnent d'aucune pratique ne sont rien d'autre que le brouillard dont s'enveloppe la même orientation. Les paroles appellent aujourd'hui des actes. **La clarification politique au sein du P.S. est devenue pour lui une question de vie ou de mort. Il faut choisir entre les deux lignes : celle d'Épinay et celle de Nantes.** Seule cette clarification politique peut redonner au P.S. le rôle moteur qui lui revient dans la relance de l'Union de la Gauche.

2. La relance de l'Union de la Gauche

Depuis mars 1978, la crise d'identité du P.C.F. s'est considérablement aggravée. Entre sa stratégie affirmée : l'Union de la Gauche et son essence proclamée et vécue de seul **parti de la classe ouvrière**, dépositaire unique à travers l'héritage du marxisme-léninisme de la conscience de classe révolutionnaire, le Parti communiste doit maintenant choisir. Choix douloureux puisqu'il met en cause non seulement son passé historique et son rapport à l'U.R.S.S., mais sa conception du socialisme comme avènement de son propre pouvoir, censé représenter, à lui seul, celui de la classe ouvrière.

Mais choix dont il dépend du Parti socialiste et de sa capacité à revenir à la ligne d'Épinay qu'il soit en définitive le choix de l'union.

Le repli sectaire par lequel le P.C.F. répond aujourd'hui à l'offensive anticommuniste n'est pas tenable longtemps. Outre qu'il fait le jeu de la Droite dont il semble justifier les attaques, il interdit toute avancée au P.C.F. pour reconquérir le terrain perdu. Le mot d'ordre "d'union à la base" n'a, par exemple, aucune réalité : le Parti communiste continue à refuser en effet toute action commune dans les entreprises et sur le terrain des luttes.

C'est la raison pour laquelle le P.S. doit impérativement définir une ligne qui oblige le P.C.F. à modifier la sienne. L'existence du Parti communiste est, dans la période historique actuelle, une donnée "incontournable", de la situation politique française. C'est-à-dire que l'Union de la Gauche doit rester la stratégie du Parti socialiste. Tirer argument de la rupture de 1977 pour faire admettre que le **P.S. parle désormais au nom de toute la Gauche**, et doit suivre une **stratégie d'indépendance et non d'alliance** comme l'implique l'orientation néo-travailleiste, ce serait, à travers le naufrage du Parti socialiste dans une nouvelle troisième force, restituer au Parti communiste une place accrue, mais dans l'opposition, le stérilisant ainsi à nouveau et, avec lui, toute la Gauche.

C'est pourquoi on peut dire dans la période historique actuelle que l'orientation néo-travailleiste dans le P.S. et l'orientation néo-stalinienne dans le P.C.F. sont objectivement solidaires. C'est donc en réduisant l'orientation néo-travailleiste dans le P.S. et en approfondissant la ligne d'Épinay que nous redonnerons à l'Union de la Gauche toutes ses chances. Ces approfondissements doivent se réaliser à trois niveaux :

a) **Sur le plan idéologique**, le choix de l'autogestion ne doit pas conduire à l'abandon de l'analyse marxiste du capitalisme et de la notion de lutte de classes, mais simplement, et sur cette base, à la reconnaissance des contradictions dans la société socialiste et, par conséquent, la volonté de les résoudre démocratiquement par l'acceptation du pluralisme, la diffusion des responsabilités dans tout le corps social et le développement du pouvoir des travailleurs dans les entreprises ;

– **Il s'agit de définir concrètement une stratégie de sortie de crise**, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, de rupture avec le capitalisme en crise. Le P.S. devra associer autant que possible le P.C.F. à la définition des étapes de transition, sans exclure mais au contraire en recherchant à tous les niveaux un dialogue sans complaisance. Il convient, dans les prochains mois, de définir des objectifs et des actions qui imposeront une mobilisation unitaire à tous les niveaux. Cette action politique de masse permettra de reconstituer peu à peu les conditions politiques nécessaires à la conclusion d'un accord de gouvernement. Car il doit être clair que la conclusion d'un accord de gouvernement, nourri des luttes et des expériences populaires, reste à nos yeux la condition de l'ouverture d'une transition démocratique au socialisme. La discussion avec le P.C.F. dans ce cadre devra privilégier la recherche de solutions permettant de sortir de la crise, en liaison avec les organisations syndicales (avenir des branches industrielles, organisation des entreprises, extension des droits des travailleurs, conseils d'ateliers et de bureaux).

Un accord sur la ligne comporte toujours un accord sur le pouvoir : il est clair que celui-ci devra refléter, le moment venu, le suffrage universel. La recherche d'un accord de gouvernement de toute la Gauche étant une constante de la politique du Parti, celui-ci proposera au Parti communiste de soutenir un candidat commun aux élections présidentielles. En tout état de cause le candidat socialiste devra être désigné au plus tard à la fin du premier semestre 1980.

Mais la clarification politique au sein du P.S. et la volonté de dialogue ne suffiraient pas, si notre Parti n'était pas capable de créer un nouveau rapport de forces dans le pays.

c) **C'est pourquoi sur le plan de l'action** le Parti socialiste ne peut se borner à proposer inlassablement l'action commune sur tous les terrains et notamment dans les entreprises pour placer le P.C.F. devant ses responsabilités. Faute que ses propositions soient acceptées, il lui revient de développer sa capacité d'action autonome en soutenant et en impulsant les luttes porteuses de rupture avec la logique capitaliste actuelle (vivre et travailler au pays, nouvelle organisation du travail, refus de démantèlement industriel, luttes anti-impérialistes, luttes des femmes, luttes des jeunes).

Pour imposer un rapport de forces nouveau en faveur de l'union, le P.S. devra impulser la construction d'une véritable unité populaire, en recherchant une convergence entre les forces politiques et le mouvement social, de nouveaux rapports avec les syndicats, les associations et les diverses structures de lutte. Le P.S. aura pour tâche d'avancer des mots d'ordre précis et unifiants (35 heures, réduction de la hiérarchie des salaires, etc.). **Le moment venu, et si possible avant les échéances politiques décisives, le P.S. devrait provoquer la réunion d'"Etats généraux pour le socialisme" partant notamment des entreprises et des localités. C'est ainsi que le P.S. exercera la plus forte pression pour amener le P.C.F. à sortir de son ghetto et revenir à la stratégie unitaire.**

Dans les municipalités, enfin, un bilan doit être fait de la pratique de l'union. Celle-ci a impérativement besoin d'être approfondie pour que les conquêtes réalisées par l'Union de la Gauche ne soient pas, demain, remises en question. Le Parti, par l'intermédiaire de ses équipes municipales, doit imposer, à travers une pratique politique résolument unitaire, l'unité d'action et de revendications sur les finances locales. Il proposera à nos partenaires de la Gauche une lutte commune dans toutes les municipalités pour imposer une réforme correspondant aux besoins des collectivités locales.

La relance de l'union dépend ainsi, en dernier ressort, de notre capacité à en forger l'outil, à construire le Parti du socialisme autogestionnaire.

III. L'ENJEU DE LA NOUVELLE PÉRIODE : CONSTRUIRE LE PARTI DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Construire le Parti est plus que jamais notre ambition, il n'y a pas de perspective réelle et crédible de rupture sans un Parti socialiste implanté dans les masses. L'effectif du P.S. doit passer à 300 000 adhérents d'ici à 1981.

La première condition – qui est aussi à terme celle de la relance de l'union – c'est, nous l'avons vu, la clarification de notre ligne politique. La deuxième est dans le fonctionnement démocratique du Parti. La troisième, dans notre capacité à donner une nouvelle dimension à l'action politique, en faisant en sorte que la rupture avec le capitalisme devienne le débouché des luttes qui, sur tous les terrains, expriment la puissance de l'exigence démocratique aujourd'hui.

1. Le fonctionnement démocratique du Parti

Notre parti reste trop une machine électorale classique sur laquelle est venu se greffer un présidentialisme reflétant directement les institutions de la V^e République. Pour faire du P.S. autre chose qu'une machine à gérer, il faut lui faire subir une véritable mutation : le transformer en un parti de masse où élus, candidats, experts n'auront d'autre rôle que de servir une ligne politique élaborée collectivement.

Le fonctionnement démocratique du Parti constitue une nécessité impérative pour attirer et retenir les militants. Il appartient à ceux-ci d'imposer la démocratie dans leur parti. Toutes les réformes des statuts ou de règlement intérieur pèseront peu si les féodalités électorales continuent à peser aussi lourd. L'effort est à mener dans deux directions principales :

– Politiser réellement les débats à l'intérieur du parti ;
– Empêcher, par là même, l'autonomisation des élus qui n'auraient plus de comptes politiques à rendre au Parti, dès lors que celui-ci s'avérerait incapable d'assurer le rôle qui lui revient : donner l'impulsion politique nécessaire et exercer un contrôle des grandes orientations en respectant bien entendu une nécessaire division des tâches. Dans le même sens, la limitation des cumuls de mandats et d'indemnités et l'élaboration de statuts financiers pour les élus et pour les permanents permettront ainsi la vie démocratique des fédérations. Le niveau de la conscience politique ne peut s'élever qu'à travers le débat démocratique.

Le fonctionnement du Parti doit être profondément revu : Conventions nationales représentatives, Bureau exécutif et Comité directeur restaurés dans leur pouvoir de décision, Secrétariat national rendu plus opératoire et embrayant directement sur les délégués, les experts et les commissions, vie des courants démocratisée, priorité absolue donnée au secteur *entreprise*, création d'un secteur *cadre de vie* articulé sur les municipalités socialistes, développement d'un secteur *lutte des femmes*, autonomie organisationnelle du M.J.S. structuré en trois branches (jeunes travailleurs, lycéens, étudiants), réorganisation du secteur financier rendu réellement responsable de tous les circuits financiers existants, création d'un grand hebdomadaire, mise au point d'une stratégie des media en vue d'assurer leur démocratisation effective (radios, télévision, presse nationale et régionale).

Parce que le Parti socialiste se définit à partir d'une analyse politique de la réalité qu'il entend transformer, il doit refuser le spontanéisme, former ses militants, lier étroitement la pratique et la théorie, articuler en permanence les luttes et son projet politique. Il doit également effectuer un contrôle collectif de l'action qu'il anime. Une fois par an, par exemple, chaque fédération doit dresser un bilan de son fonctionnement et de sa pratique militante. Seul un dialogue vigoureux au sein du parti et avec les masses constitue la garantie d'une prise de conscience responsable des réalités à vaincre et à transformer. Loin d'être une facilité, la démocratie implique donc l'effort de réaliser des avancées collectives, seuls gages d'un socialisme autogestionnaire, qui ne soit pas récupéré par le capital ou dévoyé par la bureaucratie.

Mais il est bien certain que notre objectif ne sera réellement atteint, à plus long terme, que si nous parvenons à ancrer le parti dans les masses et d'abord sur les lieux de travail.

Nos efforts resteraient vains si la base de classe de notre parti ne devenait pas elle-même plus représentative des couches exploitées, femmes et hommes, de notre pays. Une base ouvrière n'est sans doute pas suffisante pour garantir une position de classe, mais elle en est une des conditions. L'approfondissement de la ligne d'Épinay et l'analyse théorique du capitalisme n'ont de portée politique que lorsqu'elles sont le fait d'un parti solidement implanté dans la classe ouvrière et les couches sociales, qui ont le plus intérêt au socialisme. *Plus le parti s'implantera dans les masses laborieuses, plus solide deviendra sa ligne.* S'il reste, en revanche, dominé par les couches salariées moyennes (voire supérieures, au niveau de la direction), la ligne d'Épinay risque d'être remise en cause en permanence et de servir de paravent à une autre politique que la sienne.

En donnant une nouvelle dimension à l'action politique, notre parti peut ainsi devenir le creuset d'un projet concret de rupture.

2. Donner une nouvelle dimension à l'action politique

L'originalité de la stratégie socialiste est de lier étroitement les luttes sur le terrain à un projet politique d'ensemble. Nous refusons l'éparpillement des "expérimentations sociales", qui ne s'insèrent dans aucune perspective globale. A nos yeux, le projet socialiste éclaire les luttes et les luttes nourrissent le projet. C'est le sens de ce que le Parti socialiste appelle la "lutte pour le contrôle" : les positions de pouvoir conquises par les travailleurs dans l'entreprise et par les citoyens dans la vie sociale constituent un renforcement des positions de classe, fragiles parce que non consolidables sans un renversement global du rapport des forces. Ces conquêtes peuvent cependant être aussi, et en même temps, l'apprentissage d'un nouveau pouvoir, de nouvelles relations de pouvoir. Il s'agit donc d'une *véritable stratégie pédagogique* que seul un parti assuré de sa ligne politique peut mener à bien en explicitant ses orientations à partir du vécu quotidien des travailleurs. Par ce dialogue constamment maintenu, la rupture doit devenir la conséquence des luttes exprimant à tous les niveaux la puissance de l'exigence démocratique.

C'est là le rôle du parti et de son organisation, question éminemment politique : à travers les priorités d'organisation, se lit, en effet, l'orientation réelle du parti.

Nous proposons donc quelques axes fondamentaux de lutte et d'organisation :

- Donner une priorité réelle aux luttes dans la production et à l'implantation du P.S. dans le monde du travail ;
- Faire des luttes pour le contrôle du cadre de vie et le droit de vivre au pays, le moyen de cimenter les contours d'un front de classe puissant ;
- Mettre l'accent sur les luttes - notamment celles des femmes - qui ne sont pas assimilables à la seule lutte contre l'exploitation capitaliste mais qui sont porteuses d'une transformation autogestionnaire des rapports sociaux. Certaines luttes s'enracinent, en effet, dans un passé d'oppression antérieur au capitalisme lui-même. Ces luttes, qui portent l'exigence de nouveaux rapports entre les sexes, les générations et les races, sont aussi des luttes anticapitalistes parce que le capitalisme surexploite les catégories qui ne disposent pas de moyens de se défendre. Mais ces luttes dépassent la simple lutte contre l'exploitation ;
- Intégrer à la lutte pour le socialisme le combat d'idées pour les libertés, la démocratie et l'avènement d'une nouvelle culture.

NOS MOTS D'ORDRE :

- Refus du démantèlement du secteur public ;
- Soutien aux luttes sur le pouvoir d'achat, avec réduction de l'éventail hiérarchique ; aux revendications ayant pour but d'améliorer le rapport de forces dans l'entreprise : droit à l'information, nouvelle organisation du travail, droits syndicaux et politiques dans l'entreprise, constitution de comités de travailleurs dans l'atelier, le bureau, le service ;
- Lutte contre l'extension du travail hors statut (intérimaires, vacataires).

Dans beaucoup de régions, les luttes pour l'emploi (vivre, travailler, décider au pays) sont liées à celles des travailleurs de la terre. De nombreux militants agriculteurs se re-

a) Les luttes dans la production

Les conflits les plus significatifs concernent des luttes de survie où l'ensemble des travailleurs d'entreprises menacées de disparition se battent, non seulement pour leur emploi, mais plus largement pour le maintien de l'activité économique d'une ville ou d'une région.

Le rôle du Parti consiste à prendre et à faire prendre en compte ces luttes à travers une véritable plate-forme politique, qui leur donne leur sens, et à mettre en avant l'exigence de l'unité. De cela dépend l'implantation de classe du P.S. dans le monde du travail.

La priorité doit être donnée aux luttes pour l'emploi. Partout doit être mis en avant le mot d'ordre des 35 heures sans diminution de salaires. Partout, il faut s'opposer au démantèlement des l'appareil industriel national, régional et local, en avançant des propositions de relance liées à un projet global et alternatif rompant avec la division internationale capitaliste du travail.

trouvent aujourd'hui au Parti socialiste. En s'appuyant sur eux il est possible de donner aux luttes agricoles toute leur portée anticapitaliste.

NOS MOTS D'ORDRE :

- Pour les travailleurs de l'agriculture, droit au travail et revenu garanti (dans la limite d'un quantum) ;
- Réduire les disparités dans l'accès à la terre, aux moyens financiers. Soutien à l'agriculture associative ;
- Organisation des marchés en créant des offices par produit ;
- Supprimer les montants compensatoires qui défavorisent nos productions ;
- Planification démocratique et décentralisée appuyée sur les institutions régionales de crédit et transformation sur place de la production agricole.

Donner la priorité à l'implantation et à l'intervention politique des socialistes dans le monde du travail, et plus précisément là où l'exploitation est le plus durement et le plus directement ressentie, implique un certain nombre de décisions qui touchent à l'organisation de l'action militante et à ses moyens.

La plus importante est que le parti assure à ceux de ses militants qui sont directement engagés dans la production la possibilité matérielle de bénéficier d'une formation politique et celle d'exercer effectivement des responsabilités à tous les niveaux. Pour "décoller" vraiment, il faut réserver au moins 25 % du budget d'intervention au secteur "entreprise". La Commission nationale entreprise et les groupes socialistes d'entreprises seront entendus par les instances du parti sur les positions politiques intéressant leurs branches. Ils disposeront d'un budget et d'un permanent pour pouvoir régulièrement se réunir et animer le débat dans leur branche.

Une conférence nationale réunira tous les deux ans l'ensemble des sections et des groupes socialistes d'entreprise. Cette conférence nationale sera préparée par des conférences au niveau de chaque branche.

Tous les moyens financiers, humains, politiques du parti devront être mobilisés pour implanter des sections d'entreprise dans les établissements de plus de 500 personnes. L'objectif de 2 000 S.E. et G.S.E. doit être retenu pour 1981.

NOS MOTS D'ORDRE :

1. Droit au travail :

- Formation, qualification ;
- Non au travail à temps partiel ;
- Non au salaire d'appoint ;
- Non au salaire maternel, qui fait du travail ménager une institution spécifiquement féminine : les femmes ont le droit de travailler et de choisir un métier au même titre que les hommes en fonction d'un nouveau modèle de développement, d'une nouvelle logique des besoins ;
- Les 35 heures pour tous et toutes par la réduction de la journée de travail et sans diminution de salaire. C'est une étape vers la diminution progressive du temps de travail, qui doit tout à la fois favoriser le plein emploi, un meilleur équilibre travail-loisirs, et une nouvelle distribution des tâches dans la société, entre hommes et femmes.

2. Droit pour la femme à disposer d'elle-même :

- Généralisation d'une éducation sexuelle sans tabous ni interdits permettant aux femmes de faire reconnaître leur propre sexualité ;
- Information sur la contraception ;
- Droit à l'avortement libre et remboursé, y compris pour les mineures, les étrangères ;
- Lutte pour l'application et l'extension de la loi Veil ;
- Lutte contre le viol, le proxénétisme et les causes de la prostitution.

3. Intégration des femmes dans la vie politique (cf. annexe sur le fonctionnement du parti).

4. Lutte contre l'idée de "nature féminine" :

- Contre la séparation entre vie privée (au foyer) et vie sociale (dans l'entreprise).

c) Les luttes régionales et les luttes pour le cadre de vie

Le cadre de vie ou la région sont des terrains de luttes qui mêlent des catégories sociales diverses. Si le Pouvoir essaye de les récupérer pour trouver de nouveaux consensus, il nous appartient d'être présents dans ces luttes, à condition d'en faire toujours une analyse de classe pour en montrer le lien avec l'environnement capitaliste. Par exemple, une lutte sur les loyers doit déboucher sur le problème des profits des groupes immobiliers. Qu'elles concernent l'habitat, les équipements collectifs, les transports, l'école, la consommation, la santé ou les loisirs, ces luttes sont souvent porteuses de contradictions avec le système, qu'il nous appartient de mettre en valeur.

L'action des municipalités de gauche montre l'intérêt pratique et pédagogique de ces luttes qu'il appartient aux socialistes, élus ou militants d'associations, de relier constamment à une lutte plus globale pour un changement de société.

NOTRE MOT D'ORDRE :

- Des structures décentralisées et démocratisées donnant aux D.O.M. le moyen de prendre en charge leur développement économique dans le respect de leur spécificité sociale et culturelle.

d) Les luttes des retraités

La Droite a fort bien compris la nécessité vitale pour elle de garder son emprise traditionnelle sur les retraités. Elle utilise pour cela un discours habile qui met l'accent sur ce qui rapproche les retraités et masque les inégalités particulièrement accentuées dans ces groupes d'âge, qui cherche à valoriser les vertus traditionnelles de l'âge (patience, expérience...) ainsi que des valeurs plus modernistes, la participation sociale par exemple. Elle consent quelques efforts financiers pour cacher les pauvretés les plus criantes.

Il ne faut pas se tromper : ce discours est efficace. Il est temps de réagir. Les retraites sont menacées par les propositions de retour à la capitalisation. Les retraités sont marginalisés dans une société fondée sur le productivisme et la hiérarchie. Les personnes les plus âgées sont embrigadées dans des services trop souvent placés sous le signe de l'assistance ; la participation sociale n'est qu'un leurre à l'âge de la retraite, quand le salarié a subi toute sa vie la discipline de l'entreprise sans pouvoir dire son mot, quand la cité ne fait pas toute sa place à la vie associative, quand les retraités sont totalement exclus de la gestion des caisses de retraite.

Une réaction forte ne peut venir que des retraités eux-mêmes. Cela ne se fera pas tout seul : dans le parti aussi, les retraités sont trop souvent marginalisés. Il faut faciliter leur expression. Le P.S. peut et doit lancer les bases militantes d'une dynamique sociale des retraités par la création de G.S.R. (Groupes socialistes retraités) assimilés aux G.S.E. (Groupes socialistes d'entreprise) groupant et les retraités et ceux qui s'intéressent aux problèmes de la retraite.

e) Les luttes des travailleurs immigrés

Depuis toujours, le capitalisme s'est servi des travailleurs immigrés comme d'une masse de manœuvre malléable vouée à toutes les contraintes, jouant dans la production un rôle de régulateur en fonction des besoins économiques.

Exploités économiquement, voués à la vindicte raciste, ils sont aussi ceux contre qui le capitalisme essaiera de faire se retourner la classe ouvrière, en maintenant et en exploitant les ségrégations. N'étant pas partie prenante du combat électoral, ils sont souvent délaissés dans le combat politique. Le poids important qu'ils prennent dans la production, leur participation de plus en plus grande dans l'action syndicale et dans les luttes de tous les jours déterminent leur rôle.

La lutte pour l'égalité des droits de tous les travailleurs est inséparable des luttes pour les libertés, de la lutte contre l'impérialisme et contre la division internationale du travail. Dans cet esprit, la lutte que le P.S. saura mener avec l'ensemble des travailleurs (français et immigrés) sera déterminante dans la période actuelle : il ne suffit pas d'être internationaliste à l'extérieur, il faut savoir l'être à l'intérieur et notamment dans l'action anticapitaliste menée par tous les travailleurs.

f) Les luttes de la jeunesse

Notre parti n'apporte pas de réponse satisfaisante à la situation des jeunes que la crise frappe durement et marginalise avant même qu'ils aient été en situation d'agir. La jeunesse n'est pas une classe homogène, elle est traversée par la lutte des classes, elle ressent le désarroi d'institutions comme la famille ou l'école. Elle supporte mal d'être un enjeu, pour la bourgeoisie notamment, qui récupère la contestation en l'orientant dans le sens de ses propres objectifs : recherche d'une alliance de classe "moderniste" face à "l'archaïsme de la Gauche".

Ces luttes, comme celles des régions pour le droit de vivre, décider, travailler au pays doivent être le creuset du front de classe pour le socialisme. **C'est dire la responsabilité politique d'un secteur "cadre de vie-collectivités locales-mouvement associatif" pour impulser et orienter l'action des élus socialistes dans le pays.**

Le but n'est pas de réaliser un "socialisme municipal" mais de favoriser à travers l'action locale le dialogue avec des couches sociales qu'il s'agit de gagner au projet socialiste. C'est dans cet esprit que nous proposons que le conseil et le bureau de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains prennent pour thème de leur prochain congrès *mairie de gauche et projet socialiste : quel bilan ?*

Nous devons prendre en compte les luttes des populations des départements d'outre-mer contre la domination d'intérêts puissants, séquelles du colonialisme. La promesse d'une accession au niveau métropolitain est constamment démentie par les choix imposés par les intérêts capitalistes.

Pour les socialistes, il s'agit d'abord de traiter les jeunes en égaux. Leur exigence est forte, car leurs luttes mettent en question les valeurs d'autorité. Il ne peut exister un puissant mouvement de la jeunesse socialiste si ses adhérents n'élisent pas directement leurs responsables - s'il n'est pas capable de prendre en compte la diversité des aspirations et des luttes. Un jeune appelé au service national demande à voir respecter ses droits de citoyen.

Les jeunes sont exigeants à l'égard du projet politique. Un parti, un projet qui soient par eux-mêmes mobilisateurs, une ligne claire et cohérente permettront de lier les luttes de la jeunesse à une perspective globale de changement de la société.

3. Intégrer à la lutte économique et politique le combat d'idées

Le capitalisme multinational se méfie de la démocratie. Défendre les libertés traditionnelles, permettre l'émergence de droits nouveaux, assurer la démocratisation de l'information, défendre les droits de l'Homme partout où ils sont bafoués (et pas seulement en U.R.S.S.) et sous notre propre drapeau, tels sont les axes principaux d'un combat qui est partie intégrante de la lutte pour le socialisme : la limitation des libertés - quel que soit le système - a toujours ses racines dans la réalité sociale : dans l'accaparement des richesses et du pouvoir par une minorité qui entend maintenir à tout prix ses privilèges.

Défendre les libertés aujourd'hui, c'est aussi répondre au discours du Pouvoir sur la "sécurité". Prenant prétexte du sentiment d'insécurité engendré par la crise, le Pouvoir se pose en défenseur des personnes et des biens. Pour restreindre la démocratie et les libertés, la manipulation des faits le dispute à l'offensive menée par les media sur les thèmes tels que ceux de la drogue, de la violence, du vol ou de la légitime défense ; le résultat en est connu : il consiste à marginaliser ceux qui le sont déjà par la crise (jeunes, chômeurs, femmes, vieux, etc.).

C'est alors que peuvent être prises les mesures nécessaires pour organiser un bon contrôle social, sous le prétexte d'assurer la *sécurité* : fichage informatique, mise à néant de la réforme pénitentiaire, maintien de la peine de mort, espace juridique européen, etc.

Défendre les libertés, c'est mettre au premier plan la lutte pour le droit à l'information. C'est donner au parti les moyens de peser sur les media, au lieu d'être, comme aujourd'hui, leur jouet. Plus profondément enfin, c'est rendre le parti conscient de l'importance du combat sur le terrain de la culture. Face au déferlement de l'idéologie réactionnaire, il est important que les socialistes prennent conscience de ce que leur lutte se déroule en Occident sur un terrain culturel largement défavorable, marqué par la puissance de l'irrationalisme qui, depuis cinquante ans, accompagne le développement du capitalisme au stade de l'impérialisme.

C'est le sens le plus profond du mot de Brecht : *Le ventre est toujours fécond qui enfanta la bête immonde...*

La lutte pour une nouvelle culture consiste donc d'abord à rendre manifeste le caractère de classe de l'ancienne. Elle implique ensuite une lutte déterminée des socialistes eux-mêmes pour mettre en déroute l'idéologie dominante qui colle encore par bribes à leur propre pensée.

La lutte pour une nouvelle culture accompagne la lutte politique pour le socialisme. Elle ne se confond en aucun cas avec une politique de la culture, indépendante du mouvement d'ensemble de la lutte des classes.

Parce que la culture se trouve au centre de l'action de transformation de la société, nous devons enfin apprendre à lier le combat politique et le combat culturel.

Le Congrès de Metz doit marquer un coup d'arrêt à l'offensive de la droite. Nous n'y parviendrons que si nous mettons à nouveau notre parti en ordre de bataille : en lui donnant des idées claires, en prenant les moyens de nos objectifs, en manifestant enfin sans contester la volonté de nous battre contre l'adversaire de classe. Telle est notre responsabilité : organiser enfin la contre-offensive de la gauche.

Annexe I : Organisation et fonctionnement du Parti

L'organisation et le fonctionnement du parti ne sont pas neutres. Un lien étroit existe entre les formes d'organisation et du fonctionnement (en un mot la pratique) et la ligne politique adoptée et défendue.

Il est urgent dans la période actuelle de recruter, de mobiliser, de retenir les militants et les militantes, de s'ancrer profondément dans la réalité ouvrière et de permettre un dialogue vivant entre les responsables du parti et les masses populaires.

D'autre part, le parti doit s'interroger sur la manière d'améliorer les possibilités de militantisme des femmes. Il faut instaurer une véritable démocratie dans le parti, pour qu'il devienne l'affaire de toutes et de tous. Par son organisation et sa pratique, le P.S. doit être capable de recueillir en nombre croissant l'adhésion des femmes.

Une nouvelle impulsion est nécessaire et elle exige une refonte profonde de l'organisation et des méthodes de travail à tous les niveaux du parti, mais particulièrement à l'échelon central.

Cette refonte est d'abord le fruit d'une volonté politique mais elle doit se traduire par la mise en place, dans un délai d'un mois après le congrès, des dispositions suivantes :

1. Le comité directeur

Actuellement, le nombre des participants, la durée réduite des sessions et les mauvaises méthodes de travail ne permettent pas un véritable débat. Il est nécessaire de restituer au C.D. son rôle d'organisme dirigeant du parti.

Pour cela :

- Plus que le problème du nombre de ses membres celui des méthodes de travail employées est déterminant pour que le C.D. soit un véritable organisme de direction politique ;
- Les sessions du C.D. se tiendront sur deux jours pleins avec des réunions de commissions pour préparer les décisions ;
- Des sessions plus longues seront organisées et dans de bonnes conditions matérielles (hors Paris, par exemple), lorsque l'importance politique des décisions le nécessitera ;
- Les décisions sur un sujet politique, que n'impose pas l'actualité, devront être prises dans de bonnes conditions de préparation et d'information des membres du C.D., c'est-à-dire en évitant le volumineux dossier remis en séance (des commissions de travail devraient pouvoir se saisir des questions importantes) ;
- Les décisions ne seront rendues publiques qu'après leur approbation par le Comité directeur, elles seront publiées dans *le Poing et la Rose*.

2. Le bureau exécutif

Il est également indispensable de restaurer le rôle politique du B.E. et ses méthodes de travail.

3. Le secrétariat national

Véritable exécutif du parti, il doit fonctionner d'une manière collégiale préparant les décisions du B.E. et du C.D. et les exécutant.

Les délégués nationaux, délégués généraux, experts (éventuellement) ne dépendront plus du seul Premier secrétaire, mais seront rattachés au secrétaire national du secteur correspondant qui proposera leur désignation au secrétariat national.

Les commissions nationales, réorganisées sur les bases définies par le règlement intérieur et travaillant sur un secteur seront sous la responsabilité du secrétaire national correspondant. Les résultats de leurs travaux seront soumis régulièrement au C.D.

Le nombre des secrétaires nationaux doit être plus restreint qu'aujourd'hui, les secteurs étant regroupés et remaniés.

Dans ce remaniement la priorité sera donnée aux secteurs d'intervention et de lutte ; quatre grands secteurs devront dominer :

- Un secteur très prioritaire sur les entreprises et les relations avec les syndicats ;
- Un grand secteur *cadre de vie* articulé principalement sur les municipalités socialistes ;
- Un secteur sur la lutte des femmes ;
- Un secteur culture, moyens de communication et combat idéologique.

Deux autres secteurs inspirés par les orientations de la ligne politique seront à mettre en place :

– Un secteur chargé de l'action politique à mener au niveau européen en liaison notamment avec les orientations syndicales. La coordination se faisant, bien entendu, avec le secteur international ;

– Un secteur chargé de l'élaboration du projet socialiste en liaison avec la volonté de retrouver les conditions de l'union de la gauche et la préparation des États généraux.

Enfin, un secteur financier sera réellement responsable de tous les circuits existants et contrôlera tous les organismes qui gravitent autour du Parti.

4. Le secteur entreprise

Des propositions concrètes figurent dans le projet de modification des statuts déposé par le courant II concernant les G.S.E. nationaux (moyens financiers, permanents, locaux, etc.) ainsi que la C.N.E. et les conférences nationales des S.E. et G.S.E.

Dès après le congrès et comme première étape, 6 permanents (dont 1 chargé des travailleurs immigrés) seront engagés pour les principaux G.S.E. nationaux.

25 % du budget d'intervention doivent être réservés à ce secteur, afin de pouvoir concrètement tenir les objectifs politiques avancés.

Un secrétaire national, à part entière, sera chargé de ce secteur. Une équipe de militants, issus des milieux de travail, sera chargée de l'aider dans cette tâche. 6 permanents seront nécessaires dans la composition de cette équipe.

Une attention particulière sera apportée au remboursement des frais des militants ouvriers lorsqu'ils assistent à des réunions, notamment nationales.

5. Le secteur formation

La priorité sera donnée aux militants ouvriers et aux militantes, tant dans le choix du recrutement que dans les conditions matérielles et notamment le remboursement (plafonné) des salaires perdus.

La formation de base (analyse des mécanismes du système capitaliste) revêtira une importance accrue pour la compréhension globale du combat socialiste. Le contenu de la formation devra tenir compte des axes prioritaires d'intervention du parti : l'apport du féminisme au socialisme autogestionnaire devra totalement être pris en compte.

Un centre national sera mis sur pied, assurant notamment une formation spécifique des responsables. 25 % du budget de fonctionnement lui étant réservé, cela devrait permettre à environ 250-300 militants par an de suivre un stage d'une semaine avec remboursement de salaire.

6. Le secteur lutte des femmes

Des propositions concrètes ont été adoptées par le parti au cours de la convention sur les droits des femmes. Elles devront être appliquées (organisation systématique de garderies, aménagement des horaires de réunions, mise en place de permanents pour alléger les tâches administratives, création de groupes femmes à tous les niveaux du parti).

L'article 6 des statuts sera appliqué : réajustement à 25 % des quotas des femmes, ce pourcentage correspondant au nombre actuel d'adhérentes. Ce quota doit permettre aux femmes de prendre des responsabilités, non parce qu'elles sont des femmes, mais parce qu'elles ont une pratique inscrite dans une ligne socialiste et féministe.

Un budget propre sera attribué au secteur *lutte des femmes*. Des permanents (es) seront engagés (ées).

7. Les fédérations

Un effort sera fait pour améliorer le fonctionnement des petites fédérations par les mécanismes de solidarité entre l'ensemble des fédérations.

L'objectif à atteindre étant de permettre à chaque fédération d'avoir un permanent.

Recommandation sera faite aux fédérations de tenir compte, pour le choix des secteurs fédéraux et tout en conservant leur liberté politique d'organisation, des priorités politiques du parti.

Des liaisons étroites devront être assurées entre les secrétaires nationaux et les secrétaires fédéraux correspondants.

Des réunions régulières des secrétaires fédéraux auront lieu au niveau national.

8. Les élus

En complément des dispositions sur les cumuls prévus par le règlement intérieur, des dispositions financières précises seront élaborées. Tout élu doit réserver au parti une quote-part de ses indemnités (au niveau fédéral et au niveau national).

Une commission sera chargée d'étudier, pour chaque catégorie d'élus, une indication moyenne de référence pour les revenus nécessaires de l'élu et la couverture de ses frais. Le surplus sera reversé au parti (fédération et budget national).

Les dispositions arrêtées entreront en vigueur dès 1979 et leur application sera impérative.

9. L'accèsion aux responsabilités des militants des entreprises et des femmes

Les travailleurs ne peuvent accéder à des responsabilités importantes en assurant les 40 heures de travail salarié par semaine. Les travailleuses soumises à la double journée de travail ont encore plus de difficultés. La situation actuelle des secrétaires nationaux, dont aucun n'est permanent du Parti, crée une sélection a priori qui ne peut être acceptée.

Un salaire spécifique devra donc être prévu pour des travailleurs ou pour des travailleuses appelés à des responsabilités ainsi qu'une garantie de reconversion professionnelle (notamment dans les organismes contrôlés par le Parti) à l'issue du mandat.

10. Faire du parti un instrument de lutte efficace

a) Respecter des critères de représentativité dans les organismes politiques. La composition de ces organismes doit refléter le monde du travail et la participation effective des travailleurs en lutte.

Pour que ceci ne devienne pas un vœu inefficace, il faut donner à ces camarades une formation et des moyens matériels en conséquence.

b) Permettre au parti d'appuyer son travail sur des groupes de "militants-permanents". Ces militants doivent bénéficier d'une formation leur permettant d'être des permanents politiques. Leurs critères de recrutement et leurs affectations doivent émaner des organismes de décision politique (Bureau national et fédéraux).

c) Donner au parti les moyens financiers de son ambition politique.

1. Le budget du parti

La présentation du budget doit faire ressortir de façon analytique les dépenses réelles de chacun des secteurs (dépenses de fonctionnement et salaires de tous ceux qui travaillent dans les secteurs).

A l'heure actuelle (budget 1978), la partie "animation et fonctionnement" représente environ 1/3 des dépenses, les 2/3 restants étant consacrés aux "dépenses prioritaires" (presse et salaires notamment.)

Dans les dépenses de fonctionnement et après l'actualisation qui avait notamment pour but d'augmenter fortement le budget entreprise, celui-ci ne représentait que 5,5 % du budget de fonctionnement.

De même la partie formation ne dépassait guère les 5 % de ce budget. Quant au secrétariat à l'Action féminine, son fonctionnement relève de l'indigence totale. Il est nécessaire, politiquement, que les secteurs entreprise et formation aient chacun une dotation représentant 25 % du budget de fonctionnement, soit 5 fois plus qu'en 1978. Les dotations nécessaires pour les G.S.E. nationaux doivent être 10 % du budget de fonctionnement. Le secteur *lutte des femmes* doit enfin être considéré comme un secteur à part entière. **Il doit bénéficier d'un budget propre.**

2. L'accroissement des ressources

Celles-ci viendront de la création d'un grand secteur financier contrôlant tant au niveau national qu'au niveau fédéral toutes les possibilités fournies par l'activité militante du parti ainsi que par ses organismes associés.

3. *La commission nationale de contrôle* financier aura compétence pour toute question concernant les finances du parti à l'échelon national ou fédéral.

Annexe II : La Corse et l'autogestion régionale

Le socialisme doit permettre à tout homme de se réaliser et de s'épanouir à la fois dans sa dimension personnelle et dans sa dimension collective.

Il ne pourra atteindre cet objectif fondamental s'il renonce à l'une des orientations essentielles suivantes :

- Rupture avec le capitalisme ;
- Promotion de l'autogestion à tous les niveaux.

1. Rupture avec le capitalisme et l'étatisme

Depuis la conquête, la République bourgeoise a occupé la Corse pour sa valeur stratégique, dont elle a seulement exporté le capital humain et stérilisé le potentiel économique, rendant l'île à la fois déserte et sans ressources.

Depuis quelques décennies, l'expansion du tourisme de soleil et de mer a provoqué une ruée, d'abord sauvage, sur les sites de l'île. L'agression est devenue exceptionnelle sous la V^e République car elle s'est transformée en exploitation rationnellement organisée par des gouvernements dont le principal souci a été de programmer le départ d'un peuple

dont le réveil, pour tardif qu'il fût, ne s'en est pas moins révélé très vigoureux malgré tous les efforts de déculturation dont il a été et reste l'objet.

Cette agression, préméditée par l'Etat bourgeois, a été largement favorisée par des structures relais spécifiques de la Corse : les clans.

L'initiateur de cette politique est certes l'Etat français qui a ébranlé le lourd appareil jacobin de son administration pour favoriser l'invasion des promoteurs et des banquiers, dont on voit bien qu'il n'est que le commis, et pour réduire la résistance d'un peuple culturellement vivant mais économiquement moribond.

Pour réussir la brutale machination *table rase – coupe réglée*, l'Etat a eu cependant besoin de son allié de l'intérieur : la bourgeoisie claniste dont il se sert comme d'un relais idéologique et qu'il a soutenue et renforcée localement, payant sa complaisance avec les miettes du festin.

Il faut, en effet, mettre en évidence la mainmise idéologique exercée par les clans en Corse qui est si réelle qu'elle conditionne encore largement les mentalités. Cette mainmise mise permet alors l'incroyable masquage de la puissante entreprise d'exploitation économique et de démantèlement culturel, mise en œuvre par la bourgeoisie nationale.

Pour ces raisons spécifiques, ainsi que pour le caractère particulier de l'agression capitaliste en Corse, qui contient bien des traits d'un comportement colonial, les moyens de la rupture doivent, en Corse, être adaptés à une réalité si lointaine de celle que vivent les autres régions de l'hexagone, qu'ils doivent être nécessairement différents et particuliers.

Alors que ce pays est la cinquième puissance industrielle du monde, la Corse n'a aucune industrie et subit comme les pays dits "sous-développés" un capitalisme presque essentiellement "extérieur" : contrôlant le marché, torpillant les initiatives locales, investissant maintenant le filon touristique poussant à la dépersonnalisation culturelle.

Dans ce contexte, le peuple corse n'est plus qu'un occupant gênant, à circonvenir ou à chasser, comme celui d'un quartier urbain en proie à la spéculation immobilière.

La rupture à réaliser doit donc se faire par rapport à l'Etat et par rapport au système clanique. Elle doit se traduire par :

1. La réduction des clans et la mise en place d'un pouvoir démocratique ;
2. Une prise en main par le peuple corse de son développement économique et culturel selon des options socialistes dont notamment une véritable décentralisation du Plan et de la gestion ;
3. Une décentralisation du pouvoir réglementaire et sur certains points du pouvoir législatif.

2. Réduction du clanisme

La bourgeoisie claniste est le rouage local du capitalisme et de l'Etat, l'instrument de la colonisation qu'elle favorise et de laquelle elle tire son profit.

Pour se maintenir, aidée par le pouvoir, elle a perverti l'expression démocratique et s'acharne à la bloquer.

Les citoyens sont dépourvus de toute possibilité de contrôle, de toute responsabilité sur les choses qui les concernent.

La désaliénation des mentalités et la réduction du système clanique sont des éléments capitaux de la stratégie socialiste en Corse, **deux des formes particulières que doit prendre la lutte des classes.**

L'union des forces populaires devra donc en Corse avoir parfois des formes tout à fait particulières.

Cela suppose pour les fédérations socialistes corses, face à un contexte particulier et une réalité en voie d'évolution aiguë, une autonomie de décision dans l'application de la stratégie globale du parti : autrement dit, **un statut particulier à l'intérieur du parti.**

3. Autogestion régionale

Sans démantèlement de l'étatisme, et mise en place d'instances corses de gestion de l'économique et du culturel, il serait impossible de relancer sérieusement l'économie et l'emploi, impossible de sauvegarder autrement que pour le musée une culture qui doit rester un mode de vie, d'organisation et d'expansion des relations humaines.

C'est au niveau de la Corse que doit se faire l'appropriation collective des organes essentiels de l'économie et non au niveau de l'Etat.

Si nous ne voulons pas de capitalisme apatride, nous ne voulons pas non plus d'un pouvoir technocratique apatride, ignorant les intérêts populaires et mu à la fois par cette religion terriblement ravageuse et oppressive qu'est le jacobinisme, et par le souci de servir les intérêts d'un capitalisme au contenu de plus en plus multinational.

Mais l'autogestion régionale, ce n'est pas seulement l'échelon de décision régional : ce sont aussi des **structures mixtes** (élus-syndicats-associations) **de contrôle et de gestion**, associant dans tous les secteurs les citoyens intéressés à la gestion des affaires qui les concernent.

est la promotion d'un mode de relations et de prise de décisions à tous les niveaux.

Une autogestion régionale pleinement assumée suppose aussi la possibilité d'adapter l'outil législatif et réglementaire.

Sans cela, impossible d'être efficace contre le capitalisme multiforme et changeant. Cette nécessité est éclatante dans le domaine foncier où il faut assurer la protection contre les assauts du Capital et la réintroduction de ce foncier dans les circuits de production. Il serait nécessaire à ce sujet de souligner que la maîtrise du foncier permettrait aussi de mettre fin à la sauvage destruction d'un cadre naturel et culturel exceptionnel.

4. Ouverture à l'Europe et solidarités socialistes

En assurant des garanties formelles contre de nouvelles agressions extérieures - économiques et culturelles - une stratégie socialiste doit réaliser l'entrée de la Corse dans l'Europe (alors que pour le moment, seuls y sont entrés les gros négociants qui collectent ou distribuent leurs marchandises en Corse).

Il est particulièrement nécessaire, vu la fragilité de la situation actuelle, de veiller à réaliser certaines conditions à cet égard :

1. Prendre en compte l'insularité, avec une maîtrise régionale des transports, une politique de service public et une "continuité territoriale sélective" permettant de relancer l'emploi.

2. Prendre en compte le caractère méditerranéen, non pas à la manière du capitalisme international qui veut spécialiser la Corse dans l'industrie touristique - ce qui débouche sur une économie totalement déséquilibrée, tragiquement dépendante de l'extérieur, sur les relations humaines de type "marchandises" excluant le respect de la communauté corse...

Il s'agit au contraire de mobiliser tout le potentiel économique local par des aides structurelles à la production (orientées par un cahier des charges).

3. Prendre en compte le caractère montagnard : c'est la troisième "tare économique" que cumule la Corse, l'écartant des productions à forte rentabilité du capital et des taux de croissance élevés. Cela requiert, sur le plan humain, des aspirations qualitatives prédominantes chez les producteurs.

Mais la faiblesse d'exigence ne doit pas délier la collectivité de ses devoirs, au

faible peut être très efficace.

Est posé par là le problème de la solidarité à exercer envers les régions sous-développées, qui ont été dépouillées au cours de l'histoire récente au profit de l'hexagone.

Mais nous rejetons une "solidarité-assistance" qui doit être changée en "solidarité-développement" : une aide à la mise en place des moyens d'un véritable développement économique et culturel.

4. Prise en compte de l'identité corse. Etant donné l'état très avancé de destruction du tissu social (exode, désertification, etc.) porteur de la culture corse, il est extrêmement important que "l'entrée dans l'Europe" ne soit pas un coup fatal à cette culture. Et la mise en œuvre de tout plan de développement doit non seulement préserver mais favoriser l'expression vivante, la créativité, l'adaptation aux évolutions technologiques et sociales.

Autrement dit, le développement doit être subordonné à la volonté politique et culturelle du peuple corse. Il doit être une expression de l'identité nationale corse.

5. Conclusion

Cette réflexion interpelle donc tout socialiste français et européen, car il y a extrême urgence et risque de génocide par omission.

Le socialisme que l'on veut construire doit être libérateur des oppressions capitalistes et étatistes qui ont à ce jour presque étouffé le peuple corse comme d'autres peuples dits "minoritaires".

Pour autant, il faut veiller à ce qu'il ne soit pas créateur de nouvelles oppressions fatales à ces peuples qui ont tous le droit de vivre en tant que tels, sur leur terre, c'est-à-dire avec leur culture et la gestion de leur "identité".

Cela seul peut contribuer à la paix et à l'épanouissement des hommes pour lequel lutte le socialisme : la diversité des peuples, définis par leur culture (entendue au sens large), est une richesse essentielle de l'humanité, que le socialisme doit prendre en compte et assurer dès aujourd'hui.

LISTE DES SIGNATAIRES

PREMIÈRE LISTE DE SOUTIEN A LA MOTION "POUR L'UNITÉ"

Avice Edwige, Paris - Charzat Michel, Paris - Chevènement Jean-Pierre, Belfort - Cofineau Michel, Val-d'Oise - Garnier André, Loire - Guidoni Pierre, Aude - Motchane Didier, Paris - Sarre Georges, Paris

01 - AIN

Perrotin Gilberte, sec. féd. aux études - Humbert Jean-Pierre, sec. féd. campagne d'action - Nicolle Daniel, sec. féd. coordination - Sapaly Renée, C.E.F. - Michon Jacques, sec. section (Ezeyriat) - Pigeon Jean, sec. section (Hauteville) - Leguepeys Yvon, sec. section et conseiller municipal (Bourg-en-Bresse) - Evieux Christiane - Leguepeys Huguette - Carlier Pierre - Robert Jean-Paul - Laujovrois Gérard - Dazy André

02 - AISNE

Desalange Jacques, B.F. - Malherbe Hervé, B.F. - Vignal Michel, B.F., cons. municipal Laon - Wattiez Jacques, B.F., adj. au maire de St-Quentin - Champi Alain, maire adjoint de Marle, sec. de section - Horb René, maire adjoint d'Harly - Panicalli Jean-Marc, maire adjoint de Gauchy - Broigneux René, maire adjoint de Braine - Guehenneux Raymond, maire de Vic-sur-Aisne, sec. de section - Sudolski Raymond, maire de Clamecy - Bonnechère Bernard, C.E.F. - Borgne Guy, C.E.F. - Gorsky Alain, C.E.F. - Huneau Gilbert, C.E.F. - Moitié Daniel, C.E.F. - Fourre Georges, C.E.F., cons. municipal - Deudon Gustave, sec. de section - Groix Robert, sec. de section - Maturiel Daniel, sec. de section - Pate Gilles, sec. de section - Huneau Anne-Marie, cons. municipal de Château-Thierry - Marlier Jacques, cons. municipal de St-Quentin - Safin Nicole, cons. municipal de Laon - Arduin Nicole - Monfront Adéon, sec. de section - Basse Paul - Bon Yvonne - Cary André - Chereau Renée - Depossez Raymond - Dumant Claude - Dupont Gérard - Lefort René - Mathieu Fernand - Serror Gérard

03 - ALLIER

Estève Jacques, C.E.F., cons. municipal St-Porçain - Gorge Gaëtan, C.E.F. - Roy Hubert, C.E.F., sec. section, cons. municipal Varennes - Preteux Jean, sec. de section - Chervet Michel, sec. de section - Reinjot Alain, cons. municipal de Varennes - Borgest Jean-René - Coulanjon François - Feldman François - Lassandre Raphaël - Lamirand Jean-Paul - Minard Gaston - Rostan Michel

04 - ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Khalifa Charly, S.F.E.

05 - HAUTES-ALPES

Gemo Joël, S.F. - Auzin Jacqueline, sec. section Serres - Aynie Jean-Louis - Belmonte Joseph - Bertin Aimé - Bertin Paulette - Boloch Christian - Boloch Jackie - Fialon Claude - Graglia Georges - Marti-Vives Patrice - Maumejean Marise - Maumejean Patrick - Montroie Antoine - Parisot Daniel - Roche Arlette - Roche Michel - Royannez M. - Ruff Claudine - Sanjuan Violette - Wolf Rolland

06 - ALPES-MARITIMES

Guerrin Paul, C.D., B.F. - Don Henri, B.F. - Leonetti, B.F. - Sapède André, B.F. - Cristofari Yvon, M.J.S. - Foucaut J.-L., M.J.S. - Cristofari Gilbert - Giordano Serge, M.J.S. - Nicolas Jean, C.E.F. - Huet Betty, C.E.F. - Monaldi Gilbert, C.E.F., secrétaire de sec-

tion - Barbaro Maurice, cons. municipal de Nice - Derrives Auguste, cons. municipal de Cannes - Bus Jean-Paul - Fallay Pierre - Delignes-Nataloni André - Giolitti Francis - Giorsetti René - Grinda Yvon - Labrousse Jean-Philippe - Nataloni Richard - Pecker André - Pecker Henriette - Zendagui Mohamed

07 - ARDÈCHE

Gaspin René, sec. féd. sec. de section Bourg-St-Andéol, G.S.E. nucléaire - Baudoin Daniel, C.E.F. - Brunel Emile, C.E.F. - Rauscher André, C.E.F., G.S.E. nucléaire - Rocoplan Pierre, C.E.F. - Carteron Jean-Paul, bur. cantonal Bourg-St-Andéol - Gaspin Raymond, cons. municipal Bourg-St-Andéol - Gaspin Andrée - Gerfanion André - Le Corre Alexandre - Miquel Jean-Claude - Perez Jacques - Perez Jean-Jacques - Rauscher Mireille - Rieu Roland - Roche Jean-François - Fleck Mireille

08 - ARDENNES

Faynot Jean-Claude, C.E.F., sec. section et cons. municipal de Rethel - Devienne Jacques, C.E.F. - Fogola Claude, C.E.F. - Perignon Francis, C.E.F. - Thomas Pierre, C.E.F. - Zielman Jean-Claude, C.E.F., sec. section Signy-le-Petit - Roy Alain, C.E.F., sec. section Revin - Grandjean Daniel, sec. adj. Sedan - Monléon Richard, Sedan

09 - ARIÈGE

Santouil Pierre, C.E.F. - Bonnefon Paulette, C.E.F. - Dechanterac Michel, C.E.F. entreprises - Vigneau Jean-Louis, C.E.F. - Boudes Claude, sec. section Lavelanet - Zoïa Michel, sec. section Ferrières - Garcia Antoine, sec. section Mazères - Peired Gérard, sec. section Pamiers - Salom Yves - Lopez Jean-Claude - Lopez Marie-Hélène - Rousset Jean - Truno Bernadette - Toulza Emilie - Guessada Manuel - Roussel Marguerite - Candau - Audouy Mauricette - Colay Michel - Boudes Janine - Portet Jean-Louis - Raynal Daniel - Couter Lucette - Couret Georges - Catala Lise - Pakatowiaz Michel - Devaux Pierre - Dreyfus Mariane - Estaque Pierre - Scoarnec Jean-Yves - Vitrac Lucien

10 - AUBE

Calvet Yvan, sec. féd. - Fougeroux Georges, sec. féd. - Abdouraman Faris - Aubertin Claude - Bortaux - Calvet Marie-Madeleine - Chatel Pierre - Cherrain Antoinette - Cherrain Jean-Pierre - Cheurlot Marc - Collin Gilles - Cours Jacques - Durand Jacqueline - Durand Raymond - Fuselier Roland - Gaillard Gilles - Galan Jean - Galan M. - Guyot Michel - Huot Claudette - Legeas Huguette - Lemmet Claude - Lemmer Patrice - Maurice Yves - Myara Jaim - Paulin M. et M^{me} - Quinot Francis - Quinot Yves - Rouger Francis - Simard Daniel - Sommerhalter Jean-Philippe - Verwee Jean-Marie

11 - AUDE

Guidoni Pierre, député, C.D., B.E. - Barailla Régis, C.G. Durban, C.D., B.F. - J. Puech - J.-F. Garros - C. Dubeau - L. Fabre, B.F. - G. Paris, C.G. Tuchan - L. Soucaille - A. Votovic - A. Dumas.

SECRÉTAIRES DE SECTION :

Castel, Castelnaudary - Rivel, Salles-d'Aude - Lombard, Cuxac-d'Aude - Lavigne, Armisson - Martin, Bages - Buisson, Peyriac-de-Mer - Manoel, La Nouvelle - Martinez, Portel - Tamisier, La Palme - Lopez - Michèle Pla - Thérèse Touzel - Camurac, Durban - Frechengues, Bizanet - Lucette Doumerc, G.S.E. banques

MAIRES :

Becquier, Tuchan - Monnier, Cucugnan - Touzel, Villeneuve - Barbaza, Quintillan - Monlaur, Albas - Foulquier, Villeteque - Falcou, Thézan - Boutet, Montbrun - Aranes, Villedubert - Blanc, Preixan - Fernand Galy, Luc-sur-Orbièu - Couffe - Filaquier - Paulette Vaysse - Marthe Laffage - J.-C. Castel - Pourcines - E. Galy - Danièle Casty - Escarré - Salauze - Bourrel - Alquier - Aussel - Berland - Folch - Lucienne Julien - Mercadier - Teisseire - Bascou - Mendoza - Sylvie Astruc

12 - AVEYRON

Apolit Serge - Bloy Pierre - Calmels Serge - Delon André - Macary André

13 - BOUCHES-DU-RHÔNE

Pignoly Henri, sec. de section - Schmidt René, sec. de section - Gagliano Pierre, premier adjoint Allauch - Bouscayret Michel, adjoint au maire de Port-de-Bouc - Blanc Yves, cons. municipal - Schneider François, cons. municipal - Bartoli Alain - Benoît Marcel - Bourlet Elise - Buchard - Chaussat Didier - Cheze Sarah - Esposito Giles, M.J.S. - Guindon Marcel - Hugues Etienne - Januel Bernard - Jougougnoux Jacques - Liénard Marie-Christine - Niquevert - Pignon - Pont Bernard - Provensal Michel - Torrette-Carlotti Marie-Arlette - Nadjar, section P.T.T.

14 - CALVADOS

Besse Jean, C.D. - Lezement Serge, sec. féd. - Naveau Didier, sec. féd. - Dutour Bernard, C.E.F. - Nicole Christiane - Geindre François, maire d'Hérouville-St-Clair - Jaffre Pierrette, maire adjoint d'Hérouville-St-Clair - Fissoun Jean-Claude, cons. général de Troarn - Mexandeau Michèle, commission Femmes

15 - CANTAL

Lagarde Marc

16 - CHARENTE

ÉLUS :

Jean-Michel Gadrat, adjoint au maire d'Angoulême - Louis Torre, maire adj. de Chalais

MEMBRES DE LA C.E.F. :

Jean-Claude Castagnerol - Bernard Roman - Michel Meynard - Jacques Chavaribeyre, secrétaire fédéral aux Entreprises - Jean-François Torre - Jeanne Filloux, secrétaire section Champnier

MILITANTS :

Pierre Clary - Roger Guioç - Gérard Privat - Joël Herriaud - François Panatte - Gérard Tel - Pierre Valette

17 - CHARENTE-MARITIME

Loubeau Frank, sec. féd. - Levy Louis, maire de Surgères - Albuissou Claude, maire adjoint de Surgères - Gaudin Patrick, M.J.S. - Gilberto Roland, S.F.E. - Audubateau Patrick, C.E.F. - Belar Serge, C.E.F. - Leiva Jean-Paul, C.E.F. - Augiran François - Baladier Jean - Barraud Remi - Danet Alain - Olivie Madeleine - Perret Jackie - Picard Jeannette - Rouillon Jacques - Sicaud Gérard

18 - CHER

Houques Pierre, cons. municipal de Bourges, S.F., M.J.S. - Joly Claude, cons. municipal de Bourges - Parnet, cons. municipal de Bourges, maire adjoint de Bourges - Couturier Joël - Couveignes Christian, S.F. - Lecoin Yves, S.F. - Martineau Albert, S.F. - Mechin - Bruant Gérard - Birot Yves - Ledoux Gérard, sec. section

19 - CORRÈZE

Claux Georges, maire adjoint de Tulle - Diederichs Pierre, maire adjoint de Tulle - Saturnin Andrée, maire adjoint de Tulle - Suabion Michel, maire adjoint Uzerche, C.E.F. - Pradeau Bernard, cons. municipal de Tulle - Saturnin André, cons. municipal Laguenne - Augé Alain - Baffeuleuf Pierre - Barlerin Pierre - Becot Lucette - Bellière Jean - Burtin Bernard - Chambon Jean - Chareille Guy - Chauchard Eugène - Chetail Gérard - Clergean Guy - Comby Albert - Constantin Guy - Cuelle Christine - Freysse Jean-Claude - Gaben Jacqueline - Gaben Paul - Gayerie Gervais - Graulter Jean-Claude - Janaud François - Jaubertie Lucienne - Jemenez Dominique - Klein Jean-Philippe - Lamouche Jean-Luc - Lamouche Martine - Leriche Michel - Mercier Guy - Perrière Elisabeth - Prat Jean-Jacques - Simon Georges - Soulette Renée - Tronche Pierre

20 - HAUTE-CORSE

Giacomoni Jean, C.E.F., Bx section Bastia - Luciani Thomas, Bx section Bastia - Guillemain Richard, Bastia - Fammarcelli Marie-Luce, Bastia

21 - CÔTE-D'OR

Carraz Roland, B.F., maire de Chenove - Danière Jacques, B.F. - Ponsaa Roland, B.F. - Falconnet Julien, sec. section entrep. Les Dépêches - Esmonin Jean, Cons. général - Bouhier Michel, C.E.F. - Baud R, C.E.F. - Etievant Michel, C.E.F., sec. section de Longvic - Avy Jean-Pierre, sec. de section de Montbard - M. Baud, Marsannay - René Giroux, Chenove - Denis Jean, Chenove - F. Esmonnin, Gevrey - R. Abot, Gevrey - A. Lucas, Longvic - A. Harteloup, Longvic - B. Moyné, Longvic - M. Bidault, Is-sur-Tille - J. Delorme, Dijon - F. Tournier, Morey-St-Denis - R. Chalmeau - J.-P. Chapet - R. Chervet - P. Cieutat - Claude Darcieux - Philippe Guillard - Guy Deflieux - Michel Forestier - F. Giroux - Jean Goyet - Michel Scolari

22 - COTES-DU-NORD

Morel Vonick, sec. féd. Femmes - Gaubert Jean, sec. féd. Agriculture, maire de Pludumo - Galvin Michel, sec. de section - Lebreton Charly, sec. de section, maire de Plénée-Jugon - Sollier Jean-Claude, sec. de section - Jovanny Claude, maire adj. de Plouec-du-Trieux - Amelot Bernard - Crespel Jeanne - Crespel Yves - Daniel Nicole - Gaudoux André - Guezennec Yvon - Jendron Auguste - Jendron Odile - Leroux Michel - Maheo Robert - Mainguy Jean - Urvoy Christian

23 - CREUSE

Verdier C., B.F. - Monteiller, Cons. général de Chatelus-Matvaille - Bareige H., Maire de St-Fiel - Dallier G., Maire adj. Guéret - Gesset, maire de Jalesches - Prudhom, maire de Mouziers - Defemme J., cons. municipal de Guéret - Girou Yves, sec. section de Guéret - Aucordonier Gaston, Guéret - Bleron, Guéret - Cheroret, Guéret - Cognet A., St-Fiel - Demarque Vincent, Bonnat - Erouchon, Guéret - Galand, St-Fiel - Ginon A., Guéret - Ginon J.-C., Guéret - Jaillet, Guéret - Mazet M., La Sauvière - Liraud, St-Fiel - Monnet Jean, Chénérailles - Robert Liliane - Sarre Alcide, Chénérailles - Teynes S., Guéret

24 - DORDOGNE

Appaix René, secrétaire de section d'Issigeac - Bach Michel, membre C.E.F., trésorier section de Lalinde - Baillargé Jean-Pierre, membre du bureau fédéral, secrétaire de la section de Vélines - Barbarie Bernard, membre C.E.F., section de Périgueux - Berti Claudette, section de Mussidan - Bordes

françois, secrétaire de section de Saint-An-
toine, adjoint au maire, président du syn-
dicat cantonal F.D.S.E.A. - **Bourdichon**
Yves, conseiller municipal de Gardonne, sec-
tion de Sigoulès - **Bourrieau Yves**, secrétaire
adjoint et trésorier de la section de Terrasson
- **Castello Germaine**, secrétaire de la section
de Mouleydier - **Combe Jean**, secrétaire de
la section de Lalinde - **Delezay Didier**, se-
crétaire fédéral de la Propagande - **Desar-**
naud Elizabeth, secrétaire fédérale à l'Action
féminine - **Foueytille Yvon**, maire de Cor-
gnac-sur-l'Isle - **Frelat Serge**, section de
Beaumont - **Haein Pierre**, section de Ber-
gerac - **Hannoyer Marie**, secrétaire fédéral
aux Luittes sociales - **Hervé Jean-Louis**, sec-
tion de Bergerac - **Labelle Alain**, section de
Sarlat - **Lagrange Bernard**, secrétaire de sec-
tion de Prigonrieux-Laforce - **Lasternas**
François, maire de Prigonrieux - **Lavergne**
André, trésorier section de Domme - **Lavi-**
gnac Max, délégué fédéral à la Formation
- **Lauqué Michel**, conseiller municipal Mont-
caret - **Lescure Yves**, conseiller municipal
d'Eymet - **Leyx Odile**, secrétaire de section
du Buisson-Cadoin - **Martiol Jean-Louis**,
section de Neuvic - **Noel Bernard**, conseiller
municipal de Sarlat - **Pain Jacques**, trésorier
fédéral adjoint - **Predine Françoise**, déléguée
fédérale à l'Agriculture, membre de la
C.E.F. - **Suchod Michel**, membre de C.D.,
membre du B.F., conseiller général - **Usché**
Christian, secrétaire de section de Chance-
lade

25 - DOUBS

Janvrin Jacques, B.F., Besançon - **Seveyras**
Jean-Marie, B.F., maire adj. Bethoncourt -
Pourcelot Gilbert, cons. municipal Saône,
B.F., sec. section - **Gutierrez Sylviane**,
C.E.F. - **Castella Lucien**, cons. rég., cons.
municipal de Besançon, G.S.E. - **Devalière**
François, maire adj. Besançon - **Marquiset**
Jean-Paul, cons. municipal Besançon - **Sch-**
midt Christian, C.E., Besançon Nord -
Guyon, cons. municipal - **Roche Jean**, C.E.
- **Duquet Norbert**, cons. municipal - **Belper-**
rin - Chevenement M^{me} - **Devillers - Hum-**
bert - Janvrin Suzanne - Martin - Renaud
M^{me} - **Roland - Roume - Sanchez - Ver-**
boski - De Villard - Zutter, cons. de district

26 - DRÔME

Blanc Jean-Claude, membre du C.D., se-
crét. féd., adj. au maire - **Amill Raymond**,
B.F., cons. municipal (Valence) - **Bonnefoy**
Jean-Claude - B.F. - Ricard Marie-Thérèse,
B.F. - **Leron Roger**, 1^{er} adj. au maire (Val-
ence), cons. rég., C.E.F. - **Favrat**, adj. au
maire (Valence), C.E.F. - **Chandru Nicole**,
C.E.F., cons. municipal - **Maschio Livio**,
C.E.F. - **Mazoyer Jacques**, C.E.F. - **Bon-**
prun Louis, C.E.F. - **Rimey Michèle**,
G.S.E., S.N.C.F. - **Sarnes René**, G.S.E.,
S.N.C.F. - **Le Touze Jacques**, sec. section
- **Dols**, adj. au maire (Valence) - **Dubard**
Marcel, dél. féd. Jeunes - **Keller Jean-**
Richard, dél. féd. Jeunes - **Piras Bernard**,
dél. Agriculture - **Faure Jean - Gosselin Ro-**
ger, sec. section.

27 - EURE

Didier Pierre, B.F. - **Roy Maryvonne**, B.F.
- **Roy André**, maire adjoint - **Davault Guy**,
maire adjoint - **Guais Raymond**, G.S.E.,
P.T.T., Evreux - **Duval-d'Estin Maurice**,
C.E.F. - **Lecureur Gaston**, C.E.F. - **Maugé**
Guy C.E.F. - Ansaletm Bernard, sec. section
et vice-président de l'ensemble urbain Vau-
dreuil - **Marage Patrice**, sec. section - **Bes-**
nard Christian - Bordier Odile - Janvier
Georges - Legreff Michel - Mathieu Didier
- **Rivière Daniel - Sandeau Jacques - Saus-**
saye Yves

28 - EURE-ET-LOIR

Cognard André, B.F., délégué entreprise -
Jaulneau Jacky, B.F. - **Ayella André**,
C.E.F., sec. S.E. "Renault-Dreux" - **Labat**
René, C.E.F., cons. municipal - **Peigney**
Maurice, C.E.F., cons. municipal - **Peinaud**
Roland, C.E.F., cons. municipal - **Renaut**
Alain, C.E.F., cons. municipal - **Depys Ma-**
rie, cons. municipal (Chartres) - **Bervas Phi-**
lippe

29 - FINISTÈRE

Pelnnec François, sec. féd. - **Kerjean Mi-**
chel, sec. féd. - **Dolle Arnaud**, sec. féd.,
vice-présid. communauté urbaine Brest, adj.
maire Brest - **Maze Célestine**, C.E.F. - **Ni-**
colas Louis, C.E.F., adj. maire Scaer - **Gou-**
din François, cons. municipal Morlaix -
Gouriou Hervé, resp. comm. cadre de vie
- **Roudaut Jean**, cons. municipal Morlaix -
Roudaut Mimi, sec. du comité de ville de
Brest - **Vircoulon D.**, cons. municipal de
Morlaix - **Thomas**, sec. section (Brest) - **Du-**
puis G., sec. section (Vive-Gauche) - **Le**
Roch Jean-Pierre, sec. section (Morlaix) -
Roumeur André, sec. section (Le Relecq-
Kerhuon) - **Menesguen Yves**, Brest - **Gleau**
Jo, Brest - **Terrien Yves**, Quimperlé - **Abal-**
lain Roger - Decharvane Chantal - Hascot
Hervé - Marzin Antoine - Moisan René

30 - GARD

Courtade Yvette, B.F., C.E.F., Laudun -
Detrye Jean-François, B.F., C.E.F., Nîmes
- **Gressin Raymond**, B.F., C.E.F., Nîmes -

Plantier Guy, B.F., C.E.F., vic. le Ferc - **Sa-**
dorges M., B.F., C.E.F., sec. section Bouil-
largo - **Baudui J.**, secrétaire section Le Vi-
gan - **Volle I.**, secrétaire de section Nîmes
- **Abrieu H.**, Bagnols/Cèze - **Barlois P.**, Nî-
mes - **Bassi J.**, Roquemaure - **Boyac E.**, St-
Jean-de-Valeris - **Dardaillon J.**, Nîmes
- **Dardaillon Y.**, Nîmes - **Dumas M.**, Aramon
- **Fabre A.**, Alès - **Girard J.**, Nîmes - **Mar-**
cotte Ph., Langlade - **Martin R.-B.**, St-Hip-
polyte-du-Fort - **Olivier M.**, St-Ambroise -
Patela C., Barjac - **Riou R.**, Beaucaire - **Sal-**
lery J., St-Hippolyte - **Volle J.-L.**, Nîmes

31 - HAUTE-GARONNE

Mignon Hélène, C.D., C.E.F., maire adj.
Seysses - **Gomez Henri**, B.F., cons. muni-
cipal Toulouse - **Cohen Pierre**, B.F. (Jeunes)
- **Genthon Philippe**, B.F., Montjoire - **Du-**
pagny Marcel, B.F., cons. Municipal Tou-
louse - **Lefevre Jean-Claude**, bureau section
Toulouse - **Pradel François**, C.E.F., Bx sec-
tion Toulouse - **Pedagi Pierre**, Bx section
Toulouse, G.S.E. - **Mourrier Jean-Pierre**,
C.E.F., Luchon - **Doste G.**, S.E. (P.T.T.),
C.E.F. - **Puig Max**, C.E.F., sec. section Cas-
telmaurou - **Dodin Jean-Daniel**, C.E.F.
Toulouse - **Caminade Serge**, C.F.C. Tou-
louse - **Riquet Jean-Claude**, C.E.F. Ville-
franche-de-Lauragais - **Vincelot Eric**, resp.
M.J.S. Ramonville - **Sentucq Marcel**, G.S.E.
national aéronautique (Toulouse) - **Haye**
François, sec. section Blagnac - **Pinel Phi-**
lippe, sec. section, G.S.E. S.N.I.A. Aussone
- **Dupont Andrée - Dupont Guy**, sec. section
Seysses - **Valade Claude**, C.E. Toulouse -
Cristofol Antoine, Quint Fonsegrives -
Boyer Pierre, S.E. P.T.T. - **Brousse Jean**,
St-Orens - **Rabataud Louise**, Toulouse - **Pi-**
cavet-Roos Claire, Toulouse - **Heliou Fern-**
and, G.S.E. Toulouse - **Laradji Abel**,
G.S.E. fonction publique, Villeneuve-Tolo-
sane - **Eychenie Pierre**, Fouquevaux - **Lary**
Alain, Plaisance-de-Touch - **Mayonove Mi-**
chel, G.S.E. S.N.I.A. Beaulieu - **Micallef**
Louis, Lagardelle/Lèze - **Blanc Christian** -
Aversenq, G.S.E. Santé Toulouse - **Bouvier**
François, Toulouse - **Lorenzo Antoine** -
Leyraud Jean-Claude St-Gaudens - **Pin**
Jean-Pierre, Toulouse - **Vigneau Pierre**,
M.J.S. Ramonville - **Brigand Michel**, Tou-
louse - **Buades André**, Toulouse - **Buades**
Marie-Claude, Toulouse - **Coubes François**,
Cugnaux - **La Pousse Pierre**, Mondoville -
Alcalay Colette, Villeneuve-Tolosane - **Du-**
four Fernand, Bragayrac - **Lafontan Fran-**
çois, St-Lys - **Maylie Bernard**, Carbone
- **Molinier Jacques**, Goyrans - **Modeste Noël**,
G.S.E. Santé - **Treilhou François**, M.J.S.
- **Ducasse Marie**, Quint Fonsegrives - **Lubac**
Jean, Ramonville - **Rancon Monique**, Tou-
louse - **Ripart Monique**, Ramonville - **Do-**
menech J., S.E. P.T.T. - **Joulia R.**, S.E.
P.T.T. - **Soubie Jean-Luc**, Toulouse

32 - GERS

Lasserre Pierre, S.F., cons. municipal Prei-
gnan - **Sorbadère Alain**, C.E.F., maire de
Lahitte - **Cazeneuve Gérard**, B.F., sec. gé-
néral du M.O.D.E.F. - **Milord Bernard**, B.F.
- **Soucasse André**, C.E.F. - **Biemouret Gi-**
selle - Gall Armand, C.E.F. - **Pis Bernard**,
C.E.F. - **Hiairassary Jacques**, C.E.F. -
Mende Mario, sec. secteur entreprise, crédit
agricole - **Baylac Guy**

33 - GIRONDE

Joly François, sec. féd., B.F. - **Garineau**
Alain, cons. féd., B.F. - **Sadler Jean**, sec.
féd., B.F. - **Jouve Claude**, maire de Leognan
- **Haye Kléber**, adj. maire de Villenave-
d'Oron, B.F. - **Sautereau**, cons général de
Pessac - **André Michel**, C.E.F. - **Balcon J.-**
Bernard, C.E.F. - **Berbillé Yves**, C.E.F.
- **Degenne Alain**, C.E.F. - **Delalande Phi-**
lippe, C.E.F. - **Oulout Roger**, C.E.F. -
Dume Jean-Claude, C.E.F. - **Garraud Jean-**
Claude, C.E.F. - **Rouhier Daniel**, C.E.F. -
Thivet Jean, C.E.F. - **Dumoulin Xavier**,
E.S. - **Villetorte Philippe**, M.J.S. - **Arzenton**
Eliane - Dutil Jeanine - Poumeyrol Fany
- **Renoux Lise - Sadler Marie-Andrée -**
Touya Pierre

34 - HÉRAULT

Bedos Daniel, C.D., adjoint maire de Pèze-
nas - **Begard**, B.E.F. - **Daufes Jean-Paul**,
B.E.F., resp. secteur Entreprises - **Fabreguet-**
tes Bernard, conseil municipal sète, B.E.F.
- **Jourdan Roger**, B.E.F. - **Leforestier Fran-**
çoise, B.E.F. - **Montousse Frank**, B.E.F. -
Poirel Jean, B.E.F., sec. section Montbazin
- **Viols Maurice**, B.E.F., sec. section Pala-
vas-les-Flots - **Gely Jean-Louis**, animateur
M.J.S. - **Bonnemayre Jean-Marie**, C.E.F. -
Calmels Louis, C.E.F. - **Chevallet Pierre**,
C.E.F. - **Jasserand Daniel**, C.E.F. - **Labonne**
Michel, C.E.F. - **Schossman André**, C.E.F.
- **Verdeil René**, C.E.F., G.S.E.N., E.D.F.
- **G.D.F. - Viols Henry**, C.E.F. - **Blanchemain**
Yseult, sec. section Jacou - **Calvet J.**, sec.
section St-Gervais-sur-Mare - **Camerlo J.**,
sec. section Lézignan-La-Cère - **Deloustal**
J.-L., sec. section Murviel-lès-Montpellier -
Desbordes Dominique, sec. section Assas -
Fabre Jean, sec. section St-Pargoire - **Mas-**
soutier M., sec. section St-Georges-d'Orgues
- **Reynaud H.**, sec. section St-Jean-de-Vedas
- **Roulendes Gaston**, sec. section S.E. P.T.T.
- **Toungnes C.**, sec. section Serignan - **Sauvan**

Monique, sec. section Juvignac - **Sicurani**
Norbert, sec. section S.E. C.G.E. - **Baquet**
Eliane, cons. municipale de Béziers - **Garcia**
Antoine, adj. Montagnac - **Coste Geneviève**,
cons. municipale Béziers - **Sutra Degerma**
Simone, cons. municipale Béziers - **Cros Ja-**
nine, amicale laïque départementale - **Fon-**
terre Michel, syndicaliste - **Menard Robert**,
mouv. des radios locales - **Rossi Lucette**,
syndicaliste

35 - ILLE-ET-VILAINE

Boucheron Jean-Michel, maire adjoint à
Rennes, cons. général - **Baudoux Jean-Paul**
- **Bertholon Jérôme** - **Boisgonthier Annick**
- **Crespy André** - **Daubray** - **Mutin**

36 - INDRE

Caumette Roger, C.E.F., maire de Déols -
Becaufft André - **Jambut Pierre**, C.E.F. -
Lamoureux André, C.E.F. - **Touzet Ber-**
nard, C.E.F. - **Beillot Michel** - **Calame Da-**
niel - **Lamaud Sylvaine** - **Marty Dominique**
- **Thoreau Christian**

37 - INDRE-ET-LOIRE

Jornet Raphaël, C.E.F. - **Remerand Mar-**
celle, C.E.F. - **Chrétien Luc**, C.E.F.,
conseiller municipal - **Mazet Pierre**, conseil-
ler municipal - **Arnault Rose-France** - **Au-**
digou Jacques - **Cadeau Jean-Claude** -
Caillaud Guy - **Courtat Bruno** - **Desroches**
Roger - **Diard Jean-Claude** - **Enault Alain**
- **Fouchaux Michel** - **Guicharnaud André**
et **Monique** - **Lambert Jacques** - **Merino**
Richard - **Monnot Patrick** - **Moreau Jac-**
ques - **Perret Madeleine** - **Perrin Jean-Ma-**
rie - **Texier Patrick** - **Tocquet André** - **Tou-**
pin Jean-Claude - **Carlat Paul**, animateur
Entreprises

38 - ISÈRE

Duport Paule, C.D., B.F. - **Escoffier Daniel**,
B.F. - **Giraud Jean-Paul**, B.F., sec. comité
de l'agglomération grenobloise - **Mahier**
Claude, B.F., adj. maire Voiron - **Delahais**
Jean-François, C.E.F., maire Saint-Egrève -
Couffignal Georges, C.E.F., sec. comité de
ville de Grenoble - **Fanton Jean-Claude**,
C.E.F. sec. section université - **Coing-Boyat**,
C.E.F. sec. Section Seyssinet - **Guinot Di-**
dier, sec. sec. entreprise P.T.T. - **Lechartier**
Guy, sec. sec. entreprise C.E.N.G. - **Terraz**
Georges, sec. G.S.E. cheminots - **Darvogne**,
sec. étudiants socialistes - **Niel Charles**, secr.
G.S.E. Thomson C.S.F. - **Saval Alain**, Sec.
G.S.E. S.I.C.N. - **Calaque Elisabeth**, res-
femmes de l'agglomération grenobloise -
Baletto Marc, C.E.F. adj. maire d'Eybens -
Banel Charles, C.E.F. adj. maire de Ville-
Fontaine - **Breuil Jean**, C.E.F. - **Fribourg**
Christiane, C.E.F. - **Jallamion Lucien**,
C.E.F. - **Libman Freddy**, C.E.F. - **Meilhac**
Henry, C.E.F. - **Nier Jean-Marie**, C.E.F. -
Noël Jean-Marie, C.E.F. sec. section Rives
- **Rollin Claude**, C.E.F. sec. section d'Échi-
rolles, cons. municipal - **Payan Jean-Jac-**
ques, C.E.F. - **Sicard Odile**, C.E.F. - **Ar-**
laud, sec. section Claix - **Balluet Jacqueline**,
- **Dumas René**, sec. section de Grenoble, Al-
lies Alpines - **Frappat Jacques**, - **Guicherd**
Roger, sec. section Saint-Egrève - **Grillon**
Raymond, sec. section La Murette, cons.
municipal - **Martinez Jean-Philippe**, sec.
section Moirans

39 - JURA

Fournier Alain, B.F. - **Masson Charles**,
C.E.F. - **Boilley-Morez Gérard**, - **Guilbert**,
- **Levesque**

40 - LANDES

Gaujacq Guy, B.F. - **Balie Michel**, maire de
Miramont-Sensacq - **Bernard Michel**, C.E.F.
maire adjoint Lespéron - **Cabe Pierre**,
C.E.F. - **Cabe Robert**, C.E.F. député sup-
pléant - **Caule Josette**, C.E.F. - **Cluzel Mi-**
chel, C.E.F. - **Lartigau Francis**, C.E.F.
maire Onores - **Le Marrec Jacques**, C.E.F.
- **Nières Louis**, C.E.F. maire de Garrosse -
Poueymidou Daniel, C.E.F. cons. municipal
Tarnos - **Senlecque Jacques**, C.E.F. - **Sor-**
raing René, C.E.F. - **Cazanave-Pin Jean-**
Pierre, entreprises - **Casset Jean** - **Prieux**
Martine - **Prieux Jean-Pierre**

41 - LOIR-ET-CHER

Duthel M., B.F. G.S.E. agricole - **Mortelette**
François, Cons. général Blois, maire de
Saint-Sulpice - **Gauthier J.**, C.E.F. - **Lebou-**
laire J.-M., C.E.F. - **Raoul J.-C.**, C.E.F.
- **Fy Madeleine**, sec. section Saint-Gilles -
Simon Pierre - **Messenger B.** - **Bodusseau**
A. - **Renou Paulette** - **Renou P.** - **Gilardin**
H. - **Buteau Bernadette** - **Gilardin F.**, M.
J.S. - **Brisson R.** - **Gapin P.** - **Découard**
J. - **Desaunay P.** - **Mortelette Janine** - **An-**
dré M.

42 - LOIRE

Garnier André, B.E. C.E.F. adj. à Saint-
Étienne - **Chovet E.**, S.F. adj. maire à Saint-
Étienne, cons. régional - **Merat R.**, premier
féd. - **Goubier J.-M.**, S.F. - **Le Quatre Joël**,
S.F. - **Sion Gérard**, S.F. - **Souigniet Mar-**
tine, S.F. - **Thoral J.-P.**, S.F. - **Laurenceau**
N., M.J.S. - **Marcon M.**, commission en-
treprise - **Pachec C.**, C.E.F. secteur femmes

Benetier Jean-Jacques, C.E.F. adj. à
Roanne, député suppléant - **Chabanon G.**,
C.E.F. - **Paternal S.**, C.E.F. - **Bost BX- Bou-**
lon B. - **Chatar M.** - **Ferrara J.** - **Gay An-**
nie - **Gay Jacques** - **Gillier M.** - **Ion Jac-**
ques - **Jallas A.** - **Jouret J.-C.**, adj. à Saint-
Étienne - **Palhec J.-P.** - **Pichon André** -
Schauss G., adj. à Saint-Étienne - **Taudel**
Ch., secrétaire section - **Thoral G.**, sec. sec-
tion - **Ulmer M.** - **Vigna S.P.** - **Laurenceau**
Hélène, conseillère municipale à Saint-
Étienne - **Fayolle Bernard** - **Joubert Marcel**
- **Teyssier Michel** - **Momin André** - **Sabot**
Paul, secret. section P.T.T. - **Gay Adrien**,
secret. section banque - **Lopez Raymond**,
cons. municipal à Saint-Étienne - **Tardy Ga-**
briel, cons. municipal à Saint-Étienne - **Ar-**
bault Michel - **Plotton Gérard** - **Lavenir**
Marius, sec. section Entreprise à Roanne,
cons. municipal de Roanne - **Debout Ber-**
nard, adj. maire à Roanne - **Cellard Patrice**
- **Couttenson Jacques**, adj. maire à Cham-
bon-Feugerolles - **Rachet Michel** - **Garnier**
Janine - **Machon Jean**

44 - LOIRE-ATLANTIQUE

Natiez Jean, comité directeur - **Autain**
François, député maire - **Lebeaud Jeannette**,
C.E.F. - **Bordier Alexandre**, C.E.F. - **Morin**
Marie-Annick, C.E.F. - **Girou Raymond**,
C.E.F. - **Lopez Michel**, C.E.F. - **Pereon Gé-**
rard, C.E.F. - **Valomet Jean-Claude**, C.E.F.
- **Legoff Didier**, C.E.F. - **Nicolas Christian**,
C.E.F. - **Pousseur Jean-Marie**, C.E.F. - **Le-**
roy Thierry, C.E.F. - **Lebechec Louise**,
C.E.F. - **Branger Bernard**, délégué fédéral
santé - **Diguet Gérard**, G.S.E. Indret - **Papin**
Jacques, secrétaire entreprise P.T.T. - **Ra-**
dian Jean, G.S.E. Carquefou - **Richard Oli-**
vier, G.S.E. Althom - **Guenatin Jean-**
Pierre, M.J.S. - **Amosse Xavier**, secrétaire
section - **Boye Jean**, secrétaire section -
Chanu Yannick, secrétaire section - **Douet**
Michel, secrétaire section - **Gatinel Alain**,
secrétaire section - **Hougron Marcel**, secré-
taire section - **Lebras Michel**, secrétaire sec-
tion - **Loirat Bernard**, secrétaire section -
Menard Jean-Pierre, secrétaire section -
Mustière Clément, secrétaire section - **Pia-**
ner Hermance, secrétaire section - **Roland**
Jean-Marie, secrétaire section - **Secher**
Pierre, secrétaire section - **Charpentier Mi-**
chèle, cons. générale - **Poujade Maurice**,
maire d'Orvault - **Batteux Joël**, premier ad-
joint à Saint-Nazaire - **Tinières André**, cons.
général à La Baule - **Guiffan Jean**

45 - LOIRET

Ciosi Pierre, B.F. - **Villandon Marc**, B.F.
- **Delpont Jean-Pierre**, cons. général, C.E.F.,
G.S.E. E.D.F. - **Combes Maurice**, C.E.F.,
G.S.E. S.N.C.F. - **Legrand Catherine**, C.E.F.
- **Klein Norbert**, sec. section à Orléans - **Rich-**
ard Jean-Pierre, sec. section à Beaugency
- **Archambault Marie-France**, Fleury-lès-
Aubrais - **Gond Michel**, Orléans

46 - LOT

Cuny Bernard, C.E.F. - **Fauré Michel**,
C.E.F. - **Pichonnel Jean-Pierre**, C.E.F. -
Planchou Jean-Louis, C.E.F. - **Martignac**
Bernard, cons. général - **Bach Lucienne**,
Labenque, secrétaire de section - **Biassette**
Jean-François, Saint-Céré, secrétaire de sec-
tion - **Lamy Roger**, Puy-Lévêque, secrétaire
de section - **Couilli Anne-Marie**, cons. mu-
nicipal - **Moulinié Henri**, cons. municipal -
Bernardie Nicole, cons. municipal - **Bories**
Roselyne, cons. municipal - **Coudoin Jean-**
Jacques, cons. municipal - **Coudoux André**,
cons. municipal - **Gratias Joseph**, cons. mu-
nicipal - **Mougis Monique**, cons. municipal
- **Pelletier Mireille**, cons. municipal - **Les-**
pinasse Michel, cons. municipal - **Séraudie**
André, cons. municipal - **Vernet**

47 - LOT-ET-GARONNE

Robert Josette, membre du bureau féd., tré-
sorière - **Charpentier Jean**, conseiller gé-
néral, membre C.E.F. - **Peyrou Guy**, délégué
régional G.S.E. P.T.T. - **Margnes Jean-Paul**,
responsable fédéral M.J.S. - **Freitas Cyrille**,
C.E.F. - **Brindeau Danièle**, C.E.F. - **Bros-**
sard Serge, C.E.F. - **Daunis François**,
C.E.F. - **Dupouy Michel**, C.E.F. - **Libaros**
Robert, C.E.F. - **Valade Francis**, C.E.F. -
Vergé, secrétaire de section - **Chauvin Jac-**
ques, secrétaire de section - **Bouyssou An-**
dré, secrétaire de section - **Jarrige Claude**,
secrétaire de section - **Johanny Max**, secré-
taire de section - **Robert Jean**, secrétaire de
section - **Vignelles Bernard**, conseiller mu-
nicipal - **Delcayrou Nicole** - **Charron - Da-**
guère Roger - **Borys J.-C.** - **Rossel - Guerin**
Annick - **Margnes Daniel** - **Chambon René**
- **Leglise Gérard** - **Junca M.-C.** - **Troupel**
Pascal - **Taravella Raymond** - **Laval Chris-**
tian - **Hoff Françoise** - **March Patrick** -
Sergnes - **Treseguet** - **Taillade**

49 - MAINE-ET-LOIRE

Sale Daniel, C.E.F. C.-E. resp. G.S.E.
C.I.I.H.D. - **Manceau**, C.E.F. - **Asseray Jac-**
ques, C.E.F. - **Duverger Chantal**, C.E.F. -
Joubert Yves, C.E.F. - **Asseray Michèle**,
cons. municipal à Angers - **Étienne Marcel**,
cons. municipal - **Aligand Bernard**, C.A. à
Angers - **Brisset Jeanne**, C.A. à Angers -
Palussière Joseph, sec. sec. à Montrevault
- **Grégoire Jeanine**, sec. sec. à Chalonnes-

sur-Loire - Herault Bernard, sec. sec. à Chole - Nicolas André, resp. G.S.F. - Guidel Raymond, Saint-Barthélemy - Jobin Catherine - Oudin Yves - Desmazières Philippe - Vinel Jean-Pierre

50 - MANCHE

Josset André, C.E.F. - Lecostey Annie, C.E.F. - Vasin Gérard, C.E.F. - Preterre Jacques - Laronche Pierre, B.F. - Godefroy J.-Pierre, B.F. - Lecostey Michel - Louiset Michel

51 - MARNE

S.F.

1^{re} sec. Chepy Annette, C.D. - Leveque Dominique - Wieczoreck Marie-Hélène - Mangion Alain - Chauvière Francis, entreprise - Thomas Michel

M.J.S.

Bachler Michel - Schwerftein Michèle - C.G.

Gauthier Robert, maire de Sainte-Ménéhould -

C.E.F.

Rahola Marie-Ange

Guerault Yves, sec. section Sézanne - Degliame Roger - Devoir Jacques, délégué régional G.S.E. E.D.F. - G.D.F. - Perrin Raymond, C.E.F. entreprise - Lecornu Gérard, C.E.F. - Bianchi Marc, C.E.F. - Colin Georges, C.E.F. président du district de Reims - Thirion Robert, Vitry-le-François - Charle Claude, entreprise P.T.T. - Bouquet J.-Pierre, Saint-Rémy - Hapiak Guy, Dormans - Jacquot Alain, Sainte-Ménéhould - Billecoq Guy, Fismes
Caffe Paul, Fisme - Colin Georges, Président du district de Reims - Viteau Alain, Châlon - Henin Jacques, Châlon - Genel Jean, Châlon - Brun André, Châlon - Dupont Marinette - Blondeau Claude - Drillhon Claude - Chenin Charles - Loche J.-François - Gareau Geneviève - Kuntz J.-Paul - Denis Patrick, M.J.S. - Drillhon Florence

52 - HAUTE-MARNE

Surmon Michel, premier S.F. - Mouillet Edouard, B.F. - Ratte Michel, B.F. - Molle Pierre, trésorier fédéral - Cardinal Jean, sec. sec. - Chanfraut Guy - Guenin Richard, resp. journal la "Haute-Marne socialiste" - Porcar Jean-Michel - Thoyer Jacky, sec. sec. - Bruyand Henri, sec. sec

53 - MAYENNE

Cécillon Jacqueline, B.F. - Minzières Georges, B.F., secrétaire féd. entreprises - Rault Louis, B.F. - Sorin Michel, B.F., secrétaire féd. formation - Thouet Jacques, B.F.

54 - MEURTHE-ET-MOSELLE

Durupt J., B.F., C.G. (maire de Tomblaine) - Meyer, B.F. resp. G.S.E. - Roux-Marchand Wilfrid, B.F. - Chebance D., C.E.F. - Chenal J., C.E.F. - Dalle M.-F., C.E.F. - Geiger, C.E.F., secrétaire sec., cons. municipal - Mouchard, C.E.F. - Otto, C.E.F. - Perentoni, C.E.F. - Pleignet, C.E.F., secrétaire sec., cons. municipal - Atlan D., secrétaire sec. - Dapet R., secrétaire sec. - Icard M., secrétaire sec. - Tisserand J.-P. - Alexandre P., M.J.S. - Blais S., M.J.S. - Jouet J., M.J.S. - Teirlinck D., M.J.S. - Ameglio M., - Blais P. - Consoli P. - Daget M. - Durand G. - Fisson G. - Fornasier B. - Gobillot M. - Gobillot P. - Menabe J.-L. - Muller J. - Muller M. - Pernot D. - Pierson N. - Stoianoff S.

55 - MEUSE

Mechin Pierre, Cons. général de Verdun, secret. général adjoint - Descharmes Pierre, maire adjoint à Verdun - Antoine Georges, secret. général Entreprises - Colinet René, secret. sect. à Verdun -

56 - MORBIHAN

Le Guern Louis, C.D., maire de Lanvenegen, C.N. agricole - Badouel Patrick, sec. féd. agriculture - Lallinec Michel, sec. féd. P.M.E. - Hazevis Jean, C.E.F., sec. section à Auray - Viol Alain, C.E.F. - Dore Gwennael, C.E.F. - Robic Daniel, sec. sect. à Mauron - Tilloy Jean-Michel, sec. section - Papeta Marc, sec. section - David Jean, sec. section, com. féd. entreprises - Toureaux Guy, dél. commission "mer" - Pendelio Ludovic, sec. section - Lavaux Marie-Annick, C.E.S. - Quere Daniel, sec. section - Laurent Yannick, cons. municipal à La Trinité-sur-Mer - Daniel François, sec. section - Rio Marcel, sec. section - Légrill Daniel, sec. section - Corlay Jean-Pierre, sec. section - Ledu André, maire de Guisriff - Berty - Dimeet Odile - Gasnier Pierre, cons. municipal à Pontivy - Gloux Émile, comm. agricole - Morel Gilles - Conan Louis, comm. agricole - Rolland Jacky - Corlay Claire - Guillow Michel, sec. section

57 - MOSELLE

Seelig Michel, C.D. - Brust Jean-Jacques, B.F., sec. section à Fleurange - Gros Dominique, B.F., sec. section à Metz - Chevallier Lucien, B.F., sec. section à Folschviller - Saldinari Francis, B.F. - Jambel Yves, maire d'Hayange - Schequenue Hubert, C.E.F., sec. section à Moulins - Descamps Albert, C.E.F., sec. section à Greutzwald - Mathieu Michel, C.E.F., sec. section à Marly - Stenneler Patrick, sec. section à Cocherem - Guermann Bernard, sec. section à Ammeville - Chemin Daniel, sec. section à Guemange - Guerbeur Louis, sec. section à Mezières - Trutt Jean, sec. section à Yutz - Lemahier André, sec. section à Hagange - Steffann Raymond, sec. section à Montigny - Bladt Paul, sec. section, maire de Cocheren - Maurer Jean-Paul, sec. section, maire de Durance - Maurer Marie-Hélène - Guermann Marie-Claire, cons. munic. à Rombas - Ehly André, cons. munic. à Thionville - Delobel Albert, adj. maire à Berhum - Houselle Sylvain, adj. maire - Sizaine André, adj. maire à Hayange - Gloeckler René, adj. maire à Hayange - Spannagel Joseph, con. munic. à Boulay - Tous-saint Michel, G.S.E. Sacilor - Mih Alain, M.J.S. - Hanser Patrick, M.J.S. - Delrez Daniel, Metz - Amet Roger, Maizières - Kohler Anne, Metz - Dupré René, Hombourg - Staub Germain, Freyming - Merlebach - Cabiran France, Boulay - Meil R., Faulquemont

58 - NIÈVRE

SECTION DE NEVERS

Boissier Patrick, C.E.F. - Boissier Nicole - Bonnet Jocelyne, cons. municipale - Boulé Eugène, C.E.F. - Taussig Rudolf

SECTION DE COULANGES-LÈS-NEVERS

Buteau Guy, C.E.F. - Chavance Claude - Dethier André - Dufour Raymond, maire - Robin Jean-Pierre, syndicaliste

SECTION D'IMPHY

Aubert Jacky - Aublanc Laurent - Montrignat Alain - Moraès Lionel

SECTION DE VAUZELLES

Alison Roger - Dessault Alain - Jamet Pierre, syndicaliste

SECTION DE CLAMECY

Tapin Daniel, C.E.F. - Gauthier Claude, C.E.F.

SECTION DE COSNE-SUR-LOIRE

Marnière Claude, syndicaliste - Torte Roger

SECTION DE GUÉRIGNY

Chateau Jean-Pierre

SECTION DE POUQUES-LES-EAUX

Bertrand Guy

59 - NORD

C.D.

Cacheux Alain - Leroy Jean-Pierre

MAIRE

Schmitt Claudine, premier adj. à Faches-Thumesnil

ANIMATEURS

Berveglieri Christian, E.S. - Murraciale Michel, E.S. - Kanner Patrick. M.J.S.

C.E.F.

Bataille Christian - Freineaux Jean-Louis - Petite Robert

C.E.S.

Gantier Philippe - Nonon Elizabeth - Marcus Evelyne - Hornez H. - Ternois Charles-Henri

LES AUTRES

Banneux Patrick - Capelle - Chodlick - Delplanque - Dumez - Flechon - Goethals Gérard - Lefebure Francis - Le Flohic A. - Levert Charles - Perlein Yves - Renard Sylvain - Renier Eugène - Thibaut Jacques - Soyer Dominique - Vanoecke Jean

60 - OISE

Bosco Ribar, C.D. - Bernard-Luneau Serge, S.F. - Fevrieux François, B.F. - Baduffle Alain, B.F. - Piret Jean, B.F. - Mouchnino Jean, C.E.F. maire adj. de Pont-Sainte-Maxence - Bras Gérard, maire adj. de Mouy - Marechal C., C.E.F., Bethisy - Badifle Martine, Boran - Piret Janine, Breil-le-Sec - Marchiani J., Bresles - Jouanigné Bernard, M.J.S., Compiègne - Delignière Josie, Chamblis - Vantomme A., sec. sec. à Clermont - Fournier D., C.E.F., sec. sec. à Clermont - Mocte J., Le Morlay - Leroy A., Maignelay - Dauzet Sylvienne, Montataire - Soulfout Chantal, C.E.F., Méru - Taupin J., Mouy - Guilhem J.-F., Nogent - Catani, Noyon - Asseman Martine, Pont-Sainte-Maxence - Benard Elisabeth, Leu-d'Esseret - Ivarra P., C.E.F., Senlis - Roux G., Son-

Leons - Le Diasson Yves, C.E.F., Orry-la-Ville - Marin F., Villers-Saint-Paul - Tignon J., C.E.F. Villers-Saint-Leu - Abbes P., Vennette - Barthelmy, Verberry - Lamarre M. - Bernard-Luneau Marie-Claire - Boudoulec Sylvie - Jacot G. - Dulière D.

61 - ORNE

C.E.F.

Beugin Raymond - Mouchard Gérard, S.F. entreprises - Chereau Maryse

SEC. SECTIONS

Guicheteau André, Vimoutiers - Lecoq J. Loup, Mortagne

MILITANTS

Rolet Jean - Gigaud Michel - Picot Jean - Marcerou Jean - Marchand Gérard - Biron Michel - Sarary Claude - Roesch Jacques - Chereau Félix - Allam Françoise - Charbonneau Gérard - Neveu Bernard - Beautoux Joseph - Secalot Jean-Jacques

62 - PAS-DE-CALAIS

Alexandre Jean-Marie, Souchez, C.D., S.F. - Chyppe Marcel, Lens, sec. sec. C.F. - Collin Jean, Amies, sec. sec. C.F. - Decourcelle Denise, Nœux-les-Mines, sec. sec. C.F. - Dehay André, Calonne Ricouart, sec. sec. C.F. - Delannoy Pierre, Auchel, sec. sec. C.F. - Delcourt Julien, Bouvigny Boyeffles, sec. sec. C.F. - Deleury Christian, Saint-Laurent-Blangy, B.F. - Depersin Pierre, Bapaume, cons. régional S.F., M.B. - Devaux Claude, Framécourt - Dewerd Jacques, Saint-Léonard, sec. sec. C.F. - Ducron Yvon, Boulogne-sur-Mer, dél. féd. à la formation - Dumoulin Jacques, Saint-Martin-lès-Boulogne, sec. sec. C.F. - Galloo Jean, Cauchy-à-la-Tour, sec. sec. C.F. - Galloo Monique, Bapaume, C.E.F. - Gournay Madeleine, le Portel - Gravure Jules Auchel, dép. suppléant - Joly Léon, Théouanne, sec. sec. C.F. - Labalette Serge, Saint-en-Gohelle, sec. sec. C.F. - Lefebvre Christian, Boulogne-sur-Mer, B.F. - Lefebvre Pierre, Calais, sec. sec. C.F. - Lejeune Yvan, Liévin, C.E.F. - Louart Serge, Angres - Peyronnet Emmanuel, Hénin Beaumont, sec. sec. C.F. - Planchez Alfred, Auchel, C.E.F. - Plet Jean-Claude, Vermelles, sec. sec. C.F. - Po-devin Patrice, Wimereux, sec. sec. C.F. - Poirriez Jacques, Saulchoy - Preuvost Adam, Amies, sec. sec. C.F. - Tillier Maurice, Calonne-Ricouart, sec. sec. C.F. - Trannin Louis, Vermelles, sec. sec. C.F. - Villedary Jacques, maire de Nœux-les-Mines - Vintenon Michel, Saint-Omer, C.E.F. - Darchicourt Pierre, Hénin-Beaumont - Frémaux André, Hénin-Beaumont

63 - PUY-DE-DÔME

Vacant Edmont, député - Savodon Bernard, dép. suppl. - Rustan Ch., Comm. nationale des conflits - Chaudage L., B.F. - Alexandre Bernard, B.F. - Michel Jean, B.F. - Petitalot Gilbert, B.F. - Berthuit Daniel, B.F. - Bernard Patrice, C.E.F. - Bouleau André, C.E.F. - Besseyre Antoine, C.E.F. - Mosnier Gabriel, C.E.F. - Sauvadet J.-François, C.E.F. - Mansat Robert, cons. général - Bonté Pierre-Joël, premier adj. à Riom - Chancel Juliette, cons. général à Clermont-Ferrand - Dupuy Pierre - Sauvage Robert - Guette Jean - Barbat Mireille - Miguet Jean-Marc - Tristani Mathieu - Barlogis J.-Louis - Mornand J.-Luc - Pasciuto Bertrand - Bouchet Stéphane - Tixier Michel - Madelbos Yves

64 - PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Albeza Jacques, C.E.F. - Baldy J.-François - Bortayrou Maurice, C.E.F. - Brossard Jean-Claude - Carboueres Jeanne - Cerezueta Uela - Chevènement Claude - Courneau Antoine - Cournil Anne-Marie - Dupin Pierre, C.E.F. - Duprat Pierre - Duisit Edmond - Elussalde Martin - Gagnier Jacques - Hitta Lucie - Hourdebaigt Jean - Laborde Anne - Ladoumegue Marie-Thérèse - Lafaurie André - Latxague André - Minvielle Jean - Moreels Simone - Nansot Bernard - Sourbè Pierre - Tort Jean - Vugin François - Voirin Bernard, cons. municipal à Pau

65 - HAUTES-PYRÉNÉES

Delpesch Henri, comm. des conflits - Mandret Georges, S.F.E. - Durand Jean-Pierre, C.E.F. - Grezick Serge, C.E.F., délégué fédéral "environnement" - Peyruset Pierre, sec. sec. - Villa Guy, C.E.F., sec. sec. - Darré Guy, G.S.E. - Decombes Jean, G.S.E. - Gerbet Denise - Haurie Jean, G.S.E. - Lacaze Raymond, G.S.E. - Lassus Claude - Lliop Gérard, G.S.E. - Pene Jean - Seilhan Pierre - Vilon Jean-Louis, délégué fédéral "jeunes" - Dueux Robert, C.E.F., secret. G.S.E. P.U.K.

66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES

Caliciuri Vincent, S.F.E. - Faivre Bernard, S.F. presse - Caries Jean, trésorier - Schmerber Antoine, B.F. - Megevand Robert, B.F. - Morata Jean, C.E.F. - Roure Rémy, C.E.F. - Roubin Roger, C.E.F., G.S.E. Cheminot - Juhem Paul, C.E.F. sec. sec. à Fon-

Romeu - Corballan Antoine, C.E.F. - Amoros, sec. sec. - Capdet, sec. sec. - Pacouill, sec. sec. - Garousté, sec. sec. - Olette, sec. sec. - Estagel, sec. sec. - Thuir, sec. sec. - Depys Paul, Céret - Depys Georgette, Céret - Agius J.-Paul, Perpignan - Saloy-de-Bernede, Saint-Laurent-de-la-Salengue, commission nationale maritime du parti - Exiga - Serre - Saura - Raclin, Saint-Genis-les-Fontaines - Batlle - Comes - Casouline, Rivesaltes - Benezis - Verdaguer, G.S.E. P.T.T.

67 - BAS-RHIN

Carrière Jean-Loup, C.E.F. - Coffineau Alain, C.E.F. - Gall Denise, C.E.F. - Gall J.-J., C.E.F. - Hamm Albert, C.E.F. - Hampé René, C.E.F. - Roy Alain, C.E.F. sec. section à Strasbourg - Viol Simone, C.E.F. - Chauvel Gérard, sec. section à Haguenau - Blum Constant - Burkhalter René - Richard Jean-François, adj. au maire à Burbach - Chaumont Philippe - Coret André - Dazy Colette - Fulseck J.-L. - Guichard François - Lacher Michel - Merck John - Remeau Alain - Romer J.-C. - Schwartz Jean-Claude - Schwartz Daniel - Truchot Claude - Zettel Thierry

68 - HAUT-RHIN

Wemaere Bernard, C.D. cons. général de Colmar, S.F. - Bockel Jean-Marie, sec. féd. - Wendling Charles, sec. féd. - Baeumler Jean-Pierre, premier S.F. - Bory Arnaud - Lidy Gaston, Soultz - Grimont Jean, S.F.E. - Riedweg Eugène, S.F. - Zwingelstein Paul, S.F. - Haller Jean, S.F. - Huez Jean-Marie, B.F. - Berthier Daniel, C.E.F. - Hartmann Madeleine, C.E.F. - Kaufenstein Romain, C.E.F., G.S.E., P.T.T. - Mage André, C.E.F. - Picard Michel, sec. sec. à Altkirch - Derler Maurice, sec. sec. à Bollwiller - Ebner M., sec. sec. à Cernay-Champagne - Bory Arnaud, sec. sec. à Comar - Reveillé Jean, sec. sec. à Ensishheim - Simon Lucie, sec. sec. à Ferette - David Pierre, sec. sec. à Gwebwiller - Einhorn Gérard, sec. sec. à Illzach - Région Joseph, Lapoutroie - Wilhelm Jean-Marie, Neuf Brisach - Bosfch Jean, Rouffach

69 - RHÔNE

MEMBRES DU B.F.

Gaillard Maurice - Zandanel Eusèbe

MEMBRES DE LA C.E.F.

Durand Lucien - Touzelet Paulette - Romeas L. - Fabre André - Piro A. - Boulon Gilbert - Gerbet R.

SECRÉTAIRES DE SECTION

Daneyrolles D., Millery - Feschet Daniel, Feyzith - Vallernaud G., Lyon V - Blanc J.-P., Rillieux - Didet G., S.E. Berliet

ÉLUS

Penet B., maire - Soublet Marie-Jo, maire de Feyzin - Brosset N., conseiller général - Communay - Martinella Cl., adj. au maire à Feyzin - Chantelot J., conseil municipal à Feyzin

MILITANTS

Brard Jean - Brard Jeanne - Blanc Albert - Carret Jean-Michel - Conjard Roland - Courtet Yves - Malopse Paul - Martin Patrick - Portier Joëlle - Venel Jean-Paul - Villard Lucien - Pontvianne L. - Villard L. - Fruchon - Cioffi J. - Chevallier Ch. - Carret J. M. - Isnard G.M. - Bonnefoy J. M. - Karnoucel Y. - Devinaz N. - Lucas Philippe - Garrige C. - Dessus F.

70 - HAUTE-SAÔNE

CONSEILLERS GÉNÉRAUX

Compagnon Ch. - Lanquetin A.

MAIRES

Coquet P. - Croissant B. - Decrock G. - François B. - Pheulpin J. - Vigneron M.

PREMIER SECRETAIRE FÉDÉRAL

Bichet R.

SECRETAIRES FÉDÉRAUX

André M. - Bartolomo P. - Garcia V. - Lamothe R. - Levavasseur S. - Michel Jeanne - Mereau B. - Pichaud L. - Poiriet P.

MEMBRES DE LA C.E.

Ballet Michèle - Barsacq Marie-Thérèse - Depredurand R. - Genet G. - Michel Jean-Pierre - Sabre A. - Villaumé J.-M.

Appaix F. - Aubert R. - David G. - Diran R. - Dulmet M. - Lacroix G. - Lopez E. - Magnin Victor - Marie Y. - Oudin A. - Perrin Ph. - Poirat G. - Tarsy P. - Tarsy N. - Toulot

71 - SAÔNE-ET-LOIRE

Truc Jean, bureau fédéral - Troubat Jean, bureau fédéral - Segura Antoine, bureau fédéral, conse. municipal à Macon - Brunelli Jacqueline, C.E.F. - Debost Michel, C.E.F., secr. sec. à Saint-Germain-du-Bois - Gene-

vois Marius, C.E.F. - Belda Fernand C.E.F., secrét. sect. à Chatenoy-le-Royal - Auloy Albert, C.E.F. - Trichard Balbine, prem. adj. au maire de Chatenoy-le-Royal - Advocat Richard - Baudrand Gérard - Brunelli Fernand - Desmurs Jean-Claude - Geoffroy Dominique - Gros Jacques - Le-franc Daniel - Mollard Michel - Pageot Pierre - Renaud Jean - Retz Marcel - Seibert Roger, secrét. section de Louhans

72 - SARTHE

Daligault Francis, S.F.E., cons. municipal Le Mans - Marzoratti, S.F. sec. section Sablé - Gasnot Jacky, sec. section Aigné-la-Millesse - Petit-Lassay Claude, sec. section cons. municipal Allonnes - Defrain Claude, cons. municipal Allonnes - Langlais Raoul, cons. municipal Le Mans - Rouzière Pierre, Le Mans - Daligault Elisabeth - Jestin François, vice-président communauté urbaine (Le Mans), adj. (Allonnes) - Jestin Anne-Marie, Allonnes

73 - SAVOIE

Ruscher Daniel, 1^{re} sec. - Bonnet René, sec. fed. entr. - Richad Claude, S.F. - Ravier Simon, S.F. - Coussedière André, C.E.F. - f3Tartout Claude, C.E.F. - Garbolino Jean, C.E.F. - Betemps Michel, C.E.F. - Chevalier Gaston, sec. section Modane - Peloso René, sec. section Moutiers - Perrod Jean, sec. section Barberraz - Coussedière Claudine, sec. section Albertville - Roche Jean, étudiant socialiste - Ferrebœuf Jean-Marie, entreprises - Chirinal Edouard, entreprises - Suchet Marcel, entreprises - Doche Pierre, entreprises - Doche Monique, entreprises

74 - HAUTE-SAVOIE

Antonin Gilbert, membre du C.D. membre de la C.E.F. de Haute-Savoie section d'Annecy - Wertheimer Micheline, membre de la C.E.F. et du bureau général section d'Annemasse - Baccheretti Jacques, membre de la C.E.F. section de Saint-Julien-en-Genevois - Chabal Jean, secrétaire de la section de Seynod, membre de la C.E.F. - Goy Gilbert, secrétaire fédéral entreprises, membre de la C.E.F. section d'Annecy - Mas Suzanne, membre de la C.E.F. section de Sallanches - Quercia Jacky, secrétaire fédéral adjoint, membre C.E.F., section de Cran-Gevrier - Celerse Jean, secrétaire section d'entreprise Metrix, conseiller municipal de Cran-Gevrier - Martin Henri, secrétaire de la section de Meythet, maire adjoint de Meythet - Beuillard Roland, maire de Cran-Gevrier, section de Cran-Gevrier - Courlet Raymond, conseiller municipal de Minzier, section de Frangy - Salavin Pierre, conseiller municipal de Seynot - Suscillon André, conseiller municipal de Faverges, section de Faverges - Audeguy Gilbert, section d'Annecy-le-Vieux - Bouret Daniel, section de Sallanches - Bouret Françoise, section de Sallanches - Dekerret Hervé, section d'Annecy-le-Vieux - Destailleur Jean-Claude, section de Seynot, syndicaliste C.F.D.T. - Moreau Jean-Jacques, section de Seynot, G.S.E. P.T.T. - Morosato Angel, section d'Evian - Morosato Michel, section d'Evian - Paino Jean, section de Thonon-les-Bains - Pernollet Clovis, section d'Annemasse - Reiland, section de Meythet, G.S.E. Dassaault - Renault Gilbert, section d'Annecy - Sallaz Gilbert, section de Cruseilles - Vidolletti Jean-Paul, section de Faverges

75 - PARIS

MEMBRES DU COMITÉ DIRECTEUR

Edwige Avice - Gisèle Charzat - Michel Charzat - Anne Cublier - Georges Mingo-
taud - Didier Motchane - Georges Sarre.

PREMIER SECRÉTAIRE FÉDÉRAL

Georges Mingo-taud.

PARLEMENTAIRES

Edwige Avice, députée - Bernard Parman-
tier, sénateur.

SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX ET MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL

Bernard Constantin - Nicole Bricq - Serge Brunet - Dominique Dramard - Georges Mingo-taud - Jean-Paul Planchou - Nicole Raoult - André-Marie Rocque - Alain Traca - Manuel Escutia - Marcel Morinière.

ANIMATEURS DES SECTEURS D'INTERVENTION

Entreprises :
Jean-Paul Planchou, secrétaire fédéral aux entreprises - Luc Schaffauser, Jean Léonard, permanents du secteur entreprises - Claude Beuzelin, responsable du G.S.E. fédéral métallurgie - René Blanchard, responsable du G.S.E. fédéral radio-télé - Philippe Bricq, responsable du G.S.E. fédéral banques-crédit - Gérard Chaldoreille - Claude Missud, responsables du G.S.E. fédéral R.A.T.P. - Ber-

trand Fouque, responsable du G.S.E. fédéral E.D.F.-G.D.F. - Sylvie Maupieux, responsable du G.S.E. fédéral P.T.T. - Jean-Luc Le Quernec-Bosson, responsable du G.S.E. fédéral santé - Michel Rochette, Bernard Triviaux, responsables du G.S.E. fédéral Sécurité sociale.

Combat socialiste :

Ghislaine Toutain - Patrick du Cheyron

Femmes :

Nicole Bricq, secrétaire fédérale à la lutte des femmes - Lily Aubry - Annie Belis - Annie Castex - Annie Daubas - Odette Gayou - Régine Labat - Claude Lequitte - Jacqueline Lutier - Annie Papavoine - Nathalie Planchou - Renée Pouget.

Jeunes :

Dominique Dramard, secrétaire fédéral au M.J.S. - Pierre Allaume - Bertrand Bret - Didier Chazelas - Philippe Curaudeau - Alain David - Pascal Hamon - Christian Isart - François Jean - Virginie Ledoux - Pierre-Yves Lochet - Denis Olivennes - Bruno Pinier - Rémy Schwartz - Benoît Tourne - Jean-François Vilotte - Caroline Wattez - Patrick Weil - Philippe Yvin - Emmanuel Boissac.

CONSEILLERS DE PARIS

Georges Sarre, président du groupe socialiste au conseil de Paris - Daniel Benassaya - Michel Charzat - André Llanes - Louis Moulinet - Jean Rossin - Jean-Pierre Welterlin.

MEMBRES DE LA C.E.F. (non membres du bureau fédéral)

Edwige Avice - Thierry Bondoux - Jean-Pierre Buronfosse - Gisèle Charzat - Yvette Confesson - Pierre Duclos - Jean-Luc Le Quernec-Bosson - Sylvie Maupieux - René Pistorelli - Christian Marcadet - René-Victor Pilhes - Jean-François Reignier - Luc Schaffauser - Francine Monteil.

SECRÉTAIRES DE SECTION

Pierre Avril - Eve Baume - Jean Becam - Annie Belis - Michel Besombes - Patrick Bompont - Louis Bouvet - Philippe Bricq - Hervé Cadalen - Bernard Charbonnel - Francine Collet - Yvette Confesson - Philippe Coulau - Philippe Dubois - Jean-Marie Duchier - René Dossman - Guy Dufour - Roger Madec - Georges Espie - Gérard Fari - Marcel Ferroud-Plattet - Bertrand Fouque - Odette Gayou - Michèle Guichen-ducq - Gérard Giordanno - Robert Jeanpierre - Jean-Claude Kadouch - François Lagnau - Dominique Lacambre - Thierry Lefèvre - Jean-Luc Lequernec-Bosson - Dominique Leroy - Alexis Manaranche - Claude Marais - Sylvie Maupieux - Claude Missud - Pierre Mignot - Paul-Hubert Naumont - Jean Pasquier - Jacques Pompon - André Porte - Charles Pourcin - Robert Prot - Jacques Renoux - Michel Rochette - François Sacalais - Denise Sallent - Hélène Stoquet - Gérard Suarez - Philippe Tariel - Pierre Warneck.

MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE

Jean-Paul Escande.

MEMBRE DE LA COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

Jean Brocas.

76 - SEINE-MARITIME

Danielle Colombel, B.F. - Christian Dettori, B.F. - Jacques Domens, B.F. - Françoise Siard, B.F. - Serge Rneau, C.E.F. - Jean Firmin, C.E.F. - Patrice Siard, C.E.F. secrétaire national, G.S.E. Sécurité sociale - Claude Tancret, C.E.F. et conseiller municipal Le Tréport - Jean-Luc Viaux, responsable fédéral, commission santé - Pierre Hamelin, secrétaire de section Petit-Quevilly, conseiller municipal Petit-Quevilly - Dominique Carliez, secrétaire de section E.D.F. - Philippe Daveau, secrétaire section Sécurité sociale - Hubert Guilbert, secrétaire section de Petit-Couronne - Bernard Fournot, secrétaire national G.S.E.-E.D.F. - Emile De-Lègue, adjoint au maire Le Havre - Louis Hancart, conseiller municipal Maromme - Marc Chevallier, conseiller municipal Le Havre - Christian Dettori - Guerard - Laurent Jean-Pierre - Saint Bore - Garcia - Fontenay Claudie - Alondon - Chevallier Jean-Claude - Roelandt Yvette - Alenzeau - François Beaupel, Petit-Quevilly - Yves Bertrand, Le Havre - Jean-Yves Merle, Fontaine-le-Dun - Gérard Saby, Neufchâtel-en-Bray - Michèle Aucouturier - Christian Delarue - Jean-Marie Leduc - France Oudot

77 - SEINE-ET-MARNE

MEMBRE DE COMITÉ DIRECTEUR

Pierre Carassus

MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL

Danielle Courdavault - Marc Dagnaud - Michel Ricard - Jacques Goupil

MEMBRES DE LA C.E.F.

Pierre Andrieux, maire d'Emerainville - Alain Bourgasser, maire adjoint Mitry-Mory - Nicole Courdavault - Louise Dubos - Jacques Orgon - André Gailing, maire de Coulommiers - Georges Crall - Daniel Steinfeld, conseiller municipal de Savigny-le-Temple

ÉLUS

Daniel Vachez, président de S.C.A. Marnes-la-Vallée - Jean-Louis Mouton, maire de Savigny-le-Temple - Alain Romandel, maire de Othis - Charles Murat, adjoint au maire Nangis - Max Favette, adjoint au maire Dammarie-les-Lys - Jean Daeron, maire adjoint Ponthiery - Daniel Coattrieux, maire adjoint Savigny-le-Temple - Bonnet, maire adjoint d'Othis

SECRÉTAIRES DE SECTION

Jean-Jacques Marion, Chelles - Daniel Maldinez, Coupvray - Michel Jouas, La Rochette - Gérard Greuzat, Mitry-Mory - Jacky Laplace, Melun - Serge Guillemain, Othis - Hounicheren, Savigny-le-Temple - Coudert, Servon - Rascle, Chevry-Cossigny

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Bourgeois - Maryvonne Collin - Anne-Marie Bailay - François Verdier - François Hanrot

78 - FÉDÉRATION DES YVELINES

LISTE DE SOUTIEN À LA MOTION DU CÉRÈS

MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL

Michel Desbordes, Poissy - Michel Jolli, Rambouillet - Guy Malendain, Les Essarts-le-Roi

MAIRES DE PLUS DE 9000 HABITANTS

Pierre Bourquard, maire adjoint Saint-Cyr - Pierrette Jenaste, maire adjoint Andrésy - Claude Marsal, maire adjoint Beynes - Georges Mougeot, maire adjoint Maurepas, président des élus socialistes de la ville nouvelle, vice-président du S.C.A. de Saint-Quentin-en-Yvelines

CONSEILLERS GÉNÉRAUX

Michel Desbordes, Poissy - Guy Malendain, Rambouillet

MEMBRES DE LA C.E.F.

Alain Bron, Fontenay-le-Fleury - Jean Carrière, Orgeval - Alex Jenaste, Andrésy - Jacqueline Le Roy, Versailles - Joseph Priour, Achères - Guy Malendain, Les Essarts-le-Roi - Michel Desbordes, Poissy - Michel Jolli, Rambouillet

SECRÉTAIRES DE SECTION

Jean Modolo, Le Pecq - Alain Bron, Fontenay-le-Fleury - Michel Pasquier, Andrésy - Pierre Michaud, Rambouillet

SECRÉTAIRE ADJOINT

Jacqueline Le Roy, Versailles

CONSEILLERS MUNICIPAUX

Michel Jolli, Rambouillet - Jean Modolo, Le Pecq - Michel Pasquier, Andrésy - Joseph Priour, Achères

MILITANTS

Pierre Abach, militant C.F.D.T. Chimie Versailles - Corinne Fert, Versailles - Jean-Benoît Chabrol, Versailles - Sophie Selles, Fontenay-le-Fleury - Sylvie Sohier, Fontenay-le-Fleury - Patrick Prodhomme, Houilles - Minot Didier, Viroflay - Gely Alain, Viroflay - Paugois Roseline, Trappes

79 - DEUX-SÈVRES

André Le Chevallier, commission nale des conflits - J.-R. Bejuge, bureau fédéral - A. Metois, Bureau fédéral - C. Cambonie, C.E.F. - Annette Merlet, C.E.F. - J. Boutet, secrétaire de section Parthenay - J. Cambonie, secrétaire de section La Crèche - Yves Delbancot, section de Niort - Francis Mathieu, section de Niort - Christian Rochard, section de Niort - L. et MT Gobin, section de Bressuire - Camille Godet, section de Bressuire - Dominique Merlet, section de Bressuire - Jean-Paul Jean, section de Saint-Maixent - Jacques Berland - J. et A.M. Clochard

80 - SOMME

Hamelin Jacques, Abbeville C.E.F. - Cossin Jean-Pierre, Amiens C.E.F. - Larivière Gérard, C.E.F. Ham, sec. section de Ham - Cotterelle Monique, Montdidier - Hamel Francis, Abbeville, sec. section - Defecques William, Abbeville - Monti Alain, Abbeville - Harbers Jean-Pierre, Amiens - Cossin Mireille, Amiens - Devillers Jean-Philippe, Amiens - Garraud François, Amiens - Courtin Jean-Pierre, Ailly-sur-Noye - Verrecque Freddy, Ailly-sur-Noye - Fleury Maurice, Corbie

81 - TARN

Michel Castel, maire d'Albi - D. Cortes, B.F. - X. de Rouville, B.F. - E. Gaspari, B.F. - D. Courbou, C.E.F. - J. Gros, C.E.F. - Michel Biesuz, C.E.F. - P. Barthe, maire de Cadalen - J. Polisset, maire de Saint-Juéry - R. Ginovillac, sec. section - C. Pelfort, sec. section - M. Tournier, sec. section - L. Ehrhaert, sec. section - A. Magana, sec. section - M. Berayt - G. Catalo - M. Delthil - A. Gonzalez - A. Marcoul - J. Nègre - M. Paulin - J.-C. Aldouy - M. Baup - S. et B. Loup

82 - TARN-ET-GARONNE

Saubestre Georges, C.N.C. C.E.F. cons. municipal de Caussade - Mas André, C.E.F. entreprises - Maurange André, délégué fédéral au M.J.S. - Begué Hélène, C.E.F. section de Montauban - Bégué Yves, membre de la C.F.C. section de Montauban - Cabanillas Edouard, conseiller municipal de Montauban, C.E.F. - Calvignac Pierre, adjoint au maire de Beaumont-de-Lomagne, C.E.F. - Ibarz José, C.E.F. secteur de Caussade - Pujor Jean-Louis, conseiller municipal de Réalville, C.E.F. - Bach Francis, section de Caussade - Bergouniou René, Nègrepelisse - Bertrand Hélène, Caussade - Bertrand Robert, membre du bureau de section Caussade - Circelli Niki, Montauban - Ferret Robert, Caussade - Pondarasse, Montauban

83 - VAR

Dieu Jean-Louis, C.D., maire et cons. gal (Le Luc) - Janetti Maurice, sénateur, maire, cons. gal de Rians - Etienne Jean-René, S.F., B.F. - Durando Jacqueline, S.F., B.F. - Pradié Jean-Pierre, délégué fédéral, B.F. - Jaubert Alain, délégué fédéral, B.F., adjoint-maire (La Seyne) - Lanfranchi Denise, B.F. - Echevaria Mikel, C.E.F. (Le Lavedou) - Germone Jean-Claude, C.E.F. (Pierrfeu) - Salles Méilton, C.E.F., adjoint au maire (Hyères) - Tomi René, C.E.F. (Solliès-Pont) - Tremese Jean-Claude, C.E.F. (Draguignan) - Rose Edith, C.E.F. (Brignolles) - Kamenenski Yanneck, C.E.F. (Bormes) - Colombo Pierre, C.E.F. (Fayence) - Rose Noël, maire de Briegnotles - Rosso Monique, sec. section (Gonfaron) - Claviers Yvon, sec. section (Barjols) - Wangaeren Bernard, sec. section (Sanary) - Salrin Jean-Louis, (Saint-Maximin) - Pierret-Brunel Chantal, Saint-Julien - Bouis Yves, maire de Vignon - Garnier Maryse, sec. section (Le Luc) - Pellegrino Bernard, section (Le Luc) - Cathala André, sec. section (Arsenal) - Filho Marianne, sec. section, lycée Dumont-d'Urville - Panarotto Pascal, sec. section universitaire - Gauthier Pierre, sec. Section Bonaparte - Vitton Christian, Cogolin - Durand Bernard, Toulon - Giraud José, sec. section (Grimaud) - Jaubert Michèle, La Seyne - Meunier Alain, Brignolles - Bouillon-Perron Jean-Guy, Cannets-des-Maures - Chabot Mireille, La Garde - Loubet Pierre, La Garde - Allongue Claude, Fayence - Durand Renaté, La Farlède - Bandini Athos, Sainte-Maxime - Petitjean Monique, La Seyne - Le Monier Joël, Bandol

84 - VAUCLUSE

Abel Pierre, B.F. - Bernard Marie-France, B.F. - Ferri Max, maire adjoint d'Orange, B.F. - Leanne Gérard, B.F. - Gros Bernard, maire adjoint d'Orange - Labé Alain, maire adjoint d'Orange - Bouillet Josiane, C.E.F. - Gazagne Jean-Claude, C.E.F. secrétaire du G.S.E. S.N.C.F. - Petit Michel, C.E.F. - Lichière Françoise, C.E.F. - Baechel-Sablier Marie-Josée, sec. section - Jeangerard Marc, sec. section - Labé Geneviève, sec. section - Morin Christian, sec. section - Morand Jean-Louis, sec. section - Rey Jean Daniel, sec. section - Bret Jean, cons. mal - Duprez Patrick, cons. municipal - Barrau Marthe, cons. municipal - Gatel Jean, cons. municipal - Serra Georges, cons. municipal - Rabouille Pierre, Valréas - Grandin Danielle, Piolenc

85 - VENDEÉE

Brigitte Brunetière, sec. fédéral Les Sables-d'Olonne - Yves Benne, C.E.F. Luçon - Daniel Coutant, C.E.F. Les Sables-d'Olonne - Michel Picot, C.E.F. Montaigu - Hervé Bardou, La Roche-sur-Yon - Jean-Luc Cantet, La Roche-sur-Yon - Michel Doucet, Benet - Anton Filippi, Benet

86 - VIENNE

Decaudin Philippe, C.E.F., adjoint-maire de Poitiers - **Gaboreau Jean-Luc**, C.E.F., cons. nal - **Montjalon Guy**, C.E.F. - **Le Roch Bruno**, C.E.F. - **Baraudon Gérard**, sec. section Pleurmatin - **Desport Yves**, sec. section - **Bonnet Francis** - **Brunet Hubert** - **Charpentier Philippe** - **Desport Jean-Pierre** - **Desport Georgette**, G.S.E., P.T.T. - **Faure Jean** - **Grelet Paul** - **Le Roch Hervé** - **Rousseau André** - **Jarrassier Raymond** - **Trick Michel** - **Vaudeleau Marcel**

87 - HAUTE-VIENNE

Gérard Vincent, B.F., maire de Linards - **J. Chevassus**, B.F. - **M. Kiener**, B.F. - **A. Nardou**, B.F. sec. section Bujaleuf - **P. Ribierre**, B.F. - **G. Allegraud**, C.E.F. - **M.-C. Blottière**, C.E.F. - **G. Chapeublan**, C.E.F. - **M. Crespy**, C.E.F. - **M.-F. Dumont**, C.E.F. - **A. Fondanèche**, C.E.F. sec. section Limoges - **M. Janaud**, C.E.F. - **J.-P. Juilliard**, C.E.F. - **G. Mazaleyra**, C.E.F. - **R. Arnaud**, c.m. de Linards - **J.-P. Champseix** - **R. Lebrun** - **C. Morelet** - **G. Rivet** - **R. Tricard** - **G. Audouze**, c.m. de Nedde - **M.-F. Dumont** - **R. Baritaud**, m. adj. Rilhac - **R. Pataud**, sec. section - **J.-C. Blottière**, Limoges - **S. Breuil** - **M. Calvet** - **G. François** - **C. Kiener** - **S. Labadie** - **J.-L. Pestel** - **Y. Petit** - **P. Ribierre** - **J.-L. Risse** - **J.-P. Roux** - **A. et C. Bouillon**, Saint-Méard - **Y. Bourgon**, Neuvic-Entier - **D. Vedrenne** - **Y. Briansaulet**, Saint-Vitte - **J. Capeyran**, Oradour-sur-Vayres - **G. Cassan**, Saint-Sulpice-Laurière - **C. Chillou**, Sauviat - **R. Coudert** - **P. Marcellaud** - **G. et A. Coly**, sec. section Eymoutiers - **D. Perducat** - **A. ch. et C. Veites** - **G. Ventejou** - **B. Delage**, Panazol - **B. Hugon** - **C. Nigues** - **P. Ducher**, La Croisille - **S. Faure**, sec. section Saint-Léonard-de-Noblat - **A. Lacore**, La Genetouse - **J.-P. Lebaron**, Saint-Yriex - **G. Leblanc**, Beaumont - **P. Momaud**, Saint-Denis - **C. Morichon**, Isle - **D. Patureau**, sec. section Saint-Just - **G. Vandenbroucke** - **C. Poulenat**, Moissannes - **L. Roche**, Ambazac

88 - VOSGES

Y. Ceresa, Le Thillot, C.E.F. - **J.-C. Charée**, Epinal C.E.F. entreprises - **C. Daniel**, Le Thillot, C.E.F. - **M. Guyot**, Saint-Dié C.E.F. - **J.-P. Lambert**, Gerardmer S.F. - **J.-C. Lené**, Remiremont C.E.F. - **J. Valroff**, Saint-Etienne S.F. maire de Saint-Etienne - **C. Giet**, Mirecourt cons. municipal - **C. Risser**, Golbey, cons. municipal - **M. Rouillon**, Cornimont, cons. municipal - **G. Vaxelaire**, Cornimont, maire de la Bresse - **J. Choserot**, Arnould sec. section - **B. Daumale**, Saint-Dié, militant act. culturelle - **M. Guenichon**, Saint-Dié, res. syndical - **Ph. Herquel**, Saint-Dié - **C. Humbert**, Le Thillot, sec. section - **J. Jodin**, Saint-Dié, G.S.E. éducation - **M.-F. Klein**, Saint-Dié G.C.E. section, militante action culturelle - **P. Leriche**, Saint-Etienne - **Y. Le Roux**, Eloyes, ancien responsable G.S.E. Montefibre - **G. Michel**, Gironcourt - **J. et M. Pettigenet**, Mirecourt - **A. Pierrat**, Remiremont, syndicaliste Montefibre - **G. Thiriet**, Saint-Dié del. synd. métallurgie - **F. Thiriart**, Remiremont, resp. synd. rég. cadre en Montefibre - **C. Tisserand**, (Saint-Dié) C.E. sec. G.S.E. santé - **H. Villemain**, Remiremont sec. section

89 - YONNE

Rousseau, secrétaire fédéral

90 - BELFORT

Chevènement Jean-Pierre, dép. Belfort B.E. - **Forni Raymond**, dép. Belfort, dép. à l'assemblée européenne - **Maire Denis**, président cons. gal maire de Delle - **Gehant Emile**, maire de Belfort cons. gal, cons. ral - **Plomb Michel**, 1^{er} sec. féd. 1^{er} adjoint au maire de Beaucourt cons. ral. - **P. Bernard**, sec. féd. maire adjoint de Belfort - **Abrant Jacques**, sec. féd. - **Meister Pierre**, maire adjoint de Belfort - **Marchand Nicole**, sec. féd. - **Coqueberg Lucien**, maire adjoint de Belfort - **Hann Claude**, sec. féd. maire adjoint de Belfort - **Grevillot Denis** - S.F. - **Dumez Robert**, C.E.F. sec. sec. Delle - **Rapenne Jean-Paul**, C.E.F. - **Claude René**, sec. section Honewell bull - **Dreyfus Marc**, ancien président du syndicat de la magistrature - **Gazeau Bruno** - **Kiffel Paul**, maire de Valdoie, cons. municipal de Valdoie, con. - **Pignot Jacques**, C.E.F. 1^{er} adjoint à Bavilliers - **Iffenecker Roland**, cons. gal et cons. municipal de Fontaine - **P. Bernard**, cons. municipal et sec. section de Valdoie - **Imigues Daniel**, C.E.F. cons. municipal et sec. section Fontaine - **Massias Jean**, maire de Fousse-magne - **Monnier Jean**, gal maire de Morvillars - **Choulier René**, S.F.E. sec. section Beaucourt - **Ropp Michel**, C.E.F. sec. section Danjoutin - **Champommois**, sec. section Giromagny - **Colardelle Claude**, sec. section Belfort S.F. - **Renaud Michel** - **Reguillan Robert**, maire de Courtelevant - **Petitjean**, sec. section Rougemont-le-Château - **Dreyfrus M.-Aimée**, S.F. action féministe - **Ravioli Jacques**, S.F. au M.J.S. - **Alison André**, S.F. sec. section Belfort - **Chevillot**

Odile, sec. section Vézelois - **Rouyer Michel**, sec. section Andelnans-Sevenans - **Pretat Serge**, sec. section Grandvillars, C.E.F. - **Georget Maurice**, trésorier gal, cons. municipal Belfort - **Walter Gilbert**, sec. section Althour S.F. **Gominet Pierre**, cons. municipal Valdoie C.E.F. - **Gueritot Guy**, S.F. - **Spagnol Paul**, sec. section Bavilliers - **Tumino-Didier Max**, S.F. Formation - **Bésinge Serge**, sec. section La Chapelle-sous-Chaux - **Billot Maurice**, S.F.

91 - DÉPARTEMENT DE L'ESSONNE

LISTE DES PREMIERS SIGNATAIRES DE LA MOTION DU CÉRÉS

Pierre-Noé, premier secrétaire, sénateur - **Paul Calandra** - **J.-P. Marchetti** - **D. Barosso** - **J. Lemenn** - **Liliane Tozzi** - **B. Vancampen** - **H. Vautier** - **Véronique Wallon**, secrétaires fédéraux

LES SECRÉTAIRES DES SECTIONS

D. Tarnowski, Villebon-sur-Yvette, entreprise Censaclay - **J. Joli**, Bondoufle - **Y. Attou** - **Montlhéry** - **J.-C. Vidon** - **Itteville** - **P. Guilloton** - **Longpont** - **J. Gobin** - **Morsang-sur-Orge** - **F. Diener** - **Villabé** - **C. Bellon** - **Corbeil-Essonnes** - **J.-L. Benoit** - **Morangis** - **G. Pauchard** - **Saclay** - **J. Darvenne** - **Saint-Chéron** - **D. Boutin** - **Etiolles** - **Marie-France Bouleïn** - **Viry-Châtillon** - **J.-C. Ramos** - **Boussy-Saint-Antoine** - **D. Lecomte** - **Juvisy-sur-Orge** - **J.-M. Casa** - **Marcoussis** - **M. Jannet** - **Ecole polytechnique** - **O. Stivalet** - **Entreprise Hôpital d'Arpajon** - **Gisèle Lortet** - **Boissy-sous-Saint-Yon** - **M. Javayon** - **Gometz-le-Châtel** - **Claude Terrine** - **Chilly-Mazarin** - **G. Dejean**

Nicole Morichaud, vice-présidente du groupe P.S. au conseil régional d'Ile-de-France - **René Sanvoisin**, président du groupe P.S. au conseil général - **Paul Loridan**, vice de l'Union départemental des élus socialistes, maire des Ulis, C.N.C. - **Cl. Guillemin**, membre du C.D. des maires de France, maire des Molières - **Albert Galhaut**, conseiller général - **J.-P. Caffin**, maire de Nozay - **M. Lucas**, maire de Yerres - **A. Couderc**, maire de Boissy-sous-Saint-Yon - **Renée Espinasse**, maire de Boissy-saint-Antoine - **J. Montaru**, maire de Marcoussis

92 - HAUTS-DE-SEINE

Nicole Questiaux, comité directeur - **J. Fournier**, comité directeur - **Pierre Antonmattéi**, bureau fédéral - **Jean Giroud**, bureau fédéral - **Christiane Henriet**, bureau fédéral - **Roger Tropéano**, bureau fédéral, maire-adjoint à Châtenay-Malabry - **Claudio Lafont**, maire-adjoint à Clichy - **Alain Berendes**, maire-adjoint à Nanterre - **Toinon Biderman**, C.E.F. - **Anik Théry**, déléguée fédérale à la culture - **André Cassou**, délégué fédéral, sec. P.T.T. Nanterre - **Geneviève Potier-de-Courcy**, C.E.F./S.E. C.N.R.S.-Meudon - **Jean-Pierre Labbé**, C.E.F. - **Liliane Tessier**, S.E. T.D.F.-Issy - **Gérard Pons**, S.E. Zipecc. Le Plessis - **Pol Jaffeux**, G.S.E. Dassault - **Nicolas Navas**, S.E. Ericsson - **Joël Carrières**, bureau fédéral des M.J.S. - **Jean-Louis Gauroy**, bureau fédéral des M.J.S. - **Patrick Bloche**, bureau fédéral des M.J.S. - **Odette Bréant**, Antony - **Pierre Tondou**, Asnières - **Baptiste Ottavi**, Bagneux, secrétaire de section - **Jean Damblans**, Bois-Colombes - **Louis Jeanne**, Boulogne - **Jean-Marie LeBaron**, bourg-la-Reine - **Thérèse Gouet**, Châtenay-Malabry, **Hervé Bauduin**, Chaville - **Philippe Roche**, Courbevoie - **Georges Le Baill**, Fontenay-aux-Roses - **Jacques Fortias**, Garches - **Claude Cézard**, Issy-les-Moulineaux - **Louis Gallois**, Malakoff - **Roland Saint-Cricq**, Meudon - **Camille Scalabre**, Montrouge - **Jean-Pierre Henry**, Neuilly - **Eric Moniot**, Rueil-Malmaison - **Jacques Varlin**, Sèvres - **Francis Dartiguepeyrou**, Suresnes - **Odile Chamberon**, Issy - **Metais Bernard**

93 - SEINE-SAINT-DENIS

Raymond Riquier, C.D. Aulnay - **Daniel Pipard**, B.F., maire-adjoint Villepinte - **André Noël**, B.F., secrétaire section Gagny - **Maria Navas**, B.F., Epinay - **Jean-Jacques Sanvert**, B.F., conseiller municipal Montreuil - **Daniel Larrière-Cardoso**, B.F., syndicaliste - **Michèle Bureau**, B.F. servran - **Jean-Pierre Bageot**, B.F. Bondy - **Yvonne Louis**, C.E.F., maire-adjointe Aulnay - **Jean-Claude Garson**, C.E.F., maire-adjoint Aulnay - **Daniel Boissnard**, C.E.F., syndicaliste Blancmesnil - **Marie-Paule Airaud**, C.E.F. Montreuil - **Marc Abadie**, C.E.F. Gagny - **Bernard Perego**, C.E.F., maire-adjoint Saint-Ouen - **Yvan Laubin**, C.E.F. maire-adjoint Montfermeil - **Jacques Perrochain**, C.F.C. Aulnay - **René Dutriez**, C.F.C. Neuilly-Plaisance, secrétaire de section - **Jacques Guillaume**, membre G.S.E. national chimie, conseiller municipal Servan - **Aliette Munier**, maire-adjointe Servran - **Chantal Picquard**, Sevran - **Jean Bureau**, maire-adjoint Sevran - **Evelyne Sauvage**, secrétaire section Sevran - **Alain Geny**, secrétaire section Aulnay - **François Arri**, secrétaire section Villepinte - **Luc Thibault**, secrétaire-adjoint section Aulnay - **Marie-Hélène Riquier**, trésorière section Aulnay - **Gilbert Fontanier**, conseiller municipal Villepinte - **Marie-Thérèse Dutriez**, maire-adj.

jointe Neuilly-Plaisance - **Jean-Louis Auzan**, conseiller municipal Bobigny - **Anne-Marie Pretat**, maire-adjointe Rosny-sous-Bois - **Bernard Maille**, la Courneuve - **Gala Couder**, Le Raincy - **Jacques Ducos**, Bondy - **J.-P. Delhomeny**, Bondy - **Ramond LLanes**, C.M. Clichy - **Marc Prévost**, Pierrefitte - **Joseph Castela**, Ile-Saint-Denis - **Joseph Dray**, secrétaire section D.E.T.N. - **Yves Gibier**, G.S.E.-P.T.T. - **Jacques Bazille**, secrétaire section Saint-Denis - **Claude Antore**, M.A. Saint-Denis - **Claude Evrard**, Aubervilliers - **J.-Claude Cagnin**, responsable G.S.E.-P.T.T. fédéral - **Léon Bourrier**, Les Lilas - **Jean-Bernard Quinton**, Villemomble - **Yves Panis**, Epinay - **Georges Riette**, Epinay, responsable d'association locale

VAL-DE-MARNE - LISTE DES SIGNATAIRES DE LA MOTION C.E.R.E.S.

94 - VAL-DE-MARNE

MEMBRES DU BUREAU FÉDÉRAL

Alain Pansu - **Jean-Marie Pernot**.

MEMBRES DE LA C.E.F.

Guy Poilve, Alfortville - **Jean-Louis Chartier**, Choisy - **Fernande Mintel**, déléguée aux Immigrés (Chevilly-la-Rue) - **Dimitri Zafiroopoulos**, Cachan - **Marthe Buset**, Thiais.

MAIRES ET MAIRES ADJOINTS :

Claude Bèze, Chevilly-la-Rue - **André Maurin**, Créteil - **Gérard Boespflug**, Fontenay - **Fernande Mintel**, Chevilly-la-Rue - **Martine Joly**, Créteil.

PREMIERS SECRÉTAIRES :

Christian Fournier, Créteil - **Jean Montana**, Le Plessis - **Jean-Marc Forge**, Nogent - **Marthe Buset**, Thiais.

DIVERS :

P.L. Seguillon, Vincennes - **Catherine Pernot**, Charenton - **Kaba**, Chenevières - **Anoteau**, Créteil - **Jean-François Collet** - **Suzanne Collet**, conseillère municipale (Fontenay) - **Jean-Luc Dairien**, Le Perreux - **Louissette Coetmellec**, section de Plessy - **Jean-Luc Laurent** - **Didier Bourdelin**, Kremlin - **Bernard Bébin** - **Jean Besson** - **Pierre Mascomer**, Maisons-Alfort - **Didier Dupin**, Nogent - **Jean-Antoine Mathys** - **Bernadette Badinand** - **André Le Coz**, Saint-Maur - **Claude Alquier**, Sucy - **Pierre Ducimetière** - **Jean-Marc Demortier**, Villejuif - **Jean-Marc Bourjac**, Vitry - **Colette et Pierre Fredonnet** - **Jean-Paul Murat**, Villeneuve-Ablon - **Albert Courrier**, Arcueil.

95 - VAL-D'OISE

Coffineau Michel, B.E. maire de Bouffemont - **Jaurrey Michel**, C.D. maire adj. de Sarcelles - **Autexier Yves**, sec. féd. maire adj. de Sarcelles - **Premisler Sylvie**, B.F. - **Bonnefoy Danièle**, B.F. - **Blazy Jean-Pierre**, B.F. - **Afchain Laure**, B.F. - **Le Coadic Jean-Pierre**, maire de Taverny - **Protat Alain**, maire adj. Fosses - **Demanet Raymond**, maire adj. St-Gratien - **Brun Marc**, maire adj. Marly-la-Ville - **Goubin Marie-José**, maire adj. Garges-lès-Gonnesses - **Espiasse Antoine**, maire adj. Sarcelles - **Eudeline Jean**, maire adj. Bouffemont - **Allera Pierre**, vice-prés. de l'U.D.E.S.R. - **Arnal Olivier** - **Bonnet Jacques** - **Delpech Pierre** - **Lacoux Michel** - **Frati Philippe** - **Lafont Marie-Jeanne** - **Loviconi Antoine** - **Meunier Gabriel** - **Quennelec Jean-Louis** - **Quinqueton Patrick** - **Raynal Anne-Marie** - **Vallée Michel**.

FÉDÉRATION EUROPE

BELGIQUE

Bistolfi Robert, membre du Bureau - **Klein Léon** - **Giorgiutti Mireille** - **Bonafons Jacques** - **Ferrandi Jean-François** - **Frische Jean-Pierre** - **Lefebvre René** - **Lercq Jacques** - **Leroy Jean**

R.F. ALLEMAGNE

Giry Alain - **Giry Françoise** - **Maury Daniel** - **Rigaux Guy**, secteur entreprises - **Rigaux Christian**

MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DU M.J.S.

Elizabeth Beau - **Didier Chazelas** - **Francis Fournier** - **Christophe Jacquemain** - **Michel Murracchiole** - **Denis Olivennes** - **Patrick Vaccaro** - **Patrick Weil**

06 - **J.-L. Foucaut** - **Y. Cristofari** - **Serge Giordano** - **Michel Richter** - **J.-Ph. Labrousse**

13 - **Dominique Aribert** - **Bernard Aycil** - **Elisabeth Bean** - **Frank Benoriel** - **Pierre Buchard** - **Pierre-Joseph Costa** - **Marie-Christine Liénard** - **Philippe Massol** - **Gérard Pasquier** - **Michel Debacq** - **Gille Esposito** - **Pignon**

17 - **Patrick Gaudin**

18 - **Pierre Houcques**, S.F., M.J.S.

26 - **J.-Richard Keller**

33 - **Xavier Dumoulin** - **Philippe Villetorte**

34 - **Jean-Louis Gely**

49 - **Louis-André Vallet**

51 - **François Batteux** - **Marc Bianci** - **Patrick Denis**

54 - **Solange Blais** - **Didier Teirlinck** - **P. Alexandre** - **J. Jouet**

57 - **Nadine Bodenrie** - **Del** - **Alain Mih**

59 - **Christian Berveglieri** - **Michel Murracchiole** - **Patrick Kanner** - **Frédéric Flechon** - **Jean-Jacques Gauthé** - **Alain Flohis** - **André Gourdelle** - **G. Philippe** - **Patrick Pierron** - **Frédéric Pruvost** - **Joël Sawsen** - **Corinne Soyer** - **Dominique Soyer**

63 - **Sylvain Richard** - **Richard Pasciuto** - **Stéphane Bouchet**

65 - **Christian Horgues**

67 - **Daniel Schwartz** - **Jean-Claude Schwartz**

69 - **Jean-Marc Bonnefoy** - **Jean-Michel Carret** - **Yannick Courtel** - **Philippe Jude**

70 - **Fernand Burckhalter**

73 - **Jean Roche**

75 - **Emmanuel Boissac** - **Bertrand Bret** - **Gabriel Charre** - **Didier Chazelas** - **Philippe Curandeau** - **Alain David** - **Dominique Dramard** - **Guillaume Duval** - **Pascal Hamon** - **Christian Isart** - **Pierre Jacquet** - **François Jean** - **Virginie Ledoux** - **Pierre-Yves Lochet** - **Tristan Malle** - **Denis Olivenne** - **Bruno Pinier** - **Jean-Claude Rueda** - **Rémi Schwartz** - **Benoît Tourne** - **Patrick Vaccaro** - **Jean-François Vilotte** - **Caroline Wattez** - **Patrick Weil** - **Philippe Yvin**

78 - **François Carron** - **Michel Colonna** - **Christophe Jacquemain** - **Philippe Lecornu** - **Benoît Quignon** - **Michiel Cerdan**

80 - **Jean-Philippe Devillers** - **Didier Schneider**

82 - **André Maurange**

83 - **Yannick Gomez** - **Pascal Pawarotto**

84 - **Marie-France Bernard** - **Josiane Bouillet** - **Ph. Cottin**

88 - **Ph. Herkel**

90 - **J. Ravioli**

92 - **P. Bloche** - **A. Grosmann** - **D. Kuri** - **D. Garabiol** - **Joël Carreiros** - **J.-L. Gauroy**

93 - **Marc Abadie**

94 - **J.-L. Laurent** - **Didier Lavement**

95 - **Ph. Fratti** - **Hervé Lejeune**

AGRICULTURE

9 - **Michel de Chanterac**

11 - **Régis Barailla**

18 - **Christian Couveigne**

19 - **Pierre Barlerin**

22 - **Jean Gaubert**, S.F. agri., C.N.A.

24 - **J.-Pierre Baillargé** - **François Bordes** - **Françoise Predine**

26 - **Bernard Piras**, délégué

32 - **Bernard Pis**, commission agricole - **Gérard Cazeneuve**, commission agricole

35 - **Jérôme Bertholome**

41 - **Hervé Gilardin**

42 - **J.-J. Bennetières**

51 - **Gérard Lecornu**, G.S.E. nal Agri

52 - **Michel Ratte**

56 - **Louis Le Guern**, C.N.A. - **Patrick Badoel**, S.F. Agri - **Emile Gloux**, commission agricole - **Louis Conan**, commission agricole

62 - **Pierre Depersin**

64 - **Jacques Albasa**

66 - **François Tagter**, commission agricole

75 - **Georges Grall** - **Marcel Morinière**, G.S.E. nal Agri - **Hector Coiron**, O.P.A. 75, C.N.A.

77 - **Maxime Hernandez**, G.S.E. nal Agri

87 - **P. Ducher** - **J.-P. Juillard** - **R. Lebrun**

88 - **J.-Claude Charée**, G.S.E. Agri.

G.S.E. MÉTALLURGIE

BUREAU NATIONAL

Claude Beuzelin, informatique - **Gérard Compain**, informatique - **Nicolas Navas**, électronique - **Olivier Richard**, construction navale - **Liliane Tozzi**, électronique

BRANCHES

MÉTALLURGIE :

Claude Beuzelin, G.S.E. Fal 75 - **Y. Le Roux**, G.S.E. Montefibre 88 - **André Nicolas**, G.S.E. Cegedur 49 - **A. Pierrat**, G.S.E. Montefibre 88 - **Norbert Sicurandi**, S.E. C.G.E. 34 - **Gilbert Walter**, Sec. S.E. Alsthom 90

SIDÉRURGIE :

Fernand Brunelli, Le Creusot 71 - **François Meyer**, Neufmaison 54 - **Michel Toussaint**, G.S.E. Sacilor 57

ÉLECTRONIQUE :

Patrick Brouand, G.S.E. A.O.I.P. - François Combes, G.S.E. Citec 31 - Serge Lezement, G.S.E. R.T.C. Caen 14 - Jacques Meheut S.E. S.E. Thomson C.S.F. Corbeville 91 - N. Navas, Sec. S.E. Ericsonn 92 - Charles Niel, G.S.E. C.S.F. Grenoble 38 - Pierre Pedagi, G.S.E. Citec 31 - Liliane Tozzi, secrétaire du G.S.E. national

INFORMATIQUE :

Claude Beuzelin, secrétaire du G.S.E. national - J.-Philippe Boulanger, S.E. CII H.B. Louveciennes 78 - Gérard Compain, S.E. CII H.B. 75 - Denis Grevillot, S.E. H.B. 90 - Pierre Mignot, sec. S.E. CII 75 - Claude René, sec. S.E. CII H.B. 90 - Daniel Sale, G.S.E. CII H.B. 49 - Pierre Pedati, 31

MÉCANIQUE :

Franck Loubeau, S.S.C.M. 17 - André Thevenot, sec. S.E. S.A.C.M. 68

CONSTRUCTION NAVALE ET ARSENAUX :

René Francheteau, G.S.E. La Seyne 83 - Fernand Heliau, G.S.E. Poudrerie 31 - Alain Jaubert, Arsenal Toulon 83 - Georges Mandret, Arsenal Tarbes 65 - Olivier Richard, secrétaire du G.S.E. national 44 - Alain Saval, G.S.E. S.I.C.N. 38 - André Cathala, sec. S.E. (arsenal 83)

AUTOMOBILE :

André Ayella, secrétaire S.E. Renault Dreux 28 - Jacques de Chambrun, S.E. Renault-Billancourt - J.-Pierre Labbé, S.E. Renault-Billancourt

AÉRONAUTIQUE :

Yvan Gonzalès, G.S.E. Aéronautique S.N.I.A. 31 - Pol Jaffreux, G.S.E. Dassault 92 - Michel Mayonnove, G.S.E. S.N.I.A. 31 - Philippe Pinel, G.S.E. S.N.I.A. 31 - Reiland, G.S.E. Dassault 74 - André Rocacher, G.S.E. S.N.I.A. 31 - Marcel Sentucq, G.S.E. national Aéronautique 31

G.S.E. C.E.A.

René Gaspin, G.S.E. Cogéma 07 - J. Joly, C.E.N. Saclay 91 - Guy Lechartier, sec. S.E. du C.E.N.G. 38 - André Rauscher, G.S.E. Eurodif 07

G.S.E. RADIO-TÉLÉ

René Blanchard, G.S.E. 75 - Michèle Guichenducq, sec. S.E. 75 - J.-Claude Kadouch, sec. S.E. 75 - Robert Prot, sec. du G.S.E. national - Serge Serror, S.E. 75 - Philippe Tariel, sec. S.E. 75 - Liliane Tessier, sec. S.E. T.D.F. Issy 92

PRESSE

Julien Falconnet, sec. S.E. 21

G.S.E. FONCTION PUBLIQUE

Guy Chabert, bureau national - J. Desmonts, 76 - Alain Gély - Dominique Lacambre, sec. S.E. 75, Bureau national - Abel Laradji, 31 - Christian Massinon, 75 - Jean Pasquier, sec. S.E. 75 - Pierre Abach, 78 - François Pradel, 31

G.S.E. CHIMIE

Jean Celerse, sec. S.E. Métrix 74 - Jacques Guillaume, G.S.E. national - Anne Laborde, sec. S.E. S.N.E.A.P. 64 - Paul-Hubert Naumont, sec. S.E. 75 - Gilbert Pourcelot, G.S.E. R.P. S.A. 25 - Hélène Stoquelet, sec. S.E. Thérapiex 75 - Eusèbe Zandanel, sec. S.E. Rhône-Poulenc (B.F. 69), Coordination nationale Rhône-Poulenc - Robert Dupuy, G.S.E. P.U.K. 65

G.S.E. R.A.T.P.

Louis Bouvet, sec. S.E. 75 - Gérard Chaldoreille, G.S.E. fédéral 75 - Claude Missud, sec. S.E.

G.S.E. S.N.C.F.

René Bonnet, 73 - Charles Bringard, 90 - Paul Carlat, S.E. Tours - Maurice Combes, G.S.E. 45, responsable national Région Centre - J.-Claude Diard, S.E. Tours - Divol, G.S.E. 84 - René Dossman, secrétaire S.E. 75 - J.-Claude Gazagne, secrétaire G.S.E. 84 - Raphaël Jornet, S.E. Tours - Richard Merino, S.E. Tours - Michel Petit, G.S.E. 84 - Bernard Pont, secrétaire S.E. 13, collectif national - Roubin, G.S.E. 66 - Claude Rollin, G.S.E. 38 - Georges Terraz, sec. G.S.E. Grenoble 38, collectif national - Michèle Rimey - René Sarnes, 26

G.S.E. SANTÉ

BUREAU NATIONAL :

J.-Pierre Welterlin - J.-Luc Lequernec-Bosson, commission nationale Santé - Jacques Pompon

RESPONSABLE DE SECTIONS ET G.S.E. :

François Sacalais, S.E. Herold, commission nationale Santé - J.-Marc Housseini, S.E. Herold - Jacques Pompon, S.E. Fernand Vidal - J.-Luc Lequernec-Bosson, S.E. Pitié-Salpêtrière - Philippe Bourasseau, S.E. Pitié-Salpêtrière - Anne Maillard, S.E. Pitié-Salpêtrière - Jacques Danière, G.S.E. Travailleurs sociaux 21 - François Gallard, S.E. C.H.U. Nîmes - Noël Modeste, G.S.E. Toulouse - Bernard Aversenq, G.S.E. Toulouse - Bernard Branger, délégué Santé 44 - J.-Luc Viaux, commission Sante 76 - C. Tisserand, G.S.E. 88 - Gisèle Lortet, sec. S.E. Hôpital Arpajon 91 - Muriel Lefèvre, 31

G.S.E. BANQUES

BUREAU NATIONAL :

Philippe Bricq - Patrice Lucchani - Yves Panis - J.-Paul Planchou - Patrick Plessy - Edouard Vivrel

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX :

Région parisienne : M. Santerre

Languedoc-Midi-Pyrénées : Luce Doumer, 11

Aquitaine : Alain Sautereau, 33 cons. général

Ouest : Yves-Marie Joubert, 49

Sud-Est : René Giorsetti, 06

Centre : François Mortelette, 41

Limousin - Auvergne : Alain Fondaneche, 87

RESPONSABLES DE S.E. ET G.S.E.

Thierry Lefebvre - Michel Lebert - Charles Pourcin - Michel Besombes - Gérard Giorzano - Pierre Warneck - Claude Marais - Adrien Gay, S.E. St-Etienne.

G.S.E. P.T.T.

SECRÉTARIAT :

Francis Borie - Gabriel Charre - Francine Collet - Robert Jeanpierre - Sylvie Maupieux

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX :

Alsace : Romain Kaufenstein

Aquitaine : Guy Peyrou

Rhône-Alpes - Auvergne : J.-Claude Bourgeot

Midi-Pyrénées : J.-Louis Jimenez

Charente-Poitou : Georgette Desport

Franche-Comté : André Alison

Champagne-Ardenne : Francis Chauvières

Bretagne - Pays-de-Loire : Jacques Papin

Région parisienne : J.-Claude Guillon

Languedoc-Roussillon : Maurice Viols

Normandie : J.-Claude Fissoun

RESPONSABLES DE S.E. ET G.S.E. :

Guy Dufour, S.E. Brune - Gérard Fari, St-Lazare - Philippe Coulau, S.E. P.L.M. - Gérard Suarez, S.E. P.19 - Renoux, S.E. Austerlitz - Philippe Dubois, S.E. Nord - André Porte, S.E. Montparnasse - Marcel Ferroud-Plattet, S.E. P.8 - Sylvie Maupieux, S.E. P. C.C.P. - Pacault, S.E. P.11 - Denise Sallent, S.E. Archives - Robert Rivière, S.E. Ministère - Fernand Lanes, S.E. R.P. - Philippe Baraton, S.E. Est - Jacques Papin, S.E. Nantes - Gilbert Chapeaublanc, S.E. Limoges - André Alison, S.E. Belfort - Francis Chauvière, S.E. Reims - G. Doste, S.E. Toulouse - Francis Deschamps, S.E. Caen - J.-Paul Fayet, S.E. Clermont-Ferrand - Gaston Roulendes, S.E. Montpellier - Didier Guinot, S.E. Grenoble - Paul Sabot, S.E. St-Etienne - André Cassou, S.E. Nanterre principal - J.-Paul Viguier, S.E. Marseille - François Coulanjon, G.S.E. Vichy - Raymond Guais, G.S.E. 27 - Dominique Marty, G.S.E. 36 - J.-Jacques Moreau, G.S.E. Annecy - Yves Gibier, G.S.E. Bobigny - J.-Claude Cagnin, G.S.E. 93 - Verdaguer et Cazeilles, G.S.E. 66 - Geneviève Chabanon, G.S.E. 42 - Gérard Sagot, G.S.E. Nice

G.S.E. E.D.F.

SECRÉTARIAT NATIONAL :

Bertrand Fouque, 75, secrétaire G.S.E. fédéral Paris - Bernard Fournot, 76 - Sylvain Hercberg, 75 - Maurice Perez, 93

BUREAU NATIONAL :

Gilbert Antonin, 74 - J.-Pierre Delport, 45 - Joseph Dray, 93 - René Verdeil, 34

SECRÉTAIRES DE S.E. ET G.S.E. :

Hervé Cadalen, S.E. 75 - Dominique Carliez, S.E. 76 - J.-Marie Drut, G.S.E. Melun 77 - Georges Espié, S.E. 75 - Niquevert, 13

G.S.E. NATIONAL SÉCURITÉ SOCIALE

SECRÉTARIAT NATIONAL :

Jean-Baptiste Bouis, 75, Premier secrétaire - Luc Schaffauser, 75, Premier secrétaire adjoint - Patrice Siard, 76, région Ouest - Mi-reille Barbat, 63, région Rhône-Alpes - Auvergne - Roland Abot, 21, région Centre - Jean-Marie Duchier, 75, régimes divers de protection sociale

BUREAU NATIONAL :

Région parisienne : Michel Rochette - Bernard Triviaux

Région Ouest : Marie-Annick Morin, 44

Région Rhône-Alpes - Auvergne : Joëlle Portier, 69

Région Centre : Michel Bouhier, 21

SECRÉTAIRES DE S.E., G.S.E. ET MILITANTS SIGNIFICATIFS :

Région parisienne : Yvette Confesson, secrétaire de S.E. - François Rambaud, G.S.E. -

Dominique Leroy, secrétaire de S.E. - Jean-Pierre Lefevre, secrétaire adjoint de S.E. - Jean-Marc Bourjac, G.S.E. - Dominique Bernabe, secrétaire adjointe de S.E. - Alain Anne dit Duval, membre de C.A. S.E. - Jean-Pierre Caruso - Roger Milles

Région Ouest : Philippe Daveau, secrétaire de S.E. 76 - Maria Beraldo - Alain Maillard

Région Sud-Est : Réjane Very, responsable G.S.E. - Daniel Very - Jean-Jacques Vazeille

RESPONSABLES FÉDÉRAUX ENTREPRISES

4 - Charly Khalifa, S.F.E.

9 - Michel Dechanterac, S.F.E.

10 - Georges Fougeroux et Gilles Colin, S.F.E.

14 - Jean Besse, S.F.E.

15 - Marc Lagarde, S.F.E.

16 - Jacques Chavaribeyre, S.F.E.

17 - Roland Gilberto, S.F.E.

24 - Marie Hannoyer

26 - Marcel Dubard, délégué

28 - André Cognard, délégué

29 - Michel Kerjan, S.F.E.

31 - Marcel Dupagny, S.F. emploi

32 - Pierre Lasserre, S.F.E. - Mario Mende

34 - Jean-Paul Daufès, B.F. responsable entreprises

40 - J.-Pierre Cazanave-Pin, Commission fédé entreprises

42 - M. Marcon, commission entreprises

50 - Claude Bourdon, S.F.E.

51 - Francis Chauvière, S.F.E. - Jacques Devoir, délégué régional

53 - Georges Minzières, S.F.E.

54 - François Meyer, S.F.E.

56 - Jean David, commission entreprises

61 - Gérard Mouchard, délégué - Lalinéc, sec. fédéral P.M.E.

65 - Georges Mandret, S.F.E.

66 - Vincent Caliciuri, S.F.E.

68 - Jean Grimont, S.F.E.

72 - Francis Daligaut, S.F.E. secteur public

73 - René Bonnet, S.F.E.

74 - Gilbert Goy, S.F.E.

75 - J.-Paul Planchou, S.F.E.

82 - André Mas, S.F.E.

83 - J.-Pierre Pradier et Alain Jaubert, délégués

84 - Bernard Cros, délégué affaires économiques et sociales

88 - J.-Claude Charée, S.F.E.

90 - René Choulier, S.F.E.

91 - Henri Vautier, S.F.E.

COMMISSION NATIONALE ENTREPRISES

Besse Jean - Bonnet René - Borie Francis - Bricq Nicole - Brunelli Fernand - Choulier René - Coffineau Michel - Fondaneche Alain - Fougeroux Georges - Fournot Bernard - Fremiaux Jean-Louis - Jornet Raphaël - Laborde Anne - Loubeau Franck - Maupieux Sylvie - Meyer François - Planchou Jean-Paul - Sale Daniel - Sentucq Marcel - Tozzi Liliane - Welterlin Jean-Pierre - Zandanel Eusèbe

REVENIR A LA LIGNE D'ÉPINAY UNION POUR L'AUTOGESTION

PRÉAMBULE

Il y a huit ans, le Congrès d'Épinay avait donné à notre Parti une orientation claire : Union de la Gauche, rupture avec le capitalisme. Une puissante espérance populaire était née, qui s'est brisée sur les réflexes d'appareils. Aujourd'hui les travailleurs paient très cher l'offensive que la droite mène contre eux ; la division de la gauche les prive de tout recours politique. Le devoir de notre Congrès est de faire renaître l'espoir.

Mais on ne peut pas se borner à invoquer le passé. Les travailleurs attendent que nous définissions les conditions qui rendent aujourd'hui possible une transformation radicale de la vie dans ce pays. Il est vrai que, depuis Épinay et depuis la signature du Programme commun, les circonstances ont changé :

– On ne peut faire comme si l'Union de la Gauche ne s'était pas cassée, mais il n'est pas possible de considérer cette rupture comme irréversible. Car l'Union reste une nécessité absolue, elle est seule capable de donner un débouché politique aux luttes des travailleurs.

– La crise a profondément transformé les données de l'économie mondiale. Il s'agit de définir les conditions d'une rupture par rapport à ces données actuelles.

Or le débat dans le Parti aujourd'hui semble se limiter :

– A ceux qui se prétendent les "purs et durs" de la stratégie d'Épinay, et proposent simplement de "résister" ou de "tenir bon" en attendant que les circonstances redeviennent favorables ;

– A ceux qui sous prétexte d'adaptation aux réalités nouvelles risquent en fait de remettre en cause les acquis d'Épinay, en particulier l'Union de la Gauche et la rupture avec le capitalisme.

Ne pas tenir compte des circonstances nouvelles c'est se condamner à l'impuissance et renoncer, en fait, à une victoire dont les travailleurs ont besoin. Mais se résigner à la division de la gauche et repousser indéfiniment la perspective de la rupture avec le capitalisme, c'est renoncer à nous-mêmes.

Nous refusons le choix entre l'impuissance pour rester fidèle à soi-même et le renoncement pour arriver au pouvoir.

Pour rendre la stratégie d'Épinay efficace et mobilisatrice dans la France d'aujourd'hui, nous devons avancer des propositions neuves qui ne renoncent pas aux choix faits il y a huit ans mais les approfondissent. Nous avons besoin, à la fois, d'imagination et de réalisme.

Il ne s'agit pas, dans une motion, de répondre à toutes les questions, mais de trancher sur l'orientation politique et les objectifs que le Parti se donne pour les deux ans à venir. La nôtre se limitera aux points essentiels sur lesquels le Congrès doit se prononcer (*) :

1. Relancer l'Union de la Gauche ;
2. Ancrer notre projet autogestionnaire dans les luttes d'aujourd'hui ;
3. Définir les conditions actuelles de la rupture avec le capitalisme ;
4. Rendre le Parti aux militants.

S'il y a accord sur ces points, la synthèse est possible. Le refus ne pourrait venir que de procès d'intention, d'exclusives sur les hommes ou les courants ou de querelles pour le pouvoir.

Le premier devoir de notre Congrès est de redonner confiance aux travailleurs. C'est possible, si toutes les forces qui constituent notre Parti se retrouvent unies sur une ligne clarifiée.

(*) (On trouvera en annexe le développement de nos analyses, établi à partir des contributions "Revenir à la ligne d'Épinay", "Union pour l'autogestion" et "Féminisme et socialisme".

I. Reconstruire l'Union de la Gauche

Aujourd'hui comme hier, il n'y a pas d'avancée vers le socialisme sans l'Union de la Gauche. Personne ne le conteste dans le Parti. Tout le problème est d'en déterminer les moyens.

La question centrale est de savoir comment faire revenir le Parti communiste sur ses choix de 1977.

Les diverses démarches proposées jusqu'alors dans le Parti ne peuvent à notre sens que nous égarer dans des impasses :

– Dire que le P.S. doit "garder le cap" et ne dire que cela ne suffit pas pour forcer le P.C.F. à jouer le jeu de l'union et ne règle pas le problème de fond qui est de construire, pour ces années à venir, une union solide ;

– Spéculer sur l'effritement électoral du P.C. ou espérer le marginaliser par l'affirmation de notre autonomie enferme les communistes dans leur logique de repliement et perpétue la division des travailleurs ;

– Penser que la complaisance ou des concessions sur le programme débloquent les choses encouragerait au contraire le P.C. dans son attitude sectaire et affaiblirait notre identité.

Pour reconstruire l'Union, nous proposons donc d'agir dès aujourd'hui dans les trois directions suivantes :

1. S'appuyer sur la volonté unitaire des travailleurs en proposant systématiquement des luttes et des actions unitaires au P.C., communes aussi aux syndicats et au mouvement associatif. Par notre présence au cœur du mouvement populaire, nous ferons sentir au P.C. qu'il ne peut que s'isoler davantage s'il maintient sa ligne de division, et nous contribuerons à l'indispensable élargissement de l'Union.

2. Montrer aux communistes que nous sommes prêts à partager le pouvoir dans un véritable accord de gouvernement à égalité de droits et de devoirs. Ainsi pourront-ils comprendre qu'il existe pour leur parti une meilleure solution que de stériliser la gauche : celle où il prendrait toute sa place dans les responsabilités gouvernementales et dans la construction du socialisme.

3. Œuvrer pour que le projet autogestionnaire devienne celui de toute la gauche, puisque l'union des travailleurs en est la dimension première. On le ruinerait à vouloir en faire l'instrument du combat d'un parti contre un autre.

Les garanties nécessaires par rapport au P.C. ne viendront pas du seul rapport de forces électoral ou des réponses qu'il apporterait dans une confrontation idéologique, mais de la dynamique autogestionnaire. Celle-ci est décisive pour protéger l'expérience de gauche contre la logique autoritaire du pouvoir et éviter la faillite bureaucratique. Et, dès maintenant, nous pouvons l'amorcer par notre manière d'agir et de lutter sur tous les terrains où s'exprime la remise en cause de la société bourgeoise. Notre Parti y trouvera un élan nouveau et se préparera aussi à être pleinement présent demain dans le mouvement des masses et les structures originales qui naîtront de la victoire.

Pour que la gauche gagne, il faut que le P.S. y tienne un rôle moteur. Pour relancer l'union, c'est donc toujours à lui de prendre l'initiative. Et c'est pourquoi, dès le Congrès de Metz :

– Ses militants devront lancer à tous les niveaux des discussions communes sur le contenu des luttes et le projet de la gauche, les droits des travailleurs dans leur entreprise, la politique industrielle dans leur branche, l'exercice du pouvoir dans leur commune ou leur région, la place des femmes dans le monde du travail, la vie sociale et politique ;

– Le Parti devra proposer, en vue des élections présidentielles, un accord de gouvernement qui reprenne les points clés du Programme commun, précise le contenu des nationalisations et de l'intervention des travailleurs et prenne en compte les aspirations nouvelles, comme le fait le projet socialiste, au premier rang desquelles figurent celles des femmes à l'égalité ;

– Les socialistes proposeront, au plan régional ou départemental, d'établir en commun un premier bilan de la pratique de l'union dans les collectivités locales pour surmonter les difficultés apparues ici ou là et approfondir les acquis positifs.

II. Ancrer notre projet autogestionnaire dans les luttes d'aujourd'hui

Le fonds commun de toutes les luttes qui se mènent aujourd'hui c'est la volonté de vivre, travailler et décider au pays. C'est à partir de cette volonté populaire que pourra se reconstruire l'Union de la Gauche.

Le problème central aujourd'hui, c'est l'emploi et l'action contre le chômage qui touche des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses dans leurs moyens d'existence, dans leur dignité et jusque dans leur raison de vivre. Il suscite des luttes de grande ampleur, où se retrouve l'ensemble du front de classe et où s'expriment toutes les dimensions du projet socialiste : choix technologiques et d'investissement, aménagement du territoire, respect des équilibres écologiques.

Aucun parti, aucun mouvement ne peut tricher sur les solutions qu'il avance pour éviter la mort de régions et de secteurs entiers, ni faire longtemps prévaloir ses intérêts d'organisation sans se déconsidérer.

Dans les prochains mois le Parti engagera,

de manière coordonnée mais décentralisée, la réflexion et l'action de tous ses secteurs à tous les niveaux sur ces questions cruciales.

L'action du Parti doit viser à la prise de conscience politique et à l'intégration dans le front de classe de tous ceux que le capitalisme marginalise et que les organisations ouvrières ne touchent pas : chômeurs et chômeuses (62 % des chômeurs inscrits à l'A.N.P.E. sont des femmes et 2 millions de femmes non inscrites seraient désireuses de travailler), jeunes à emploi intermittent, femmes au foyer, travailleurs immigrés.

La lutte pour l'emploi concerne non seulement l'action dans l'entreprise, mais aussi toute l'organisation de la vie sociale, la reconnaissance des solidarités locales, la défense des services publics (enseignement, santé, P.T.T., transports) notamment en zone rurale. Elle s'oppose aux divisions de toutes sortes par lesquelles le capitalisme bloque la prise de conscience de l'exploitation.

III. Définir les conditions actuelles de la rupture avec le capitalisme

Rompre avec le capitalisme, c'est rompre également avec l'ensemble des rapports sociaux dont nous hériterons : les luttes contre les relations autoritaires et patriarcales, pour les libertés quotidiennes, pour le cadre de vie ne sont pas secondaires. Elles font pleinement partie du combat pour le socialisme.

Mais il n'y a pas de rupture avec le capitalisme qui ne remette en cause avant tout la logique de l'exploitation et du profit : nationalisations, planification, contrôle, avancée sociale décisive dès les premiers mois. Qui-conque voudrait revenir sur l'un des acquis du Programme commun renoncerait en fait à la ligne d'Epinaï.

Notre tâche aujourd'hui est de convaincre de la possibilité de cette rupture ceux qui en doutent. Pour cela, il faut :

1. METTRE EN ŒUVRE UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT

L'expérience du mouvement ouvrier montre à la fois que :

- Les discours sur la rigueur économique ont souvent servi de prétexte pour renoncer à toute volonté de rupture ;
- Nier toute contrainte économique nous enfermerait dans le volontarisme aveugle et la démagogie, et nous condamnerait à l'échec ou à l'autoritarisme.

Face à la crise et aux adaptations industrielles nécessaires, le Parti doit parler clair, sans surenchère, pour que les choix soient faits au grand jour et sous le contrôle des travailleurs.

Il doit s'engager à répondre aux revendications populaires par une **avancée sociale décisive** : forte augmentation du S.M.I.C. (base 2 400 F mars 78), droit aux 35 heures sans diminution des salaires ouvriers et employés, cinquième équipe, droit à la retraite à 60 ans ou à 55 ans pour les métiers pénibles.

Pour tenir ces engagements, il devra effectuer des choix cohérents avec sa base de classe et son projet de société :

- Ceci passe d'abord par une **redistribution de grande ampleur des revenus**. Nous proposons de limiter le bénéfice de l'augmentation du pouvoir d'achat aux revenus inférieurs à deux fois le S.M.I.C., de réduire le pouvoir d'achat au-delà de cinq fois le S.M.I.C., d'agir dans le même sens sur les revenus non salariaux par la fiscalité (impôt sur les grandes fortunes, relèvement des droits de succession, lutte énergique contre la fraude fiscale) ;

- Ceci suppose également la mise en œuvre d'un **nouveau modèle de développement**, plus économe en travail humain, en énergie, en matières premières, en investissements, permettant un nouveau mode de vie : développement des consommations collectives et non marchandes, accroissement du temps libre, choix technologiques nouveaux dans le domaine de l'énergie et des applications de l'informatique et télécommunications.

2. INSCRIRE D'ENTRÉE NATIONALISATIONS ET PLANIFICATION DANS LA PERSPECTIVE AUTOGESTIONNAIRE

Face aux inquiétudes des Français et aux risques réels de centralisation étatique, le P.S. montrera que pour lui **socialisme est synonyme de libération**. Cela implique :

- **De nationaliser les poles stratégiques**, avec le transfert réel à la collectivité du capital des centres financiers et des principales filiales industrielles ;
- De dépasser dans les entreprises nationalisées les formules de gestion tripartite Etat-salariés-consommateurs, en donnant aux travailleurs le **droit réel de décision** dans le cadre de contrats passés avec le plan.

- D'organiser dans le secteur privé (y compris P.M.E.) le **contrôle des travailleurs** (information, droit de veto sur les licenciements et les conditions de travail, les discriminations entre hommes et femmes), ressort essentiel de la prise de conscience et de la socialisation progressive et coordonnée de l'économie ;

- D'appuyer toutes les **autres formes d'initiative collective**, en particulier à l'échelle des régions et des pays, condition de la diffusion des responsabilités dans toute la population.

Dès lors, la planification ne sera plus perçue comme une administration bureaucratique de l'économie, mais comme un processus démocratique d'impulsion, de coordination et d'arbitrage à partir de projets régionaux, nécessaire pour qu'un autre modèle de développement l'emporte sur la logique du marché. Dans ce cadre, ce dernier restera un lieu essentiel d'expression des choix individuels.

3. ACCROITRE LA MARGE DE MANŒUVRE INTERNATIONALE

Deux logiques seront en conflit : la logique socialiste en France et celle du profit des multinationales et du marché mondial. Pour réussir il faut :

- Une politique d'indépendance par rapport aux deux super-puissances américaine et soviétique ;
- Une marge de liberté suffisante par rapport au marché mondial et à la division du travail.

Le socialisme dans un seul pays n'étant pas une situation viable longtemps, il faut se garder de tout complexe d'encerclement qui transformerait en nationalisme le souci légitime d'indépendance nationale. Toute tentation d'exacerber le sentiment national ne peut qu'entraîner protectionnisme et étatsisme : le nationalisme est contradictoire avec notre ambition autogestionnaire. C'est pourquoi la gauche devra adopter une politique industrielle offensive qui s'appuiera sur le secteur public élargi et exploitera les contradictions d'intérêt, entre partenaires capitalistes et utilisera les possibilités d'accord avec les pays de l'Est et du tiers monde.

Deux enjeux sont donc décisifs :

- **L'Europe** : il faut y privilégier tout ce qui préserve nos marges de manœuvres et accroît nos capacités d'actions internationales : accords industriels et technologiques éventuellement par la création d'entreprises d'économie mixte européenne, réorganisation du Marché commun agricole, contrôle sur les firmes multinationales, extension à l'échelle européenne des acquis sociaux les plus avancés, élargissement avec préalables et garanties de la C.E.E.

En revanche, parce qu'elle met en cause notre liberté de choix pour l'avenir, nous refusons l'intégration militaire, monétaire et politique : décisions prises à la majorité au Conseil des ministres, extension des pouvoirs législatifs de l'Assemblée, système monétaire européen. Enfin, il nous faudra œuvrer pour développer la solidarité des travailleurs européens (luttes politiques et syndicales communes).

- **Le tiers monde** : une France socialiste devra clairement affirmer sa volonté de **rompre avec l'impérialisme** et donc de renoncer à tous les avantages de la domination néo-coloniale. Elle devra être ouverte aux revendications de ces pays en matière de technologie, de développement négocié des échanges et de maîtrise des marchés de matières premières. Elle nouera des liens commerciaux, industriels, culturels particuliers avec les pays ayant fait des choix conformes aux exigences de la justice sociale et de la démocratie.

IV. Rendre le Parti aux militants

Le parti reproduit dans son fonctionnement les structures inégalitaires des pouvoirs dans la société française et limite ainsi ses possibilités de progrès :

- 7 millions d'électeurs mais seulement 190 000 adhérents qui ne représentent pas réellement la base de classe dont il se réclame ;

- Mettant au premier plan l'exploitation économique, il sous-estime les oppressions sociales et culturelles et utilise un discours très technocratique et strictement masculin, inaccessible à la majorité ;

- Il prône l'autogestion à terme mais, dans son fonctionnement, se refuse à ce qui pourrait l'y conduire : accès aux responsabilités des femmes et des ouvriers, rotation des tâches, décision et travail collectifs ;

- Son organisation reste hiérarchisée : absence d'initiative à la base, décisions prises au sommet, carriérisme politique, personnalisation excessive.

La recherche de nouveaux modes d'intervention est donc indispensable, car le fossé s'élargit entre les partis politiques et la masse de la population, hommes et femmes. Sans

tomber dans la démagogie simpliste souvent pratiquée par le P.C. nous devons utiliser un langage simple, clair, accessible à tous et à toutes.

Il s'agit de transformer le rapport du parti à la population, resté trop souvent purement électoraliste. Cela exige :

- **La recherche de solutions concrètes pour protéger les responsables contre les tentations du carriérisme politique** - rotation - rotation effective des mandats, statut matériel et financier des élus et des permanents, limitations des cumuls de mandats et d'indemnités - de sorte que la logique du pouvoir ne les pousse plus à enfermer les militants dans le clientélisme ;

- **L'accès aux responsabilités des militants ouvriers et surtout des ouvrières**. Le renforcement du secteur entreprises passe par une autonomie plus grande de ses structures (S.E., G.S.E. nationaux), par une formation privilégiée de ses militants, par leur accès aux fonctions décisives ;

V. Que ferons-nous au Congrès ?

Voter pour une motion, c'est prendre parti pour des orientations politiques mais c'est aussi choisir les hommes et les femmes qui les représenteront et ceux qui seront chargés de les appliquer. C'est aussi se situer clairement vis-à-vis des autres courants, de sorte que les militants soient pleinement associés à la recherche de la synthèse dans le Congrès et à la formation de la direction du Parti.

Nous nous battons pour qu'une synthèse se dégage à Metz entre tous les courants, sans concessions sur les orientations politiques mais sans exclusive sur les hommes pour réunir la gauche et préparer la transition au socialisme.

Ainsi refuserons-nous à Metz de servir de force d'appoint à un bloc quelconque ou de replâtrer la majorité de Nantes pour permettre l'élimination de tel ou tel. Nous ne saurions participer à une majorité qui serait

- **La restitution au secteur jeunes/étudiants de la liberté d'organisation et de l'autonomie** qui leur ont été confisquées ce qui est une des explications que l'on peut donner au faible écho qu'éveille le parti dans les nouvelles générations ;

- **Une conception plus saine du rôle des courants** : ils sont nécessaires à la vie démocratique, car ils ont pour fonction de proposer à chaque période des choix stratégiques et de stimuler ainsi la réflexion de tous. Mais ils ne doivent pas être des clans figés dans des structures centralisées. Ils n'ont pas vocation d'apporter à toutes les questions les réponses qui engageraient tous ceux qui se sont reconnus dans leurs orientations lors du Congrès. Leur caractère ouvert doit permettre que s'instaurent des débats transversaux dans le Parti, par exemple sur des questions de programme telles que le nucléaire. Ainsi refuserons-nous pour notre part toute autre organisation et toute autre discipline que celle du Parti.

fondée sur des exclusives de personnes et de courants.

C'est pourquoi nous voulons rassembler tous ceux qui, issus de la majorité ou de la minorité de Nantes, se reconnaissent dans notre démarche et ne veulent pas être manipulés dans les rivalités de personnes et dans l'affrontement de blocs antagonistes. **A Metz notre Parti doit se ressaisir.** Confrontés à l'aggravation de leurs conditions de vie et de travail, au drame du chômage, à l'angoisse de l'insécurité et de la solitude, les travailleurs attendent du Parti un engagement clair : qu'il offre une solution politique crédible, alternative à cette droite qui mène le pays à la catastrophe. L'heure n'est plus aux affrontements fratricides dont le contenu politique n'est pas toujours évident. Elle est au regroupement des socialistes et de toute la gauche sur une ligne claire, contre la droite.

ANNEXE

Rendre l'espoir aux travailleurs

Mars 1978 ouvre une période nouvelle.

La droite, forte de son succès électoral, pense avoir le champ libre. Giscard et Barre développent sans retenue la logique impitoyable du capitalisme, au prix de la liquidation de secteurs industriels entiers, de l'agonie de régions et de villes, de l'extension massive du chômage, de la remise en cause d'acquis sociaux (droits syndicaux, Sécurité sociale).

Une formidable pression idéologique s'exerce à travers la mise au pas des grands moyens d'information (télévision, radios, presse Hersant) pour présenter aux Français la crise comme une fatalité, l'austérité comme une nécessité qui s'imposerait à tous et le "libéralisme" comme la seule voie ouverte à notre pays pour surmonter ses difficultés, et même simplement pour survivre.

Le sentiment légitime d'insécurité est détourné vers quelques boucs émissaires : jeunes, marginaux, immigrés, étrangers ; la crise, la violence, c'est "les autres" (les pays arabes producteurs de pétrole, les pays sous-développés qui s'industrialisent, l'Allemagne et ses trusts, les jeunes qui veulent vivre différemment).

Mais suffit-il de dénoncer les agissements de la majorité actuelle qui ne fait, après tout, qu'appliquer la politique pour laquelle elle a été portée au pouvoir par la bourgeoisie ? C'est aussi la division de la gauche qui crée le désarroi parmi les travailleurs, entrave les luttes syndicales, suscite certaines réactions de violence ou de repliement individualiste.

Pour nous, militants socialistes, le premier devoir est d'analyser sans faiblesse les erreurs et les insuffisances de la gauche, de toute la gauche, qui ont conduit à l'échec de mars 1978, à la division et à la crise de confiance actuelles.

I. La Gauche ne peut rendre l'espoir aux travailleurs que si elle est capable de tirer les leçons de son échec

1. TIRER LES LEÇONS DE L'ÉCHEC

Si la responsabilité du Parti communiste est lourde dans la défaite électorale de la gauche et dans sa division actuelle, elle ne suffit pas à tout expliquer.

Le Parti communiste a choisi de rompre l'Union à partir du moment où, dans une période d'aggravation de la crise économique, il s'est vu devancé par le Parti socialiste au plan électoral. Jouer le rôle de brillant second devenait pour lui inacceptable dans un tel contexte : partager des responsabilités gouvernementales, c'était en effet endosser des arbitrages souvent difficiles et risquer de

sortir de son rôle de porte-voix de tous les mécontents, de tribun de la classe ouvrière.

Dépassé électoralement, n'ayant obtenu du P.S. aucune garantie réelle sur l'exercice du pouvoir, incapable de fournir une réponse crédible à la crise, il a donc choisi de protéger l'essentiel de ses forces à travers une ligne antisocialiste et, en fait, défaitiste.

Mais comment en est-on arrivé là ? Pourquoi le P.S. n'a-t-il pas pu forcer le P.C. à respecter l'Union ?

Pour trois raisons principales :

1. Le P.S., comme le P.C., a fait du P.C.G. une propriété des partis, sans l'insérer dans une unité populaire plus large. Il s'est ainsi privé de bien des enrichissements, de bien des apports. Comme le P.C., il a, dans les faits, marqué des réticences envers des luttes nouvelles (femmes, écologie, luttes régionalistes) ; il a limité les débats avec des forces populaires insatisfaites du contenu du P.C.G. (C.F.D.T., P.S.U., mouvement associatif...) et, le moment venu, n'a pu compter sur aucune dynamique populaire réelle.

Notre parti n'a pas su prendre assez tôt la mesure de la crise et proposer le projet d'ensemble permettant de l'affronter. L'abandon de tout débat entre les deux partis de gauche dès 1974, alors que les mesures prévues en 1972 devenaient insuffisantes pour sortir du capitalisme en crise, a été très grave. A l'heure de la polémique, le P.S. n'a pas su avancer de réponses cohérentes et crédibles, et s'est contenté d'un discours apparemment plus réaliste que celui du P.C., mais en fait tout aussi inadapté. Il n'a pu dès lors que se laisser entraîner dans une stratégie électoraliste de promesses tous azimuts sans afficher clairement ses choix ; 3. Enfin, le Parti communiste hésitant à s'engager pour la victoire de la gauche, à cause d'un rapport de forces qui lui était défavorable, **il fallait accepter de discuter avec lui la question décisive de l'exercice du pouvoir**, et notamment du partage des responsabilités gouvernementales, alors que la direction de notre parti a donné l'impression, au cours des mois précédant les élections, de chercher à se garder les "mains libres" de ce point de vue.

2. REDONNER L'ESPOIR AUX TRAVAILLEURS

Les Français perçoivent les partis politiques (parfois même leurs syndicats) comme de simples appareils. La politique apparaît comme un jeu d'échecs dont ils seraient les pions. Les jeunes, en particulier, quelle que soit leur origine sociale, refusent de s'en remettre à un discours sur une hypothétique rupture, un *grand soir*, ou sur le bonheur probable de leurs arrière-petits-enfants. Ceci amène un désintérêt, une méfiance envers toute proposition de changement global, qui se traduisent :

- Tantôt en tentatives de changer des choses là où on est (certains mouvements écologiques, écoles parallèles, etc.) ;
- Tantôt en conduites de fuite individuelles (drogue) ou collectives (formation de communautés rurales...) ;
- Tantôt en refus violent de toute socialisation (autonomes...).

On voit des travailleurs, se sentant impuissants et isolés, s'enfermer dans l'impasse de réactions corporatistes ou xénophobes.

Pour rendre l'espoir, il faut certes dénoncer les mensonges du pouvoir, démystifier les appels à l'austérité, les chantages à la sécurité, ainsi que la récupération des aspirations formulées depuis mai 1968. Mais il faut aussi **que le parti sache rompre avec une pratique autonome par rapport au mouvement social** (ou, pire encore, conçue comme supérieure à lui).

Il faut aussi qu'il soit capable d'affronter le défi de la crise : les réponses du parti aux problèmes les plus cruciaux (sidérurgie par exemple) sont insuffisantes. Le P.S. a laissé ses "experts" s'enfermer dans leur ghetto technocratique, coupés de ses forces vives (secteurs entreprise - fédérations de régions concernées), et s'est montré incapable d'élaborer collectivement des réponses à la fois cohérentes et politiquement offensives.

Au lieu de débattre de ces questions, **le parti s'est enlisé depuis mars dans des querelles d'appareil, voire de personnes, sur lesquelles les militants ont peu de prise.** Les enjeux réels de ces combats ont été noyés par une surenchère verbale servant à faire apparaître tel ou tel comme droitier, traître en puissance, totalitaire (archaïsme - modernité, "gauche américaine"). Devant cette agitation, cette accumulation de textes, comment savoir qui réellement veut quoi ? Quelles garanties réelles derrière les incantations sur la rupture et la "mobilisation autogestionnaire des masses" ? Sur quoi débouchent vraiment les appels au réalisme, à la novation ?

Nous refusons cette manière de débattre, nous n'y participons pas. Pour y voir clair, il faut partir des luttes d'aujourd'hui, des réponses à la crise, des propositions pour reconstruire l'Union, de la conception que chacun se fait d'un Parti autogestionnaire. Ainsi, nous pourrions éviter les faux semblants et, nous l'espérons, unir le parti au service des travailleurs.

II. Ancrer notre projet dans les luttes d'aujourd'hui

Partir des aspirations que les conflits sociaux révèlent implique de rompre avec une conception purement "pédagogique" du rôle des militants politiques dans les luttes. Cette conception sent par trop l'avant-gardisme, et sous-estime dans le changement social tout ce qui a lieu avant la rupture. Elle considère comme front secondaire les luttes partielles, et s'épuise à la recherche de conquêtes "ir-récupérables".

Aucune lutte ne peut remettre en cause immédiatement le système capitaliste. Toutes peuvent contribuer à le rendre moins insupportable. Cela est vrai, non seulement des luttes nouvelles comme le cadre de vie, les minorités régionales, le féminisme, etc., mais même des luttes dans les entreprises, sur les salaires, les conditions de travail, les droits syndicaux, etc. Ainsi, la lutte prioritaire pour

les 35 heures n'est pas révolutionnaire en soi, l'exemple des syndicats allemands le prouve.

Parce que toute conquête partielle est positive pour les travailleurs, parce que, sans un mouvement social puissant, la victoire électorale ne suffira pas à engager la transition vers le socialisme autogestionnaire, les militants socialistes doivent être présents et actifs dans les luttes sociales qui se mènent dans et hors de la production.

Quels sont, dans la France d'aujourd'hui, les principaux terrains de lutte ?

1. LE PROBLÈME CENTRAL, AUJOURD'HUI, C'EST L'EMPLOI ET LES LUTTES CONTRE LE CHOMAGE MASSIF

C'est dans ces luttes que se rassemble le front de classe et que s'expriment toutes les dimensions du projet socialiste : contrôle des travailleurs, choix technologiques, réanimation de la vie locale. C'est à sa capacité de formuler des réponses pour demain mais aussi d'aider concrètement au succès des luttes et à l'arrêt de la mise à mort des régions que le parti sera jugé par les travailleurs.

Dans les prochains mois, **le parti devra engager de manière coordonnée, mais décentralisée, la réflexion et l'action de tous ses secteurs à tous les niveaux sur cette question cruciale** : autour des G.S.E. nationaux et fédéraux et en utilisant les travaux menés dans les commissions d'étude, des rencontres seront proposées aux autres partis de gauche et aux syndicats, en particulier dans les régions et les secteurs les plus gravement touchés par le chômage (Nord, Lorraine, région marseillaise, Loire-Atlantique ; sidérurgie, chantiers navals, bâtiment). Les municipalités, les conseils généraux et régionaux animés par la gauche doivent non seulement apporter leur soutien à ces luttes, mais aussi faire des propositions d'actions concrètes sous forme, par exemple, d'aide à la création de coopératives ouvrières, de conclusion de contrats de création d'emplois avec des entreprises, de réduction du temps de travail des employés communaux.

Par ailleurs, le parti doit combattre les fausses explications de la crise qui conduisent à opposer les travailleurs français aux travailleurs immigrés ou étrangers.

Pour offrir des débouchés aux luttes syndicales, il faut montrer que des solutions socialistes existent, et qu'elles prennent en compte non seulement les aspects économiques (nationalisation, création d'activités de remplacement sur place) mais aussi des objectifs sociaux tels que le droit au travail des jeunes et le droit au travail des femmes dans toutes leurs implications : formation permanente, partage du temps de travail, réduction des horaires, redistribution des revenus, changements dans le rapport des gens au travail, dans les familles, etc. C'est pourquoi les luttes contre le chômage prendront notamment appui sur les autres types de luttes qui mettent en cause le modèle capitaliste.

2. LES LUTTES CONTRE LES DIVISIONS DES TRAVAILLEURS

Une offensive de grande ampleur est engagée par le patronat pour faire éclater le monde du travail :

- Les catégories de travailleurs vouées à l'insécurité et à la déqualification se multiplient : intérim, travail à domicile, à temps partiel, vacations, contrats à durée limitée, hors statut (cf. les luttes aux P.T.T. et à l'Éducation nationale), travail au noir.

Le mouvement touche autant les jeunes que les travailleurs ou les cadres trop vieux... à cinquante ans. Pour certains, la solution au chômage consiste à renvoyer les femmes à leurs fourneaux et les immigrés dans leurs pays.

- Des filiales se créent, sans autre utilité que la suppression des comités d'entreprise, et la parcellisation de l'information.

- Le démantèlement de certains services publics se poursuit (C.N.R.S., Postes-Télécommunications, S.F.P., S.N.C.F., C.E.A., E.D.F.).

Les sections d'entreprise doivent mener les luttes contre toutes ces divisions qui affaiblissent le monde du travail en y incluant les aspects antihierarchiques et anticorporatistes que les syndicats ont parfois du mal à prendre en charge. Le soutien aux revendications des travailleurs immigrés prend dans ce cadre toute sa signification.

3. LES LUTTES HORS PRODUCTION

Les luttes - pour le contrôle du cadre de vie, pour des rapports différents entre les individus (femmes/hommes, parents/enfants, jeunes/personnes âgées), pour la défense des particularismes régionaux, culturels, linguistiques - ont aujourd'hui une importance décisive : elles conduisent en effet à remettre en cause le type d'organisation sociale que le capitalisme cherche à imposer à travers la crise (uniformisation des rapports sociaux, réduction des espaces d'autonomie individuelle par l'informatique, contrôle et concentration des grands moyens d'information, etc.).

De grands mouvements interclassistes (Creys-Malville contre le nucléaire, le Larzac, les mouvements en Bretagne lors de la pollution par l'*Amoco-Cadiz*...) ont permis à de nombreux Français de tous âges, ouvriers, paysans, commerçants, qui n'avaient jamais lutté auparavant, de commencer à voir les rouages réels du système et à les combattre.

De même, la multiplication des mouvements contre la suppression de lignes S.N.C.F. ou d'arrêts dans de petites localités touche à des problèmes importants, ne serait-ce que la notion de service public.

Il n'y aura pas de rupture véritable avec le capitalisme, pas de dépassement de l'Etat autoritaire, pas de garantie contre l'Etat totalitaire, si le pouvoir du patriarcat n'est pas dénoncé et récusé. C'est pourquoi la prise de conscience par **les femmes** de leur oppression spécifique constitue un apport important au combat socialiste.

L'analyse des rapports de domination mise en lumière par les femmes ne rend pas seulement compte des rapports hommes/femmes. Elle permet de mieux comprendre l'ensemble des phénomènes de pouvoir et de dépendance. C'est le sens nouveau des luttes (écologistes, antinucléaires, féministes) improprement appelées périphériques, y compris dans notre parti.

De la même façon, dans la société capitaliste, *l'enfant* n'a pas de place, ni chez lui, ni dans sa ville, ni dans le peu de temps que ses parents travailleurs trouvent à lui consacrer, ni lorsqu'il grandit, dans les forces productives. L'école capitaliste tend à être une garderie aménagée qui développe les capacités de l'enfant si elles correspondent à l'idéologie dominante, c'est-à-dire bourgeoise et intellectuelle. Autrement, elle l'écrase. La question n'est pas de savoir s'il faut, ou non, "faire" des enfants, mais un projet socialiste doit inclure l'enfant dans sa dimension globale.

L'enfant a une place déterminante dans la lutte idéologique et dans le nouveau modèle de développement proposé par la société socialiste ; considéré comme une personne, n'appartenant qu'à lui-même, il est au centre de la redistribution des pouvoirs, des rapports de domination de l'homme sur la femme, des parents sur les enfants, de ceux qui savent sur ceux qui ne savent pas...

L'autogestion doit se trouver dans le groupe familial, permettant à chacun de ses membres de se prendre en charge.

Il faut aussi rendre le droit de vivre aux **personnes âgées**. La racine de l'exploitation que subissent les dix millions de femmes et d'hommes de plus de 60 ans est à rechercher dans le refus des sociétés capitalistes d'accorder à ceux qui sont placés dans une position de non-travail le droit à l'existence individuelle et sociale.

Le système de valeurs, mis en place par la classe dominante, a eu pour principal effet de contraindre chaque individu à tout centrer sur sa vie professionnelle. Cette priorité et notre actuel mode de consommation conduisent les personnes âgées à la mort sociale et à s'accrocher désespérément aux systèmes d'assistance pour ne pas mourir pour de bon.

Améliorer leurs conditions de vie ne consiste pas à accroître les prestations qui leur sont octroyées. Changer leur vie, c'est rompre avec cette logique qui interdit aux enfants, aux jeunes, aux "femmes sans profession", aux chômeurs, aux "vieux", la possibilité de se prendre en charge, de s'exprimer, de choisir leur mode de vie, ... de **vivre et d'exister** vis-à-vis des autres.

Sans attendre le jour où nous engagerons la transition au socialisme nous devons, dès maintenant, entreprendre dans notre parti une réflexion collective sur les difficultés de cette population qui ne s'est jamais organisée.

Cette démarche doit nous permettre d'aller vers les retraités avec une *parole neuve*, différente du traditionnel catalogue de *mesures sociales*, montrant ainsi que les personnes âgées sont parties prenantes du projet de rupture.

C'est pourquoi nous approuvons et nous nous engageons à participer à la création des groupes socialistes *retraite* (G.S.R.) : lieux de rencontre, de réflexion, d'initiatives, ... où actifs et inactifs, jeunes et vieux, se retrouvent.

- Les revendications des **minorités culturelles et régionales**, loin de porter atteinte à l'unité du pays, constituent la trame sur laquelle se construira la société socialiste que nous voulons et imposent une réflexion d'ensemble sur l'Etat, la nation et les équilibres économiques nécessaires à une vie régionale réelle.

Il est urgent que le P.S. expose de façon détaillée le type de régionalisation qu'il préconise. Nous proposons que ce projet intègre la notion de pays : association de communes qui ont en commun une histoire et une volonté d'assurer solidairement leur développement économique, social et culturel.

4. PRENDRE APPUI SUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Le premier pilier de la classe dominante, c'est le pouvoir que lui donne la maîtrise de l'Etat à travers ses multiples dispositifs y compris les plus ramifiés.

Conquérir cette maîtrise est donc un objectif capital mais la question de la transformation de l'Etat doit être posée concrètement dès aujourd'hui, en considérant le pouvoir municipal et régional comme un moyen de lutte et de conquêtes sociales. L'action des élus du parti à ce niveau doit donc avoir un caractère exemplaire, puisqu'elle préfigure en quelque sorte - avec des moyens réduits il est vrai - ce que sera l'action du parti et de la gauche lorsqu'ils auront accédé au pouvoir.

- A cet égard, nous avançons un certain nombre de **propositions concrètes** :
- Ouvrir la gestion municipale et créer des comités de quartier ;
 - Confier la gestion d'équipements collectifs (H.L.M., cantines, crèches, M.J.C., etc.) aux associations ;
 - Soutenir ou créer des radios locales ;
 - Doter le mouvement associatif de moyens - pas forcément financiers - nécessaires à son développement ;
 - Créer des ateliers populaires d'urbanisme ;
 - Développer une stratégie industrielle et artisanale (coopératives ouvrières de production, éventuellement ateliers municipaux) ;
 - Avoir une politique de répartition des impôts locaux conforme à nos choix politiques ;
 - Utiliser la décentralisation et la réforme des communes pour améliorer les possibilités de lutte pour le contrôle.

Il est clair qu'aujourd'hui les élus socialistes doivent avoir comme première préoccupation de maintenir l'union de la gauche, dans les municipalités et les régions. Ce souci ne doit cependant pas conduire le parti à renoncer à l'engagement qu'il a souscrit de favoriser l'institution du scrutin proportionnel dans les élections locales : bien faible serait notre résolution unitaire s'il était besoin d'une "béquille" juridique pour la soutenir.

Le fond commun de toutes ces luttes, c'est la volonté de **vivre, travailler et décider au pays**. C'est à partir de cette volonté populaire que pourra se reconstruire l'Union de la gauche.

5. REFAIRE L'UNION DE TOUTE LA GAUCHE

Parce que la gauche politique et syndicale est divisée, les conflits sociaux se déroulent aujourd'hui dans un contexte négatif pour les travailleurs.

Il est peu de luttes efficaces sans unité, mais à l'inverse, cette unité reste fragile si elle ne se construit pas dans une pratique militante.

Désormais, la pratique de l'Union de la gauche sera militante ou ne sera pas. La confiance populaire ne renaîtra que si un accord programmatique entre les partis s'enracine dans un tissu unitaire au sein des municipalités, des entreprises, des associations. C'est au cœur de l'action et des luttes que les solutions et les projets parfois différents des socialistes et des communistes doivent s'élaborer et peuvent se confronter. Les années qui viennent, qui verront des rapports conflictuels au sein de la gauche, doivent permettre aussi de ne plus séparer l'Union de la gauche de la dynamique autogestionnaire. Accélérer l'évolution du Parti communiste ne doit pas être contradictoire avec le nécessaire élargissement de l'Union de la gauche. Il ne s'agit ni de former un "bloc" d'organisations et d'associations contre un autre, ni d'attendre une évolution du simple cours des choses. Si le P.S. entend être à la hauteur de son ambition historique, il lui faut pouvoir mener simultanément une double démarche :

1. **Nous devons proposer des luttes et des actions unitaires à l'ensemble du mouvement populaire.** A tous les niveaux, nos militants lanceront des discussions sur le contenu des luttes, les propositions à avancer, les droits des travailleurs dans leurs entreprises, la politique industrielle dans leur branche, l'exercice du pouvoir dans leur commune ou leur région, la place des femmes dans le monde du travail. Le P.C.F. ne pourra pas s'en exclure longtemps ;
2. **Notre parti doit enfin se poser la question de savoir ce que signifie concrètement l'exercice du pouvoir avec le Parti communiste.** Sans confiance, et donc sans garanties, l'Union sera toujours menacée.

Ces deux démarches sont étroitement complémentaires. Si nous sommes capables de les mener, alors prendra tout son sens la proposition d'un accord de gouvernement, que nous pourrions proposer dans les deux ans à venir, et qui re-définirait les objectifs communs et les modalités des nationalisations, de la planification et du contrôle des travailleurs, et prendrait mieux en compte les aspirations nouvelles.

Dans cette perspective, il appartient au parti de préciser à l'occasion du Congrès de Metz sa conception de la rupture et de la transition, qui doit s'insérer dans le cadre du projet de société socialiste autogestionnaire qu'il proposera aux Français.

III. Rupture et transition dans la perspective autogestionnaire

Évitons les querelles de mots et les illusions : nous n'acceptons plus d'être coincés entre, d'une part, les doctrinaires qui refusent de voir dans la société ce qui n'entre pas dans leur grille d'analyse et, d'autre part, les technocrates producteurs de scénarios figés où toutes les données deviennent contraintes insurmontables.

La victoire électorale créera les conditions d'un basculement du rapport des forces sociales. On peut convenir d'appeler rupture le moment des premières mesures décisives (nationalisations notamment) qui permettront dans tous les domaines, économique, administratif, culturel... des changements en cascades, certains rapides, voire brutaux, d'autres plus lents et subtils, qui formeront un nouveau tissu social.

L'essentiel aujourd'hui est de comprendre que mettre au cœur de notre projet la satisfaction des aspirations et des revendications populaires, c'est percuter les équilibres économiques tels qu'ils sont perçus aujourd'hui. Le droit à l'emploi, à un logement décent, le relèvement des bas salaires, le temps libre, les pouvoirs nouveaux donnés aux salariés, tout cela est contradictoire avec les exigences de l'appareil de production légué par le capitalisme et avec l'insertion de l'économie française dans le marché mondial.

Nous savons bien que les discours sur la "rigueur économique" ont souvent servi de prétexte pour évacuer toute stratégie de rupture. Mais nous ne créerons pas les conditions d'un changement durable par un discours maximaliste dont le seul objet est de "déborder" les autres sur la gauche au sein du parti. Ce sont toujours les travailleurs qui paient ce type de surenchère, lorsque devant la puissance des faits, il ne reste comme issue que la défaite, la trahison ou la fuite dans l'autoritarisme. Les travailleurs sont adultes et la crédibilité de notre projet passe par une réponse économique et politique cohérente avec nos objectifs et capable de supporter le poids des contraintes réelles qui nous seront léguées.

L'enjeu de nos débats de congrès est de savoir si nous pouvons régler cette contradiction dans le dos des travailleurs après la victoire électorale, ou si, cohérents avec notre choix autogestionnaire, nous entendons en traiter ouvertement, pour que les arbitrages, les choix soient faits sous leur contrôle.

1. LA CRISE DU CAPITALISME : PHASE NOUVELLE, CONDITIONS NOUVELLES

1979 n'est plus 1972. Nous sommes entrés dans une phase longue et durable de décomposition/restructuration du tissu économique qui vise à régler à la fois :

- Les problèmes issus de la compétition entre les pôles économiques dominants du monde occidental : U.S.A., Japon, R.F.A. d'abord, mais aussi France, Grande-Bretagne, autres pays européens ;
- La montée des pays du tiers monde qui devrait s'accroître, ne serait-ce qu'en raison de la dynamique démographique de ces pays, mais aussi parce que certains d'entre eux ont désormais les moyens de ne plus se laisser manipuler comme de simples pions. Dans ce cadre, la poursuite de la politique chinoise actuelle bouleverserait, à terme, l'équilibre mondial ;
- La crise du modèle de développement qui a servi de support à la phase d'expansion de l'après-guerre : renchérissement des prix des matières premières et de l'énergie, risque de pénurie alimentaire, blocages économiques et sociaux face à la percée des technologies nouvelles, dégradation accentuée du milieu naturel.

Dans ce contexte, les tentatives de concertation entre pays capitalistes pour sortir de la crise se heurtent à la compétition croissante pour le contrôle des marchés, des ressources, et des technologies. Dans un monde instable aucun pays capitaliste ne veut prendre le risque de la "relance". Le théâtre de nos combats futurs ne sera ni le retour à la croissance des années 60, ni un effondrement mécanique du capitalisme. En attendant que les conditions politiques, économiques, technologiques soient réunies pour une "nouvelle croissance", il s'écoulera une phase de croissance ralentie, de mondialisation des économies, de transformation cahotique du monde bipolaire en monde multipolaire.

2. POUR TENIR LES ENGAGEMENTS : ROMPRE AVEC LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE

Dans ce contexte, avec près de 40 % de notre appareil industriel tourné vers les marchés d'exportation, il nous faut, dans l'élaboration de notre stratégie, tirer les conséquences d'un état de fait : **l'affrontement sur la longue durée, dans une France en transition vers le socialisme, de deux logiques économiques contradictoires** :

- Celle des "besoins sociaux" et de la planification ;
- Celle du **marché mondial** ; concrètement, cela signifie que l'industrie française, quelle que soit la vigueur avec laquelle nous imposerons une nouvelle logique économique, devra continuer pendant des années à produire des voitures ou des produits synthétiques à des prix compétitifs pour être exportés, sauf à aggraver le chômage.

C'est pourquoi, contrairement à ce qu'on pouvait espérer avant 1973, on ne peut plus appuyer une stratégie de rupture sur la seule relance "en l'état" de l'économie par la consommation populaire et l'élimination des gâchis monopolistes. Le déficit extérieur et l'étrangement financier en seraient le prix immédiat à payer. Il faudra donc à la fois, dans le cadre d'un volume de croissance certes plus fort qu'aujourd'hui, mais plus faible qu'on ne l'espérait, satisfaire les besoins des plus défavorisés et financer la reconversion de notre appareil productif. Cela passe par des arbitrages politiques en fonction de nos choix de classe et de notre projet de société.

Comment changer le contenu et la répartition de la croissance pour éviter l'engrenage du protectionnisme et du blocage général des prix, c'est-à-dire la logique de la bureaucratization de l'économie et de la société française ? A notre sens, ceci passe principalement par trois types d'actions :

a) Une redistribution hardie des revenus

Seule une redistribution rapide et de grande ampleur des revenus et des fortunes peut permettre de satisfaire les revendications des catégories sociales les plus défavorisées et de relancer la production sans provoquer un grave déséquilibre extérieur avec ses conséquences. Car, d'une part, il ne peut être question de reculer sur ce point par rapport aux engagements du Programme commun ; d'autre part, il est illusoire de penser que les seules entreprises pourraient financer sur leurs ressources le coût d'amélioration du niveau de vie de la majeure partie de la population.

Cette redistribution suppose des choix clairs et courageux :

- Forte progression du pouvoir d'achat des bas revenus jusqu'à deux fois le S.M.I.C. (2 400 F valeur mars 1978) ;
- Entre deux et cinq fois le S.M.I.C., augmentation moins importante, puis simple maintien du pouvoir d'achat ;
- Réduction du pouvoir d'achat des revenus au-delà de cinq fois le S.M.I.C. (par l'augmentation de la progressivité de l'impôt sur le revenu et des droits de succession et la taxation généralisée des gros patrimoines) ;
- Lutte énergique contre la fraude fiscale de certaines catégories de non-salariés.

Ces choix doivent être expliqués clairement, y compris en termes chiffrés. Toute autre attitude fondée sur un électoralisme prudent ne ferait qu'accroître la méfiance de ceux qu'on veut rassurer. Une telle redistribution, qui touchera par priorité les professions libérales et les revenus du capital, qui atteindra les cadres supérieurs et une partie des cadres moyens et techniciens, passe :

- Par une réforme profonde de la fiscalité et des prestations sociales, en particulier de l'aide à la famille et de l'aide aux personnes âgées ;
- Par des négociations avec les organisations syndicales ;
- Par le développement d'un autre modèle de consommation et du temps libre. Il s'agit de situer ces mesures dans le cadre global d'amélioration très concrète de la qualité de vie pour tous les travailleurs et qui aurait dans le même temps pour avantage de renforcer notre pouvoir de conviction vis-à-vis des couches salariées les moins défavorisées.

b) Un nouveau modèle de développement

L'expérience soviétique a montré que rompre avec la propriété privée des moyens de production sans rompre avec le modèle de développement capitaliste, ce n'est pas aller au socialisme. Le socialisme, ce n'est pas "les soviets plus l'électricité", les conseils ouvriers plus la technologie léguée par le capitalisme. Trop souvent, le "nouveau modèle de développement" apparaît comme un gadget parachuté dans nos textes pour dépeindre l'avenir radieux d'un développement libéré des entraves capitalistes ou pour récupérer des aspirations nouvelles dont on se méfie par ailleurs. Or, la rupture par rapport au modèle de développement légué par le capitalisme est au cœur même des réponses socialistes à la crise :

- C'est une condition essentielle pour **élargir nos marges de manœuvre** par rapport aux contraintes de marché international : la mise en œuvre d'une croissance et de technologies plus économes en énergie et en matières premières, la fabrication de biens durables, le développement des consommations collectives et non marchandes (équipements éducatifs et culturels, logement, activités de loisirs) constituent autant de moyens de réduire notre dépendance par rapport au marché mondial ;
- Cette recherche d'un autre modèle de développement rencontre les **aspirations nouvelles** révélées depuis 1968 dans l'ensemble du front de classe ;

Enfin, par simple **solidarité** avec les **générations futures**, il est urgent de mettre un terme au gaspillage et à la destruction des ressources naturelles que sont l'eau, l'air, la forêt, la mer.

La crédibilité de toute expérience de rupture avec le capitalisme viendra de la capacité de la gauche à prouver sa volonté de *changer la vie* et pas seulement de prendre le pouvoir d'Etat : or, la réflexion de notre parti est demeurée jusqu'à présent insuffisante sur ces questions :

- Rompre avec le capitalisme, c'est aussi faire en sorte que les travailleurs disposent de plus de **temps libre** pour la vie familiale, pour se reposer, se distraire, se cultiver, participer aux activités collectives dans la commune ou le quartier ; c'est **réduire le champ de la marchandise et de l'argent**, qui envahit aujourd'hui tout l'espace de la vie sociale. Pour beaucoup d'hommes et de femmes, le travail est aujourd'hui la seule raison d'être, la seule justification, la seule valorisation de l'individu : on a pour titre son métier, pour but sa promotion, pour satisfaction son salaire. Ce dernier permet de consommer et, si possible, d'accumuler.

Ce travail, qui centre la vie, conserve une raison d'être dans quelques secteurs marginaux agricoles ou artisanaux. Dans la société capitaliste, la division du travail, son organisation, sa finalité échappent au travailleur.

Les femmes, qui conservent la mainmise sur les tâches ménagères et maternelles, et qui sont les principales consommatrices, remettent de plus en plus en cause cette organisation capitaliste du travail. Il n'y a pas pour elles libération quand la simple survie économique de la famille le rend nécessaire.

La consommation est axée sur le renouvellement d'objets de mauvaise qualité, la création par la publicité de besoins illusoire engendrant un perpétuel état de manque et de frustration.

Les loisirs sont l'objet d'un "marché" pour le capitalisme qui multiplie gadgets et industrialise les vacances.

L'initiative, l'imagination, le risque, la fantaisie, la créativité perdent leur place. Plus de chansons : un disque, plus de dessin : un "poster", plus de cuisine : un "congelé", plus de voyage : un "forfait" ; les moindres gestes, les moindres besoins sont couverts par le marché.

Un autre modèle de développement suppose une autre préparation à la vie : tâche immense puisqu'il s'agit à la fois de changer les finalités et les méthodes de l'éducation, de modifier les rapports des individus à l'argent, au pouvoir et aux honneurs.

- Le socialisme, c'est aussi la **réorientation des systèmes technologiques** en fonction de leurs conséquences sociales et écologiques, immédiates et à long terme. Dans les conditions de la crise actuelle, l'accent doit être mis sur les technologies non polluantes, faibles consommatrices d'énergie, réalisables à l'échelle régionale ou locale (ex. : énergie solaire, recyclage des déchets). Le débat collectif reste à poursuivre dans le parti sur des questions aussi essentielles que l'avenir à long terme de la politique énergétique, le développement de l'automatisation et de l'informatique.

- Nous avons également à rechercher une **répartition équilibrée des activités dans l'espace national**, pour inverser le mouvement actuel de concentration et favoriser le renouveau des régions : réhabilitation des régions de montagne, refus de transformer la Bretagne et le Midi méditerranéen en simples "parcs touristiques, etc..."

c) Une politique industrielle et agricole offensive

La nouvelle division internationale du travail telle qu'elle se met en place entraîne en France une spécialisation croissante qui a pour conséquences :

- Le déclin des industries qui sont installées à moindre coût dans le tiers monde par les multinationales (chimie, textile, etc.) ;
- L'abandon de technologies de pointe, qui assurent l'indépendance à long terme, aux Etats-Unis et au Japon ; c'est le cas notamment de l'informatique...

Il nous faut desserrer l'étau de la domination impérialiste de façon à assurer la mise en œuvre du nouveau modèle de développement que nous préconisons. Cela passe par l'élaboration **d'une politique industrielle cohérente** qui impose des choix.

Cette politique doit répondre à **trois objectifs prioritaires** : favoriser la création d'emplois et l'équilibre régional, maintenir ou reconstituer notre autonomie dans les secteurs vitaux du point de vue de l'indépendance nationale (acier, informatique, agro-alimentaire, télécommunications notamment), économiser les ressources naturelles et les investissements.

Ce sera le rôle du plan de définir les secteurs ou les types de productions à développer et à aider en priorité : industries de haute technologie (composants électroniques, télécommunications, aéronautique), industries cor-

respondant au nouveau type de développement (B.T.P., équipements collectifs), pôles industriels régionaux. Sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations syndicales, le plan décidera également de la réorientation de certains secteurs en crise, étant entendu que l'emploi des travailleurs, le maintien de leur niveau de vie et de qualification seront garantis en toutes circonstances.

Au niveau international, des accords seront recherchés avec nos partenaires européens et éventuellement avec certains pays du tiers monde pour la réalisation de programmes industriels exigeant des investissements très lourds (aéronautique, espace, composants électroniques, recherche biologique).

Des réformes profondes devront être engagées dans le secteur de la distribution et du commerce de gros afin de lutter contre les positions de monopole ou les ventes de situation : création de circuits témoins, développement du secteur coopératif.

Dans le domaine de **l'agriculture**, il faudra oser s'engager dans des voies nouvelles : les agriculteurs aspirent à gérer eux-mêmes leurs affaires, à prendre en main la sécurité de leur destin sans être considérés comme des assistés ou des marginalisés par rapport au progrès industriel.

Cela suppose que les travailleurs agricoles soient libérés de l'obsession de devenir propriétaires de la terre. L'usage de la terre par le travail doit être séparé de la propriété de celle-ci ; ainsi pourra être réduit le poids de l'endettement auquel les agriculteurs ont été contraints, malgré eux, de s'enchaîner. La terre est un moyen de production, un outil de travail, qui doit être soustrait aux mouvements spéculatifs.

Les prix des produits agricoles doivent être calculés en fonction des coûts de revient réels et garantis jusqu'à un certain quantum de production par exploitation pour ne pas avantager les grands exploitants.

La décision en matière agricole doit appartenir aux agriculteurs eux-mêmes, en liaison avec les collectivités locales, les consommateurs et les organes régionaux du plan, notamment pour :

- L'affectation des terres (zonage) ;
- La gestion des "offices par produits" que les socialistes proposent de créer pour régulariser les marchés ;
- Le statut juridique et économique des agricultrices.

3. INSCRIRE D'ENTRÉE LES NATIONALISATIONS ET LA PLANIFICATION DANS LA PERSPECTIVE AUTOGESTIONNAIRE

a) Les nationalisations

Deux conceptions de la nationalisation se sont opposées à l'occasion du débat sur l'actualisation du P.C.G. en 1977 : une conception "administrative" (nationalisation à 100 % dans tous les cas, mise en place de grands groupes nationalisés à direction centralisée, statut uniforme pour tous les travailleurs des entreprises publiques), et une conception que l'on peut qualifier de "financière" (préférence pour les prises de participation, grande autonomie des filiales, priorité donnée à l'efficacité de la gestion).

Nous ne nous reconnaissons entièrement dans aucune de ces deux conceptions ; pour nous, la nationalisation répond à trois objectifs : réduire l'emprise des dynasties capitalistes sur la vie économique et politique du pays, mettre en œuvre une nouvelle politique industrielle mais aussi et surtout instituer le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise.

C'est pourquoi l'appropriation sociale des grands groupes industriels est inséparable du transfert du pouvoir de décision aux travailleurs de l'entreprise. Cela implique de dépasser les formules de gestion tripartite prévues dans le P.C.G. par la mise en place immédiate des conseils d'atelier et de bureau, la création de conseils de gestion au niveau de l'établissement et l'élection des conseils d'administration par les travailleurs.

Dans le cadre des orientations tracées par le plan, l'entreprise nationale disposera de la plus large autonomie de gestion, le contrôle de l'Etat ne s'exerçant qu'a posteriori. Le développement d'autres formes d'appropriation sociale (régies municipales, coopératives, mutuelles) devra également être encouragé afin de contribuer à la réanimation du tissu industriel régional et local.

Par ailleurs, pour tenir compte des évolutions intervenues depuis 1972, les mines de fer, la sidérurgie, le secteur nucléaire (Creusot-Loire), Peugeot-Citroën, devraient également faire l'objet d'une appropriation sociale.

b) La planification

Le plan ne doit pas être conçu comme un instrument administratif, supposé démocratique, qui impulse, gère et rationalise les décisions à un niveau central. C'est un lieu de coordination et d'arbitrage politiques entre des projets alternatifs élaborés au niveau régional, à partir des propositions formulées et des initiatives prises par les travailleurs

au niveau de l'entreprise, de la ville, du quartier. Une planification de type autogestionnaire ne peut fonctionner que du bas vers le haut, même si certains grands débats collectifs (la politique énergétique, les relations économiques entre la France et les pays du tiers monde) doivent nécessairement être tranchés au niveau national.

Pour nous, **nationalisation, autogestion et planification sont un seul et même mouvement** : ne pas les lier de manière indissociable, c'est risquer de s'engager soit dans l'impasse d'une gestion sociale du capitalisme, soit dans l'engrenage du centralisme et de la bureaucratisation.

4. RENFORCER LE FRONT DE CLASSE FACE AUX DEUX FRACTIONS DE LA BOURGEOISIE

Les nationalisations, la réduction des revenus et la taxation des patrimoines des couches privilégiées, le contrôle des travailleurs, la mise en œuvre d'une nouvelle logique économique et sociale se traduisent très rapidement par des droits nouveaux pour les travailleurs et les familles populaires : tout cela ne peut que porter atteinte aux privilèges que détiennent en France aujourd'hui, quelques dizaines de milliers de personnes qui forment la bourgeoisie capitaliste : cela entamera aussi les avantages exorbitants dont jouissent les hauts dirigeants des secteurs privé et public.

Le gouvernement de Gauche et le front de classe des travailleurs auront donc à affronter la bourgeoisie française dans ses deux fractions :

1. Face à la grande bourgeoisie internationale, et à sa fraction française, la transition ne peut être qu'une suite de durs conflits.

Les nationalisations réduiront sa puissance. Pour les groupes qui n'auront pas été nationalisés, **il y aura nécessairement une période de coexistence conflictuelle** : celle-ci doit reposer sur un rapport de forces favorable. Le gouvernement veillera au respect des grandes orientations du plan, à la mise en œuvre d'une politique de développement de la production et de la recherche et à l'application de la nouvelle législation sociale : les travailleurs et leurs organisations exerceront la pression nécessaire pour obtenir la mise en œuvre de tous les avantages obtenus légalement ou contractuellement :

- L'extension de leurs droits : respect et élargissement du droit syndical, obligation d'informer les travailleurs sur la vie de l'entreprise, contrôle des décisions en matière d'investissement, d'emploi, et d'organisation du travail, non discrimination entre hommes et femmes.

- Une profonde transformation de l'organisation du travail : réduction et aménagement des horaires, allègement de la charge de travail, conditions d'hygiène et de sécurité, droit à l'éducation permanent, etc.

2. Face au petit et moyen patronat, la position du gouvernement de Gauche doit être sans ambiguïté :

- La position des travailleurs de ces entreprises doit être renforcée par une meilleure implantation syndicale, la création des comités d'entreprise à partir de 20 salariés, la mise en place de délégués à l'hygiène et à la sécurité dans toutes les entreprises ;

- Les petites et moyennes entreprises devront appliquer la nouvelle législation sociale, améliorer les conditions de travail, accepter la mise en œuvre des droits nouveaux des travailleurs (en matière d'emploi ou d'organisation du travail : droit de s'opposer légalement à certaines décisions préjudiciables à l'entreprise ou aux travailleurs...), abrogation de la loi Royer sur l'apprentissage ;

- Ces entreprises devront d'autant plus respecter ces obligations qu'elles bénéficieront d'éléments favorables par rapport à la situation actuelle : développement régional, charte de la sous-traitance, certaines priorités pour l'obtention des marchés de l'Etat et des collectivités locales ;

- Si elles ne le font pas, si elles adoptent une attitude négative (fermeture, "grève" de l'investissement), une gamme de mesures sera disponible pour permettre à l'entreprise de continuer à fonctionner ou de redémarrer sur de nouvelles bases (coopératives, entreprises municipales, entreprises d'économie mixte locales, reprises par un groupe nationalisé), sous le contrôle des travailleurs.

Face aux deux fractions de la bourgeoisie, le Front de classe regroupera l'ensemble du monde du travail, et d'abord ceux qui sont soumis le plus directement à l'oppression du capitalisme quotidien : travailleurs salariés (à l'exception bien sûr des éléments de la classe dirigeante nominalement salariés, et des dirigeants de la technocratie d'Etat) ; travailleurs paysans écrasés par les pressions du capital industriel et financier ; mais aussi femmes enfermées dans le quotidien du travail domestique et jeunes des classes populaires, chômeurs et marginalisés.

Ce front de classe passera un compromis substantiel avec les couches de la petite bourgeoisie traditionnelle (petits commerçants, artisans, moyenne paysannerie), en voie de prolétarianisation, du fait de la domi-

nation des groupes industriels et financiers. Car le projet socialiste ne se développe pas contre elles, mais peut leur rendre une autonomie que le capital leur retire chaque jour davantage.

Un point d'appui particulièrement solide pourra être établi dans le monde paysan : en effet, pour la plupart, et notamment dans les régions désertées de l'Ouest, du Centre et des zones de montagne, les paysans sont des travailleurs, soumis à des contraintes dures et nombreuses : le temps hebdomadaire de travail est long ; le labeur des femmes n'est pas pris en compte : les loisirs sont rares, les inégalités devant la vie s'aggravent. Certes, le poids de l'idéologie dominante est lourd, mais dans de nombreuses luttes, ils se sont retrouvés avec les travailleurs face aux représentants du capital et aux forces de l'ordre.

5. ÉLARGIR LA MARGE DE MANŒUVRE INTERNATIONALE

Avec la reconnaissance de la Chine par les Etats-Unis, le nouvel axe sino japonais, c'est l'équilibre des forces de la Seconde Guerre mondiale qui est en passe d'être bouleversé. Si l'affrontement inachevé reste situé entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le partage du monde, né de Yalta, est en voie de décomposition sans que soit encore établi un nouveau statu quo où la Chine serait partie prenante.

Cette instabilité internationale incite les deux super-grands à surveiller étroitement leur zone d'influence impérialiste et à durcir la confrontation qu'elles mènent par états satellites interposés. Or, des lignes de fracture internes se dessinent de part et d'autre.

Les menaces qui pèsent sur l'Union soviétique sur son front asiatique la rendent plus intransigente face à la contestation dans les démocraties populaires où, par suite d'une déstabilisation intérieure, de nouveaux foyers de tension peuvent éclater.

Les Etats-Unis ont signifié à leurs partenaires européens que le libéralisme politique était un luxe que les bourgeoisies européennes ne pouvaient plus s'accorder, dès lors que grandissaient les chances du mouvement ouvrier d'accéder au pouvoir.

Au cours des prochaines années, les menaces sur la paix et sur les libertés peuvent donc venir d'un camp comme de l'autre ; elles rendront plus difficiles notre action en même temps qu'elles nous conféreront davantage de responsabilités en Europe, dans le tiers monde et dans la recherche du désarmement mondial et de la dissolution des blocs.

A. L'EUROPE

1. La France est étroitement liée aux autres pays européens et en particulier à l'Allemagne, par son commerce extérieur, l'implantation des firmes multinationales et certains projets industriels communs. Réciproquement, l'Allemagne pourrait difficilement accepter sans dommages pour son économie une modification radicale des échanges commerciaux entre les deux pays.

L'Europe n'est qu'un marché commun, une zone de libre échange où aucune politique communautaire n'a bien fonctionné, pas même la politique agricole commune.

De plus, la dépendance de la C.E.E. vis-à-vis des Etats-Unis est institutionnalisée à travers les accords du G.A.T.T. actuellement en cours de renégociation.

Face au développement et à l'organisation du capitalisme au niveau européen (voire mondial), il est urgent que la solidarité des travailleurs s'organise sur le même plan.

L'Europe des marchands fonde en négatif l'Europe des travailleurs : si la partie sociale du traité de Rome n'a pas connu la moindre application, par contre les travailleurs de toute la C.E.D. subissent ensemble l'extension du chômage et la crise de branches entières comme la sidérurgie. Les mécanismes libéraux du marché commun ont fait faillite face à la crise. A nous de trouver et d'imposer les solutions socialistes.

2. Le débat institutionnel

Si nous sommes favorables à l'élection du Parlement européen au suffrage universel, nous considérons en revanche que les attributions du Parlement européen doivent rester celles que prévoit le traité de Rome. Le maintien de la règle de l'unanimité est une garantie fondamentale pour notre autonomie de décision.

Par ailleurs, l'élargissement de la C.E.E. (Grèce, Espagne, Portugal) nous paraît constituer un élément positif dans la mesure où il ancre ces pays à un ensemble démocratique et permet un recentrage politique de la C.E.E. du fait de traditions ouvrières similaires en France, en Italie et en Espagne.

Toutefois, comme le Parti l'a souligné, cet élargissement exige des garanties économiques afin de sauvegarder les intérêts de l'agriculture française.

Enfin, le système monétaire européen placera la France à la remorque de la politique financière allemande et entraînera une aggravation de la politique d'austérité dans notre

pays. Il ne peut être question pour les socialistes d'accepter ce type d'intégration, ni l'intervention du fonds monétaire européen dans la politique économique française.

3. Pour l'Europe des travailleurs

Si le Parti socialiste doit mener une action de sauvegarde de notre indépendance nationale vis-à-vis des projets d'intégration politiques, militaires et monétaires européens, il lui appartient de porter l'offensive sur d'autres terrains et de devenir une force de proposition.

En effet, **s'il faut refuser dans la construction européenne tout ce qui aliène notre liberté de choix pour l'avenir, il faut y privilégier tout ce qui accroît nos marges de manœuvre et nos capacités d'actions internationales** :

- Dans le domaine social, en demandant l'alignement sur les législations nationales les plus avancées (droit de travail, congés, prestations sociales...);

- Dans le domaine industriel en concluant des accords de recherche et de production afin d'assurer l'indépendance française et européenne vis-à-vis des pays en situation de monopole technologique ;

- En proposant à nos partenaires d'organiser en commun le contrôle des multinationales ;

- Enfin et surtout, il est nécessaire que s'organise face à l'internationalisation du capital, la solidarité des travailleurs européens à travers les luttes syndicales communes (pour les 35 heures, pour l'extension du droit à l'information sur l'activité des groupes) et un approfondissement du débat, entre partis socialistes, communistes et sociaux démocrates européens.

B. POUR UN NOUVEL INTERNATIONALISME : ÉTABLIR DES RELATIONS DIFFÉRENTES AVEC LE TIERS MONDE

La rupture avec le capitalisme ne peut pas se limiter à l'hexagone, ni même au niveau européen : il s'agit pour la Gauche de prendre en compte effectivement la dimension internationale des luttes pour le socialisme et d'instituer de nouvelles formes de solidarité avec les peuples exploités du tiers monde.

Un gouvernement de Gauche en France devra manifester d'entrée sa volonté de renoncer aux avantages de l'impérialisme. Ceci

passera notamment par un contrôle rigoureux des activités des filiales d'entreprises françaises à l'étranger et par le soutien des revendications légitimes des pays du tiers monde : accroissement important des concours financiers aux pays les plus pauvres, allègement de la dette extérieure qui écrase beaucoup de ces pays, développement négocié des échanges commerciaux et des transferts de technologie, organisation des marchés de matières premières.

Les initiatives qu'un gouvernement de Gauche en France prendra dans ces différents domaines devront dans la mesure du possible être relayées au niveau européen en préparant les bases d'une coopération entre la C.E.E., les pays africains et les autres pays associés qui ne soit plus l'alibi de la domination. C'est toute une dynamique nouvelle qu'il s'agira d'instaurer, en renforçant le front des pays qui luttent contre l'impérialisme et en assurant la convergence des luttes solidaires des travailleurs des pays industriels et de ceux des pays du tiers monde, notamment des travailleurs immigrés.

Une politique en direction du tiers monde ne peut rester exclusivement économique. Dans les ex-colonies les colonisateurs, sans réussir à implanter leur propre culture, ont souvent cherché à détruire les cultures traditionnelles.

De même qu'il devra respecter les valeurs, les cultures et les langues régionales en France, un gouvernement de Gauche devra être attentif dans ses relations internationales à **éviter toute forme d'impérialisme culturel.**

Les femmes du tiers monde subissent dans ce cadre une oppression particulièrement grave. Si leur libération ne peut venir que d'elles mêmes, nous pouvons et devons soutenir leur combat.

Conclusion : Pour un parti socialiste ouvert, offensif et uni

La construction d'un grand Parti de masse implanté dans le monde du travail est plus que jamais à l'ordre du jour. Le Parti socialiste, qui a réuni en mars 1978, les suffrages de 7 millions d'électeurs, ne compte que 190 000 adhérents et moins encore de militants. Pourquoi ?

Pourquoi adhère-t-on au Parti ? Qui y reste et qui le quitte après un passage parfois éphémère ?

Ces questions mettent en cause simultanément notre pratique militante, le langage que nous utilisons, notre conception du processus de politisation et de formation des militants, enfin les modes d'organisation et de fonctionnement de notre Parti.

La pratique la plus courante du militantisme au Parti socialiste est la suivante : on va à des réunions de section tous les quinze jours

ou tous les mois, en même temps, on colle des affiches et on distribue des tracts. Dans les réunions, s'expriment quelques camarades qui en ont le talent ou le goût. La plupart des militants ont le choix entre être muets – le plus souvent les femmes et les travailleurs manuels – ou discuter interminablement sur la "ligne" du Parti.

Le langage utilisé reste inaccessible au plus grand nombre, soit parce qu'il est peu compréhensible, soit parce qu'il paralyse ceux qui ne le manient pas avec aisance. Une fois acquis, il nous devient naturel, mais demeure éloigné du langage simple de la vie quotidienne.

Des millions de travailleurs, de femmes, de jeunes, qui comprennent mal nos débats, qui s'ennuient à nos réunions, qui souvent n'ont pas le sentiment de participer à une action "utile", restent ainsi en dehors de l'action politique, qui leur apparaît comme extérieure, étrangère.

Pour les faire venir, les conserver parmi nous, les amener à accepter des postes de responsabilité, il ne suffit pas d'émettre des "vœux pieux", il faut rapprocher le fonctionnement du Parti de ses principes autogestionnaires. Il ne suffit pas de dire que nous voulons renforcer le secteur "entreprises", il faut aussi laisser les militants de ce secteur décider eux-mêmes des modes de fonctionnement et de les plus efficaces dans leur milieu de travail, et leur fournir les moyens – notamment financiers – nécessaires.

Les modes d'accès à la politique, les motivations de l'adhésion sont complexes et diverses et nous devons prendre en compte cette diversité. Beaucoup d'hommes, et surtout de femmes, accèdent à la vie politique à travers la vie associative et sur la base de considérations qui ne sont pas seulement économiques.

Il faut donc renoncer aux analyses qui font des Partis politiques les seuls agents du changement social, les syndicats et les associations étant cantonnés dans la conduite des luttes ponctuelles ou catégorielles. Les rapports entre le Parti d'un côté, les syndicats et les associations, les comités de lutte de l'autre, doivent être conçus en termes de complémentarité et non de division, d'enrichissement réciproque et non de récupération. **Le Parti doit être présent dans les luttes, sans chercher à y imposer son hégémonie** : c'est de sa présence dans le mouvement social, de son attention aux problèmes de la vie quotidienne des gens qu'il tire sa force et son audience politiques.

De la même manière, la **formation des militants** ne doit pas avoir pour principal objet d'en faire les propagandistes d'une ligne politique préétablie, mais de les amener à prendre conscience des contradictions et des mouvements qui traversent la société. C'est en particulier le cas des femmes qui ont aujourd'hui à faire exister le langage politique à partir de leurs situations réelles, à inventer des formes différentes d'action militante.

Quant aux jeunes, aujourd'hui trop peu nombreux dans les sections, la première condition pour que ce Parti devienne le leur, est de leur rendre une large autonomie d'organisation.

Faut-il ajouter qu'en dehors de sa participation active à la vie syndicale et associative, le militant d'un Parti socialiste autogestionnaire devrait mettre en pratique dans ses comportements professionnels, sociaux et familiaux, les idées qu'il professe, et d'abord ne pas exercer sur les autres des rapports de domination ?

Il faut enfin rapprocher le fonctionnement du Parti de ses principes autogestionnaires. L'adoption du règlement intérieur a marqué un progrès. D'autres sont possibles : notamment le non-cumul des fonctions au sein même du Parti et, la distinction entre la direction du Parti et le candidat aux élections présidentielles, la division des tâches favorisant la collégialité.

Pour qu'un nombre croissant de travailleurs exercent des fonctions de responsabilité à différents niveaux dans le Parti, il faut instituer un statut de permanents salariés et garantir leur reclassement professionnel ultérieur.

Enfin, **les courants doivent désormais adopter un nouveau rôle** : ils sont nécessaires à la vie démocratique car ils ont pour fonction de proposer, à chaque période historique, des grands choix stratégiques à l'ensemble du Parti et de stimuler ainsi la réflexion de tous. Sinon, ces choix ne seraient le fait que d'une toute petite poignée de dirigeants. Mais, pour autant, les courants ne doivent être, ni des partis dans le Parti, ni des clientèles fermées. Ils ne doivent pas être structurés de façon centralisée et disciplinée, car ils n'ont pas vocation à apporter à toutes les questions les réponses qui engageraient tous leurs membres. Le caractère ouvert des courants doit permettre que s'instaurent des débats transversaux dans le Parti, par exemple sur des questions telles que le nucléaire. Enfin, dès lors que les courants contribuent à la formation des directions nationale et départementales du Parti, ils doivent faire leurs règles essentielles de la démocratie : rotation des responsables, décentralisation, respect des règles du Parti.

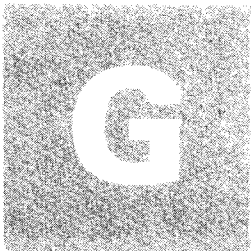
LISTE DES SIGNATAIRES

Boietto, Allier - Cassani, Allier - Mouchi A., Alpes-Maritimes - Lost Claude, Ardèche - Durmel Gérard - Fallon Bruno - Salliou Yves, Ardennes - Le Goas René, Aube - Carta Michel, Bouches-du-Rhône - Beix Roland - Blanchard Marc - Gaborit Joseph - Grosmann Carole - Morty Philippe - Rougeon Jack, Charentes-Maritimes - Saulnier Elizabeth - Saulnier J.-P. - Turmas Nicole, Cher - Fouché Jean, Corrèze - Charreau Michel - Corsiez Madeleine - Vouillot Hervé, Côte-d'Or - Gauthier Jacques, Côtes-du-Nord - Burille Michel, Creuse - Beaunac Alain - Sartori Pierre, Dordogne - Brosseau J.-P. - Chaveau Roger - Garcin Michel - Girard J.-C. - Griaux Jean-Marie - Jussiaux Gérard - Maillot Françoise - Vuitenez Jean, Doubs - Brossel Claire - Brossel Philippe, Eure - Duigou Serge - Edmond Pestel - Lucien Hallegot - Bernard Evanno - Yvette Canelet, Finistère - Bourdères Marie-Claude, Gard - Captier Janie - Captier Michel - Chaussade Isabelle - Doassans Maurice - Fraboulet Michel - Guillot Colette - Guillot Jean - Laval Guy - Le Saux Raymond - Latappy Christian - Memain Michel - Pollet Robert - Queyroi Guy - Ramel Jean-Claude - Sigalas Alain, Gironde - Antoine Hervé - Cadillac Hervé - Lopin Robert, Haute-Garonne - Chazat Francis, Haute-Loire - Abovici Roger - Pellissier Jean-Marie, Haute-Marne - Yvonne Lepreux - J.-P. Roland - J. Bulée, Hautes-Pyrénées - Boldet J.-P., Haute-Vienne - Ogé Philippe - Alain Gensac - Arlette Laget, Hérault - Decroix Michel - Hervé Edmond - Merian J.-Y. - Michel J.-P. - Raymond Bondiguel - M.-T. Brizard - Rémi Brizard - J.-Y. Charpin - M. Courstas - Michel Crespy - J.-Y. Gérard - Annick Hélias - Yves Marqueton - J.-Y. Merian - Albert Perras - François Richou - Marthe Rumeur - Gady Guillot - H. Potier - J.-P. Gouret - A. Houssoy - Bizière J.-M. - Khlal C., Indre-et-Loire - Blanc-Gonet

Pierre - Brossier Jean - Chaperon Joël - Garnier Jean-Louis - Garnier-Quintin Odile - Jay Lucien - Larivière Jean - Métral Serge - Poch-Oudjaoudi Marie - Richard Jean-Louis, Isère - Bihel Guy - Bisacia Lina - Bonhomme Maurice - Bonnard Roger - Dufour Michèle - Fertier Jean - Jeuray Hubert - Lacroix Geneviève - Mansuy Roger - Merley Louis - Montcoudial Jean - Rasclé Simon - Rebaud Claude - Reynard André - Royon Michel - Ullmer - Venin Bruno - Villeguas Marc, Loire - Dupin Eric, Loiret - Seguret Françoise, Lot - Colombe Gérard, Lot-et-Garonne - Guenon Henry - Pechen Philippe, Manche - Ergan Michel, Mayenne - Groscolas D. - Mathey - Meyer - René Fradet - Luc Mejan - Marc Gillant - J.-P. Hausch - Hubert Audrion - Hervé Frère - Jeannette Vallanche - Gérard Vautrin - Jean Pierron - Roger Audrey - Francis Maus - J.-F. Moutet - J.-P. Chassin - Jean Pelletier - Lehinat Bernard - Georges, Morbihan - Cordier - Palz Paul, Moselle - Caudron Dinah - Wolf Marc - G. Caudron - G. Inglebert - J. Veber - Y. Liegois - Paul Raoult - C. Derbier - Marc Vandewynckele - René Moerman - Pierre Duez - Lucien Caucheteux - Sylviane Destin - Jean-Claude Gosselin - Eric Vion - J.-P. Teissedou - Jean-Marc Regnault - C. Odoux - Marc De Heuninck - J.-C. Maignon - J.-C. Morlaes - J.-C. Paulhet - Claude Reynard - Robert Vans Vermeir - J.-M. Stievenart - Jacqueline Osselin - R. C. Vaillant - Marc Pagnier, Nord - Buquet Philippe - Guéraud P.-C. - Nalaise - Pichon J.-Marie, Pas-de-Calais - Gillardin - Thiel, Puy-de-Dôme - Heurtel Adolphe - Labrot Gérard - Llambrich Francis, Pyrénées-Orientales - Martin André - Chamoulaud Josy - Martinat Philippe - Remillieux Françoise, Rhône - Bonnefoy - Boudot - Courtillon - Heude - Merigot, Saône-et-Loire - Faucillon Henri - Benattar Pierre - J.-P. Alexandre - Henri Billiez - Paulette

Bogeat - J.-P. Chenu - B. Colas - H. Estoup - J.-P. Lautret - F. Rudkiewicz, Savoie - Cassagnatère Bernard - Hague Hervé - Thieulant Dominique, Seine-Maritime - Cherouvrier D. - Collado E. - Levasseur G. - Pellerin M. - Vigne F., Seine-et-Marne - Coucheteux Pierre - Doesoeuvre Patrick - Pené J.-J. - Yvert Brigitte, Somme - Delennette Michel, Var - Chasson Louis - Louente Pierre - Vicenti René, Vaucluse - Martin J.-P., Vendée - André Jean-Marie - Beltramme Serge - Bertrand Pierre - Boutry J.-L. - Brun François - Calmels Claudine - Caumont Marie-Madeleine - Chopat André - Claude Jean - Colin Yvon - Cuny Jean - Cospinne Marcelle - Daillot J.-Jacques - Durand Jean - Etienne Gérard - Farette Maurice - Homel Jacky - Houvin J.-P. - Leclair Jean - Lorange Michel - Louis Daniel - Mattéi Alain - Mangin Claude - Mangin Jean-Louis - Noël Pierre - Pierret Christian - Port Gérard - Schwartz Jacques - Tendille Alain - Trappier Bernard - Valdenaire Julien - Bourgiert J.-C. - Grandemang François - Richard Francis, Vosges - Bernardi C. - Bergounioux A. - Bouillot J.-P. - Cogneau J. - Danet A. - Deloof J.-P. - Derriennic F. - Descolas M. - Desseigne G. - Ducloy G. - Fleury P. - Malloizel J. - Penez J. - Pinon G. - Selles J.-P. - Thill J.-F. - Vaccaro C., Yvelines - Chasin E. - Clous L., Yonne - Joseph Komeida - Marcel Rousset Deschamps - J.-P. Privat - Gérard Bour Cheaud - Alain Rolla, Seine-Saint-Denis - Hugues Portelli - Pierre-Yves Lechardy - Philippe Bourguignon - Henri Kaminska - Robert Peyron - André Sageaud - Michel Rey - Yves Fouquet - Paul Turcq, Val-d'Oise - Dutron - Duperin - Ravet - Piérini - Dupuis - Martin - Boussat - Dubois - Muret - Lachaud - Labayle - Durrieu, Hauts-de-Seine - Martine Tarin - J.-P. Tarin - Pierre Hostaléry - Ali Moussa - Didier Azorin - Martine Azorin - B. de Bourbon - Marie-Jo Moussa - Yves Mahé - Julien Gilonier - Jean-Claude Chassagnoux - Jean-Claude Palette - Jean-Claude Perrot - Madeleine Desforges - Yves Desforges - Françoise Moulin - Jean-François Delaulanié - Alain Spicq - Alain Flament - Bernard Tepper - Evelyne Picard - Marie-Thérèse Levêque - Michel

Bouchard - Gabriel Pick - Jean-Claude Bousquet - Marie-Françoise Gérard - Jean-Luc Esteilon - Michèle Estelon - Claude Nava - Jean-Michel Rosenfeld - Gérard Fousal - Jean-Claude Geager - Yvette Berthaud - Hubert Berthaud - Robert Plant - Paul Plant - Jacques Lombard - René Garguilo - Yves Arcadias - André Chaudagne - Gérard Zribi - Nicole Sadoun, Val-de-Marne - Jacques Guyard - André Bussery - Bernadette Brevignon - Jérôme Renucci - Jean Hardouin - Georges Bonneville - Guy Briantais - Philippe Warnier - Robert Lucente - Claude Bugnot - Gérard Dupeyrat - Michel Desbois - Irène Gadon - Pierre Fleury - Jo Djivelekian - Louis Gourriou - Klopstein - J.-F. Brichau - Daniel Guereau - Claude Cambray - Pierre Dejean - Alex Rosengard - Madeleine Salon - Marcel Alehaus - Christian Feuillet - Jacqueline Durand - Raymond Tissier - Christian Rollet - Georges Mazé, Essonne - Jean-Pierre Biatarana - Michel Beaud - Anne Bolliet - Henri Bustaret - Michèle Bonvallot - Etienne Broquet - Claude Bernet - Alain Billon - Jérôme Clément - Capdeville - Serge Drocheiner - Luc Duvoux - Joël Des-saint - Philippe Durand - Jeanine Derouault - Alain Deslous - François Dela-grange - Thérèse Etner - Alain Etchegoyen - François Etner - Georges Festinger - Carole Froucht - Michèle Felgine - Glöckin - Cécile Goldet - François Gérard - Anna Goldberg - Hubert Girou - Jean-Charles Hourcade - Daniel Hubscher - Isabelle Jan - Jean-Charles Lagneau - Colette Kahn - Jean-Paul Karsenty - Sylvie Lienart - Christophe Lannelongue - Daniel Lebegue - François Laguerre - Richard Lenoble - Jean-Paul Lévy - Bernard Manin - Jean-François Mary - Noëlle Mariller - François Mercereau - Jean-Pierre Meunier - Guy Martin - Alain Modot - Jean-Paul Montcel - Dominique Neel - Charles-Napoléon-Philippe Orsini - Yves Prades - Paulette Pons - Jean-Pierre Perriot - Claude Pigement - Yasna et François Romon - Hélène Rolant - Jacques Réghinot - Vincent Sénéclauze - Marie-Dominique Suremain - Christian Tozoni - Richard Topol - Pierre Tripiet - Luc Varenne - Patrick Vivares, Paris.



L'AUTRE MOITIÉ DU CHEMIN

Un proverbe chinois dit : « Quand sur dix pas, on en a fait neuf, il reste encore à faire la moitié du chemin. »

C'est aujourd'hui en France, le cas de la gauche qui échoue à faire basculer dans son camp

les quelques 2 à 5 % d'électeurs supplémentaires qui lui donneraient la victoire.

Mais ces 5 % là seront aussi durs à gagner que les 48 % déjà acquis, car ils nécessitent une révision profonde de notre analyse.

I. La Gauche bloquée

1. ELLES VOTENT !...

La gauche a perdu les élections en mars 1978. Il est peu court de dire : nous avons perdu à cause de la désunion de la gauche. Regardons aussi le vote des femmes.

52 % DES ÉLECTEURS SONT DES FEMMES

52 % ! Ce ne sont donc pas les hommes qui font les majorités, mais surtout les femmes par leur vote. L'arrivée de la Gauche au pouvoir bute sur ce fait depuis 35 ans.

Quelle que soit la tranche d'âge ou la catégorie socio-professionnelle à laquelle elles appartiennent, les femmes votent plus à droite que les hommes et sont plus nombreuses à s'abstenir (les 2/3 de l'absentéisme chez les jeunes sont le fait des jeunes femmes).

Sans le vote des femmes, François Mitterrand aurait battu de Gaulle en 1965, battu Giscard en 1974, et nous aurions gagné les législatives en mars dernier.

Un parti qui a choisi de venir au pouvoir par le suffrage universel, doit s'interroger sur la façon dont la droite retient les femmes dans son camp.

Il doit savoir que la société patriarcale maintient les femmes dans un état d'isolement et de sous-développement culturel qui les rend plus perméables à l'idéologie dominante conservatrice. Il existe une pensée de droite sur la femme qui lui donne une place : la Famille, ou elle est valorisée, sécurisée.

Il n'existe pas de pensée de gauche sur les femmes parce que les partis du mouvement ouvrier bornent leur analyse de la société à la seule division en classes telles qu'elles se définissent dans la production ; or la conception marxiste **actuelle** de la production n'intègre pas la reproduction et ce qu'elle considère comme ses accessoires (travaux ménagers, soins aux enfants et aux parents âgés)...

Dès lors, la gauche ne peut pas s'adresser aux femmes :

— à celles qui participent à la production, on parle comme à des travailleurs ; au mieux, on dit : les travailleurs et les travailleuses ;

— aux autres on ne dir rien.

— à toutes que propose-t-on qui puisse leur « changer la vie » ?

La gauche n'a jamais pensé la place des femmes dans la société.

Pour gagner les 2 à 5 % qui nous manquent que faut-il donc faire ?

— certainement pas continuer à édulcorer notre programme et notre discours pour venir au pouvoir, ce qui nous livrerait ensuite à l'impuissance social-démocrate,

— mais gagner à notre combat les jeunes travailleuses qui s'abstiennent, et les travailleuses et femmes de travailleurs qui votent à droite.

2. — ET POURTANT ILS LUTTENT !...

38 % des travailleurs sont des femmes, 73 % des smicards sont des femmes, 54 % des chômeurs sont des femmes.

Voilà un magnifique terrain pour la lutte des classes ! Et pourtant... regardez les syndicats, regardez les partis politiques... Si peu de femmes inscrites, et parmi celles-ci, si peu de militantes. Pourquoi, étant les plus exploitées, participent-elles si peu aux luttes ? Le mouvement ouvrier a conçu la lutte des classes à partir des seuls rapports d'exploitation que les hommes exercent entre eux.

« Pour combattre le capitalisme, il faut le comprendre et savoir qu'il utilise aussi l'oppression sociale des femmes pour accroître son pouvoir et freiner la lutte des classes ».

NOUS

« Les institutions sociales sous lesquelles vivent les hommes... sont déterminées par ces deux sortes de production : par le stade de développement où se trouvent d'une part le travail, et, d'autre part, la famille ».

ENGELS - préface à la 1^{re} édition de 1884 de « L'Origine de la famille, etc. »

« La famille moderne contient en germe non seulement l'esclavage, mais aussi le servage... Elle contient en miniature tous les antagonismes qui, par la suite, se développeront largement, dans la société et dans son Etat ».

MARX - cité par Engels dans « L'origine de la famille ».

« La propagande faite parmi les femmes, les efforts tentés en vue de les réveiller, de les rendre révolutionnaires, sont envisagés comme une tâche secondaire qui n'incombe qu'aux femmes communistes... A quoi tient cette attitude erronée ? Ce n'est autre chose, en somme, que la sous-estimation de la femme... »

LENINE - « Sur l'émancipation de la femme ».

• Il n'a jamais intégré à son analyse l'oppression spécifique des femmes dans la société. Par là, il s'est interdit de comprendre que les femmes, aliénées par leur condition de subordonnées dans la famille et la société, ne pouvaient trouver anormale leur condition inférieure dans le monde du travail.

• Il s'est interdit de comprendre que les femmes accablées par la double journée de travail et culpabilisées par leur responsabilité familiale, n'avaient plus la disponibilité nécessaire pour les luttes sociales. L'idéologie dominante n'a donc eu aucun mal à convaincre les travailleuses et les travailleurs que le salaire de la femme était un salaire d'appoint et, ce faisant, les hommes ont laissé les femmes hors de la lutte des classes, devenant inconsciemment complices de l'exploitation capitaliste. Ils n'ont pu alors faire progresser leur propre lutte puisqu'ils se sont privés du concours de la moitié de la classe ouvrière.

Il est temps de comprendre que le capitalisme est une stratégie sociale et non pas seulement un système économique. **La gauche a toujours considéré que c'était l'exploitation économique qui entraînait l'inégalité sociale et culturelle. En fait, c'est l'inverse : c'est l'inégalité des statuts sociaux qui fonde l'exploitation.**

Le capitalisme a besoin de main d'œuvre à bon marché ; avec la complicité du racisme il surexploite les immigrés, avec celle du sexisme, les femmes. Ceux qui aujourd'hui, ne désignent pas comme **lutte prioritaire** la lutte contre ces discriminations, **abandonnent en fait la lutte des classes** et s'interdisent de combattre le capitalisme avec efficacité.

« Ces soucis et ces angoisses (des femmes) pourraient devenir les principaux moteurs de la conscience de classe. Nos politiques refusent de croire que ces choses méritent d'être discutées ; nous les invitons donc à étudier le mécanisme grâce auquel la réaction politique retient les femmes dans son camp ».

WILHEM REICH - « Qu'est-ce que la conscience de classe » 1934.

« Il faut extirper jusqu'aux moindres vestiges, l'ancien point de vue esclavagiste, dans le Parti comme dans les masses... **CE N'EST PAS LA DEFENSE BOURGEOISE DES DROITS DE LA FEMME, C'EST LA NECESSITE PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE** ».

LENINE — « Sur l'émancipation de la femme ».

II. Et maintenant que faire ! Devenir socialistes.

1. ELLES LUTTENT AUSSI !...

Le parti a voté le **manifeste des droits des femmes** et se penche actuellement sur le rôle des luttes dites périphériques. Mais on ne peut se contenter de reconnaître en théorie le rôle politique de ces luttes ; il ne suffit pas d'ajouter de nouveaux chapitres à notre programme, il faut en définir clairement les priorités.

Or, si notre analyse est juste, (à savoir que le mouvement ouvrier a été et reste bloqué dans son avancée parce que les femmes, même les plus exploitées, participent peu aux luttes sociales et ne votent pas massivement pour la gauche), la lutte contre l'oppression des femmes, donc contre le patriarcat, doit devenir une lutte prioritaire, puisqu'elle est au cœur de la lutte des classes.

Le mouvement des femmes est pratiquement seul aujourd'hui à se battre sur ce front. Si les partis de gauche ne l'y rejoignent pas, la prise de conscience des femmes se ferait en dehors, voire aux dépens des institutions du mouvement ouvrier que certaines déjà remettent en cause.

2. RUPTURES

Un socialisme autogestionnaire exige que les changements qui feront la rupture avec le capitalisme ne se limitent pas à la propriété des moyens de production (nationalisations), mais concernent aussi les formes d'organisation et de pouvoir (les modèles hiérarchiques et autoritaires de la société capitaliste). Une vraie rupture avec le capitalisme exige donc une rupture avec le patriarcat qui **conditionne l'homme par le pouvoir qu'il détient sur les femmes et les enfants** ; par ce pouvoir il acquiert une mentalité qui l'amène à accepter et à défendre la hiérarchie et l'autorité.

Une vraie rupture avec le capitalisme suppose d'autre part, que la société française soit en état de l'accepter.

Cela passe par une **longue lutte politique et idéologique** sur :

Quel type de croissance ? Quel modèle de consommation ? Quel partage du revenu et de la fortune ? Quel partage du travail ? Et, bien plus, **quel travail** ?

Et cela ne pourra se faire sans une large mobilisation des femmes.

Le féminisme remet en cause tous les rapports de pouvoir. Sans féminisme, le capitalisme ou le goulag.

NOUS

Si Staline avait dû faire son lit tous les matins et sa cuisine trois fois par jour, son rapport au pouvoir aurait été différent.

NOUS

Si donc, nous voulons échapper au socialisme centralisé et bureaucratique, comme à l'impuissance social-démocrate, nous devons poser le problème de la place des femmes dans la société.

3° LE PARTI

La répartition inégalitaire du pouvoir dans la société se retrouve à l'intérieur des institutions du mouvement ouvrier et bloque son avancée. Peu représentatif et insuffisamment démocratique, le parti nous paraît inadapté à conduire la politique que nous venons de définir.

— Il y a sept millions d'électeurs, mais moins de 200 000 adhérents, et qui ne représentent pas du tout l'éventail de la population, en particulier les femmes et les ouvriers.

— Il emploie un **mode de pensée technocratique** et, de plus, strictement masculin, d'où un **langage inaccessible** à la grande masse même de ses militants.

— Il prône l'autogestion à terme, mais refuse dans son comportement interne ce qui pourrait y conduire : l'accès aux responsabilités des femmes et des ouvriers, **la rotation des tâches**, les décisions et le travail collectifs, de nouveaux rapports de pouvoir.

— Plus grave même, son organisation est largement calquée sur celle de l'État : technocratie, hiérarchie, absence d'initiative à la base, décisions « préparées » au sommet et acquises par une fausse pratique démocratique, carriérisme politique, personnalisation excessive, etc.

Pour toutes ces raisons, le P.S. exclut de fait les femmes, les ouvriers, les jeunes, les immigrés... mais ne cesse de parler en leur nom. Or, un parti d'hommes et de cadres ne peut prétendre représenter la réalité sociale du pays.

La société en marche vers l'autogestion à laquelle aspirent les socialistes, exige d'autres moteurs que les formes classiques du militantisme politique masculin : carrière politique à vie; participation aux instances du parti, assistance aux réunions de section et distribution de tracts...

NOUS

Le P.S. n'est ni révolutionnaire, ni féministe, ni autogestionnaire. Et pourtant nous y sommes. qui faut-il changer ? Lui ou nous ?

Conclusion : le préalable

La lutte des femmes doit donc devenir celles des socialistes aussi, puisqu'elle conditionne le succès de la lutte des classes. C'est le préalable nécessaire à la victoire. Dès aujourd'hui, le Parti socialiste doit modifier son analyse politique, repenser sa stratégie et son mode de fonctionnement et accepter enfin d'être confronté au conflit fondamental : les rapports femmes-hommes. C'est à partir de là que nous pourrons nous attaquer aux problèmes de restructuration de l'Union de la Gauche, de planification, de l'Europe et des rapports avec les autres peuples (1).

Il n'y aura pas de société socialiste autogestionnaire, voire pas de projet socialiste valable, sans la participation des femmes à égalité avec celles des hommes.

Voilà le préalable indispensable au déblocage de la situation sociale et politique.

Nous ne sommes pas féministes seulement par fierté, par solidarité, mais par nécessité historique.

Nous appelons tous nos camarades, hommes et femmes, à en prendre conscience et à nous rejoindre dans notre analyse. pour que la gauche, enfin, puisse parcourir l'autre moitié du chemin.

(1) Cf. thèmes abordés dans notre Contribution, pp. 86-87 du Poing et la Rose — janvier 1979.

« *Le féminisme remet tellement en cause la société dans laquelle on a tant bien que mal réussi à forger certains rapports de force, certains contre-pouvoirs, que la gauche entière recule devant l'analyse par besoin de sécurisation* ».

NOUS

LISTE DES SIGNATAIRES

Candidates et candidats au Comité directeur

Abrial Alain, Isère - Alcaraz Marie-Françoise, Isère - Alessandrini-Leroy Nathalie, Yvelines - Aubard Marie-Claude, Hauts-de-Seine - Ambergny Josette, Hauts-de-Seine - Aumasson Laure, Paris - Badeau Andrée, Puy-de-Dôme - Bardin Françoise, Hauts-de-Seine - Barnoux Michèle, Puy-de-Dôme - Barouh Françoise, Yvelines - Bastardy Jacqueline, Yvelines - Bendriem Madeleine, Seine-Saint-Denis - Behagle Henri, Nord - Bernardi Céline, Hauts-de-Seine - Bescon Monique, Isère - Blanc Anne-Marie, Yvelines - Blanc Jean-Pierre, Yvelines - Blanchard Paul, Isère - Bienvenue Rose, Yvelines - Bienvenue Claude, Yvelines - Bohm Gérard, Nord - Bonneterre André, Val-d'Oise - Boulard Odile, Yvelines - Bourguignon Francine, Val-d'Oise - Boutet de Montvel Renée, Hauts-de-Seine - Bresson Claudine, Yvelines - Broto Henri, Pyrénées-Orientales - Brun Odette, Hauts-de-Seine - Burgess Françoise, Yvelines - Buton Lu-

cienne, Hauts-de-Seine - Cabada Carmen, Seine-Saint-Denis - Cailleau Michel, Nord - Canis Jeannine, Hauts-de-Seine - Chalah Claudine, Yvelines - Chaniot Manou, Jura - Chaniot Maurice, Jura - Charpentier Brigitte, Yvelines - Ciamens Yvette, Tarn-et-Garonne - Clamens Geneviève, Tarn-et-Garonne - Cloix Michèle, Pyrénées-Orientales - Coli Pierre, Isère - Colombo Danièle, Yvelines - Colombo Jean-Michel, Yvelines - Courchet Paulette, Paris - Courrier Christiane, Val-de-Marne - Cyrot Françoise, Isère - Cyrot Michel, Isère - D'Antoni Sylviane, Hauts-de-Seine - Decottagnies Yvonne, Nord - Deck Hélène, Isère - Derevière Marie-Louise, Nord - De Singly Chantal, Maine-et-Loire - De Singly François, Maine-et-Loire - Détaille Marcelle, Nord - Détaille Hubert, Nord - Dussaux Maryvonne, Seine-Maritime - El Fani Hanem, Hauts-de-Seine - Falcetta Sylviane, Hauts-de-Seine - Feltn Christine, Hauts-de-Seine - Fonteneau Anne-Marie, Fédération Europe (Bruxelles) - Gehant Yolande, Territoire de Belfort -

Gex Claude, Paris - Ghelber Béatrice, Paris - Grimaud Jeanne, Paris - Gril Colette, Val-d'Oise - Grux Françoise, Val-d'Oise - Guislain Olga, Hauts-de-Seine - Huart Angèle, Nord - Huille Hélène, Hauts-de-Seine - Huille Jean-Pierre, Hauts-de-Seine - Imbernon Catherine, Seine-Saint-Denis - Imhaus Patrick, Hauts-de-Seine - Jamet François, Landes - Jacquier Marie-Claude, Isère - Jacquier Pierre-André, Isère - Joubert Renée, Hauts-de-Seine - Jousset Claude, Isère - Krakovitch Odile, Hauts-de-Seine - Labrouste Marie-France, Oise - Labrouste Serge, Oise - Lacalm Suzanne, Pyrénées-Orientales - Latournerie Marie-Aimée, Paris - Leblon Monique, Pyrénées-Orientales - Le Floch Jeannine, Paris - Le Gall Anne, Paris - Le Paih-Eripret Maryvonne, Hauts-de-Seine - Lesage Lucienne, Seine-Saint-Denis - Lhuillier Edith, Hauts-de-Seine - Llambrich Anne-Marie, Pyrénées-Orientales - Llambrich Francis, Pyrénées-Orientales - Lloansi Jacqueline, Pyrénées-Orientales - Maignial Jeanne, Fédération Europe (Bruxelles) - Marcq Gisèle, Isère - Marie Hélène, Hauts-de-Seine - Massot Paul, Hauts-de-Seine - Maurice Solange, Val-d'Oise - Melet Marie-Jo, Val-d'Oise - Meyer Annie, Paris - Meyer Jean-Paul, Paris - Meyer Madeleine, Paris - Mirault-Dumont Gisèle, Hauts-de-Seine -

Montagne Monique, Puy-de-Dôme - Morel Viviane, Drôme - Nivault Bernadette, Oise - Ody Nicole, Hauts-de-Seine - Pagnol Nicole, Val-d'Oise - Paysot Pierrette, Isère - Peltier Marie, Hauts-de-Seine - Perrotin Yves, Pyrénées-Orientales - Petit Marie-Françoise, Hauts-de-Seine - Pinon Yves, Isère - Prats René, Isère - Prieur Monique, Hauts-de-Seine - Raclin Remy, Pyrénées-Orientales - Raillard Mauduis Noëlle, Loire-Atlantique - Rialan Chantal, Fédération Europe (Bruxelles) - Rieucan Nicole, Val-d'Oise - Ripert Marie-Claude, Val-d'Oise - Robin Emmanuel, Hauts-de-Seine - Rolloy Anne, Yvelines - Rondeleux Marie-Madeleine, Paris - Rouillier Adée, Bouches-du-Rhône - Sauer Myriam, Val-d'Oise - Scher Lydia, Val-d'Oise - Segretain-Maurel Mireille, Paris - Sigorel Danièle, Hauts-de-Seine - Simon Marie-Madeleine, Alpes-Maritimes - Simon Simone, Puy-de-Dôme - Sirkis Lucette, Hauts-de-Seine - Tanesse Daniel, Gironde - Tardieu Marie, Hautes-Pyrénées - Tardy Pascale, Val-d'Oise - Taupin Nicole, Hauts-de-Seine - Thibaut Françoise, Val-d'Oise - Thibaut Guy, Val-d'Oise - Thiel Norbert, Puy-de-Dôme - Toma Francine, Hauts-de-Seine - Tourneur Nadine, Nord - Vidal Simone, Val-d'Oise - Vignoble Jocelyne, Nord - Zhepova Dritta, Paris -